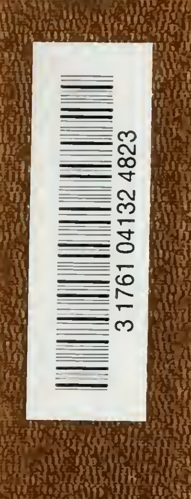

3 1761 04132 4823


UNIVERSITY OF TORONTO
VELUT ARBOR ÆVO



HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

DE

1870-71

J. AUREAU. — IMPRIMERIE DE LAGNY.

HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION
DE
1870-71

Par JULES CLARETIE

LA CHUTE DE L'EMPIRE. — LA GUERRE.
LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE. — LA PAIX.
LA COMMUNE DE PARIS. — LA PRÉSIDENCE DE M. THIERS.
LA PRÉSIDENCE DU MARÉCHAL DE MAC-MAHON.

EDITION ILLUSTRÉE PAR LES PLUS CÉLÈBRES ARTISTES

TOME DEUXIÈME



PARIS
GEORGES DECAUX, ÉDITEUR
7, rue du Croissant, 7
ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES



PREMIÈRE PARTIE

CHUTE DE L'EMPIRE. — LA GUERRE DYNASTIQUE

(SUITE.)



CHAPITRE XI

Retraite de l'armée sous Metz. — Hésitations de l'empereur. — Il compromet l'armée. — Ce qu'il fallait faire, dicté par la *Gazette de Cologne*. — État moral des officiers et de l'armée. — Changarnier à Metz. — Nomination de Bazaine. — Son passé. — Départ de Napoléon. — Bataille de Borny. — Bataille de Rezonville. — Bataille de Gravelotte. — Situation des armées françaises à la fin d'août 1870.

Pendant que Mac-Mahon marchait vers Metz en se rapprochant, comme nous le verrons, de la frontière de Belgique, que faisait et qu'avait fait Bazaine? Nous avons vu que, tandis que Mac-Mahon et de Failly battaient en retraite sur Châlons, les autres corps d'armée se retiraient assez rapidement sous les canons de Metz. A l'exception du corps de Frossard, ils étaient tous intacts, mais déjà troublés par cette sorte de démoralisation singulière qui, partant de l'empereur et des généraux,

s étendaient sur l'armée [1]. La concentration des troupes sous Metz s'accomplit cependant avec assez de rapidité. Dès le 10 ou le 11 août, toute l'armée était rassemblée autour de la citadelle et prête, dès lors, à se rabattre sur Châlons et à aller rejoindre Mac-Mahon par la route de Verdun qui était libre. On ne conçoit pas qu'à ce moment cette manœuvre très-simple, indiquée par la logique, n'ait pas été rapidement exécutée. La France eût eu alors, pour défendre les lignes de la Seine et de la Marne, une armée puissante, et qui sait ce qui serait advenu de la fortune de la patrie? En laissant à Metz une assez faible garnison, on pouvait facilement défendre la place et on avait, en rase campagne, des forces considérables, au moins égales à celles dont l'ennemi pouvait alors disposer.

La vérité depuis un an s'est faite sur les ressources des belligérants, et, pour emprunter aux Allemands eux-mêmes la preuve de la possibilité de leur défaite et de la nullité de nos chefs, voici ce que ne craint pas d'avouer l'écrivain de la *Gazette de Cologne,* M. J. de Wickede, qui fait autorité dans les matières militaires:

1. Nous trouvons la preuve de ce désordre moral dans une lettre intime d'un général qui écrivait ce qui suit, le 6 août :

« Je ne sais ce que nous faisons. Nous sommes actuellement en état de marcher en avant, et nous ne faisons que des déplacements de flanc, allant tantôt à droite, tantôt à gauche. Je ne sais, en vérité, si nous sommes commandés. Je pourrais même affirmer que nous ne le sommes pas, depuis l'expérience que j'en ai faite cette nuit. J'étais de garde, et j'ai dû recevoir plus de huit dépêches de l'empereur et de son état-major général adressées à notre commandant de corps, dépêches se contrecarrant successivement et témoignant de bien tristes hésitations. En attendant, le léger avantage que nous avons remporté à Sarrebrück a été suivi d'engagements moins heureux à Wissembourg, et hier même, à quelques lieues de nous. Un de nos corps voisins avait même dû battre en retraite, si bien qu'il est beaucoup plus question pour notre corps, actuellement, d'un mouvement en arrière que d'une marche en avant. Nos troupiers, si braves à certains moments, montrent à tout instant un abattement et une absence d'aplomb qui nous inquiètent. Nous avons besoin d'une action décisive et heureuse qui remonte notre moral.

« Samedi. — Boulay, 4e corps. »

« Si le maréchal Bazaine, dit M. de Wickede, après avoir laissé seulement 50.000 hommes dans Metz, eût fait sa jonction avec Mac-Mahon, et opéré en toute hâte la concentration des troupes qui se trouvaient encore à Châlons, à Paris et dans le nord de la France, — et les Français avaient pour cela à leur service un très-bon réseau de chemins de fer, — l'empereur Napoléon aurait pu réunir de nouveau, dans les jours qui se sont écoulés, du 12 au 18 août, une armée de 320.000 à 350.000 hommes de bonnes troupes, dans une excellente position, *entre Metz et Verdun, et offrir à l'armée allemande la bataille décisive de la guerre.*

« *Il aurait été difficile, à cette date, au général de Moltke de conduire au combat une armée de force numériquement égale.* Les 50.000 hommes de Metz auraient exigé la dislocation de 80.000 hommes pour bloquer la place, et des détachements considérables étaient, d'autre part, immobilisés par la nécessité de cerner les forteresses de Strasbourg, Schelestadt, Brisach, Phalsbourg et de Toul, afin d'empêcher des sorties de leurs garnisons ; on n'aurait donc jamais pu, dans la seconde moitié du mois d'août, concentrer 350.000 à 400.000 Allemands entre Metz et Verdun, n'y eût-il eu d'autre impossibilité que celle des approvisionnements nécessaires. Si, en même temps, les troupes qui se trouvaient encore à Besançon et à Lyon, ainsi qu'à Marseille, Toulon et Grenoble, avaient reçu l'ordre d'une rapide concentration et avaient été dirigées immédiatement vers Belfort, un corps de 30.000 à 40.000 hommes aurait été ainsi formé sur ce point stratégique important.

« *Ce corps aurait pu tenter de faire lever le siége de Strasbourg, détruire toutes les étapes de l'armée allemande en Alsace*, peut-être même opérer une diversion, — momentanee cela va sans dire, — dans le grand duché de Bade, où il ne se trouvait plus de troupes allemandes. Enfin, si les flottes françaises de la mer du Nord et de la Baltique, qui ont joué pendant cette guerre un rôle si

insignifiant, avaient montré quelque trace d'énergie, M. de Moltke n'aurait pu dégarnir de troupes, autant qu'il l'a fait, les côtes de la Baltique et de la mer du Nord. »

Il est douloureux de voir ainsi tracé, et si clairement, par un ennemi, le plan de campagne que nos généraux devaient suivre ; mais du moins cette étude permet de faire retomber sur qui de droit la responsabilité de nos défaites. A Metz, au commencement d'août, comme à Mouzon, Carignan et Sedan, l'obstacle, l'agent en quelque sorte passif de nos désastres, ce fut l'empereur. Commandant en chef de l'armée, il pouvait, dès le 10 août, ordonner la retraite ; mais, frappé d'abattement, il laissa perdre un temps précieux et passa en tergiversations, en larmoiements et en projets de campagne les trois jours qui, rapidement utilisés, eussent sauvé l'armée.

Après les défaites de Forbach et de Wœrth, une sorte de stupeur avait saisi la ville de Metz. Animée et vivante huit jours auparavant, elle était brusquement devenue morne et silencieuse. On se mettait à l'œuvre cependant pour la défense. Le général Coffinières de Nordeck, commandant la place, faisait abattre les maisons bâties sur la zone militaire, couper les arbres sur les routes, et ordonnait aux étrangers de quitter la ville ou d'y réclamer un permis de séjour. On achevait en hâte les travaux commencés et, pour tout dire, à peine ébauchés, car, le conçoit-on? l'empire avait laissé une place de premier ordre comme Metz dans un abandon inconcevable, et il la trouvait, au moment de la déclaration de guerre, à peine armée et ses fortifications, sur certains points, inachevées. Nous avons vu par exemple travailler aux remparts du fort de Plappeville, qui se trouvaient loin d'être prêts au moment de la déclaration de guerre, et à quelques jours de l'investissement.

Metz méritait cependant d'être toujours tenue sur la défensive et, pour ainsi dire, sous les armes. M. de

Bismarck devait appeler bientôt Strasbourg « la clef de la maison. » On peut, à juste titre, affirmer que Metz est la clef de la France. Son colossal fort de Saint-Quentin veille de ce côté sur la frontière française comme un géant, et semble protéger le pays tout entier. On l'aperçoit de loin et de partout, menaçant et terrible. Les larges fossés remplis d'eau, les îles de la Moselle, les terrains d'inondation, rendent la place de Metz presque inaccessible; mais le véritable rempart de la ville, c'est cet assemblage de forts, le fort Saint-Julien, le fort de Queuleu, le fort Saint-Quentin, etc., qui, autour de Metz, permettent à une armée considérable de s'établir comme dans un vaste camp retranché.

Ainsi concentrées, nos troupes se trouvaient en quelque sorte inattaquables. Il fallait les tourner pour les empêcher d'opérer leur retraite sur la Meuse, et c'est à quoi les deux armées réunies de Steinmetz et de Frédéric-Charles allaient s'employer; mais, je le répète encore, il était facile à notre armée de déjouer la tactique des Allemands. Il ne suffisait que d'un peu de décision et d'énergie. Mais c'est précisément ce qui manqua le plus à Louis-Napoléon Bonaparte. Dans la nuit du 2 décembre, il fallut que ses complices eussent de l'audace pour lui. Dans les journées fatales des 10, 11, 12 et 13 août, nul ne se trouva pour lui imposer d'agir et d'agir en toute hâte.

Ceux qui l'entouraient étaient navrés, lui se désolait. Il se crut sauvé lorsqu'il vit venir à lui ce vieux général d'Afrique, dont il dédaignait et refusait auparavant les services, Changarnier, le héros de la retraite de Constantine, et qui est allé tristement finir sa carrière par la capitulation de Metz. Changarnier se présenta, vêtu d'un pantalon gris et d'une redingote, à la préfecture, où logeait l'empereur. Il venait de la gare, à pied et mouillé par la pluie. « Sire, dit le vieux soldat, quand on l'introduisit, la France est en danger, je suis un vieux soldat : je viens vous offrir mon expérience et mon épée. » La

démarche était noble, mais on verra plus tard que Changarnier, après avoir vécu indépendant depuis dix-huit ans, se laissa gagner à la cause bonapartiste et fut, à Metz, un des partisans de la régence. Cette existence de soldat allait ainsi finir piteusement dans une machination de parti.

Cependant l'avant-garde prussienne avait suivi de près notre armée se repliant de Saint-Avold sur Metz par la Nied et brûlant des magasins et des fourrages, comme toujours, mais comme toujours aussi laissant le chemin de fer intact. Une sorte d'effarement spécial s'était emparé au surplus de l'état-major. On entendit, durant cette retraite, un général dire à des officiers de la garde dont les soldats n'avaient ni tiré un coup de fusil ni vu encore l'ennemi : « Mettez vos objets précieux en sûreté, messieurs : nous sommes irrémédiablement perdus![1] » Il semblait qu'une sorte de prostration contagieuse régnât partout.

On n'avait plus qu'un espoir, un seul : il était dans le maréchal Bazaine. Oui, il faut bien le dire, à Metz, comme à Paris, on avait foi dans cet homme, qui tint, hélas! entre ses mains le fragile espoir de la patrie, et qui le brisa comme verre. Bazaine, soldat de fortune, parti le fusil sur l'épaule, engagé volontaire au 37e régiment de ligne, en 1831, avait conquis, disait-on, ses grades à la pointe de sa baïonnette et de son épée. En France, où l'on préfère les soldats braves aux soldats intelligents et pensifs, c'en était assez pour lui faire une popularité absolue. On ne pouvait pourtant oublier les aventures de ce maréchal dont le nom quelques années auparavant avait été à bon droit suspect, non-seulement au pays, mais aux souverains eux-mêmes. L'ancien fourrier de la légion étrangère passé, en 1835, lors du grand mouvement carliste en Espagne, au service de la

1. Rapporté par le lieutenant C...., qui l'a entendu

reine Isabelle[1], l'ancien chef de bureau arabe habitué à ruser avec les Arabes, avait, après avoir fait son devoir en Crimée, à l'Alma et à Inkermann, attaqué le bastion central à Sébastopol et, plus tard, en Italie, montré une énergie singulière à Melegnano et à l'assaut du cimetière de Solferino, s'était fait connaître surtout, à partir de 1862, par les combats livrés au Mexique.

En juillet 1862, il prenait le commandement de la première division d'infanterie du corps expéditionnaire à la Vera-Cruz. C'est lui qui, au siége de Puebla, attaqua le général mexicain Commonfort, retranché à San-Lorenzo et amenant un convoi de vivres aux assiégés. Bazaine le battit. En octobre 1863, le futur commandant en chef de l'armée du Rhin succédait au général Forey dans le commandement en chef de l'armée du Mexique. La prise de Mexico, le siége d'Oajaca, où 7.000 hommes mirent bas les armes devant lui, la poursuite de Juarez, avaient donné au maréchal Bazaine une réputation militaire dont l'avenir nous a cruellement montré l'exagération.

Nous voulons être calme, dans cette histoire. Nous n'écrivons pas un pamphlet, et quoique ces terribles événements soient si rapprochés de nous, nous essayons de les envisager du fond de cette perspective d'où nous regardons le passé. Mais la modération n'exclut ni la douleur patriotique, ni l'implacable vérité. Malgré les aventures de Bazaine au Mexique, malgré les bruits qui chargeaient sa réputation, malgré les accusations portées par ses lieutenants eux-mêmes (M. de Galiffet, entre autres), malgré sa conduite avec ce Maximilien, dont il était chargé de défendre le trône et la vie [2], la France

1. O. Leconte, *La Guerre franco-allemande*.

2. « On suppose qu'il a nourri l'espoir pendant quelque temps de se mettre à la tête de ce pays. Nous nous bornerons à citer un fait qui dépeint l'homme... Lorsque, par des intrigues de toute sorte, il eut réussi à se marier avec la fille d'une des plus riches familles du pays, mais qui appartenait aux ennemis les plus décidés du

et l'armée s'en remettaient à Bazaine de les venger de Frœschwiller et de Forbach.

Ce petit gros homme souriant, qui se montrait en paletot à l'hôtel de l'Europe, dans les derniers jours de juillet, et qui allait et venait les mains dans les poches, sans façon, et comme un tacticien sûr de lui-même, semblait fait, au surplus, pour inspirer la confiance. Le caractère de cette physionomie, c'est le flegme, non pas le sang-froid un peu roide de l'Anglais, mais l'indifférence légèrement gouailleuse du Français. Bazaine, on le devine au premier coup d'œil, ne s'émeut de rien. Il ira au feu avec cette sorte de bonhomie qu'il affecte, sans se soucier de risquer une balle; il demeurera, par la même raison, éloigné du champ de bataille et couché sur un divan, tandis que ses soldats meurent, sans se soucier de faire son devoir. Alourdi par le bien-être, indifférent aux cris poignants de la patrie, Bazaine est bien le type de ces généraux sceptiques qui, n'ayant jamais eu au cœur que le sentiment égoïste de l'avancement, ne savent ni se dévouer pour une cause compromise, ni se battre pour l'honneur lorsqu'une cause est perdue.

Le général Deligny, qui commandait à Metz la 1re division de l'infanterie de la garde (voltigeurs), a publié sur l'armée de Metz une brochure qui constitue contre le commandant en chef un véritable acte d'accusation [2] : « Nous n'hésitons pas à dire, écrit le général

nouvel empire, l'empereur Maximilien voulut lui faire don, comme cadeau de noces, du magnifique palais de Buena-Vista, meublé nouvellement pour le général Forey. Bazaine refusa, mais donna à entendre au général Almonte, qui apportait l'acte de donation, que sa femme pourrait bien l'accepter. L'empereur agréa cette proposition, et la maréchale devint propriétaire du château vraiment royal. Que fit son mari ? Il le loua de sa femme, et la municipalité de la ville de Mexico dut payer, jusqu'au dernier jour de l'occupation, un loyer de 60,000 fr. » (O. F. Leconte, *La Guerre franco-allemande*, page 21.)

2. *Armée de Metz*, par le général Deligny (Münster et Berlin, 1870).

Deligny à la première page de son travail, que la tâche qui incombait au maréchal dépassait de beaucoup ses moyens et ses forces, et qu'il n'était à sa hauteur, ni par son activité physique, ni par ses talents, ni par son énergie morale. Pour une aussi grande mission, il eût fallu mettre en jeu tous les ressorts d'une grande âme, toute l'énergie d'un grand caractère ; il eût fallu des éclairs de génie peut-être. Le maréchal, lui, n'appela à son aide qu'une somnolence égoïste, une sorte d'indifférence pour les intérêts généraux, un petit esprit et de petits moyens. »

Quant à l'armée, c'était cette magnifique armée française, trop peu nombreuse, sans doute, mais formée de tout ce qui restait en France d'énergiques et solides soldats. Mal commandée, elle allait livrer à l'armée la mieux commandée du monde des combats gigantesques où elle disputa plus d'une fois et arracha la victoire à l'ennemi. Bien commandée, elle était capable d'accomplir des prodiges pareils à ceux de ses aînées. Avec cent mille hommes d'excellentes troupes, un général doit savoir vaincre. Nous verrons que Bazaine pouvait le faire, et le pays est en droit de lui demander compte à la fois de sa mollesse pendant ces premiers combats, et surtout de ses intrigues politiques, plus tard, durant le blocus. Nous ne nous occuperons, dans ce chapitre, que des fautes militaires.

Le général Steinmetz était arrivé devant Metz le 13. Le quartier général du roi était à Herny, et les troupes de Frédéric-Charles occupaient Pont-à-Mousson, tandis que l'autre armée prussienne, celle qui, sous les ordres du Prince royal, poursuivait Mac-Mahon, entrait à Nancy.

Le décret qui nommait le maréchal Bazaine commandant en chef de l'armée du Rhin est daté du 10 août. Mais, par suite de nouvelles difficultés intérieures, Bazaine n'en prit le commandement que le 13. Le maréchal n'empêcha donc pas l'armée d'opérer, dès le 10,

son mouvement de retraite. « Il était, dit M. Mézières[1], gêné pour l'exécution de ses ordres par la présence et les velléités personnelles de l'empereur. » Le mouvement ne commençait donc que le 14, et ce jour-là, un dimanche, nos *interminables convois,* selon l'expression d'un officier supérieur, traversaient la Moselle. Chaque soldat pliait sous le poids des bagages. Les *impedimenta* alourdissaient la marche, cette marche qu'il fallait accélérer à tout prix, et M. Ch. Fay compare avec raison cette armée traînant ainsi ses fardeaux et ses bagages à l'armée de Darius. Le temps est loin où l'on pouvait écrire que « les armées allemandes sont celles de toute l'Europe qui entraînent le plus de bagages, de femmes, d'embarras de bouches inutiles[2]. » C'est aux armées françaises qu'il faudrait aujourd'hui adresser ce reproche et faire toucher du doigt ce vice capital qui nous a coûté si cher.

A midi, l'empereur partait, quittait la préfecture, passant, escorté par les cent-gardes et un escadron de guides, devant la foule « triste et silencieuse[3]. » L'armée, vers quatre heures de l'après-midi, avait déjà traversé la Moselle, et la garde et le 3e corps se préparaient à se mettre en marche, lorsque l'ennemi, sortant tout à coup du bois de Colombey, accueillit nos avant-postes par un feu de mousqueterie et de mitraille. Ce furent les troupes du général Grenier que les Prussiens attaquèrent d'abord ; bientôt repoussé, il revint à la charge, tandis que Ladmirault, pour maintenir la division Grenier, lance sur des hauteurs deux divisions de son corps d'armée soutenues par la réserve de son artillerie. La division de Cissey met sacs à terre, grimpe au pas de course la hauteur de Saint-Julien, et prend la place de la division Grenier.

1. *Revue des Deux-Mondes*, du 15 septembre 1871.
2. *L'Europe esclave.* (Cologne, 1677.)
3. *Journal d'un officier de l'armée du Rhin.*



LE GÉNÉRAL STEINMETZ.

La clef de la position était, pour les Prussiens, le petit bois de Mey que défendaient nos mitrailleuses, tandis que les batteries prussiennes ripostaient par leurs obus. Vers sept heures du soir, le bataillon du 64e de ligne, qui défendait le bois de Mey, attaqué par des forces considérables, battait en retraite, et ne put être rallié que difficilement sous le feu terrible des tirailleurs ennemis, maintenant établis dans ce bois. Mais, dès l'arrivée de la division de Cissey, le 20e bataillon de chasseurs à pied s'élance dans le bois de Mey et en déloge, après un vif combat, les Allemands qui se replient à leur tour, tandis que des masses de fantassins et de cavaliers ennemis, abritées jusqu'alors derrière Servigny, se montrent brusquement et font vers notre gauche un mouvement menaçant. La division tout entière s'élance au pas de charge, ouvre un feu violent à volonté, et arrête brusquement ce mouvement tournant qui pouvait nous être fatal [1].

La nuit venait. Une partie du 3e corps entra alors en ligne et repoussa les colonnes prussiennes qui semblaient vouloir revenir au combat. L'ennemi, repoussé vers huit heures du soir de Mey et de Servigny par une charge à la baïonnette, se retirait en brûlant derrière lui ces villages. On le rejetait encore de Mercy-le-Haut et de Mercy-les-Metz et on n'entendait plus, dans la nuit, que la canonnade échangée entre les batteries allemandes et les batteries du fort de Queuleu.

C'était un succès, et, Sarrebrück n'étant qu'une funèbre plaisanterie, c'était le premier succès de la campagne. Les soldats ne s'y trompaient pas. Ils regagnaient gaiement le Ban-Saint-Martin, et Napoléon disait à Bazaine, en lui tendant la main, à Longeville : « Eh bien ! maréchal, vous avez donc rompu le charme ? [2]. » Ce qui n'empêchait point le roi Guillaume de télégraphier à Berlin ces trois lignes mensongères :

1. E.-A. Spoll. *Campagne de la Moselle* (Bruxelles, 1871).
2. *Journal d'un officier de l'armée du Rhin.*

« Combat victorieux à Borny sous Metz ; les Français sont refoulés *derrière* Metz. *Je me rends sur le champ de bataille.*

« GUILLAUME. »

Le roi de Prusse et les écrivains prussiens ne disent point la vérité lorsqu'ils prétendent que, le 14 août, le jour de ce combat qui s'appela, pour Paris, la bataille de Longeville, et pour Metz le combat de Borny ou de Pange, ils rejetèrent les Français derrière Metz. Ni ce jour-là, ni plus tard, les Français ne furent rejetés « derrière Metz. » La bataille de Borny était un avantage pour nous ; une partie des troupes bivaqua sur le terrain conquis, et Bazaine pouvait profiter de la journée en prenant l'offensive et en opposant toute son armée aux forces prussiennes qu'il avait devant lui. Les Allemands considèrent surtout la journée du 14 comme un avantage pour eux « parce qu'ils ont retardé d'un jour la marche de l'armée française [1]. »

Nous avions perdu 3.408 hommes tués, blessés ou dis-

1. Un officier, acteur et témoin dans ces batailles, donne ainsi ses impressions sur la journée de Borny :

« Les vignes, les ravins, les bois sont jonchés de corps prussiens. L'ennemi, il faut lui rendre cette justice, nous étonne par son audace, ses lignes se suivent et se fondent sous la mitraille. Notre artillerie, ayant épuisé ses munitions, se retire, et l'action s'engage entre l'infanterie et les masses prussiennes. A la nuit, l'ennemi est totalement en retraite, il disparaît derrière son refuge ordinaire, les bois. Il recule la nuit. Pourquoi nos mitrailleuses, approvisionnées de nouveau, ne sont-elles pas revenues à la fin du combat ? La lutte aurait été plus promptement décisive ! Mais non, il en sera de même dans chaque affaire, notre artillerie ouvrira l'action par un feu terrible, puis cessera bientôt son action, faute de munitions ; et nous sommes à deux pas de Metz et des forts. Est-ce une fatalité ?

« La lune se lève, éclairant de son pâle reflet le champ de bataille. De notre côté, silence complet et lugubre. Du côté de l'ennemi, hurrahs et musique ! Nous avons su plus tard qu'un grand personnage était venu relever le courage de ses troupes. Nous avions eu affaire à la garde royale : il fallait un baume sur les profondes blessures que notre feu avait faites dans les rangs de ce corps d'élite. » (*Trois mois sous Metz*. Lille, A. Degans, éditeur.)

parus, tandis que les pertes des Prussiens étaient de beaucoup plus considérables. Un écrivai les évalue environ à 10.000 hommes. Le colonel Fournier, de notre 44e de ligne, avait été tué, le général de Castagny blessé. Le général Decaen, atteint au genou, gardait le commandement de son corps (le 3e, celui que commandait d'abord Bazaine). Peu après, son cheval était tué. On dégagea le général et on l'emporta du champ de bataille. Il allait mourir de sa blessure, et il eut la douleur de se voir, lui vivant, remplacé dans son commandement. Ne pouvait-on attendre l'agonie de ce brave pour lui enlever son titre ?

Pourquoi Bazaine ne continua-t-il pas dans la nuit du 14 au 15 août et dans la journée du 15, son mouvement sur Verdun ? Pourquoi fit-il, par son inaction, tourner contre nous un succès aussi évident? Nous devions, dès le soir du 14, avoir atteint le plateau de Gravelotte. Bazaine voulait porter son quartier général à Rézonville. Mais nous n'arrivions à Gravelotte que le 15. On perdait le temps en marches, contre-marches et inutiles arrêts. Ce récit de l'emploi de la journée d'un officier donne exactement l'idée du désarroi de cette armée, du manque absolu de commandement et de direction : « Le 15 août, nous passons la journée au camp de la porte de Thionville. Nous partons précipitamment à trois heures du soir. Nous prenons la route de Plappeville. Au bout d'une heure de marche, on s'arrête. On attend ; deux heures, trois heures, quatre heures se passent, pas d'ordres ; enfin, à dix heures du soir, on fait faire le café aux troupes et nous passons la nuit sur la route. »

Ainsi la journée du 15 n'est pas utilisée, et, d'heure en heure, l'ennemi reçoit des renforts. On pouvait l'écraser le 14, il faudra le vaincre le 16.

Le 16 au matin, dès l'aube, l'empereur partait au galop, escorté par la cavalerie de ligne de la garde, puis par les chasseurs d'Afrique du général Margueritte. Bazaine s'attendait à être attaqué et prenait ses dispositions

de bataille. Nos troupes bivaquaient, attendant l'arrivée des 3e et 4e corps, retardés dans leur marche par le combat de Borny. Quelle stupéfaction ! Il nous avait fallu deux jours pour parcourir 14 kilomètres ! En deux jours nous étions parvenus à Doncourt ! On a calculé qu'en marchant ainsi il nous eût fallu toute une semaine pour nous rendre à Verdun. Pendant ce temps, les Prussiens accéléraient leurs mouvements, et leur lourdeur méthodique arrivait à des résultats étonnants. Il nous fallait doubler les étapes ; la nécessité, la prudence, le salut l'exigeaient. Mais non, nous nous traînions lentement sur cette route de Verdun, attendant, pour ainsi dire, l'attaque de l'ennemi, de cet ennemi qui, du 15 août au lendemain 16, franchissait la distance de 40 kilomètres qui séparait le gros de son armée de nos avant-postes.

Le 16, à neuf heures du matin, le général von Alvensleben II, averti de l'arrivée de nos troupes d'avant-garde près de Vionville et de Tronville, envoie rapidement une division d'infanterie qui, gravissant le plateau qui domine la Moselle, refoule d'abord, en débouchant par les défilés de Gorze, la cavalerie des généraux de Forton et de Valabrègue, et dispute la position, nous enlève Tronville et Mars-la-Tour et combat jusqu'à l'arrivée de la division de cavalerie du duc de Mecklembourg-Schwerin [1].

Notre cavalerie, reculant jusqu'à Vionville, avait un moment jeté le désordre dans le corps Frossard. Les dragons fuyaient jusqu'à la maison de poste, près de l'état-major du maréchal Bazaine. Mais presque au même instant, la division Bataille prenant les armes s'établissait en avant de Rézonville, ayant à sa gauche la division Vergé et à sa droite le 6e corps (Canrobert).

1. On peut dire que nous étions encore une fois surpris. Le général de Forton affirmait qu'il n'y avait pas un Prussien sur la route. Sa division était attaquée, les chevaux au piquet et dessellés. Le prince J. Murat, qui commandait la première brigade, déjeunait. Il sortit de sa tente, une serviette à la main. (Voy. A. Spoll, la *Campagne de la Moselle.*

Toutes les attaques des Prussiens sur ces lignes furent, de neuf heures à midi, pendant trois heures, vigoureusement repoussées ; à midi et demi, ils se jetaient avec une vigueur nouvelle sur Vionville qu'ils voulaient décidément emporter, mais cette nouvelle attaque est un nouvel échec. Leur 3e corps, épuisé, avait subi, dans ces diverses attaques, les pertes les plus sanglantes. La cavalerie allemande, chargeant avec opiniâtreté, pour contenir nos troupes qui menaçaient de déborder les positions prussiennes, arrêta nos soldats, mais fut littéralement décimée, *presque anéantie*, dit un historien [1]. Mais elle avait donné le temps à deux nouveaux corps prussiens, le 9e et le 10e, d'entrer en ligne, et vers trois heures ces troupes fraîches, débouchant par les bois sur Vionville, enlevaient ce village, tandis qu'un feu terrible, foudroyant nos soldats, les contraignait à reculer.

Devant Rézonville, le général Bataille avait été blesse, et le 2e corps, après avoir soutenu bravement l'attaque, s'était replié, protégé dans sa retraite par le 3e lanciers et les cuirassiers de la garde. C'est à ce moment que, pendant une charge des hussards prussiens sur des pièces, que Bazaine faisait établir en batterie pour soutenir l'attaque de nos cuirassiers, l'état-major du maréchal fut enveloppé par les hussards. Il y eut un moment de désordre, et l'état-major de Bazaine mit l'épée à la main. « Le maréchal chemine quelques instants côte à côte avec un officier ennemi qui ne se doute guère de la bonne prise qu'il pourrait faire. Tout cela dure à peine un instant ; l'escorte du commandant en chef, laissée en avant de Rézonville, se précipite à la vue de ce désordre, sabre les cavaliers ennemis et reprend les pièces qu'ils cherchent à enlever [2]. » Si Bazaine eût trouvé, dans ce combat corps à corps, une mort de soldat, son nom représenterait aujourd'hui une journée de gloire, au lieu de signifier un épisode de deuil et de honte.

1. F. Delaunay, *Histoire de la campagne de France* (t. 1er).
2. *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*, page 78.

Maîtres de la route de Mars-la-Tour, après avoir enlevé Vionville, les Allemands portent tous leurs efforts sur le village de Flavigny. Là, dans ces environs, se livra un de ces combats qui sont comme la caractéristique de la campagne de 1870-71, un combat en plein bois, où l'on se fusille d'arbre en arbre, où les cadavres s'entassent sous la profondeur paisible des feuillées. Une batterie française, envoyant ses obus sur les Prussiens établis dans ce bois, infligea à l'ennemi de dures pertes. Le général von Buddenbrock voulut alors faire reculer cette batterie, mais, repoussé par nos troupes, il se retira, se bornant à riposter par une canonnade.

Ce n'était pourtant pas, on le sentait bien, l'attaque décisive des Prussiens que nous avions subie, cette dernière et redoutable attaque de l'ennemi lançant, vers la fin de la journée, comme à Waterloo, des combattants nouveaux sur nos soldats épuisés. Cette attaque vint se briser, au centre, contre la division de grenadiers de la garde placés entre les bois des Oignons et de la Jurée, et le 6e corps, mais elle fut terrible à notre droite, et les Prussiens portèrent tous leurs efforts sur le corps Ladmirault qu'ils voulaient déborder. Là, notre artillerie causait aussi de terribles dommages à l'armée ennemie. Le général von Alvensleben II prend deux régiments de la division de cavalerie du général von Rheinbaben, des cuirassiers et des uhlans, et leur ordonne d'enlever à tout prix nos pièces.

« Ils s'élancent bravement, raconte M. Fay, chef d'escadron d'état-major, dans son *Journal d'un officier de l'armée du Rhin,* ils s'élancent à l'attaque de la position, traversent nos lignes, et dès qu'ils sont parvenus sur la hauteur qui leur cachait la division de Forton, nous les voyons redescendre de toute la vitesse de leurs chevaux le long des bois de Vionville. L'occasion était des plus favorables pour notre cavalerie ; elle s'ébranle aussitô en brandissant ses sabres ; notre brigade de dragons, puis le 7e cuirassiers pénétrèrent dans cette masse stupé-

faite de cette rencontre inopinée; deux escadrons du 10e cuirassiers la prennent en queue et la mettent dans une déroute complète... »

Les sabres de nos cavaliers avaient fait de larges plaies à ces régiments allemands, et ce fut un des épisodes les plus terriblement glorieux de la journée du 16. Le hasard y faisait sabrer justement le 7e cuirassiers prussien par le 7e cuirassiers français.

Ces charges brillantes de la cavalerie du général de Forton, — cette même cavalerie repoussée le matin, — dégageaient la droite de notre armée. Mais en outre les troupes de Lebœuf arrivant de ce côté et tombant sur le flanc gauche des Prussiens, complétèrent bientôt le succès que nous venions d'obtenir. Appuyés sur le village de Saint-Marcel, nos soldats délogeaient du bois voisin les ennemis qui s'y abritaient. Vers quatre heures, les Prussiens essayaient encore d'enfoncer nos positions, et, par Mars-la-Tour, dirigeaient sur notre extrême droite une attaque formidable. De ce côté, le général von Kraatz engageait toutes ses forces pour triompher de la division Grenier qui, depuis plusieurs heures, soutenait le feu des Prussiens. Mais précisément cette division venait d'être relevée par la division de Cissey, arrivée à marche forcée sur le champ de bataille, et lorsque les Prussiens, après avoir franchi le ravin qui les séparait de nous, déployèrent leurs tirailleurs, nos soldats, s'élançant à la baïonnette, passent le ravin à leur tour, abordent les fantassins de Prusse et, dans un épique combat, détruisent le 16e régiment d'infanterie presque tout entier, lui arrachent son drapeau et ne laissent que 160 hommes debout sur les 3.000 qui composaient le 16e d'infanterie. Ce chiffre paraîtrait incroyable, s'il n'était affirmé par les autorités les plus sérieuses[1]. Pour sauver l'infanterie que détruisent ainsi les baïonnettes

1. Voyez le livre de M. Ch. Fay, et le travail de M. Mézières dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 septembre. Ces chiffres sont empruntés d'ailleurs à un journal allemand.

françaises, la brigade des dragons de la garde royale prussienne s'élance, sabre haut, ébranlant le sol de ses lourds chevaux. La division de Cissey se masse autour de ses drapeaux, laisse pénétrer les dragons dans ses rangs, puis, les fusillant presque à bout portant, les prend en flanc et « les détruit presque complétement. »

Ainsi à notre droite, nous avions tout à fait l'avantage. Au centre, l'ennemi se maintenait dans sa position. Vers cinq heures, il essayait de faire reculer par là notre armée, et, après l'avoir canonnée pendant deux heures avec une incessante furie, il lançait sur elle, après ses obus, ses cuirassiers et ses réserves. Notre 93e de ligne est mis en désordre par les cuirassiers prussiens, on lui enlève son drapeau et les cavaliers emmènent avec eux une pièce de canon qu'ils nous ont prise, lorsque la cavalerie de Valabrègue, descendant au galop les hauteurs de Rézonville, sabre les cuirassiers, leur reprend le drapeau du 93e et ramène le canon qu'on nous a enlevé. Pendant ce temps, l'ennemi redouble d'efforts sur notre gauche et tente de s'emparer du bois des Oignons ; mais là, son élan est arrêté par nos mitrailleuses dont le craquement incessant fait rage, et qui fauchent les bataillons prussiens. On voyait, le lendemain, des tas effrayants de cadavres se tenant debout les uns les autres par un prodige d'équilibre, et qui attestaient du terrible effet de la mitraille française. Le rapport officiel français se sert de l'adjectif *énorme* pour caractériser les pertes des Prussiens sur ce point.

Une dernière charge de cavalerie prussienne sur notre droite termina cette journée sanglante. La division de Cissey contint, encore une fois, l'effort de l'ennemi, et l'aile gauche prussienne battait en retraite vers sept heures et demie du soir. On pouvait, poursuivant l'ennemi au delà de la route de Verdun, lui arracher Tronville dont il s'était emparé le matin, et le forcer ainsi à abandonner ce point du combat que l'on a considéré à bon droit comme la clef de la position prussienne. Mais

il était trop tard. La nuit venait et on n'entendait plus que cette canonnade suprême de la dernière heure de combat qui est comme le râle de la bataille. Une dernière charge des cavaliers du duc de Mecklembourg était repoussée par les grenadiers de la garde, commandés par Bourbaki, et tout se taisait bientôt. Nous demeurions maîtres du champ de bataille et, quoi qu'ait pu dire ou écrire depuis l'ennemi, la journée du 16, qui restera dans l'histoire sous le nom de *bataille de Rézonville* ou de *Mars-la-Tour*, était pour nous une victoire.

L'armée prussienne avait perdu 17.000 hommes, et nous avions le même chiffre à peu près (moindre cependant) de tués, de blessés et de disparus. Mais les Allemands ont prétendu que ce jour-là l'armée française combattit tout entière, ce qui est faux. Nous ne pûmes guère engager que 120.000 hommes sur les 155.000 qui composaient notre armée, et, le soir, les forces mises en ligne par les Allemands s'élevaient au moins à 180,000 hommes. Ce qui rendit à la fois peu décisif et inutile notre succès dans cette journée du 16, ce fut la constante préoccupation qu'eut Bazaine, non pas de marcher en avant, mais de ne point se laisser couper de sa ligne de retraite sur Metz. Au lieu de risquer bravement, audacieusement une trouée par la route de Verdun ou de Briey, le maréchal se préoccupait surtout de savoir comment il se rabattrait sur la citadelle. On peut affirmer qu'il n'eut jamais ou qu'il manœuvra comme s'il n'avait jamais eu l'intention de gagner Châlons à travers les lignes ennemies. L'armée, enfiévrée de son succès, ne demandait qu'à marcher en avant, et son état moral était de ceux qui présagent un succès.

« N'engagez jamais, dit Végèce, une affaire générale qu'après avoir constaté que le soldat se promet la victoire. » Cette fois, fort de l'avantage obtenu le 16, le soldat était certain de la victoire prochaine. Quant au maréchal, il télégraphiait à Paris les nouvelles suivantes qu'on transmettait bientôt à la population :

Dépêche du maréchal commandant supérieur.

Metz. 17 août, 3 h. 15, soir.

« Hier 16, il y a eu une affaire très-sérieuse du côté de Gravelotte ; nous avons eu l'avantage dans le combat, mais nos pertes sont grandes.

Dépêche du maréchal Bazaine.

17 août, 4 h. soir.

« Hier, pendant toute la journée, j'ai livré bataille à l'armée prussienne entre Doncourt et Vionville.

« L'ennemi a été repoussé et nous avons passé la nuit sur les positions conquises. J'arrête quelques heures mon mouvement pour mettre mes munitions au grand complet.

« Nous avons eu devant nous le prince Frédéric-Charles et le général Steinmetz.

Verdun, le 17 août, 8 h. 5 m. du soir.

Le maréchal commandant en chef au ministre de l'intérieur.

Quartier général, 16 août.

« Ce matin, vers neuf heures, les corps d'armée commandés par le prince Frédéric-Charles ont dirigé une attaque très-vive sur la droite de notre position. La division de cavalerie du général Forton et le 2e corps d'armée commandé par le général Frossard ont fait bonne contenance. Les corps échelonnés à droite et à gauche de Rézonville sont venus successivement prendre part à l'action, qui a duré jusqu'à la nuit tombante.

L'ennemi avait déployé des forces considérables, et il a essayé à plusieurs reprises des retours offensifs qui

ont été vigoureusement repoussés ; à la fin de la journéa, un nouveau corps d'armée a cherché à déborder notre gauche. Nous avons partout maintenu nos positions et infligé à l'ennemi des pertes considérables. Les nôtres sont sérieuses.

Le général Bataille a été blessé. Au plus fort de l'action, un régiment de uhlans[1] a chargé l'état-major du maréchal. Vingt hommes de l'escorte ont été mis hors de combat. Le capitaine qui la commandait a été tué.

A huit heures du soir, l'ennemi était refoulé sur toute la ligne.

On estime à 120.000 hommes le chiffre des troupes engagées.

« Pour copie conforme de toutes les nouvelles :

« *Le ministre de la guerre*,

« Comte de PALIKAO.

Dès la fin de la bataille du 16, Bazaine devait, ce semble, penser à poursuivre sa route et à profiter de la journée. Les officiers allemands reconnaissent eux-mêmes qu'avec un peu de vigueur, le commandant en chef de l'armée française pouvait s'ouvrir, soit par la route de Verdun, soit par la route de Briey, le passage qui devait le sauver. Encore une fois, je le répète, à la seule inspection, sur la carte, des positions premières occupées le matin par les deux armées et des positions occupées le soir, on voit clairement que la victoire nous restait. Or, que fait le maréchal ? Croyez-vous qu'il avance, qu'il tombe sur l'ennemi sans lui donner le temps d'attendre des renforts ? Point du tout. Le maréchal bat en retraite.

« L'ennemi est culbuté sur tous les points, — écrit un officier dont les sentiments, on peut l'affirmer, étaient

1 C'étaient des hussards.

ceux de toute l'armée. — Jamais victoire ne fut plus complète ! Qu'on interroge les populations des villages situés dans le rayon de la bataille, et elles vous diront que l'attitude des Prussiens était celle de gens en pleine déroute. Nous passons, comme toujours, la nuit sur le champ de bataille. Le lendemain matin, nous continuons la poursuite de l'ennemi pour assurer le succès de la veille ! Ce serait par trop simple, par trop naturel. Nous faisons demi-tour et nous évacuons le champ de bataille, reculant encore, reculant toujours ! Nous nous arrêtons en face de Gravelotte, et la journée du 17 se passe sans autre incident que quelques décharges de mitrailleuses. Deux alertes nous tiennent en éveil une partie de la nuit. »

Oui, on avait battu en retraite. Et pourquoi ? Bazaine affirme que l'eau manquait aux environs de Gravelotte ; qu'il fallait, avant de continuer la marche en avant, aligner les vivres et remplacer les munitions consommées, principalement en projectiles de quatre, afin d'évacuer les blessés sur Metz. Il est absolument vrai que nos soldats, toujours trop chargés au point de départ, se débarrassent trop rapidement de leurs sacs, les jettent et jettent en même temps leurs vivres ; il est absolument vrai que nos soldats ne ménagent point leurs cartouches et se livrent à ce que M. de Bismarck appelait le gaspillage des munitions. Mais la ville de Metz contenait assez de vivres pour nourrir l'armée pendant sa marche sur Verdun, et il était facile de faire suivre nos soldats par des convois ; quant aux munitions, comment le général Soleille n'a-t-il pas découvert, *malgré ses actives recherches*, les 4.000.000 de cartouches qui étaient à la gare du chemin de fer ? [1].

Encore une fois, à quelques kilomètres d'une ville comme Metz, l'intendance ne sut pas approvisionner l'armée, et le pitoyable et misérable vice de notre admi-

1. Spoll, *Campagne de la Moselle*.

nistration militaire atteignit là le comble d'une criminelle impéritie. « Voici, écrit M. Ch. Fay, quelle était exactement, *le* 16 *au matin,* la situation en vivres des 2e et 6e corps : le premier attendait les rations que l'intendant devait envoyer de Metz, et il n'avait pas une journée complète de biscuit, pour le 17, rien autre chose que du riz ; pas d'avoine depuis le 14 pour le régiment de cavalerie de la brigade Lapasset (le 3e lanciers, qui avait dû charger deux fois). Au 6e corps, l'intendant peut à peine donner un jour de biscuit ; il n'avait ni viande, ni café, ni sucre, ni sel, ni riz ! » Et nous sommes en France, et nous sommes à sept kilomètres d'une ville comme Metz, où, écrit Bazaine à l'empereur, *l'établissement pyrotechnique n'a pas les moyens nécessaires pour confectionner les cartouches.*

Quel incroyable oubli de toute précaution, et quel renversement de toute espérance ! Et voilà ce que le gouvernement impérial avait fait de la France : une machine sans ressort, en proie au désordre, détraquée et poudreuse, incapable de servir.

Le maréchal battit donc en retraite. L'armée était stupéfaite et navrée. Elle savait que du côté de Pont-à-Mousson des renforts arrivaient à l'ennemi, et elle ne concevait point qu'on ne les attaquât pas dans leur marche. Battre en retraite après la journée du 16 lui paraissait une de ces impossibilités inexplicables que l'humeur française est immédiatement portée à appeler du nom de trahison. Lorsqu'il se dit *trahi,* le soldat n'entend pas toujours signifier qu'il est *vendu,* mais seulement qu'il est mal commandé. Et certes c'était le cas de cette vaillante armée de la Moselle. « De direction générale, aucune, dit le général Deligny ; de mouvements coordonnés, aucun ; de but précis, aucun ! »

En attendant, on battait en retraite. Ordre fut donné, le 17, à nos soldats, de se fortifier dans leurs positions. Bazaine, qui pouvait attaquer le 17 au matin, prévoyait, le 17 au soir, une redoutable attaque des Prussiens. Le

nombre des troupes allemandes, sans cesse grossi par l'arrivée des corps en marche, s'élevait dans la soirée du 17 à 200.000 hommes.

Du 14 au 18, Bazaine avait laissé s'accomplir la concentration formidable des troupes ennemies. L'armée allait payer cher l'inactivité singulière de son chef.

La ligne de bataille des Français, le 18 août au matin, avait l'énorme défaut d'être beaucoup trop étendue. Notre gauche, formée par le 2e corps (Frossard), partait du village de Rozérielles, s'étendant jusqu'au Point-du-Jour, et ayant devant elle le 7e corps prussien, à demi blotti dans les bois de Vaux, derrière les forges d'Ars-sur-Moselle. Le centre, formé par les 3e et 4e corps, s'appuyait sur les fermes de Moscou, Leipzick et la Folie, jusqu'à Montigny-la-Grande. Le corps Canrobert (6e corps) formait la droite, vers Amanvillers. C'était sur lui qu'allaient porter tous les efforts de l'armée ennemie. A Gravelotte, le 18, comme à Rézonville, le 16, les Prussiens eurent pour tactique de tourner l'armée en enfonçant notre droite. Mais, cette fois, malheureusement, le poids écrasant de leur nombre devait l'emporter. Au surplus, comment Bazaine opposait-il à la masse ennemie un front de bataille aussi étendu? Pourquoi, par quelle incroyable aberration ou par quel calcul laissait-il la garde impériale derrière Lessy, abritée par le fort de Plappeville, et si loin du champ de bataille? Enfin, comment lui, chef d'armée, ne se trouvait-il pas sur le lieu de l'action? Autant de questions accusatrices auxquelles, malgré son mémoire justificatif, il n'a pas encore répondu.

Dès le matin du 18, notre armée, établie sur la ligne culminante des hauteurs qui forment comme un long plateau devant lequel se déroulent les deux routes qui vont à Verdun, l'une par Conflans, l'autre par Mars-la-Tour, avec le village de Gravelotte comme point d'intersection, nos soldats voyaient défiler à l'œil nu, au-dessus de Gravelotte, des masses de troupes prussiennes

qui traversaient la route de Verdun et semblaient disparaître dans les bois. « Tout le monde, dit un témoin, officiers, soldats, voit ce mouvement ; mais dans l'état-major personne ne bouge, et ce sont des officiers qui vont prévenir les généraux ! On fait distribuer quelques instants après des outils, et nos soldats font rapidement trois lignes de tranchées-abris. » Cette fois, Lebœuf et Frossard, l'organisateur de la défaite et le vaincu de Forbach, utilisent leurs connaissances spéciales. En peu de temps, les positions pour les canons et les mitrailleuses sont indiquées, et nos fantassins, postés dans les bois du vallon, attendent l'ennemi, prêts à le recevoir par le feu de leurs chassepots.

Vers midi, l'attaque se dessine sur la droite, puis, tout à coup, vers Saint-Hubert et le Point-du-Jour, nos soldats voient descendre de Gravelotte des masses noires d'infanterie prussienne. L'artillerie française envoie d'abord ses obus dans ces tas mouvants de chair humaine, puis, l'ennemi avançant toujours, les mitrailleuses entrent en ligne, et le carnage est épouvantable. Les mitrailleuses font feu par-dessus la tête de nos fantassins. dont la mousqueterie s'unit à leurs décharges incessantes. L'artillerie prussienne riposte avec sa vigueur et sa précision habituelles, et alors s'engage le long des lignes d'Amanvillers une des plus terribles et des plus sanglantes batailles du siècle.

Tandis que, sur notre droite, nos soldats tenaient en échec le 7e corps prussien et que le Mont-Saint-Quentin envoyait ses obus jusqu'à Ars où se massaient les réserves ennemies, notre droite résistait aux attaques furieuses du 7e corps établi dans les bois de la Gusse ; mais les Allemands, durant toute cette journée, par une manœuvre audacieuse mais imprudente aussi, et qui eût pu leur coûter cher, déplaçaient la plus grande partie de leurs forces pour les jeter sur le corps de Canrobert. C'est ainsi que le 10e corps partait de Mars-la-Tour pour se rendre avec la garde royale, partie de Doncourt jusqu'à Saint-

Ail, et, de là, attaquer Sainte-Marie-aux-Chênes, notre extrême droite, tandis que le 12e corps (Saxons) contournait le champ de bataille pour prendre à revers Saint-Privat-la-Montagne, où l'ennemi venait se briser contre nos tirailleurs, — et déborder par là notre droite. Conçoit-on qu'on ait laissé exécuter cette marche de l'ennemi sans l'inquiéter? Il fallait ou mettre la garde en réserve à Saint-Privat et Amanvillers ou la jeter par Gravelotte sur cette armée en mouvement qu'elle eût coupée et certainement battue. Et cette douloureuse journée devenait une victoire peut-être décisive. Mais non, Bazaine demeurait inactif avec cette garde, ces soldats d'élite inutilisés. Et lorsque, vers cinq heures, l'aile droite des Prussiens commençait à se replier et se retirait sur Gravelotte, poursuivie par nous, le corps saxon ayant achevé son excentrique mouvement tournant, débouchait sur le 6e corps qui venait de refouler la garde royale, et 60.000 hommes de troupes fraîches se ruaient, avec des hurrahs, sur nos soldats harassés. Il faut lire dans la relation du grand état-major allemand quels efforts durent tenter les Prussiens pour nous enlever Saint-Privat. La garde royale avait été si bien repoussée, un de ses bataillons perdant *tous ses officiers*, que — les Prussiens l'avouent eux-mêmes — l'*élan était rompu* et leur situation *fort critique*. « On devait s'attendre, continue le récit de l'état-major allemand, à voir l'ennemi » (les Français) prononcer un vigoureux retour offensif « et *culbuter* sur Sainte-Marie les lignes *sans consistance* « de l'assaillant. Mais, *chose singulière,* rien de semblable « ne se produisait. » Cet étonnement de l'ennemi, traduit par l'expression *chose singulière*, est bien fait pour nous donner l'idée de l'incurie, du manque d'énergie du commandant en chef. Les Allemands, dont les *compagnies fondaient à vue d'œil sous le feu meurtrier des chassepots*[1],

1. 6e livraison de la *Guerre Franco-Allemande* (Berlin), Siegfried Mittler, libraire de la cour.

mirent, au contraire, à profit notre inaction. Une batterie foudroyante, subitement démasquée à Saint-Ail, ouvrait bientôt les rangs des soldats de Canrobert, et la garde royale et le 10e corps prussien se précipitaient vers la plaie béante faite dans cette masse humaine, tandis que les Saxons la prenaient à revers. C'était le moment terrible de la journée. Vainqueurs à gauche, peu entamés au centre, la bataille était à nous si cette suprême attaque était repoussée. Elle l'eût été si la garde, accourue de Plappeville, eût donné ce soir-là! Chacun au surplus redouble d'âpre acharnement. Un bataillon du 28e de ligne se laisse anéantir presque jusqu'au dernier homme dans le fossé qui lui sert de retranchement. Canrobert combat en soldat l'épée à la main [1], au premier rang, disant : En avant! à ses soldats qui n'ont pas besoin de son encouragement. Il résiste deux heures, pendant deux heures avec 20.000 hommes décimés, il dispute cette terre trempée de sang à plus de 80.000 ennemis. Il faut que M. de Moltke tire, à son tour, l'épée du fourreau et lance les Poméraniens à l'assaut des hauteurs que l'artillerie enfile vainement de ses obus. Nos soldats résistent toujours. Mais à la nuit tombante, le lugubre cri, le hurlement joyeux des Allemands couronnant le plateau retentit sur ce champ de bataille, et nos soldats aperçoivent, redescendant vers Metz, le 6e corps écrasé qui se replie en désordre. L'artillerie de la garde accourue, arrête l'élan des ennemis et les foudroie pendant que la division des grenadiers de la garde essaie, mais trop tard, de reprendre Saint-Privat et Sainte-Marie-aux-Chênes. Il est nuit. Tous ces petits villages embrasés, ces fermes incendiées projettent sur le champ de bataille leurs sinistres lueurs. Notre déroute est complète sur la droite, et pourtant les Allemands ne se risquent à bivaquer

1. Fernand Delaunay, *Histoire de la campagne de France*, tome 1er, p. 292.

que jusqu'à Amanvillers, contenus encore par le corps Ladmirault qui se replie en combattant, tandis que deux corps d'armée, le 3e et le 2e, demeurent, pendant la lugubre nuit qui suit cette journée de carnage, maîtres de leurs positions, devant Gravelotte.

Ces deux corps ne se retirèrent que le lendemain matin où ils allèrent camper dans les vignes, derrière les forts de Plappeville et de Saint-Quentin.

Nos soldats s'étaient battus héroïquement, non pas en désespérés, mais au contraire en hommes qui espèrent la victoire. Et, pour la leur assurer, le commandement seul manqua. Eh quoi! à l'heure où le roi de Prusse, ce vieillard, restait, pendant tout le jour, assis sur une planche posée sur deux barils, et buvant de temps à autre un peu de vin; sur ce champ de bataille où il put voir la plus grande partie de son régiment privilégié, le régiment de la reine de Prusse, couché à terre par nos coups; à cette heure même, le maréchal Bazaine, calme, indifférent, demeurait paisiblement entre les deux forts de Plappeville et de Saint-Quentin, à plusieurs kilomètres du combat! Peut-être trouvait-il qu'il avait assez exposé le chef de l'armée dans la journée du 16. Toujours est-il qu'il n'assistait pas à la bataille, et lorsque le général Changarnier, à la tribune de l'Assemblée nationale, a voulu risquer une plaidoirie en faveur du maréchal, il a, au contraire, prononcé un véritable acte d'accusation en disant que Bazaine n'avait pas eu *la bonne fortune* de se trouver sur un champ de bataille où plus de cent mille de ses soldats combattirent et où tombèrent 11.000 hommes de son armée.

En outre, et comme toujours, les munitions manquèrent. L'artillerie dut battre en retraite, n'ayant plus de projectiles. Dès quatre heures de l'après-midi, les fourgons étaient vides. Et pourtant, cette armée si mal commandée, si mal organisée, arrachait à son vainqueur cet aveu qui peut passer pour un amer titre de gloire: « Pas un trophée, pas un canon démonté ne restèrent

« entre nos mains.... Plus de 40.000 morts ou blessés « prouvent l'acharnement de ce combat, qui dura neuf « heures et dans lequel la vaillance des Allemands ne « triompha qu'à grand'peine de l'opiniâtre résistance des « Français [1]. »

Ce fut à propos de cette bataille glorieuse mais funeste, et qui eût pu tourner à la défaite de l'ennemi, que M. de Palikao, ministre de la guerre, annonça au Corps législatif français, aux représentants de la nation que « *trois corps d'armée qui s'étaient réunis contre le maréchal Bazaine avaient été, d'après des renseignements dignes de foi, rejetés dans les carrières de Jaumont.* »

Et les *très-bien! très-bien!* des députés précédaient la crédulité du pays qui prêtait une foi absolue aux absurdes romans imaginés sur ces carrières de Jaumont. 30.000 hommes y pourrissaient en même temps. On avait jeté des tombereaux de chaux sur leurs corps et, chose effroyable, on entendait encore, disait-on, des gémissements douloureux sous cette couche blanche. Cette fable des carrières de Jaumont, accréditée par la presse anglaise, aurait été, dit-on, payée par le ministère à un correspondant britannique tout dévoué à la cause bonapartiste [2].

Le lendemain de la bataille de Gravelotte, Bazaine écrivait à Mac-Mahon « qu'il comptait toujours opérer son mouvement de retraite par Montmédy. » (Voy. *les Papiers des Tuileries.*) Mais, en même temps, il parlait de *l'inves-*

1. La *Guerre autour de Metz*, par un général prussien, (Cassel, 1871.
2. On a fait tant de bruit de cette affaire des *carrières de Jaumont*, que je crois devoir donner ici une partie du travail spécial publié sur ce sujet par M. Wachter, dans le journal *le Soir* du 19 septembre 1871. Ce doit être en effet la vérité. Les carrières de Jaumont existent, mais elles sont situées assez loin en arrière des positions françaises. On ne s'est même pas battu de ce côté. C'est près de la ferme Saint-Hubert, à la gauche de notre armée, que se trouvent, près de la route, les *carrières du Caveau*. Sur ce point eut lieu un combat meurtrier pour les Allemands, dont l'avant-garde, reçue par nos chassepots, se replia tout d'abord en désordre. Ici, je laisse parler l'écrivain du *Soir:*

tissement de Metz dans une dépêche à l'empereur (20 août). Le 22, il télégraphiait au ministre de la guerre : « L'ennemi grossit toujours et paraît commencer *à nous investir*. » Il occupait, en effet, la voie ferrée reliant Metz à Thionville, interceptait la route de Paris, coupait les fils du télégraphe sur la route de Briey et détruisait les ponts de l'Orne, affluent de la Moselle. Ainsi le blocus commençait. Bazaine pouvait encore le rompre, mais il attendait, paraît-il, le secours de Mac-Mahon.

De cette sorte, vers la fin du mois d'août, la position des armées ennemies était celle-ci :

Bazaine, rejeté sous Metz, n'ayant pas su hâter sa marche le 14 et le 15 août, ou profiter de la journée du 16, se trouvait forcé de livrer un gigantesque combat pour rompre le cercle de fer qui l'étreignait.

Frédéric-Charles investissait étroitement la place de Metz dont il n'osait faire le siége, et préférait le blocus à l'assaut des ouvrages armés.

« En apercevant la déroute de ses troupes, le général Zastrow eut la malencontreuse idée d'envoyer par la route impériale trois batteries de la réserve du 7e corps d'armée escortées par le 4e régiment de uhlans, afin de protéger ses soldats débandés. Peu d'instants après, hommes et chevaux, échappés à un carnage effroyable, se repliaient pêle-mêle par la gorge étroite formée par la route à la hauteur de la ferme de Saint-Hubert. La terreur des fuyards était encore augmentée par le feu de nos tirailleurs embusqués dans le bois des Génivaux.

« Tous ceux que leur mauvaise chance fit s'engager dans le défilé à peine large de vingt mètres, compris entre le bois et les carrières du Caveau, furent ou fauchés par la mitraille ou précipités dans le gouffre. Il a dû se passer là des scènes terribles dont il ne reste plus que des témoignages muets et cependant très-concluants. Les carrières sont entourées de tombes, les numéros des régiments, inscrits sur les croix, indiquent que le 8e corps de Goeben a essayé de soutenir son voisin le 7e ; car, parmi les morts, figurent un grand nombre des officiers du 60e d'infanterie et du 8e bataillon de chasseurs, qui font partie des 29e et 30e brigades.

« Le fond des carrières n'a plus sa couleur terreuse ordinaire ; il est d'un beau vert, et les habitants m'ont dit que ces gazons recouvraient les fosses des chevaux qu'ils ont été chargés d'y enterrer. Les dimensions des tumuli donnent à penser que le chiffre des chevaux précipités dans les carrières peut être de trente à quarante ; celui des

En Alsace, Strasbourg neutralisait la division badoise, qui bombardait sans pitié la malheureuse ville.

Mac-Mahon remontait vers l'Ardenne, voulant tomber sur les derrières de l'armée de Frédéric-Charles, et donner la main à Bazaine après avoir troué les lignes d'investissement; mais il allait se heurter contre l'armée du roi, tandis que l'armée du Prince royal, arrivée à Châlons, repartait aussitôt, suivant Mac-Mahon de près et redoublant d'activité strictement réglée.

Sans entrer dans d'autres explications topographiques ou géographiques, nous croyons qu'on peut se rendre un compte exact de la situation respective des Allemands et des Français.

Pour nous, la situation n'était point désespérée, quoique compromise, si Mac-Mahon, fondant brusquement sur l'ennemi, ne s'attardait pas en chemin, et si Bazaine

hommes doit être plus considérable, mais la plupart ont dû amortir leur chute en s'accrochant aux anfractuosités des roches, qui présentent beaucoup de parties molles.

« L'imagination populaire se plait à exagérer les pertes essuyées par l'ennemi dans les premières batailles de la campagne, cependant elles étaient assez importantes pour que le gouvernement de Berlin se crût autorisé à les dissimuler. En feuilletant le *Militair-Wochenblatt*, je trouve, dans son numéro du 19 août 1871, que les pertes officiellement constatées à la bataille de Saint-Privat ou de Gravelotte sont de 310 officiers tués, dont 271 Prussiens, 17 Saxons, 22 Hessois, et de 3.905 hommes, dont 3.356 Prussiens, 200 Saxons et 159 Hessois. Le chiffre des blessés est, en rase campagne, au moins cinq fois plus considérable que celui des hommes tués raide; on peut donc conclure des renseignements officiels qu'à la bataille de Gravelotte, les Allemands ont eu 25.000 hommes hors de combat.

« C'est aux abords de la ferme de Saint-Hubert et sur la gauche de la route de Briey, entre Saint-Privat et Sainte-Marie-aux-Chênes, que les tombes sont de beaucoup les plus nombreuses et les plus rapprochées; on peut donc se faire une idée du massacre qui a eu lieu sur le premier de ces points dont la surface ne dépasse guère celle de la place de la Concorde. La ferme Saint-Hubert et les carrières du Caveau étant situées sur la grande route, les paysans ont vaguement parlé de carrières près desquelles avaient péri un grand nombre d'hommes; le lendemain, un de ces individus qui parlent de tout sans rien savoir aura cité les carrières de Jaumont, et c'est ainsi qu'est née cette fable que les Parisiens ont crue, parce qu'elle leur donnait une bonne nouvelle et flattait leur amour-propre. »

faisait, autour de Metz, craquer les lignes ennemies par un effort puissant et résolu.

Mais Mac-Mahon avait cet obstacle traîné à sa suite, l'empereur, et Bazaine, n'ayant pas su tirer parti de l'armée à Gravelotte et à Rézonville, avait déjà pris cette attitude molle, indécise, funeste, dont l'histoire lui demande un terrible compte.

Mais, je le répète, à l'heure dont nous parlons, au moment de ces marches des armées ennemies, à la veille de Mouzon, de Carignan et de Sedan, la France espérait encore. Elle espérait toujours. Elle comptait sur Bazaine. Elle comptait sur Mac-Mahon. Et elle écoutait, certaine, hélas ! que du côté de Metz et du côté de l'Ardenne lui viendrait bientôt un écho de victoire.

La déception devait être d'autant plus terrible, d'autant plus atroce et cuisante que l'illusion était forte et moins raisonnée. Mais les nations flagellées, comme les malheureux et les pauvres, ont besoin de mirages, d'illusion et d'espoir. Le rêve (et cela console) leur fait oublier la réalité. Mais ce sont des rêves que nations et individus payent cher, comme tous les mensonges.





CHAPITRE XII

L'invasion. — 1814 et 1870. — La nation désarmée. — La science allemande — L'armée de Châlons en marche perd du temps chaque jour. — Rôle de l'empereur. — Surprise de Beaumont. — Fautes de M. de Failly. — Désordre de l'armée. — Le général de Wimpffen prend le commandement du 5e corps. — L'empereur dans la journée du 30 août. — Ses dépêches. — La journée du 31 août. — L'armée peut battre en retraite sur Mézières. — Le 1er septembre, il est trop tard. — Journée du 1er septembre, ou bataille de Sedan. — L'infanterie de marine à Bazeilles. — L'empereur capitule. — Colère du général de Wimpffen. — Il se décide à traiter. — La capitulation. — Rapport de M. de Bismarck. — L'empereur prisonnier. — Le roi Guillaume. — Le champ de bataille. — Bazeilles incendié. — Napoléon en Allemagne. — La prison de Wilhelmshœhe.

Jamais peut-être, dans l'histoire tourmentée de notre France, une heure aussi solennelle n'avait sonné que celle qui devait bientôt retentir comme un carillon de victoire ou comme un glas funèbre. L'invasion étendait partout ses maux dans nos provinces de l'est. Les rues de Strasbourg n'étaient déjà plus que des ruines, et, tandis que le Corps législatif déclarait que la capitale de l'Alsace avait bien mérité de la patrie, les obus incen-

diaires et les bombes à pétrole tombaient sur cette malheureuse ville que le Badois Werder écrasait sous son artillerie. Phalsbourg aussi résistait et, tandis que quatre uhlans entraient à Nancy, la jeunesse de la cité lorraine combattait bravement à Toul et repoussait les assauts des envahisseurs. Nous aurons à faire connaître, par la suite, les efforts et le courage de ces combattants. Je veux ici surtout décrire l'état d'affaissement dans lequel l'empire avait mis la France.

Etouffée sous la centralisation, privée depuis vingt ans de toute initiative, habituée à servir, à attendre le mot d'ordre de l'autorité et à s'y conformer servilement, la patrie avait peu à peu perdu cette vigueur de l'âme qui seule fait la force des nations. Elle était énervée et, au lieu de se dresser menaçante devant l'envahisseur, elle se courbait sous ce nouveau maître comme elle s'était courbée sous un autre depuis la nuit de Décembre. Le général de Wimpffen raconte quelque part que le préfet de Mézières ne parlait de rien moins que de destituer un maire du département qui, fidèle aux souvenirs de 1814 et de 1815, au lieu de recevoir l'ennemi en baissant l'échine, s'était occupé d'organiser la résistance dans sa commune et de donner des fusils à ses administrés. Le gouvernement impérial avait ôté à ce peuple français tout moyen de combattre non-seulement l'oppression, mais l'invasion. Au moment où s'étaient formées dans les Vosges ces compagnies de francs-tireurs dont la France et eût alors si grand besoin pour défendre ses défilés, l'empire avait exigé que ces compagnies fussent militarisées, absolument soumises au ministère de la guerre, et que leurs officiers, au lieu d'être élus par leurs hommes, reçussent leurs commissions de l'autorité. Mais, selon l'expression du maréchal Lebœuf, bien des gens aiment l'odeur de la poudre sans aimer l'odeur de la caserne, et, devant ces obstacles suscités par l'administration, les bataillons de francs-tireurs s'étaient peu à peu dissous. L'empire, par la crainte de voir les citoyens

armés, privait ainsi le pays d'une force libre, vigoureuse et puissante.

Et tandis que les citoyens désarmés, les gardes nationales sans fusils, voyaient arriver chez eux l'ennemi, l'autorité, les représentants de l'empire s'attachaient à étouffer dans les cœurs les dernières étincelles de la flamme patriotique. Le découragement, l'abdication, la servilité venaient de haut : elle était mise à l'ordre du jour par les fonctionnaires de Bonaparte. La publicité a déjà fait justice de l'affiche apposée sur les murs de Nancy, affiche où le préfet de la Meurthe, M. Podevin, dont le nom depuis ce jour est tristement célèbre, M. Podevin qui ne laissait à Nancy « ni un soldat, ni un fusil, ni une cartouche, » conjurait les habitants de bien recevoir l'ennemi. Un peu plus tard, M. Périer, maire de Châlons, faisait afficher l'avis que voici :

« LE MAIRE DE CHALONS A SES CONCITOYENS.

« Les troupes prussiennes peuvent, d'un moment à l'autre, être à nos portes.

« Nous n'avons, à Châlons, aucun moyen d'arrêter ni même de retarder leur marche.

« Nous adjurons nos concitoyens de contenir leurs patriotiques et douloureux sentiments et d'éviter toute espèce d'acte d'hostilité.

« Non-seulement ces actes n'auraient aucun résultat utile, mais ils pourraient attirer des malheurs sur les monuments de notre cité, sur nos foyers et sur nos familles.

« *Le maire de Châlons*,

« EUG. PÉRIER. »

Tristes exemples de décrépitude morale et de servilité devant l'étranger. Sur ce point, la fin du second empire qui, sur tant d'autres, ressemblait si fort au premier,

était indigne de 1814 et 1815. Les illusions, les nouvelles fantastiques de victoires improbables, les faux bruits qui affirmaient la démoralisation de l'armée ennemie, son mauvais état sanitaire, et les mensonges inventés pour rendre un peu d'espoir aux vaincus et qui devaient au contraire leur rendre la déception plus amère, tout cela, en 1870, ressemblait aux erreurs, aux chimères de 1814; mais ce qui ne ressemblait pas au passé, c'était la vigueur de la défense et la haine de l'étranger chez les citoyens, et le génie chez l'empereur.

L'invasion allemande de 1870 était d'ailleurs autrement réglée et mathématiquement exécutée que l'invasion européenne de 1814. Les uhlans connaissant un hameau à une grange près, une route en quelque sorte, arbre par arbre, sont devenus légendaires. Ils entraient dans un village ou une bourgade, dans une ville même, par petits groupes, le pistolet au poing, se faisaient conduire chez le maire, lui annonçaient la venue du corps d'armée, marquaient à la craie sur les portes le nombre des officiers ou soldats, fantassins ou cavaliers, à loger dans chaque maison, puis repartaient au galop, servant ainsi à la fois d'éclaireurs et de fourriers. Ces soldats marchaient en quelque sorte une carte à la main, semi-espions et semi-géographes. C'est encore cette science toute allemande, et qui fut jadis une science française, c'est la géographie qui nous a perdus. Sur ce point, l'ignorance de nos officiers était proverbiale, et c'est pourtant sur l'excellente carte de notre état-major que se guidaient les Allemands pour passer à travers nos sentiers et nos routes. On n'avait distribué, hélas! à nos soldats, à cette armée du Rhin destinée à assiéger Mayence et Rastadt, que des cartes d'Allemagne.

Sur ce point, le dépourvu, l'ignorance atteignirent des proportions colossales. Que dire de cette dépêche d'un empereur à un maire de petite ville (Étain)? « *Avez-vous des nouvelles de l'armée?* » On en rirait si le drame où on la rencontre n'était pas si désespérément lugubre.

Cependant la fin d'août approchait et le dénoûment ne devait pas tarder à se faire attendre. Après ses tergiversations et ses hésitations habituelles, Napoléon s'était décidé à marcher sur Metz. Nous avons dit que cette marche était imprudente, mais, par son audace même, elle pouvait réussir à la condition qu'elle fût rapidement exécutée et produisît, sur les derrières de l'armée prussienne, l'effet d'un coup de foudre. On conçoit que Mac-Mahon ayant, sur le Prince royal en marche sur Châlons, une avance de plusieurs jours, pouvait, passant la Meuse, tomber sur l'armée du roi alors dans les Ardennes, tandis que Bazaine, sortant de Metz, attaquerait furieusement l'armée de Frédéric-Charles. Ainsi les deux armées prussiennes, attaquées à la fois par derrière et de front, pouvaient être battues, et il ne restait plus ensuite que l'armée du Prince royal contre laquelle lutteraient Bazaine et Mac-Mahon réunis, soit près de 280.000 hommes. Voilà le plan français, celui que M. Palikao espérait voir réussir. Quant au plan prussien, il consistait à opposer l'armée de Frédéric-Charles à l'armée de Bazaine, tandis que l'armée du Prince royal attaquerait celle de Mac-Mahon, et que l'armée du roi de Prusse, placée entre les troupes de son neveu et les troupes de son fils, demeurerait prête à renforcer les unes ou les autres. En dégageant la situation de tout détail de stratégie technique, je crois bien indiquer le sens des opérations.

Pour accomplir son mouvement et essayer de débloquer Metz, Mac-Mahon devait passer la Meuse, pousser sur Dun et attaquer le roi de Prusse dans ses cantonnements ; mais ses hésitations firent qu'au lieu d'attaquer, il fut attaqué, et qu'il perdit d'heure en heure l'avance qu'il avait sur le Prince royal. En apprenant que plus de vingt-quatre heures étaient perdues, M. de Palikao fut pris d'une sorte de désespoir, et le général de Wimpffen affirme que le ministre de la guerre se rendit chez l'impératrice en lui signifiant que si l'ordre donné au maré-

chal de se porter sur Metz n'était pas exécuté immédiatement, lui, M. de Palikao, ferait afficher par toute la France que l'empereur était la cause des désastres futurs et inévitables. C'est à M. de Palikao de confirmer l'allégation du général de Wimpffen. Toujours est-il, c'est qu'en envoyant M. de Wimpffen à l'armée pour remplacer M. de Failly à la tête du 5e corps, M. de Palikao le nomma en même temps général en chef de l'armée de Châlons, au cas où Mac-Mahon serait tué ou blessé grièvement, et qu'il ordonna au général Vinoy de se mettre en marche avec le 13e corps pour appuyer le mouvement du maréchal sur la Meuse, menacer les derrières de l'armée du prince royal, en évitant toutefois de trop s'engager. Le livre du général de Wimpffen sur *Sedan* est, là-dessus, rempli de détails intimes qui frappent par leur sincérité absolue et leur vérité !

En marche à travers des chemins difficiles, sous la pluie, une pluie glacée qui détrempait les vêtements, l'armée française avançait lentement, les routes étaient encombrées de bagages, de chariots, tandis que l'armée du Prince royal, forte de 190.000 hommes, changeant de front brusquement, se mettait en route à marches forcées, derrière nous, et s'efforçait, par sa célérité étonnante, de regagner l'avance que nous avions sur elle.

Il y a quatre-vingts kilomètres environ de Reims, point de départ, à Dun-sur-Meuse. L'armée de Mac-Mahon en faisait douze par jour environ, soit trois lieues, quatre au plus. L'ennemi en faisait le triple. Cette lourde armée allemande renouvelait sa fameuse et rapide marche de flanc qui décida du sort de la journée de Sadowa. Enfin, comme si le commandant français eût pris à tâche de perdre l'avance qu'il avait sur le Prince royal, et comme si le désordre extrême de l'armée devait être poussé à l'extrême, le 5e corps (de Failly), qui formait l'avant-garde et qui allait bientôt se trouver à l'arrière-garde, se heurta, le 27 août, à une quatrième armée prussienne, formée en hâte depuis le 19 août et qui, placée sous les

ordres du prince de Saxe, était composée de la garde prussienne, de Saxons, du corps Alvensleben Ier et de deux divisions de cavalerie. C'était à Buzancy. La cavalerie française, les chasseurs du général Brahaut, furent contraints de se replier devant l'artillerie allemande placée dans les bois et balayant la route. Le 5e corps rétrograda, devant ces forces supérieures, et campa, ce même soir du 27, à Châtillon.

Tous ces bois de l'Ardenne, ces chemins, ces sentiers étaient occupés par l'ennemi ou sillonnés par ses coureurs. L'armée française, on peut ledire, cheminait, sous le guet de cent mille adversaires à l'affût, et, en quelque sorte, sous la gueule de leurs canons. Le mouvement du général de Failly sur Buzancy avait été repris par ordre de Mac-Mahon, et les troupes repassaient, sous une pluie torrentielle, par ces mêmes chemins déjà parcourus la veille. Que de temps perdu! Quel désordre! C'était aux environs de Montmédy sans doute que Mac-Mahon espérait opérer sa jonction avec Bazaine. Le 28, le corps d'armée du général de Failly se trouvait près de Nouart et de Bois-des-Dames, en route pour Stenay; et, du côté du Chesne et de Buzancy, à l'endroit où l'on pouvait craindre de voir déboucher l'armée du Prince royal, aucun corps d'armée n'avait été placé pour arrêter l'ennemi. Le 29, tandis que, entre Vouziers et Attigny, deux escadrons de hussards prussiens, mettant pied à terre, enlevaient le village de Voncq; plus loin, à Nouart, un combat malheureux nous était livré. C'est encore l'artillerie prussienne qui, par sa précision, faisait reculer nos fantassins et nous contraignait à regagner les hauteurs d'où nos batteries canonnaient les troupes allemandes défilant à une lieue de nous sur cette route que nous voulions suivre et que nous n'avions pu défendre, et, par Buzancy, gagnant Stenay où devait se rendre le 5e corps (de Failly).

Ce corps, formant naguère notre avant-garde, se trouvait donc maintenant l'arrère-garde de l'armée. Le

7e (Félix Douay) se trouvait en arrière, à droite, tout près de Beaumont, appuyé sur le village d'Oches, à la lisière de la forêt de Dieulet. Le 1er corps (Ducrot) formait le centre et se trouvait à Raucourt ; le 12e corps (général Lebrun), comprenant l'admirable division d'infanterie de marine du général de Vassoignes, était campé près du 1er corps et formait la gauche. Pour arriver à ce mouvement de concentration, l'armée française avait fait *huit lieues en trois jours*.

En regardant la carte des Ardennes sur ce point de la frontière franco-belge, on comprend aussitôt le danger que courait notre armée si elle ne pouvait gagner à temps Montmédy ou se rejeter vivement sur Mézières. La Meuse traverse en serpentant ce pays accidenté, raviné, plein de bois. Montmédy forme la première ville forte du département de la Meuse. Mouzon, sur la Meuse, et Carignan, sur la Chiers, sont les deux villes des Ardennes les plus rapprochées. Après elles, derrière le confluent de la Meuse et de la Chiers, est Sedan, enfoncée dans une sorte d'entonnoir, entourée de hauteurs, cernée par des collines vertes et boisées. Plus loin est Mézières, la seule place forte importante. C'est là, dans cette sorte de triangle formé par la Meuse et la Chiers, qu'allait se jouer la destinée de la patrie !

Le soir du 29 août, le général de Failly, traversant la forêt de Dieulet, s'était établi à Beaumont. Ses troupes n'y arrivèrent que pendant la nuit. Une partie avait combattu avec succès à Bois-des-Dames pour contenir l'ennemi qui menaçait, après l'engagement de Nouart, de poursuivre nos soldats à travers bois. L'arrière-garde du 5e corps (division de l'Abadie) ne prit son campement qu'à cinq heures du matin. Après une nuit sombre, ces soldats qui marchaient dans l'obscurité, las, sans distribution de vivres, virent se lever un jour pâle et triste qui devait être le jour fatal de la déroute de Beaumont.

A sept heures du matin, le maréchal Mac-Mahon, qui se rendait à Mouzon, traversa le camp de Beaumont. Il



M. LE GÉNÉRAL DE WIMPFFEN

s'arrêta au quartier général et donna ordre à M. de Failly de marcher sur Mouzon. M. de Failly, dans sa brochure justificative sur les *Opérations et marches du 5e corps*, nous dit qu'à neuf heures les généraux divisionnaires et les chefs de service réunis purent se convaincre que l'ennemi ne suivait point la marche du 5e corps et continuait, au contraire, sa marche sur Stenay. Je ne veux pas faire remarquer que les généraux se réunissaient à *neuf heures*, deux heures après que Mac-Mahon eut donné l'ordre de marcher sur Mouzon : la fatigue excessive des troupes pouvait légitimer ce retard. Mais ce qui est sans excuse, c'est que sur la simple présomption que les Allemands marchaient sur Stenay, le général ordonna une *grande halte* et retarda jusqu'à *onze heures* pour la tête de colonne, *à midi* pour l'armée, le départ des troupes, afin qu'on pût passer l'inspection des armes et nettoyer les fusils. Quoi! ce général, qui s'est vu la veille et l'avant-veille poussé par l'ennemi, par cet ennemi qui est partout autour de lui, à cette heure, ce chef d'armée commande aux officiers d'inspecter les armes, aux soldats de les démonter, et cela quand les minutes, sans exagération, comptent pour des siècles! On inspecte ce campement de Beaumont comme on le ferait du camp de Châlons en pleine paix; et, pendant ce temps, « les généraux, dit M. de Wimpffen dans son livre, les généraux et le général en chef achevaient paisiblement de déjeuner [1]. »

Conçoit-on pareille aberration, pareil abandon, un tel oubli de toutes les règles de la prudence? Cette troupe s'offrait ainsi comme désarmée aux coups de l'ennemi, lorsqu'au moment où son avant-garde allait se mettre en route, à midi moins cinq minutes, un obus vint brutalement tomber au milieu du campement situé au bas de la ville, et sans que nul n'eût pu dire d'où partait le coup. Nos soldats n'étaient pas tous prêts au combat,

1. Chez le maire, M. Boquillon.

loin de là; beaucoup, en manches de chemise, lavaient leur linge ou fourbissaient leurs baïonnettes. Les pièces d'artillerie ne se trouvaient pas en position, les équipages étaient dételés. Jamais, depuis le commencement de cette campagne où nous étions sans cesse surpris, attaqués à l'improviste, écrasés sans pouvoir toujours nous défendre, surprise pareille n'avait été vue. Les Prussiens ont dit depuis qu'en apercevant de loin, dans ce bas-fond, ce fourmillement humain, ils avaient d'abord cru à une foire de village, à un rassemblement de paysans. Comment se douter que les généraux français leur rendraient la victoire si facile? M. de Failly, dans sa brochure, fait retomber la responsabilité du choix du campement au général Besson, son chef d'état-major général, qui, marchant avec la tête de colonne, détermina l'emplacement des divers camps. Mauvais choix, à coup sûr, et faute considérable. L'armée pouvait en effet s'établir, non point au bas de Beaumont, mais sur les hauteurs de ce village de Stonne, si bien défendu naturellement par les bouquets d'arbres et de haies, et les monticules qui le protégent. Mais le général de Failly, au lieu de se soucier de choisir un bivouac pour ses soldats, préférait se délasser, chez le maire, des fatigues des jours précédents [1].

1. M. l'abbé Emmanuel Domenech, dans son *Histoire de la campagne de* 1870-71, prête à M. le général de Failly un propos que le général doit démentir, s'il n'est pas exact, car il est terriblement accusateur. Le général déjeunait. On vient l'avertir que les Prussiens approchent. — « Ah! bah! répliqua M. de Failly, nous leur avons tué hier assez de monde, ils peuvent bien nous mettre aujourd'hui quelques hommes hors de combat. Allons, débouchons une bouteille! » (Page 183.) Ce fait, ajoute M. Domenech, nous parut si monstrueux, que nous ne nous décidâmes à l'enregistrer qu'après quinze jours d'enquêtes et de contre-enquêtes. — Il faut que M. de Failly démente ces paroles, s'il ne veut pas que l'histoire s'en empare définitivement. (1re édition.)

Depuis la publication de notre première édition, ce fait terrible n'a pas été démenti.

Le général Besson devait mourir, en avril 1871, à l'attaque du pont de Neuilly.

Le premier obus prussien causa une stupeur dans le camp français. On court aux armes, on rompt les faisceaux, les bataillons se forment en hâte et se replient en désordre. L'artillerie allemande ouvre un feu continuel, écrasant, et une véritable pluie d'obus tombe au milieu de ces masses humaines qui sont les régiments français. Trois régiments de ligne, le 11e, le 46e et le 68e, suivis du 4e bataillon de chasseurs à pied, s'établissent aussitôt sur les hauteurs, et, ouvrant un feu à volonté, rejettent dans le bois les Prussiens qui débouchent en avant du village. Des bois alors sortent des volées de mitraille, tandis que de nouveaux régiments ouvrent un feu terrible contre nos soldats. Et point d'artillerie pour répondre à l'artillerie allemande. Il a fallu harnacher les chevaux, atteler les pièces, les sauver d'abord avant de les mettre en position. Alors l'ennemi sort en foule, avec ses hurrahs habituels, des bois où il nous foudroie. Des bataillons français s'élancent à la baïonnette pour arrêter la marche des Allemands. Ceux-ci, n'attendant pas la charge à l'arme blanche, accueillent les nôtres par une fusillade épouvantable. Il faut reculer, battre en retraite. L'ennemi, sur la gauche de l'armée, tourne nos troupes et les rejette sur Mouzon. Le centre est enfoncé par les Bavarois. La retraite est une déroute. A travers les taillis passent les coups de sifflets des officiers prussiens, et les balles des tirailleurs, couchés derrière les arbres, jettent le désordre dans les rangs confondus de ce corps d'armée qui n'est plus qu'une foule.

Le soir vient. Un régiment de cavalerie, le 5e cuirassier, du 12e corps, s'élance, dans une charge à fond, sur l'ennemi qu'il veut contenir. L'artillerie allemande le mitraille. Quelques bataillons solides, un entre autres du 30e de ligne, protége la retraite, et, jusqu'à six heures du soir, paralyse par son attitude énergique, son feu multiplié, les dernières attaques de l'ennemi. Quand

cette poignée de braves soldats, se relevant de leur position de tirailleurs à genoux, traversèrent la Meuse, le soir venu, ils n'avaient plus une cartouche. Les quatre-vingt-dix cartouches d'ordonnance étaient brûlées, et tous les coups avaient porté sur les colonnes ennemies, en pleine chair.

Pendant ce temps, le corps du général Félix Douay (le 7e) arrivait sur le champ de bataille, essayant d'arrêter le mouvement débordant des Prussiens. L'infanterie de marine du 12e corps (Lebrun) défend aussi le passage de la Meuse, avec une intrépidité superbe; mais c'en est fait, la journée est perdue. L'armée tout entière reçoit l'ordre de se replier sur Sedan par Carignan et Brévilly, sur la rive gauche de la Chiers.

Déjà des régiments entiers, poussés par la défaite jusque sur le territoire belge, avaient été forcés de déposer les armes entre les mains des soldats de ce peuple neutre dont le cœur battait au spectacle de l'écrasement d'une nation qui l'aime et qu'il aime aussi.

Les routes étaient pleines de fuyards; des compagnies erraient, perdues dans les bois. Certains régiments du 5e corps n'étaient plus que des bandes. Le général de Wimpffen, venu d'Oran et arrivé ce même jour 30 août à Mézières, à huit heures du matin, se heurta contre cette cohue de soldats qui était justement le corps d'armée qu'on lui donnait ordre de commander. Qui sait si, arrivé trois jours plus tôt, le général de Wimpffen n'eût pas évité à l'armée le désastre de Sedan, en empêchant cette déroute de Beaumont.

« Je me hâtai, dit le général, de descendre dans la plaine pour arrêter ce désordre et interpeller ces fuyards. J'eus de la peine à me faire comprendre. En vain je leur criais : « Mais, malheureux, regardez donc derrière « vous, le canon de l'ennemi est encore loin. Vous « n'avez rien à redouter. » Ils ne m'écoutaient pas dans leur course haletante. Je réussis enfin à en arrêter quelques-uns et à les rassurer tant bien que mal. Peu à peu

cet exemple fut suivi.... » Le spectacle de cette débâcle devait cruellement serrer le cœur de ce général venu d'Afrique pour y assister. Aussi bien sa déposition devant l'histoire a-t-elle la valeur d'un témoignage écrasant : « Des voitures de bagages de tous les corps, dit-il, commençaient à s'agglomérer sur la route, ne sachant où se rendre. Je donnai l'ordre à des gendarmes, qui se trouvèrent sous ma main, de les faire marcher le plus rapidement possible.... Au moment où j'étais occupé à mettre un peu d'ordre partout, des équipages de la maison de l'empereur débouchèrent près de moi, *prétendant que tout le monde devait s'arrêter pour leur livrer passage.* Je leur intimai l'ordre formel de profiter de la bonté de leurs attelages pour enfiler bien vite un chemin de traverse sur la droite. »

Le général montre encore (et qu'on se fasse par là une idée du désordre incroyable de cette armée sans commandement) des soldats isolés arrivant, commandés par un *officier d'administration.* « Tous ces malheureux mouraient de faim, nulle distribution n'ayant été faite. Ils demandaient à grands cris du pain. »

Pendant ce temps, que faisait l'homme dont l'intérêt dynastique avait amené sur nous tous ces désastres? Le matin, à Raucourt, il avait traversé Mouzon, faisant arrêter tous les mouvements de troupes, d'artillerie, d'équipages qui encombraient la ville; et il s'était retiré sur l'autre rive de la Meuse, gagnant à travers bois une ville qu'il aperçut du haut d'une colline, et qu'il désigna à un habitant du pays, en lui demandant : « C'est Montmédy, n'est-ce pas? — Non, Sire, c'est Carignan. — Mais oui, mais oui, Sire, c'est Carignan, » répondirent aussitôt les officiers d'état-major empressés. Un témoin oculaire de ces journées douloureuses m'a donné sur l'état des esprits des renseignements précis. Il a vu de près les principaux acteurs du drame, et on ne peut douter de sa véracité. Mac-Mahon était inquiet, troublé, comme un homme qui marche presque sûrement, et sans que sa volonté ou

son énergie l'en puisse détourner, vers un but fatal. Il se sentait perdu. L'empereur affectait toujours son calme impassible. Il avait envoyé son fils à Mézières ; et, tandis que se livraient ces terribles batailles, il fumait. On le vit toujours fumant, roulant sa cigarette. Pendant qu'on détruisait le 5e corps à Beaumont, l'Empereur, étendu sur l'herbe avec son état-major, écoutait, passif et comme indifférent, le bruit du canon qui lui venait par dessus les bois. Il semblait que ce fataliste conspirateur laissât faire le destin. *Alea jacta est!* C'est le mot de tous les chercheurs d'aventure. Peut-être aussi avait-il foi dans son étoile, et croyait-il que la fortune lui reviendrait en demeurant ainsi immobile, vautré à terre et rêvant[1].

D'ailleurs il n'oubliait pas les bienfaits du solide, tout en suivant les fumées de son rêve, et, à l'heure où le sang français coulait sous ces taillis de l'Ardenne, dans ces sentiers entourés d'ombre, tandis que les petits paysans de France, les conscrits, les humbles, les martyrs, mouraient pour l'empire, tandis que le 5e cuirassier se fondait comme du plomb sous les canons ennemis, tandis que les derniers tirailleurs brûlaient leur dernière cartouche, l'empereur, le chef flegmatique de cette armée en déroute, envoyait à Paris ces deux dépêches que l'histoire conservera toujours pour les opposer à la légende :

A l'Impératrice, — Paris.

Carignau, le 30 août 1870, 5 h. 40 m. soir.

Il y a eu encore un engagement aujourd'hui *sans grande importance*. Je suis resté à cheval assez longtemps.

NAPOLÉON.

1. Voyez sur ces journées tragiques une brochure bien curieuse et tout à fait capitale sur le rôle de Napoléon III, c'est *Napoléon III à Baybel, le* 30 *août* 1870, par Xavier Raspail. Baybel est le nom d'une ferme où s'arrêta l'Empereur, malade, souffrant « d'une diar- « rhée assez intense. »

M. Bure, trésorier général de la couronne. — Paris, 21, avenue des Champs-Élysées.

Carignan, le 30 août, 6 h. 3 m. soir.

J'approuve la distribution des fonds que tu me proposes ; tu remettras le reste à Charles Thélin.

NAPOLÉON.

On ne saurait, à une date plus solennelle, se moins soucier de la France.

Cette dernière défaite du général de Failly eût entraîné, je pense, sa destitution, alors même que le général de Wimpffen n'eût pas été désigné par le ministre de la guerre pour lui succéder dans le commandement du 5e corps. Celui-ci, vieux général d'Afrique et d'Italie, ancien colonel des tirailleurs algériens, commandant la province d'Alger, avait, au début de la guerre, demandé un commandement qu'on ne lui avait pas accordé. Réduit à suivre, de loin, les opérations militaires, il en avait maintes fois deviné le fatal résultat, et il en déplorait le début en en redoutant la chute, lorsqu'il fut mandé à Paris pour remplacer M. de Failly à la tête du 5e corps. Le général de Wimpffen était connu surtout alors pour sa bravoure superbe en Italie. Parti de Trecate, le matin de la bataille de Magenta, avec la brigade des grenadiers de la garde (2e et 3e régiments), il avait lancé ses soldats à l'attaque de Baffalora et, l'épée à la main, payant de sa personne, il avait été blessé en disputant pendant plusieurs heures la position à l'armée autrichienne.

M. de Wimpffen arriva à Sedan dans la nuit du 30 août avec les débris du 5e corps. Le lendemain, il inspectait le camp, et, après avoir vu le maréchal qui le reçut assez froidement, il se présenta à l'empereur [1].

1. La proclamation suivante, adressée par le général de Wimpffen à ses compatriotes du département de l'Aisne, donnera une idée

Napoléon n'était plus le flegmatique personnage de la veille. Les larmes qu'il avait déjà versées à Metz lui remontaient aux yeux.

— Mais, général, dit-il, expliquez-moi donc pourquoi nous sommes toujours battus, et ce qui a pu amener la désastreuse affaire de Beaumont ?

Et il ajouta : — Hélas ! nous sommes bien malheureux !

Il eût pu dire : bien coupables.

La pauvre armée française laissait déjà 20 canons, 11 mitrailleuses et 700 prisonniers entre les mains de l'ennemi, et les Prussiens et les Saxons refoulaient encore nos soldats, par Carignan, jusqu'à Douzy et Villers, près de Sedan, tandis que vers Mézières l'armée du Prince royal leur coupait la retraite du côté de cette place forte, et que les Bavarois se massaient devant Bazeilles. Le soir du 31 août, notre armée était absolument entourée, et le cercle formé autour de Sedan était complet. Rien n'avait arrêté d'ailleurs la marche de l'ennemi, qui avait pu passer la Meuse sur des ponts minés que nous n'avions pas eu la précaution de faire sauter.

de l'état d'esprit où se trouvait le futur commandant de l'armée. Elle est très-énergique et très-patriotique :

Habitants du département de l'Aisne,

Un de vos enfants, arrivé hier de Paris, venant du fond de l'Algérie, ne s'accorde même pas la satisfaction de voir sa famille avant d'aller à l'ennemi. Il se rappelle au souvenir des siens et au vôtre, et vous engage à vous montrer les dignes enfants de ceux qui, en 1814 et en 1815, se joignaient à nos soldats pour combattre l'invasion.

L'ennemi ne pourra, je l'espère, arriver jusqu'à vous, avec les masses qui ont envahi les provinces de l'est ; mais des fractions de corps, quelques cavaliers peuvent venir insulter vos villes et vos villages.

C'est à vous à savoir les repousser et leur faire payer cher leur audace. Que chaque haie, que chaque fossé, que chaque maison vous servent de remparts.

Aux armes donc, braves habitants de mon département, et prouvez que partout les envahisseurs de la France trouveront de vigoureux adversaires.

Le général commandant le 5e corps d'armée,
Signé : DE WIMPFFEN.

Pour sauver l'armée, il eût fallu que, pendant la nuit du 30 août et le matin du 31, notre mouvement de retraite sur Mézières eût été exécuté. Alors certes nous avions le temps de nous retirer sur cette place forte et d'accepter la bataille dans d'autres conditions. Mais, dans la journée du 31, par une incurie nouvelle, à l'heure où l'empereur se désolait sans prendre un parti et où le maréchal prenait ses dispositions pour s'ouvrir un passage le lendemain, 80,000 Allemands passaient la Meuse entre Donchery et Dom-le-Mesnil et nous coupaient absolument la route de Mézières. Il était à peu près quatre heures de l'après-midi. A cette heure, une seule route était libre ; la route de Belgique, celle qui part du dernier village-frontière, La Chapelle, et va vers Bouillon à travers les bois.

Le général de Wimpffen, qui devait commander un corps d'armée, n'avait été mis, ni par l'empereur, ni par le maréchal, au courant des opérations qu'on allait tenter le lendemain.

Pour défendre la position de l'armée ou pour s'ouvrir un passage jusqu'à Mézières à travers les lignes prussiennes, le 7e corps (celui du général Douay) avait été placé devant ces grands bois de la Garenne qui couronnent de leurs taillis la hauteur la plus élevée du pays. De là haut, on domine Sedan, qu'on aperçoit sur la gauche, enfoncé près de la Meuse ; le calvaire d'Illy se dresse à la sortie du bois. Le 5e corps (Wimpffen) et le 1er (Ducrot), placés sur la hauteur qui domine le fond de Givonne, occupaient le centre, tandis que le corps du général Lebrun (12e) défendait la droite, et que l'infanterie de marine, postée à Bazeilles, s'apprêtait à disputer cette petite ville à l'ennemi.

Le 1er septembre, à quatre heures et demie du matin, par un temps de brouillard épais, l'action décisive qui devait si durement influer sur la destinée de la France s'engageait vers Bazeilles avec une intensité singulière. Les Bavarois, passant la Meuse, attaquaient l'infanterie

de marine qui ripostait vigoureusement et avec un avantage marqué. En même temps, l'attaque se prolongeait vers Givonne. Les troupes du général Ducrot avaient à lutter contre des forces considérables, des fantassins appuyés par une forte réserve de cavalerie saxonne, et pliaient sous le feu de l'artillerie allemande, lorsqu'auprès d'un peuplier qu'on montre encore, un obus vint frapper le commandant en chef de l'armée, le maréchal de Mac-Mahon, enlevant la croupe de son cheval et lui labourant les reins. On emporta le maréchal, et, sur son ordre, le général Ducrot prit le commandement de l'armée. Le général de Wimpffen, qui avait en poche sa commission du ministre de la guerre l'appelant au commandement en chef, au cas où Mac-Mahon serait tué ou blessé, n'apprit qu'une heure plus tard que le général Ducrot commandait. Le général Ducrot voulait, joignant ses troupes à celles du général Douay qui combattaient en avant des bois de la Garenne, tenter une vigoureuse trouée sur Mézières en descendant des hauteurs et en se précipitant sur Illy. Il comptait enfoncer les corps d'armée prussiens massés devant le général Douay à Saint-Menges et à Flégneux; mais le général de Wimpffen, averti que les forces de l'ennemi s'élevaient à plus de 80.000 hommes, voyant d'ailleurs que les troupes, au lieu de se lancer sur Illy, se rapprochaient instinctivement vers l'ancien camp, sous le canon de Sedan, fit acte de général en chef, montra sa nomination, donna ordre aussitôt au général Ducrot de reprendre ses positions, et envoya au général Lebrun, qui combattait à Bazeilles, toutes les troupes dont il put disposer pour accentuer le succès que nous obtenions sur notre droite.

Il était alors neuf heures du matin. De Wimpffen, parcourant le champ de bataille, rencontra l'empereur qui revenait des hauteurs de Bazeilles. Napoléon, un moment placé sous le feu de l'ennemi, avait eu là un officier d'ordonnance, le capitaine d'Hendecourt, tué non

loin de lui. Mais il s'était bientôt éloigné de ce coin du champ de bataille où notre brave division d'infanterie de marine combattait héroïquement sous un feu meurtrier, et lorsqu'il rencontra le général de Wimpffen, près du fond de Givonne, il allait pacifiquement déjeuner. Sa Majesté avait faim. Le général de Wimpffen, durant tout ce jour, ne devait manger *qu'une carotte arrachée d'un champ*, et des milliers de soldats n'allaient prendre aucun repas. Mais Napoléon avait faim. En apercevant de Wimpffen, l'empereur lui demanda des nouvelles de la bataille.

— Sire, répondit le général, les choses vont bien, nous regagnons du terrain.

Et Napoléon lui ayant fait observer que l'ennemi montrait des forces considérables sur notre gauche, vers Illy, de Wimpffen ajouta :

— Nous allons d'abord nous occuper de jeter les Bavarois à la Meuse, puis avec toutes nos troupes, nous ferons face à notre nouvel ennemi.

Les aides de camp de l'empereur ont depuis, dans des lettres semi-officielles et toutes à la louange de leur maître, essayé de faire prendre les paroles du général comme une bravade imprudente, et voulu montrer que le salut de l'armée était dans cette trouée sur Mézières que M. de Wimpffen regardait comme impossible. Le rapport des Allemands donnerait pleinement raison à la tactique de de Wimpffen contre celle de Ducrot. En effet, Ducrot voulait percer la droite de l'armée allemande et se précipiter vers Illy ; mais les généraux prussiens ont écrit eux-mêmes *que cette retraite, commencée à sept heures et demie, leur avait donné à espérer d'avoir l'armée française prisonnière vers neuf heures du matin*, et qu'ils avaient *été fort surpris de notre retour offensif, et surtout de notre résistance prolongée jusqu'à la nuit*. Or, qu'était-ce que ce *retour offensif*, sinon le plan que de Wimpffen mettait à exécution et qui était celui-ci : dégager d'abord la droite de l'armée française en écrasant les Bava-

rois avec des forces considérables, puis se retourner brusquement contre les nouveaux assaillants? Au pis-aller, pensait le général, l'armée s'ouvrirait un passage sur Carignan, car, de ce côté, les Bavarois, décimés depuis le matin par l'infanterie de marine, ne pouvaient offrir une victorieuse résistance, et on éviterait du moins un désastre plus grand et la honte d'être cerné et pris comme dans un étau.

Toute la préoccupation du général de Wimpffen, comme celle du général Ducrot, dans cette journée, a été d'éviter une capitulation ; mais en ordonnant la trouée sur Carignan, de Wimpffen attaquait un point beaucoup plus faible de l'ennemi, et rendait la réussite du mouvement plus probable. Il était d'ailleurs assez difficile de se mouvoir sur ce champ de bataille labouré d'obus, couvert de projectiles, balayé depuis le petit jour par 400 pièces de canon ennemis. Tandis que la garde prussienne manœuvrait de façon à nous fermer, vers La Chapelle, le chemin de la Belgique, les batteries allemandes faisaient sur les plateaux que nous occupions des feux continus et convergents. Les ravages faits par les obus éclatant dans nos rangs étaient vraiment épouvantables. Sous cette grêle dont la projection était sans cesse rectifiée par les artilleurs allemands tirant à coup sûr, les bataillons avaient ce remous sinistre qui est comme l'avant-coureur de la défaite. Frappés à des distances inconnues par des ennemis invisibles, les troupes démoralisées voyaient avec rage tomber sur elles ces projectiles percutants qui broyaient les crânes et ouvraient les entrailles. Cette tuerie sinistre, contre laquelle l'héroïsme ne pouvait rien, allumait dans tous les yeux des soldats la colère. Notre artillerie, inférieure comme portée à l'artillerie allemande, répondait de son mieux ; mais, outre que nos obus n'atteignaient pas toujours l'ennemi et que beaucoup éclataient prématurément, le nombre des pièces ennemies était triple du nôtre. Nous étions écrasés.

Les troupes du général Félix Douay, en position dans les bois de la Garenne, étaient comme fauchées par un feu terrible. Les obus enfonçaient les escadrons ; la cavalerie ne pouvait se mettre en ligne, les fantassins eux-mêmes pliaient. Dans ces taillis épais, dans ces bois profonds et verts, la mort était partout, et les cadavres tombaient sous les feuilles et les branches d'arbres coupées par la mitraille. En dix minutes, l'artillerie allemande démontait trois batteries d'artillerie que nous établissions de ce côté pour protéger le corps d'armée. Nos mitrailleuses, à ces distances de 3 et 4 kilomètres, devenaient inutiles. Sur le champ de bataille on en voyait, le lendemain, de toutes neuves, n'ayant encore point servi, et broyées, les roues brisées par quelque obus ennemi.

Le plus épouvantable, c'est que les feux de cette artillerie puissante se rapprochaient de plus en plus et formaient autour de notre armée comme un cercle de mort plus étroit d'heure en heure. On apercevait déjà, au loin, couchés ou assis en avant de leurs batteries, les bataillons allemands, prêts à s'élancer sur nos soldats lorsque leurs canons auraient achevé de mettre le désordre dans nos rangs.

Wimpffen, éperdu, n'ayant pas un officier d'état-major à sa disposition (l'état-major de Mac-Mahon était, le croira-t-on? rentré à Sedan depuis le matin, à la suite du maréchal blessé), Wimpffen regardait, du haut de ces collines, le champ de bataille où l'ennemi allait nous envelopper. Partout, dans ces bois, sur ces coteaux, la mort, le désespoir, l'effarement, la défaite. Ducrot, repoussé de Givonne, se rapprochait des bois de la Garenne ; Douay, écrasé, restait sur ses positions balayées par l'artillerie allemande ; le 5e corps combattait çà et là, désorganisé depuis Beaumont. Seul, le corps du général Lebrun avait l'avantage vers Bazeilles, ou du moins tous les efforts de l'ennemi n'avaient pu l'entamer, et les soldats de l'infanterie de marine, postés dans les maisons,

refoulaient sous leur fusillade les Bavarois qui pliaient. Maison par maison, pierre à pierre, Bazeilles était défendue. Dans le parc, derrière le village, le massacre fut épouvantable. Il fallut envoyer aux soldats de Von der Tann des troupes de l'armée du prince de Saxe, le régiment prussien de Magdebourg, le 4e bataillon des chasseurs prussiens et une batterie nouvelle pour leur permettre de soutenir le combat.

C'était sur ce point que Wimpffen voulait échapper à l'ennemi. La route de Stenay pouvait nous être ouverte. Par Carignan on pouvait peut-être gagner Montmédy. Je n'en crois rien; qu'importe! Le général donna ordre au général Lebrun de tenter contre tout espoir l'opération. Il lui enverrait bientôt toutes les troupes dont il pouvait disposer. Ordre est donné à Douay de couvrir le mouvement, à Ducrot de marcher sur la Moncelle, près de Bazeilles, à la division de Lespart (du 5e corps) de se lancer sur le même point. A la même heure, le général écrit à l'empereur, enfermé dans Sedan, ce billet qu'il fait porter en double expédition par deux officiers d'état-major:

« Sire,

« Je me décide à forcer la ligne qui se trouve devant le général Lebrun et le général Ducrot, plutôt que d'être prisonnier dans la place de Sedan.

« Que Votre Majesté vienne se mettre au milieu de ses troupes; elles tiendront à honneur de lui ouvrir un passage.

« Une heure un quart, 1er septembre.

« DE WIMPFFEN »

Mais, à cette heure même, le général Douay pliait devant le feu de l'artillerie prussienne, et des tirailleurs prussiens, repoussés d'abord par nos soldats, commençaient à apparaître près du calvaire d'Illy, à la lisière des bois de la Garenne. Depuis onze heures, nos troupes

avaient supporté avec un héroïsme furieux les décharges épouvantables des canons d'acier. Lorsque, l'artillerie prussienne ayant fini son rôle, l'infanterie s'ébranla pour enfoncer notre gauche, le général Ducrot, voulant l'arrêter, donna ordre au général de Margueritte, qui se tenait en réserve dans une clairière du bois avec sa division de cavalerie, de charger l'assaillant en balayant d'abord l'ennemi de front, puis le sabrant, en le prenant de flanc. Le général de Margueritte enleva ses cavaliers, et, chargeant à leur tête, dispersa les premières lignes ennemies et se heurta contre les fantassins postés dans des fossés ou derrière des haies et qui foudroyèrent, à cent cinquante pas, ces escadrons lancés au galop. Nos cuirassiers et nos chasseurs d'Afrique, broyés par le feu, tournent bride pour revenir bientôt à la charge. Ils se reforment, et s'élancent avec la furie superbe de leurs compagnons de Frœschwiller. Beaucoup avaient pris part à cette terrible bataille. On dit que, suivant le combat des hauteurs de Fresnois, le roi Guillaume, en voyant cette ligne blanche des cuirassiers français venir se heurter sans cesse, avec un acharnement superbe, contre la ligne noire des fantassins allemands et disparaître dans la fumée de la fusillade pour reparaître, brisée et éclaircie après la décharge, ne put s'empêcher de s'écrier, en parlant de ces soldats que les siens fusillaient presque à bout portant : « Oh ! les braves gens ! » [1].

Cette furieuse charge repoussée, l'infanterie prussienne aborda nos fantassins et, soutenue par une batterie de 4 qui avait gravi le coteau, elle emporta le calvaire d'Illy. C'est alors que M. de Galiffet, qui, après la blessure mortelle du général de Margueritte, avait pris le commandement de la division de cavalerie, s'élança de nouveau sur les assaillants et, dans une dernière charge, d'une bra-

1. Récit fait quelques jours après par le Prince royal au général Ducrot et à nous-même, le 2 septembre, par un aide de camp du prince Albrecht de Prusse.

voure désespérée, sabra les Prussiens qui foudroyaient ses héroïques cavaliers.

Après cet effort suprême, tout était dit de ce côté du champ de bataille. L'armée battit en retraite, sous les obus. Le général Ducrot, l'épée à la main, ramène ses soldats au feu par trois fois. Par trois fois, les projectiles ennemis sèment le massacre dans leurs rangs confus. Alors la rage s'empare des uns et l'effarement des autres. Tandis que de vieux officiers ramassent des chassepots pour se battre en soldats, leurs compagnies se débandent et se replient sur le vieux camp, dans la direction de Sedan. Ils se sentent vaguement abandonnés, livrés à une volonté hésitante. Ils n'ont vu depuis le matin, ni Mac-Mahon, qu'ils croient mort, ni l'empereur, qu'ils croient en fuite. Le désespoir les prend, et ils s'engouffrent, ils s'entassent dans les rues de Sedan, sur ses places, aux pieds de la statue de celui qui s'appela Turenne.

La bataille était perdue, mais on pouvait encore sauver l'honneur. Oui, Napoléon pouvait, suivant le conseil mâle et désespéré de Wimpffen, rallier autour de lui ses derniers soldats, et, marchant sur Bazeilles, chercher à s'ouvrir un passage sur Carignan ; ou du moins, si cet effort était inutile, mourir en combattant un dernier combat. Destinée héroïque qui ne tenta pas cet aventurier couronné. Il redevint dans cette journée du 1er septembre le fataliste et immobile coopérateur de la nuit du 2 décembre, celui que Morny précipita dans l'aventure et dans l'action en le menaçant, dit-on, d'un pistolet. Il abandonna la partie. Il fut ce qu'il avait été à Strasbourg, devant une résistance qu'il n'attendait pas. Il se montra froid, résigné, impassible et piteux. Son officier d'ordonnance a écrit depuis que l'empereur se trouvait dans l'absolue nécessité de rester enfermé dans Sedan, les rues étant trop encombrées de chariots, de caissons, de cavaliers, de fantassins, pour laisser passer même un homme à cheval. Prétexte ridicule et puéril. Beaucoup d'autres sortirent de Sedan à cheval, entre autres les offi-

ciers d'ordonnance de M. de Wimpffen. Que si l'empereur ne quitta pas son appartement, c'est qu'il voulut capituler.

La réponse qu'il fit au billet du général de Wimpffen fut, en effet, le drapeau blanc de la capitulation hissé sur les remparts, le drapeau blanc, *le torchon*, comme disaient les vieux soldats avec rage. Pendant une heure, de Wimpffen attendit cette réponse. Il avait, à la tête de 5 ou 6.000 hommes de troupes, fantassins de la marine, bataillons de zouaves, soldats du 47e de ligne, tenté un dernier effort, et, à travers bois, sous le feu de l'ennemi, franchi les jardins des environs de Givonne, lorsque, ne trouvant pas de ce côté les troupes du 5e corps et le 12e (Lebrun) qu'il y cherchait, il se dirigea vers Balan, tout près de Sedan, comptant les y rencontrer. C'est là qu'il apprit par un officier de la maison de l'empereur que le drapeau blanc flottait sur les remparts. Alors une vigoureuse et patriotique colère s'empara du général. On lui tend une lettre de l'empereur lui ordonnant de capituler: « Je ne reconnais pas à l'empereur le droit d'arborer le drapeau parlementaire. Je refuse de négocier. » Il ne lit même pas la lettre; il se précipite dans la ville, parvient jusqu'à la place de Turenne, et, s'adressant aux soldats de toutes armes qui sont là: — « Voulez-vous rendre vos armes, demeurer prisonniers? Non! Eh bien, suivez-moi, et ouvrez-vous un passage en bousculant l'ennemi! »

Malgré le drapeau blanc qui flotte et qui enlève la décision au plus grand nombre, jetant le trouble dans cette armée, le général réunit cependant autour de lui près de 2.000 hommes de tous les corps, cavaliers, fantassins, hussards, zouaves, chasseurs à pied, turcos, auxquels se joignent des mobiles et jusqu'à de courageux habitants de Sedan, et cette poignée de soldats, préférant la mort à la défaite, s'en vont, traînant deux canons avec eux, sauver leur renom ou mourir. Beaucoup moururent en effet, parmi ces entêtés de leur propre gloire; mais, malgré le nombre, culbutant les

Bavarois, ils s'emparèrent de Balan, où le curé fait le coup de feu avec ses paysans, chassèrent l'ennemi jusqu'au delà de l'église, et, attendant des renforts, se maintinrent là jusqu'au soir.

On a traité d'héroïque folie la lutte désespérée du général de Wimpffen. Oui, c'était folie qu'un pareil sacrifice dans un temps où la suprême sagesse consistait, non pas à braver la fortune, mais à courber l'échine devant elle et à jouer, non le rôle du chêne, mais celui du roseau. C'était folie que de marcher au combat à l'heure où on ne pouvait sauver que la réputation de la pauvre France. Mieux valait céder son épée au vainqueur pour la tirer après, en un jour de conspiration nouvelle contre sa patrie. Cela était plus sage, paraît-il. Le général de Wimpffen n'eut point cette sagesse, et ce sera son éternel honneur.

A côté de lui combattait le général Lebrun. On ne doit oublier personne.

Vers six heures du soir, Wimpffen rentra à Sedan, navré, ayant refusé deux fois de se rendre auprès de l'ennemi pour traiter, comme le voulait Napoléon. En rentrant dans le petit hôtel où il était descendu, le général écrivit aussitôt une lettre où il donnait sa démission de commandant en chef. Il était sept heures et demie. Vers huit heures, l'empereur répondait :

« Général, vous ne pouvez pas donner votre démission, lorsqu'il s'agit encore de sauver l'armée par une honorable capitulation. Je n'accepte donc pas votre démission. Vous avez fait votre devoir toute la journée, faites-le encore. C'est un service que vous rendrez au pays.

« Le roi de Prusse accepte l'armistice et j'attends ses propositions.

« Croyez à mon amitié,

« NAPOLÉON. »

Le roi de Prusse avait, en effet, accepté la proposition, non pas d'*armistice*, mais de *capitulation* faite par l'empe-

reur (qui n'avait aucun droit de la faire, étant déchu du commandement en chef). Napoléon lui avait adressé son aide de camp, le comte Reille, porteur de cette lettre historique, mais mensongère : « *N'ayant pu mourir à la tête de mes troupes, je dépose mon épée aux pieds de Votre Majesté.* » Le roi Guillaume avait alors envoyé à Sedan un lieutenant-colonel bavarois, grand, maigre et blond, portant des lunettes d'or, qui était le lieutenant-colonel de Bronsart. M. de Bronsart avait à peine fait une centaine de pas, lorsqu'un obus, parti des lignes prussiennes, vint tomber à dix mètres de lui. Il eut un tressaillement, et se tournant vers les officiers français qui l'accompagnaient : « Messieurs, je vous demande mille pardons ; c'est une impolitesse que nous faisons là. Nos batteries n'ont certainement pas vu le drapeau blanc. C'est incroyable ! » Cette *impolitesse* avait coûté la vie à deux pauvres diables, et comme on les emportait sur quatre fusils : « Ah ! mille pardons ! » répéta-t-il, tout en continuant sa route [1].

C'est M. de Bronsart qui avait transmis au roi de Prusse l'offre de capitulation de Napoléon III.

Tout d'abord, M. de Wimpffen, bien décidé à ne point signer une capitulation au bas de laquelle Louis Bonaparte devait apposer son nom, voulut refuser d'entrer en pourparlers ; mais songeant au sort de la pauvre et admirable armée qui, si mal conduite, venait de se battre avec un si grand courage, il se décida à accepter la tâche douloureuse qui lui incombait. Il se rendit chez l'empereur. La cour de la résidence était encombrée par les gens de la maison impériale. Le général demande à parler à l'empereur. On lui répond que cela est impossible, Sa Majesté étant *en conférence avec le prince impérial.* Or, celui-ci était depuis deux jours à Mézières. Le général se fâche, élève la voix. On l'introduit enfin auprès de Napoléon. Ici se place l'altercation survenue

1. *Revue des Deux Mondes.*

entre le général Ducrot et le général de Wimpffen, altercation que les deux acteurs ont l'un et l'autre contée de façon différente. Il en ressort que Ducrot reprocha violemment, avec exaltation, il le dit lui-même, à Wimpffen d'avoir arrêté son mouvement sur Mézières ; mais s'il est vrai, et nous l'avons vu, que les Allemands avaient occupé fortement cette ligne de retraite, la tactique du général de Wimpffen était, je le répète, préférable. Toujours est-il qu'en me servant de la version du général Ducrot, voici ce qui se passa en cette soirée du 1er septembre :

« Le général de Wimpffen entre avec éclat, levant les bras au ciel et marchant à grands pas : « Sire, s'écria-« t-il, si j'ai perdu la bataille, si j'ai été vaincu, c'est que « mes ordres n'ont pas été exécutés, c'est que vos « généraux ont refusé de m'obéir. »

« A ces mots, le général Ducrot se lève comme mû par un ressort, et d'un bond se place en face du général de Wimpffen : « Que dites-vous ? s'écrie-t-il ; qui a refusé « de vous obéir ? A qui faites-vous allusion ? Serait-ce à « moi ? Hélas ! vos ordres n'ont été que trop bien exécu-« tés. Si nous avons subi un affreux désastre, plus « affreux que tout ce qu'on a pu rêver, c'est à votre « folle présomption que nous le devons. Seul, vous en « êtes responsable, car si vous n'aviez pas arrêté le mou-« vement de retraite en dépit de mes instances, nous « serions maintenant en sûreté à Mézières ou du moins « hors des atteintes de l'ennemi ! »

« Un peu surpris et décontenancé par cette brusque apostrophe du général, qu'il ne savait pas là, le général de Wimpffen dit : « Eh bien, puisque je suis incapable, « raison de plus pour que je ne conserve pas le com-« mandement. »

« Ducrot. — Vous avez revendiqué le commande-« ment ce matin, quand vous pensiez qu'il y avait hon-« neur et profit à l'exercer ; je ne vous l'ai pas con-« testé..... alors qu'il était peut-être contestable. Mais, à

« l'heure qu'il est, vous ne pouvez plus le refuser. Vous « seul devez endosser la honte de la capitulation. »

« Le général Ducrot était très-exalté.

« L'empereur lui-même et les personnes de son entourage s'interposèrent pour le calmer. L'incident terminé, le commandant du 1er corps se retira et le général de Wimpffen, ayant reçu les instructions de Sa Majesté, se rendit au quartier général allemand. »

Personne ne peut s'empêcher de plaindre ce malheureux général de Wimpffen qui, n'ayant rien commis des fautes de la campagne, arrivait juste à temps à Sedan pour terminer sa carrière militaire par cette douloureuse, par cette sinistre capitulation, et que la colère des bonapartistes devait poursuivre, après des années, à coups d'injures et de calomnies.

M. de Wimpffen se rendit au quartier général allemand. Il y trouva MM. de Bismarck et de Moltke. Le général de Castelnau, aide de camp de l'empereur, l'accompagnait, ayant pour mission de demander pour Napoléon personnellement les conditions les moins défavorables. Cette entrevue fameuse a été diversement contée aussi, et par M. de Wimpffen, et par M. Ducrot qui publie le récit d'un capitaine d'état-major français présent à l'entrevue. Nous citerons tout à l'heure un troisième témoin qui est M. de Bismarck.

Toujours est-il que, pendant cet entretien, M. de Wimpffen se montra très-patriote et très-digne, demandant pour ses troupes les conditions des garnisons de Mayence, de Gênes et d'Ulm. M. de Bismarck s'en tint à cette dure condition : *L'armée française déposera les armes et sera conduite en Allemagne*. Froid, sévère et laissant tomber mot à mot ses paroles de ses lèvres minces, le vieux de Moltke, ridé, crispé, implacable, ajoutait que sinon, le feu recommencerait le lendemain à six heures.

— Toute résistance est impossible, ajoutait-il, vous n'avez pas de vivres, vos munitions sont épuisées, votre armée est décimée, notre artillerie est en batterie autour

de la ville et peut anéantir vos troupes avant qu'elles aient eu le temps d'opérer le moindre mouvement.

Dans cette importante occasion, M. de Bismarck formula aussi les prétentions allemandes sur l'Alsace et la Lorraine, réclamant Strasbourg, Metz et quatre milliards, et ceci répond dès lors aux bonapartistes qui ont voulu depuis faire croire au pays que la Prusse traitant avec l'empire n'eût exigé de lui aucune cession de territoire. Non-seulement la Prusse voulait ce qu'elle a pris depuis, mais elle ne tenait pas à traiter avec le gouvernement impérial dont elle prévoyait l'écroulement, comme il ressort formellement des paroles de M. de Bismarck.

Ce fut en vain qu'avec une sobriété militaire et avec un véritable sentiment de la patrie, M. de Wimpffen plaida devant ces rudes vainqueurs la cause de la modération dans la victoire. Il montra en pure perte un but chevaleresque à des gens inflexibles.

— C'est une erreur de croire que la France voulait la guerre, dit-il; elle y a été entraînée par une agitation toute à la surface. Notre nation est plus pacifique que vous ne le pensez, car toutes ses aspirations ont été portées vers l'industrie, le commerce, les arts, et peut-être trop vers le bien-être et le luxe; *ne la forcez pas à reprendre l'habitude de ses armes.* Si vous vous montrez modérés, si vous ne blessez pas sa fibre patriotique par une demande de cession de territoire, vous bornant à exiger une juste indemnité, vous pouvez être assuré que les deux pays vivront dans une paix sincère et durable.

Mais M. de Wimpffen ne put obtenir qu'une chose, c'est que le feu de l'artillerie de M. de Moltke ne commencerait qu'à neuf heures du matin au lieu de six heures; trois heures de répit, c'était tout ce que l'état-major de l'armée allemande accordait à l'armée vaincue. On ne saurait être plus sec et moins généreux dans le succès que ceux qui ne nous ont jamais pardonné leurs défaites. C'est que M. de Moltke tenait à l'achèvement de son

œuvre militaire. Cet ingénieur de combats voulait mener jusqu'au bout le *tracé* de sa voie sanglante. L'aide de camp de l'empereur, le général Castelnau, ayant, dans l'entretien, prononcé ces mots :

« — Je crois l'instant venu de transmettre le message de l'empereur.

« — Nous vous écoutons, général, dit M. de Bismark.

« — L'empereur, continua le général Castelnau, « m'a chargé de faire remarquer à *Sa Majesté* le roi de « Prusse, qu'il lui avait envoyé son épée sans condition « et s'était *personnellement* rendu absolument à sa merci, « mais qu'il n'avait agi ainsi que dans l'espérance que « le roi serait touché d'un si complet abandon, qu'il sau- « rait l'apprécier, et qu'en cette considération il voudrait « bien accorder à l'armée française une capitulation plus « honorable et telle qu'elle y a droit par son courage. »

« — Est-ce tout? demanda M. de Bismark.

« — Oui, répondit le général.

« — Mais qu'elle est l'épée qu'a rendue l'empereur Napoléon III? Est-ce l'épée de la France ou son épée à lui? Si c'est celle de la France, les conditions peuvent être singulièrement modifiées, et votre message aurait un caractère des plus graves.

« — C'est seulement l'épée de l'empereur, déclara le général Castelnau.

« — En ce cas, reprit en hâte et presque avec joie le général de Moltke, cela ne change rien aux conditions. Et il ajouta : l'empereur obtiendra pour sa personne tout ce qu'il lui plaira de demander.

« Il me parut, dit l'officier dont le général Ducrot cite le récit, il me parut qu'il pouvait bien y avoir une secrète divergence d'opinion entre M. de Bismark et le général de Moltke, et que le premier n'aurait pas été fâché au fond de terminer la guerre, tandis que le général désirait au contraire la continuer. »

M. de Wimpffen rentra à Sedan rapportant ces conditions dernières. Des habitants de la ville le conjuraient

de ne point signer cette capitulation. Arrivé dans la ville à une heure du matin, il entra dans la chambre de l'empereur. *L'empereur était couché*. Oui, couché, à l'heure où se débattait le sort de son armée, à l'heure où ces collines de Givonne, ces bois de la Garenne, ces bords du ruisseau de la Moselle étaient pleins de râles, à l'heure où les Bavarois garrottaient des paysans et des femmes et fusillaient les habitants de Bazeilles, coupables d'avoir défendu leur coin de terre, leur patrie.

Napoléon promit au général qu'il partirait lui-même pour le quartier général, afin de demander au roi de Prusse des conditions moins dures. Ce matin du 2 septembre, le conseil de guerre réuni signa la douloureuse capitulation de Sedan qui porte les noms des généraux de Wimpffen, A. Ducrot, Lebrun, F. Douay, Forgeot et Dejean. Le général Pellé, le combattant de Wissembourg, refusa de capituler.

L'armée, entassée dans la ville, houleuse, lourde de la boue du champ de bataille et du poids de la défaite, heurtait ses débris à travers Sedan. C'était, dit un témoin oculaire, moins une armée qu'un troupeau. Soudain un mouvement se fit dans cette masse. Une voiture parut, attelée à la Daumont. Un homme en tenue de ville s'y faisait voir, portant le grand cordon de la Légion d'honneur ; un frisson parcourut les rangs : c'était l'empereur. Il jetait autour de lui ces regards froids que tous connaissent. Il avait le visage fatigué ; mais aucun des muscles de ce visage pâle ne remuait. Toute son attention semblait absorbée par une cigarette qu'il roulait entre ses doigts. On devinait mal ce qu'il allait faire. A côté de lui et devant lui, trois généraux échangeaient quelques paroles à demi-voix. La calèche marchait au pas. Il y avait comme de l'épouvante et de la colère autour de cette voiture qui emportait un empire. Un piqueur à la livrée verte la précédait. Derrière lui venaient des écuyers chamarrés d'or. C'était le même appareil qu'au temps où il allait sur la pelouse de Longchamps assister aux

courses du grand prix... Une voix cria : *Vive l'empereur!* une voix unique... Un homme s'élança au-devant des chevaux, et, saisissant par les jambes un cadavre étendu au milieu de la rue, le tira violemment de côté. La calèche passa... [1]

Ainsi s'en allait vers le roi de Prusse, ainsi s'acheminait vers le vainqueur, à travers une armée qu'il avait perdue, l'homme fatal qui devait moralement déshonorer la France et matériellement la rapetisser. Ainsi, calme, froid, inquiétant et impénétrable, cet homme rendait une épée qu'il n'avait point tirée, et se constituait prisonnier après avoir osé dire qu'il n'avait pu mourir à la tête de ses soldats. Eh! quoi, à l'heure où il rentrait à Sedan pour déjeuner, la bataille était compromise mais non perdue; à cette heure d'épouvantable carnage, il ne pouvait mourir? A l'heure où les cavaliers de Margueritte se précipitaient, sabre nu, sur les tirailleurs allemands, il ne pouvait les suivre et mourir? A l'heure où les derniers combattants de Bazeilles s'ensevelissaient sous les ruines des maisons incendiées par les obus bavarois, il ne pouvait être aux côtés de ces braves et mourir ? A l'heure où les débris de l'armée se précipitaient sur les pas de Wimpffen et de Lebrun, il ne pouvait les suivre? *Ave, Cesar, morituri te salutant!* Mais César pouvait mourir, certes, avec ceux qui mouraient pour lui, pour sa couronne et par sa faute. Il pouvait trouver le dénouement dans cette suprême aventure, s'engloutir dans le fracas de la bataille et avec les restes de son armée. Il pouvait, au lieu de passer sa journée dans Sedan, au lieu de se rendre au roi, au lieu de finir ainsi, au lieu de faire arborer sur le donjon ce drapeau blanc que les soldats *arrachaient deux fois de suite,* il pouvait combattre. Il ne le fit pas.

« Tout est perdu, fors l'honneur », disait le roi de Pavie après avoir combattu tout le jour, après avoir vu

1. *Récits d'un soldat.* (*Revue des Deux-Mondes,* 1er juillet 1871.)

tomber à ses côtés La Trémouille, La Palice, Suffolk, Bonnivet; le roi François Ier, le visage en sang, l'épée rouge, blessé, furieux, terrible encore, ramassé, sur le tas de morts qu'il avait faits, par des Espagnols pris de rage; celui-là pouvait parler d'honneur, et, captif, porter la tête haute. Et lui aussi, le roi Jean de France, le vaincu de Poitiers, qui, de sa hache, faisait reculer les Anglais ou fendait les crânes, tandis que son jeune fils, son fils le Hardi, tenant son épée d'enfant, lui criait : « Gardez-vous à gauche, sire, mon père! » ou : Gardez-vous à droite; » et lui aussi, le roi Jean, prisonnier, pouvait parler d'honneur. Mais ce rêveur, qui s'attendrit sur le carnage après l'avoir déchaîné, ce nébuleux philosophe dont la main semble trop débile pour tenir l'épée, quelle figure fait-il à côté de ces intrépidités et de ces héroïsmes? Sedan : c'est Boulogne agrandi, c'est l'équipée de Strasbourg élevée à la proportion d'un massacre et d'une ruine nationale. Ne cherchons pas plus longtemps le mot : c'est le couronnement de l'édifice.

Lorsque le 2 septembre, à dix heures du matin, le général de Wimpffen se rendit au quartier général prussien, il y trouva Napoléon III qui, n'ayant pas pu voir le roi, attendait que la capitulation fût signée pour obtenir cette entrevue que le roi Guillaume, dans une lettre à la reine, a racontée lui-même. La capitulation fut signée bientôt par M. de Wimpffen et M. de Moltke. L'armée tout entière était prisonnière. Les armes, les canons, les aigles appartenaient aux vainqueurs. La place de Sedan devait être livrée dans la soirée du 2 septembre. Les généraux et officiers qui s'engageaient, sur l'honneur, à ne point servir contre la Prusse pendant la campagne, étaient libres sur parole.

Je ne puis mieux faire, pour donner de cet événement un récit que les Allemands ne récuseront pas, que de faire connaître le rapport adressé, le jour même, de Donchery, au roi Guillaume, par M. de Bismarck. L'empereur des Français s'y peint d'ailleurs lui-même, dans sa

conversation avec le chancelier de la Confédération, sous les plus tristes couleurs :

Donchery, 2 septembre 1870.

M'étant rendu ici, sur l'ordre de Votre Majesté, afin de prendre part aux négociations pour la capitulation, les pourparlers furent interrompus jusqu'à environ une heure de la nuit, quelques heures de réflexion ayant été accordées au général de Wimpffen, qui les avait demandées, après que le général de Moltke eut formellement déclaré qu'on exigeait absolument, comme première condition, que l'armée française déposât les armes et que le bombardement recommencerait ce matin, à neuf heures, si, jusque-là, la capitulation n'était pas signée.

Ce matin, vers six heures, on m'annonça le général Reille, qui me dit que l'empereur désirait me voir et avait déjà quitté Sedan pour venir ici. Le général repartit immédiatement pour annoncer à l'empereur que je le suivais, et bientôt après je me trouvai, à moitié chemin environ entre ici et Sedan, près de Fresnois, en face de l'empereur. Sa Majesté était dans une voiture découverte ; elle avait à côté d'elle trois officiers supérieurs, tandis que d'autres chevauchaient à côté de sa voiture. Parmi ces généraux, je connaissais personnellement MM. Castelnau, Reille, Moskowa, qui paraissait blessé au pied, et Vaubert.

Arrivé près de la voiture, je descendis de cheval, m'approchai de la portière et demandai quels étaient les ordres de Sa Majesté. L'empereur exprima d'abord le désir de voir Votre Majesté ; il croyait apparemment que Votre Majesté se trouvait également à Donchery. Je répondis que le quartier général de Votre Majesté était à cette heure à Vendresse, à une distance de trois milles ; l'empereur demanda si Votre Majesté avait déterminé un endroit où il devait se rendre, et quelle était mon opinion à cet égard. Je répondis que j'étais arrivé ici par une obs-

curité complète, que la contrée m'était, par conséquent, inconnue, mais que je mettais à la disposition de Sa Majesté la maison que j'occupais à Donchery et que j'évacuerais immédiatement.

L'empereur accepta mon offre et se dirigea vers Donchery, mais il fit arrêter à quelques centaines de pas du pont de la Meuse conduisant dans la ville, devant une maison d'ouvriers complétement isolée, et il me demanda s'il ne pourrait pas y descendre. Je fis examiner la maison par le conseiller de légation comte Bismarck-Bohlen, qui m'avait rejoint dans l'intervalle ; il vint m'annoncer que l'intérieur de cette maison était misérable et étroit, mais qu'elle ne contenait pas de blessés ; 'empereur descendit et m'invita à le suivre dans la maison.

Dans une très-petite chambre ne renfermant qu'une table et deux chaises, j'eus un entretien d'environ une heure avec l'empereur. Sa Majesté insista particulièrement sur le désir d'obtenir des conditions plus avantageuses pour la capitulation. Dès le principe, je refusai de négocier à ce sujet avec Sa Majesté, en faisant remarquer que cette question purement militaire devait être tranchée entre les généraux de Moltke et de Wimpffen. En revanche, je demandai à l'empereur si Sa Majesté était disposée à des négociations de paix. L'empereur répondit que, comme prisonnier, il n'était pas en situation de les entamer ; je demandai ensuite par qui, d'après l'opinion de l'empereur, les pouvoirs publics étaient actuellement représentés en France : Sa Majesté me renvoya au gouvernement existant à Paris.

Après avoir éclairci ce point, qui avait été laissé douteux dans la lettre adressée hier par l'empereur à Votre Majesté, je reconnus, et ne le dissimulai pas à l'empereur, qu'aujourd'hui comme hier la situation n'offrait aucun point de vue pratique autre que le point de vue militaire, et j'insistai sur la nécessité qui en résultait pour nous de prendre en mains avant toute chose, par la

capitulation de Sedan, un gage matériel consolidant les résultats militaires acquis.

Dès hier soir, j'avais examiné sous tous ses aspects, avec le général de Moltke, la question de savoir s'il serait possible, sans nuire aux intérêts allemands, d'offrir au sentiment d'honneur militaire d'une armée qui s'était bien battue, des conditions plus avantageuses que celles qui avaient été primitivement fixées.

Après avoir posé cette question, comme notre devoir nous l'imposait, nous avons dû tous deux persister dans une réponse négative. Si donc le général de Moltke, qui dans l'intervalle était revenu de la ville et nous avait rejoints, s'est rendu auprès de Votre Majesté pour lui soumettre les désirs de l'empereur, ce ne fut nullement, comme Votre Majesté le sait, dans l'intention de plaider en faveur de ces désirs.

L'empereur sortit de la maison et m'invita à m'asseoir près de lui, devant la porte. Sa Majesté me demanda s'il ne serait pas possible de laisser l'armée française franchir la frontière de la Belgique, afin qu'elle fût désarmée et internée sur le territoire belge. J'avais déjà discuté cette éventualité la veille, avec le général de Moltke, et pour les motifs indiqués plus haut, je refusai de m'entretenir de cette combinaison avec l'empereur. Je ne pris pas l'initiative d'une discussion sur la situation politique; *l'empereur n'y fit allusion que pour déplorer le malheur de la guerre, et pour déclarer que lui-même n'avait pas voulu la guerre, mais qu'il y avait été forcé par la pression de l'opinion publique en France.*

A la suite d'informations prises dans la ville et de reconnaissances opérées par des officiers de l'état-major, on apprit, entre neuf et dix heures, que le château de Bellevue, près de Fresnois, ne renfermait aucun blessé et était approprié pour recevoir l'empereur. Je fis part de ce fait à Sa Majesté, en ajoutant que je proposerais à Votre Majesté Fresnois comme lieu de rencontre, et j'offris à l'empereur de s'y rendre immédiatement, vu que le

séjour dans la petite maison d'ouvriers était incommode, et que Sa Majesté avait sans doute besoin de repos.

Sa Majesté accepta avec empressement; j'accompagnai l'empereur, précédé d'une escorte d'honneur du régiment des cuirassiers de Votre Majesté, jusqu'au château de Bellevue, où dans l'intervalle étaient arrivés la suite et les équipages de Sa Majesté. Était arrivé aussi le général de Wimpffen, avec lequel, en attendant le retour du général de Moltke, les pourparlers, interrompus depuis hier soir, sur les conditions de la capitulation, furent repris par le général Podbielsky, en présence du lieutenant-colonel de Verdy et du chef de l'état-major du général de Wimpffen; ces deux derniers officiers étaient chargés du procès-verbal.

En ce qui me concerne, je n'ai pris part qu'à l'introduction de ces pourparlers, en exposant la situation politique et légale, d'après les éclaircissements que l'empereur lui-même venait de me donner. Immédiatement après, le capitaine comte von Nostiz m'apporta, de la part du général de Moltke, la nouvelle que Votre Majesté ne voulait voir l'empereur qu'après la signature de la capitulation; après avoir reçu communication de cette nouvelle, l'empereur renonça à obtenir d'autres conditions de capitulation que celles qui avaient été primitivement fixées.

Je montai à cheval pour aller à la rencontre de Votre Majesté, du côté de Chébery, afin de lui rendre compte de ce qui s'était passé; en chemin, je rencontrai le général de Moltke, avec le texte de la capitulation approuvée par Votre Majesté, et qui, après notre arrivée à Fresnois, fut adoptée et signée sans objection.

L'attitude du général de Wimpffen, ainsi que celle des autres généraux français, dans la nuit précédente, a été très-digne; le brave général n'a pu s'empêcher de m'exprimer sa profonde douleur que ce fût précisément lui qui fût appelé, quarante-huit

heures après son retour d'Afrique, et une demi-journée après son commandement, à mettre son nom au bas d'une capitulation si désastreuse pour les armes françaises ; mais le manque de vivres et de munitions et l'impossibilité absolue d'une plus longue défense lui avaient imposé le devoir de faire taire ses sentiments personnels, vu qu'une plus longue effusion de sang ne pouvait rien changer à sa situation.

La mise en liberté sur parole des officiers fut accueillie avec une vive reconnaissance comme l'expression de l'intention de Votre Majesté de ne pas porter atteinte aux sentiments d'une armée qui s'était vaillamment battue, au delà de ce qui est commandé nécessairement par nos intérêts politiques et militaires. Le général de Wimpffen a d'ailleurs exprimé ce sentiment dans une lettre où il remercie le général de Moltke des procédés pleins d'égards dont il a usé dans les négociations.

COMTE BISMARCK.

Est-il bien utile de souligner, dans ce rapport de M. de Bismarck, les paroles de Napoléon *déplorant la guerre, et affirmant que l'opinion publique l'avait forcé à la déclarer?* Tout homme de cœur fera, sur ce sujet, les réflexions que suggérait à M. John Lemoinne la lecture de ce document. Ce sont des lignes qu'il faut citer :

« Eh quoi ! — disait l'écrivain, — voilà l'élu de huit ou dix millions de votes populaires ! Voilà dans quelles mains nous étions ! Nous n'aimons pas les injures. Si la chute avait été honorable, nous l'aurions respectée. Mais que celui qui nous a plongés, par un criminel caprice et un monstrueux égoïsme, dans l'abîme où nous nous débattons vienne nous en rendre responsables, et en rejeter sur nous, non-seulement le châtiment, mais la faute, c'est la plus terrible expiation que Némésis puisse infliger à notre trop longue patience et à notre coupable complicité ! Nous ne dirons rien de plus. Que la France

lise et quelle juge. Mais si jamais on venait à nous parler du retour de pareilles cendres, nous sommes sans inquiétude. »

Ce que Napoléon dit à M. de Bismarck, il le répéta au roi de Prusse : « Cette guerre n'est pas mon œuvre. » Il reculait devant la responsabilité de ce crime désastreux. *Le Times*, qui nous a donné le texte de la conversation de Louis-Napoléon Bonaparte et du roi Guillaume au château de Bellevue, ajoute que l'empereur des Français, après avoir vanté le mérite de l'artillerie prussienne, ajouta : — « C'est le prince Frédéric-Charles qui a décidé du sort de la journée. C'est son armée qui a enlevé notre position. — Je ne comprends pas Votre Majesté, répondit le roi. C'est l'armée de mon fils qui s'est battue à Sedan. — Et où est donc le prince Frédéric-Charles? — Devant Metz, avec sept corps d'armée.

Cette ignorance de l'empereur, dont parle le *Times*, était aussi profonde chez quelques généraux qui faisaient en *dilettanti* cette campagne du Rhin. On voit, après la capitulation, les officiers de l'état-major impérial couper leurs moustaches, se déguiser pour s'échapper, finir par la mascarade un régime de mensonge. Le soir de la bataille de Beaumont, à Mouzon, les Prussiens se partageaient les épées à poignées de nacre, les épées de gala qu'on avait emportées « pour l'entrée à Berlin. » Quelle débâcle ! Irritante en haut, navrante en bas, car l'armée, dispersée, émiettée, errante à travers les sentiers des Ardennes, les bois de la Belgique, ou entassée à Sedan, n'exitait plus.

A Sedan, furieux d'être rendus, — *vendus*, disaient encore ces pauvres gens fous de douleur ou hébétés, — les soldats s'en prenaient à leurs armes, hurlaient, pillaient, enfonçaient les caisses de biscuit, brisaient leurs fusils, glissaient leurs sabres dans les égouts ou les jetaient dans la Meuse. Des officiers brûlaient leurs drapeaux ou les déchiraient. « On n'apercevait que soldats armés de tournevis qui démontaient la culasse

mobile de leurs fusils et en jetaient les débris. Les artilleurs, attelés aux mitrailleuses, en arrachaient à la hâte un boulon une vis, en brisaient le ressort pour les mettre hors de service. D'autres, fous de rage, silencieusement, enclouaient leurs pièces [1]. »

Puis, au dehors, dans le profond des bois, des détonations éclataient, des décharges sourdes, des coups de fusil isolés. C'était quelque soldat qui, à l'affût, voulait résister encore, tuer un Prussien, et finir par un coup de feu. — Les jours suivants, ces malheureux soldats allaient être entassés dans les îles de la Meuse, dans ce qu'ils allaient appeler le *camp de misère*, gardés par des cavaliers, le pistolet au poing, courant à travers champs et ramenant ceux qui s'égaraient avec des coups de plat

1. Il y eut, dans ce désordre, des traits superbes, et pour n'en citer qu'un, voici un ordre du jour qui met en lumière un acte à faire connaître :

1er juin 1871.

ORDRE

Le général commandant la 1re division de cavalerie de l'armée de Versailles est heureux de porter à la connaissance des troupes placées sous ses ordres un trait de dévouement et de probité accompli par l'adjudant Trochet, du 7e chasseurs.

Au moment du désastre de Sedan, ce sous-officier a sauvé des mains des pillards et des Prussiens la caisse de son régiment, contenant 12.000 francs en or. Fait prisonnier de guerre, il a su soustraire son dépôt à la rapacité de nos ennemis. Dans ces mauvais jours d'exil et de privation, où les besoins se faisaient si vivement sentir, il a préféré souffrir plutôt que d'entamer le dépôt qui lui était confié. Manquant d'argent pour faire sa route et rentrer dans sa patrie, il a emprunté, mais il a gardé intacte la caisse de son régiment.

Honneur à vous, adjudant Trochet, qui avez poussé si haut le sentiment de délicatesse qui, malheureusement, tend à s'affaiblir de nos jours. Votre belle conduite doit servir de modèle et être citée partout. Votre général est heureux de vous adresser publiquement les éloges que vous méritez. Il vous recommandera d'une manière toute particulière au ministre de la guerre, qui saura apprécier votre dévouement à l'honneur.

Le général commandant la 1re division
de cavalerie,

HALNA DE FRÉTAY

de sabre. Oh! les humiliations terribles, les souffrances atroces! Et, avec ces douleurs morales, les souffrances physiques. On ramassait des pommes de terre et on vivait de pain pourri. La Meuse, autour des prisonniers, roulait des cadavres déjà gonflés et hideux de compagnons d'armes; des cuirassiers passaient au fil de l'eau, un noir turco s'accrochait dans les herbes.

Cette armée qui, en comptant les blessés, s'élevait encore à près de 80.000 hommes, avait été, en réalité, réduite depuis la désastreuse affaire de Beaumont à 65.000 hommes environ qui, dans la journée du 1er septembre, avaient bravement combattu contre 240.000 Allemands : chiffre déclaré par M. de Moltke lui-même au général de Wimpffen. Cinq cents bouches à feu avaient fait leurs trouées dans les rangs de nos soldats pendant de longues heures, et l'ennemi avait à la fois admiré la ténacité de notre infanterie et la témérité de nos cavaliers. La faute capitale de cette courte et désolante campagne, faute qui perdit l'armée, ce fut de n'avoir pas, dès le soir de Beaumont, battu en retraite sur Mézières. On avait la nuit du 30 au 31 et toute la journée du 31 pour opérer ce mouvement. Mais une sorte d'aveuglement, je le répète, s'était emparé des chefs et, après avoir perdu le temps à Châlons, gaspillé les heures en chemin, on trouvait encore le moyen de laisser passer l'occasion suprême de sauver ce qui nous restait de soldats.

Au surplus, la condamnation des mouvements opérés à la fin d'août par l'armée de Châlons a été prononcée par l'écrivain de la *Gazette de Cologne*, auquel nous avons déjà emprunté plus d'un jugement. L'arrêt de M. J. de Wickede sera peut-être l'arrêt de l'histoire; je tiens à le citer puisqu'il tombe d'une plume ennemie.

« Si Mac-Mahon, — dit M. de Wickede en parlant du départ de Châlons pour Metz, — si Mac-Mahon voulait exécuter ce plan, la première condition de ce succès était qu'il pût réussir à tromper le général de Moltke

sur la direction de sa marche, et à prendre avance de deux jours sur les troupes allemandes. Or, il n'y parvint pas. Moltke apprit presque aussitôt le changement de route effectué par les Français, et cela grâce surtout à l'excellent usage qu'il faisait de sa nombreuse cavalerie légère. Aussitôt qu'il eut reçu par elle l'avis de la marche de Mac-Mahon, il discerna ses intentions, et prit, avec l'admirable rapidité de coup d'œil qui le distingue, les dispositions nécessaires pour le changement de direction à droite des armées allemandes en marche sur Paris; la manière dont ce mouvement fut opéré pour rejeter Mac-Mahon dans un cul de sac, doit compter parmi les grandes manœuvres stratégiques qui ont été conçues avec le plus de talent et exécutés de la manière la plus irréprochable.

« Les Français, au contraire, ne se doutaient point de l'ordre et de la rapidité avec laquelle ils étaient suivis et serrés toujours de plus près par leurs adversaires. Mac-Mahon courait au piége, comme s'il eût été frappé d'éblouissement, et cependant cette guerre se faisait dans un pays où tout habitant était un espion, un guide, un messager assuré d'avance à l'état-major français.

« Deux jours avant la bataille de Sedan, si le quartier général français n'eût pas été vraiment en proie à un aveuglement sans pareil, il aurait pu encore se dérober par une marche en arrière.

« ... Aucun reproche dans cette affaire n'atteint les régiments français; comme tels presque tous ont combattu héroïquement à Sedan; quelques régiments de cavalerie se sont littéralement jetés à la mort, et l'infanterie a montré tout ce qu'il était possible de faire dans une défense de villages aussi habile qu'opiniâtre.

« ... Cette capitulation de Sedan est la plus importante que connaisse l'histoire militaire; elle est bien plus considérable que celles des Saxons à Kœnigstein; du général prussien Fink à Maxen, dans la guerre de Sept-Ans; du général autrichien Mack, près d'Ulm, en

1805; du général prussien prince de Hohenlohe à Prenslau, en 1806; du général français Dupont, en 1809, à Baylen [1], et du général hongrois Gœrgey, en 1849, à Villagos. »

Quant aux soldats, plus d'une fois l'historien allemand revient sur leur courage pour leur rendre un hommage suprême : « L'armée française, dans cette dernière guerre, s'est, jusqu'à Sedan, bien et bravement battue; en particulier, la vieille infanterie française s'est montrée parfaitement à la hauteur de la meilleure infanterie allemande en courage, en ténacité, en habileté surtout pour utiliser le terrain. Mais le commandement dans son ensemble a été aussi méprisable que *si c'eût été quelque groupe de chefs kabyles qui eussent commandé les armées de la France*, et non une demi-douzaine d'illustres maréchaux avec des centaines de brillants officiers d'état-major de tout grade.

« Aussi le fait que l'Allemagne avait dans le roi de Prusse un général en chef énergique et imposant l'obéissance, avec des conseillers comme Moltke, Bismarck et Roon, a été pour son triomphe un facteur plus important que si elle avait envoyé 200,000 hommes de plus en France. »

Tandis que ces batailles se livraient dans l'Ardenne, le maréchal Bazaine tentait de son côté, le 31 août et le 1er septembre, une sortie pour briser autour de Metz le cercle d'investissement. Lorsque nous conterons le blocus et la capitulation de Metz, nous dirons pourquoi cette sortie sur Servigny et Noisseville ne réussit point, et nous demanderons compte à qui de droit de la retraite inexpliquée de l'armée française.

1. Lorsque Dupont, après Baylen, se présenta devant Napoléon Ier, celui-ci le reçut par une injure et un coup de pied. Encore Dupont n'avait-il capitulé qu'avec une division épuisée, tandis que Napoléon III livrait à l'ennemi : un empereur, un maréchal de France, 39 généraux, 230 officiers d'état-major, 2,095 officiers et 84,433 sous-officiers et soldats, sans compter 400 pièces de campagne, 180 pièces de position et 30,000 quintaux de poudre.

Les dépêches allemandes venues de Métz célébraient les victoires de Frédéric-Charles sur Bazaine au moment où l'armée prussienne, devant Sedan, apprenait que l'empereur, *le kaiser,* était prisonnier avec son armée. La joie fut grande parmi les troupes allemandes qui emplirent de leurs hurrahs les bois des Ardennes où elles étaient campées, couvrant les collines du sombre fourmillement de leurs masses noires. Les Allemands croyaient à la paix, voulaient la paix et dansaient ou allumaient des feux de joie. « Partout, écrit lui-même le roi Guillaume, on entonnait l'hymne patriotique. C'était saisissant ! Tout le monde avait apporté des lumières, en sorte que j'avais l'air de m'avancer au milieu d'une illumination improvisée.

« A onze heures, j'étais rentré et je buvais avec tous ceux qui m'entouraient à la santé de l'armée qui avait atteint un pareil but.

« Comme le matin du 2 je n'avais pas encore reçu de Moltke la nouvelle de la capitulation qui devait se traiter à Donchery, je me transportai, vers huit heures du matin, au champ de bataille. En arrivant, je vis Moltke qui venait à ma rencontre pour me demander mon consentement à la capitulation. Il m'apprit, en même temps, que l'empereur était parti, à cinq heures du matin, de Sedan, et était arrivé à Donchery. Comme l'empereur désirait me parler, je choisis pour lieu de rendez-vous un petit château entouré d'un parc qui se trouvait dans les environs.

« Vers dix heures, je débouchai sur la hauteur de Sedan. A midi arrivent Moltke et Bismarck, avec le traité de capitulation. A une heure, je me mis en route avec Fritz, escorté par la cavalerie de l'état-major. Je descendis de cheval devant le petit château, et l'empereur vint à ma rencontre. L'entrevue dura un quart d'heure. Nous étions tous les deux très-émus de nous rencontrer en pareille circonstance. Je ne puis exprimer tout ce que j'éprouvais lorsque je pensais que trois ans aupara-

vant j'avais vu l'empereur, qui était alors au faîte de sa puissance.

« Après cette entrevue, je visitai toute l'armée de Sedan, depuis deux heures et demie jusqu'à sept heures et demie.

« Je ne puis te décrire en ce moment ce que j'éprouvais en revoyant mes troupes, et surtout la garde qui avait été décimée. J'étais profondément ému de voir tant de témoignages d'affection et de dévouement.

« GUILLAUME. »

Le roi Guillaume, après son entrevue avec Bonaparte, était monté à cheval, et, suivi de son état-major, il avait parcouru le champ de bataille. Émthat de tant de gloire, et se disant, comme il l'écrivait le lendemain à la reine Augusta, que tout cela était un rêve auquel il ne comprenait rien, si ce n'est que Dieu est grand, le conquérant mystique passait, suivi de ses cuirassiers blancs, immobiles et sinistres sur leurs grands chevaux lourds, à travers ce champ plein de morts. On voyait glisser lentement ce redoutable cortége, pareil à une vision du moyen âge sur les crêtes de ces collines, et un soleil blafard, perçant un ciel orageux, faisait étinceler les casques de ce groupe formé par le souverain germain et par ses soldats.

Il passait, calme, sur son cheval qui, de temps à autre, flairait en chemin un cadavre, il passait, le conquérant, le preneur de peuples, tandis que son « bon frère » de France roulait une cigarette dans le château de Bellevue, — où le gardaient les sentinelles prussiennes. Le roi Guillaume et M. de Bismarck pouvaient être satisfaits. De Bazeilles à Illy, ces collines et ces champs étaient couverts de morts.

Spectacle inoubliable et bien fait pour se graver en traits ineffaçables, rouges comme du sang, dans une mémoire française. Partout des canons démontés, des fusils brisés, des sacs éventrés, des tambours crevés,

des tas de cervelle ou de chair humaine lancés sur l'herbe, dans les champs de betterave ou sur les haies des jardins; des cadavres partout, crispés, immobiles, gardant encore dans la mort l'attitude de la vie, et faisant, avec leurs poses bizarres, leurs mains exsangues, leurs visages d'une pâleur jaune, ressembler ce champ de carnage à une campagne peuplée de figures de cire. Ces morts frappés par une balle conservent, en effet, très-souvent, la dernière expression, le dernier geste de leur existence. L'un épaule son fusil, l'autre est à genoux, visant un ennemi, d'autres chargent à la baïonnette, d'autres sont assis au rebord d'un fossé, d'autres se cramponnent à des branches d'arbre et restent debout, les yeux fixes. On les croirait vivants. Ils sont froids et raidis. J'en vis un, un capitaine du 20e de ligne, assis au pied d'un arbre, la tête dans ses doigts et tenant encore une lettre froissée dans ses mains crispées. Ce malheureux semblait pleurer. Je lui frappai sur l'épaule. Il ne bougea pas. Il était mort.

Ce que c'est que la guerre, ceux-là peuvent le dire qui ont parcouru cette terre arrosée de sang. Plus d'un, parmi ces morts, était tombé, le sourire aux lèvres, maudissant et bravant le vainqueur, ironique et fier jusque dans le trépas, comme il convient à un guerrier de Gaule. Il semblait que la dernière pensée de ces martyrs eût été la joie du sacrifice et le salut à la patrie. Épais et massifs, les cadavres prussiens étaient tombés à côté, comme des bœufs abattus; mais ces maigres soldats aux pantalons rouges, ces chasseurs à pied, le crâne ras, ces fantassins de la marine, ces vieux zouaves roux ou grisonnants gardaient dans la mort une expression d'ironie altière. Ils étaient plus beaux couchés que debout, et les Allemands ne pouvaient s'empêcher de regarder avec une admiration muette ces héros sacrifiés et tombés dans une attitude sculpturale.

En revanche, il y avait des blessures horribles. La tuerie s'étalait dans toute sa hideur. C'était, en plus

d'un endroit, quelque chose qui ressemblait à un étal de boucher. Des visages broyés par un éclat d'obus laissaient, la mâchoire inférieure emportée, apercevoir l'intérieur du crâne; des ventres ouverts laissaient échapper leurs entrailles; les balles avaient fracassé des fronts d'où sortaient, gros comme le poing, des fragments de cervelle; on voyait des poitrines labourées, disséquées en quelque sorte par l'obus; les côtes étaient à nu et perçaient les lambeaux de tuniques. Oh! les horreurs sinistres de la bataille? Voilà la guerre, et c'est à de semblables œuvres, à de si écœurantes boucheries que des êtres humains lancent leurs pareils d'un *cœur léger!* Que tout ce sang retombe sur leur tête! Et que n'ont-ils devant les yeux, éternellement, la vue terrible de ces milliers de morts sur lesquels s'abattaient les mouches, tandis que, dans ce soir de septembre, les grillons chantaient à côté et que des papillons voletaient au-dessus de ces cadavres.

Au loin, on apercevait, çà et là, des colonnes de fumée noire. C'était l'incendie qui dévorait des fermes, des granges, des villages. Bazeilles, coupable d'avoir vu la résistance héroïque de l'infanterie de marine, était incendiée par les Bavarois le lendemain de la bataille. Le général Von der Tann a depuis affirmé, dans une lettre qu'on trouvera plus loin, que ses obus seuls ont mis le feu à la petite ville. Mais les témoignages de M. de Fitz-James et de plusieurs autres démentent son assertion. Des femmes, des enfants furent fusillés par les Bavarois; détail épouvantable, des habitants de Bazeilles furent brûlés vifs. M. de Fitz-James déclare que ce village incendié sentait la chair humaine consumée. Et tandis qu'on enterrait les morts, les musiques allemandes, insultant à ce deuil, jouaient des airs de Wagner ou la *Marseillaise*, et, qui pis est, par un choix injurieux et niais, les *Pompiers de Nanterre* et l'air de *Malborough*. Nos blessés, dans les ambulances, se redressaient, crispés, furieux, et leurs joues se couvraient de

larmes. D'autres, dans un coin du petit village de la Chapelle, protestaient en criant : *Vive la République française!*

La Chapelle est le dernier village français placé sur la route de la Belgique. Plus loin est Bouillon. C'est à Bouillon que, le soir du 1[er] septembre, tant de nos malheureux soldats arrivèrent, harassés, sordides, sanglants, et furent recueillis par les Belges. Que la Belgique reçoive à jamais la profonde reconnaissance de la France ! Elle a payé sa dette dans ces jours affreux. Elle a été la bienfaitrice des débris de cette armée en déroute. La ville de Bouillon, encombrée, trouva des lits, des vivres, de l'argent pour nos malheureux soldats. Les bois étaient pleins de fuyards, de paysans ardennais emportant leurs matelas, leurs meubles, ce qu'ils pouvaient arracher à l'invasion. La Belgique les accueillit fraternellement. Non-seulement à Bouillon, mais à Paliseul, sur toute la frontière, les soldats français furent reçus avec les démonstrations de la sympathie la plus vraie. On leur apportait des cigares, du vin, des vivres ; on criait, — et de quelle joie se sentaient remplis ces cœurs à demi brisés qui étaient les cœurs français, — on criait : *Vive la France!*

Une partie du 3[e] zouaves, trouant l'armée ennemie, se groupant autour du drapeau, s'était ouvert, à coups de baïonnettes, un passage jusqu'à la frontière. Ce détachement héroïque, gagnant Rocroi par la Belgique, devait combattre encore au siége de Paris.

Mais c'en était fait de la force militaire de notre patrie. Le dernier espoir du pays venait d'être brisé comme verre. Napoléon Bonaparte semblait en prendre son parti. Le 3 septembre, à sept heures du matin, il quittait le château de Bellevue, prenant lui aussi, mais pour se rendre en Allemagne, le chemin de la Belgique. En route, il eut aussi ce spectacle du champ de bataille horrible, et devant ces tas de cadavres, devant ces pâles inconnus tombés pour son ambition personnelle, songea-

t-il à cette parole prononcée jadis et que démentit tout son règne : *l'empire, c'est la paix?*

A la frontière de Belgique, un détachement de chasseurs belges, commandés par le général Chazal, remplaça l'escorte prussienne qui conduisait le captif. Napoléon coucha à Bouillon, dans un petit hôtel où, l'avant-veille, s'étaient déjà réfugiés des fuyards. Bouillon n'était déjà plus qu'un vaste hôpital de blessés, et le bourgmestre se multipliait pour les secourir. Le lendemain dimanche, 4 septembre, Napoléon quittait Bouillon pour aller prendre à Libramont le train qui devait le conduire à Verviers, puis, de là, à Aix-la-Chapelle et à Cassel.

Avant d'arriver à Libramont, il déjeuna dans un petit restaurant sur le bord de la route. Le nom de l'aubergiste, par un ironique hasard, est Ollivier.

La République était proclamée à Paris lorsque l'ex-empereur arriva à ce château de Wilhelmshœhe, près de Cassel, qu'on lui avait assigné pour résidence. Il était accompagné des généraux prisonniers comme lui, Félix Douay et Lebrun, ainsi que du général de Boyen, aide de camp du roi de Prusse.

Le soir, les appartements du château étaient éclairés *a giorno*. Quand il descendit de wagon, un tambour, accompagné de deux fifres, battit aux champs et la garde d'honneur présenta les armes. L'empereur se fit présenter les fonctionnaires présents, avec lesquels il s'entretint en langue allemande.

Le château de Wilhelmshœhe, où l'oncle de Louis-Napoléon, le roi Jérôme, pendant son séjour en Westphalie (de 1807 à 1813), aimait à s'arrêter, et dont il avait voulu faire un diminutif de Versailles, n'était cependant pas disposé pour recevoir une suite aussi nombreuse que celle qu'amenait avec lui l'ex-empereur ; ce château servait en dernier lieu de pied-à-terre au prince électoral de Hesse, chassé de ses États par le roi Guillaume. Le bonhomme était brutal et avare; double raison pour que les courtisans se tinssent à distance. Mais Napoléon ne fut



Le 3e zouaves perçant les lignes prussiennes après la capitulation.

pas empêché pour si peu, et il fit ajouter différentes constructions au château : des écuries à l'entrée du parc, et agrandir la maisonnette du portier; enfin, une galerie couverte fut établie au fond du magnifique jardin.

C'est dans cette galerie, remplie de fleurs et convertie en serre, que Napoléon passait des matinées entières, tantôt accroupi dans un fauteuil, sommeillant à moitié, tantôt se promenant lentement appuyé sur une canne, au bras du docteur Conneau ou du général Douay. Ces deux personnages ne quittaient pas l'ex-empereur; ils avaient leurs appartements au second étage du château, et souvent le médecin passait la nuit sur un lit de camp, dans le salon qui précédait la chambre à coucher du prisonnier. Ce dernier se levait ordinairement à huit heures et demie ou neuf heures du matin, et, après avoir déjeuné, il descendait dans la serre; les journaux et les lettres se trouvaient sur une table; il y en avait ordinairement une très-grande quantité; les gazettes venaient de Londres, de Tours et de Berlin. Les lettres contenaient, pour la plupart, des suppliques, des demandes de secours, et des dénonciations émanant des gens qui tenaient à faire de la police en amateurs, mais dans un but intéressé.

Cette captivité luxueuse n'avait rien de comparable à Sainte-Hélène, pas plus qu'on ne pouvait comparer la capitulation de Napoléon III à Sedan avec la défaite de Napoléon Ier à Waterloo. En tombant, l'ex-empereur tombait encore sur un lit de roses. Tandis que la France, durant la campagne d'hiver de 1870-71, se débattait, meurtrie, contre l'étranger, l'empereur buvait du champagne, ou patinait à Wilhelmshœhe.

C'est là sa condamnation encore. Nulle angoisse ne le tenait au cœur, tandis que, dans un effort désespéré, la patrie, qu'il avait perdue, essayait de réparer ses désastres ou voulait du moins sauver l'honneur français. Nulle émotion ne l'agitait, tandis que Paris investi faisait feu de ses forts, que l'armée de la Loire luttait, qu'Orléans,

pris et repris, voyait l'étranger assis au foyer de ses fils, et que la pauvre et grande France, agonisante, s'écriait comme Ajax : « J'en échapperai, malgré les dieux ! »

Non, il chaussait le patin, se reposait et engraissait. Il prenait, disent ses courtisans, l'air reposé d'un officier en retraite; il complotait aussi, l'éternel agitateur, et lorsque s'en présentait l'occasion, il écrivait que le véritable ennemi de la patrie, ce n'était pas le fusil prussien. Il l'a écrit. Qu'on relise sa lettre.

Le *Dorset Country Chronicle* l'a publiée, cette lettre adressée par l'empereur au capitaine Damer, de Cerne, près Dorchester, en réponse à une première lettre de sympathie écrite par cet officier à celui qui avait été Napoléon III.

« Wilhelmshœhe, 23 octobre 1870.

« Mon cher capitaine,

« Je suis vivement touché de votre souvenir, et je me rappelle avec plaisir le temps que j'ai passé chez madame votre mère, ainsi que les témoignages d'amitié que j'ai reçus du colonel Dawson Damer.

« Je vous remercie de vos bons sentiments pour moi. Ce qui se passe en France est très-triste, car l'invasion n'est pas le plus grand des maux que mon pauvre pays ait à souffrir. L'anarchie fait encore plus de désastres que le fusil à aiguille.

« Recevez, avec mes remerciements, l'assurance de ma vive amitié.

« NAPOLÉON. »

Ainsi, le fusil à aiguille n'était pas ce que Bonaparte flétrissait le plus. Ce qu'il haïssait, c'était la défense nationale, la France acceptant imprudemment, follement peut-être, mais héroïquement, l'héritage de Sedan, et combattant encore avec son glaive brisé. Anarchie! voilà de quel nom il appelait la guerre pour l'honneur. Stras-

bourg bombardée, Metz bloquée, Phalsbourg investie, Toul attaquée, Paris assiégé, Bitche invincible, voilà ce qu'il appelait l'anarchie ! La défense du sol, la dispute âpre du foyer, le fils présentant sa poitrine pour sauver sa mère, la lutte acharnée pour le droit, c'était l'anarchie ! Anarchie, Châteaudun qui brûle, Orléans qui lutte, Coulmiers où resplendit un rayon de victoire ! Anarchie, tout ce qui n'est pas l'*ordre* sinistre de l'empire cachant sous ce pseudonyme l'affaissement politique et la pourriture sociale.

Voilà ce que trouvait à dire à la France, et pour la France, l'homme qui l'avait sacrifiée, à l'heure où la nation essayait de se laver dans son propre sang de vingt ans d'abjection profonde. Comment expliquer ce peu de grandeur et d'abnégation que les petits, les humbles, le moindre soldat savait avoir, et que cet empereur n'avait pas? En parlant de Napoléon Ier, ce Corse malade et frénétique, le philosophe Fitche a dit : *Napoléon n'est pas Français*. On pouvait dire aussi : *Il n'est pas Français*, en parlant de ce Hollandais qui porta, de 1852 à 1870, du 2 décembre au 4 septembre, le titre de Napoléon III.





CHAPITRE XIII

Paris pendant les batailles de Mouzon et de Sedan. — Les dépêches apocryphes. — Journée du 3 septembre. — Séances de la Chambre. — La soirée. — Proclamation des ministres. — Le 4 septembre. — La Chambre et la rue. — L'Hôtel-de-ville. — La République est proclamée. — La journée de l'espoir.

Pendant que l'armée française subissait à Sedan le désastre complet dont nous venons de faire le récit, Paris continuait à demeurer dans son état singulier de quiétude. A vrai dire pourtant, son calme n'allait pas sans tristesse, sans angoisse, et, pour nous servir d'une expression populaire, la ville sentait qu'il y avait *quelque chose dans l'air*. Elle savait en effet qu'une grande bataille, la bataille suprême, était engagée dans l'Ardenne, et elle en attendait le résultat avec une sorte de résignation fatidique ou de confiance apparente. Toutes les nouvelles qui parvenaient du théâtre de la guerre, nouvelles officieuses et non encore officielles, étaient d'ailleurs

absolument rassurantes. Les journaux continuaient à entretenir le public de victoires fantastiques, et voici, pour ne citer qu'un exemple, les dépêches que transmettait à Bruxelles et à Paris l'*Agence Havas* :

« Bouillon, 31 août.

« Un combat a commencé à Bazeilles, à neuf heures.
« Les Français auraient pris trente pièces de canon. »

« Bouillon, 1er septembre, 10 h. 15 m.

« La fusillade continue.
« Mac-Mahon serait entre Douzy et Bazeilles.
« Les Prussiens seraient à Remilly et Pont-Mangin, à Balan.
« Bazaine pousserait les Prussiens vers le camp de Sedan.
« Des Français sont campés à La Chapelle et à Givonne.
« Aucun résultat positif n'est encore connu. »

Or, à l'heure où ces dépêches parvenaient en France, tout était terminé et tout était fini, non pour le pays, mais pour la dynastie, tout était perdu, même l'honneur.

Le pays d'ailleurs devait ignorer pendant deux jours encore l'étendue de notre défaite, et le samedi matin 3 septembre, c'est-à-dire deux jours après la capitulation de Sedan, Paris n'était pas instruit du drame épouvantable qui venait de finir. Le conçoit-on? Les députés eux-mêmes l'ignoraient. Une sorte de crainte vague était entrée pourtant dans les esprits, et les optimistes eux-mêmes étaient bien forcés de s'avouer que, quelque glorieux peut-être qu'eussent été les combats du 30 août et du 1er septembre, Mac-Mahon n'avait pu cependant réussir à rejoindre Bazaine. Beaucoup, et des plus dévoués à l'empire, ou des plus compromis par l'empire, songeaient déjà à établir ce qu'ils appelaient un *gouverne-*

ment mixte, afin de pouvoir exiger de la nation des sacrifices nouveaux de sang et d'argent, sacrifices qu'elle n'eût pas accordés (ils le sentaient bien) à l'empire non modifié. Quant à la politique à suivre, c'était justement celle que les bonapartistes ont depuis reprochée à la république, c'était la guerre. Mais avec eux c'était la guerre pour une famille, et non la guerre nationale pour le sol, pour le foyer, pour la patrie.

Évidemment l'heure approchait où le pouvoir et la nation allaient brusquement se séparer, déchirer le pacte falsifié, et la France allait se retrouver libre de sa destinée.

Cependant le bruit d'une défaite complète, de la capitulation et de la captivité de l'empereur, se répandait peu à peu dans le monde officiel.

Le samedi, 3 septembre, à l'issue de la séance de jour, le Corps législatif fut convoqué pour une séance de nuit. Il était une heure du matin, lorsque les députés entrèrent en séance. Le moment était solennel. Un silence profond régnait dans l'Assemblée, et l'on entendait, au contraire, sur la place, sur le pont, sur les quais, le sourd bourdonnement de la foule, pareil au vent dans les peupliers ou au mugissement de la mer. L'aspect de la salle, éclairée par le plafond de verre d'une lumière livide, prenait quelque chose de funèbre. Les députés, sous ce jour jaunâtre, ressemblaient à des spectres. Pâle, et d'une voix émue, le président Schneider déclara à la Chambre « qu'une nouvelle douloureuse lui avait été annoncée dans la soirée, et qu'il avait cru devoir convoquer aussitôt l'Assemblée. » Il donna ensuite la parole à M. le ministre de la guerre, pour faire une déclaration à la Chambre.

— Messieurs les députés, dit alors M. de Palikao, j'ai la douloureuse mission de vous annoncer ce que mes paroles de ce matin avaient pu vous faire pressentir, ce que j'espérais encore n'être qu'une nouvelle officieuse, et qui, malheureusement, est devenu une nouvelle

officielle. L'armée, après d'héroïques efforts, a été refoulée dans Sedan ; elle a été environnée par une force tellement supérieure, qu'une résistance était impossible. *L'armée a capitulé* et l'empereur a été fait prisonnier...

Est-il bien utile de faire remarquer que le ministre faisait retomber sur l'armée la capitulation de l'empereur? Nous retrouverons cette même volontaire erreur dans la proclamation des ministres à la population.

Après la déclaration du ministre de la guerre, le président de l'Assemblée propose qu'on remette au lendemain la délibération qui doit suivre sur les mesures à prendre devant un pareil événement, lorsque M. Jules Favre, se levant, laisse tomber dans le morne silence de la Chambre ces paroles lentes :

— Je demande la parole pour le dépôt d'une proposition.

— La parole, répondit le président, est à M. Jules Favre.

M. Jules Favre : Si la Chambre est d'avis que, dans la situation douloureuse et grave que dessine suffisamment la communication faite par M. le ministre de la guerre, il est sage de remettre la délibération à midi, je n'ai aucun motif pour m'y opposer; mais comme nous avons à provoquer ses délibérations sur le parti qu'elle a à prendre *dans la vacance de tous les pouvoirs*, nous demandons la permission de déposer sur son bureau une proposition que j'aurai l'honneur de lui lire, sans ajouter, quant à présent, aucune observation.

« Nous demandons à la Chambre de vouloir bien prendre en considération la motion suivante :

« Article 1er. — Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie sont déclarés déchus des pouvoirs que leur a conférés la Constitution.

« Art. 2.— Il sera nommé par le Corps législatif une commission de gouvernement composée de... » — Vous fixerez, messieurs, le nombre de membres que vous jugerez convenable dans votre majorité — « ... qui sera

investie de tous les pouvoirs du gouvernement, et qui aura pour mission expresse de *résister à outrance à l'invasion* et de chasser l'ennemi du territoire.

« Art. 3. — M. le général Trochu est maintenu dans ses fonctions de gouverneur général de la ville de Paris.

Signé : JULES FAVRE, CRÉMIEUX, BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE, DESSEAUX, GARNIER-PAGÈS, LARRIEU, GAGNEUR, STENEACKERS, MAGNIN, DORIAN, ORDINAIRE, EMMANUEL ARAGO, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, WILSON, ERNEST PICARD, GAMBETTA, COMTE DE KÉRATRY, GUYOT-MONTPAYROUX, TACHARD, LE CESNE, RAMPONT, GIRAULT, MARION, LÉOPOLD JAVAL, JULES FERRY, PAUL BETHMONT[1]. »

— Je n'ajoute pas un mot, conclut M. Jules Favre. Je livre, messieurs, cette proposition à vos sages méditations, et demain, ou plutôt aujourd'hui dimanche, à midi, nous aurons l'honneur de dire les raisons impérieuses qui nous paraissent commander son adoption à tout patriote.

Et l'orateur descendit au milieu des mouvements divers, ou plutôt du silence glacial de l'Assemblée. La Chambre tout entière comprenait que ce n'était pas seulement un acte d'accusation, mais un arrêt, non-seulement une proposition de déchéance, mais la déchéance même que venait de prononcer M. Jules Favre. Pas un ministre ne bougea, ne protesta sur son banc. Une seule voix s'éleva, celle de M. Pinard (du Nord), qui s'écria : « Nous pouvons prendre des mesures provisoires ; nous ne pouvons pas prononcer la déchéance. » Un des députés de la majorité, M. Stéphen Liégeard (ex-député de la Moselle), a dit depuis, dans une brochure imprimée à Bruxelles et qu'il a osé appeler le *Crime du 4 septembre*, qu'à ce cri de M. Pinard, *trente autres* cris eussent ré-

1. A ces noms, MM. Glais-Bizoin, Raspail et de Jouvencel ajoutèrent les leurs.

pondu si les députés avaient été *convoqués et présents*. La Chambre, nous l'avons dit, avait été convoquée par le président élu. Le devoir des députés était donc de se trouver à leur poste. Au surplus, qu'eussent fait les *trente cris* dont parle M. Liégeard, au milieu du silence navré de l'Assemblée? Ils n'eussent que mieux montré l'isolement complet de l'empire et la défection ou plutôt le courroux de ses serviteurs de la veille. Au surplus, un des bonapartistes qui depuis ont protesté contre le 4 septembre, après s'être tenu loin de France pendant que la patrie luttait contre l'étranger, M. Ernest Dréolle, ex-député de la Gironde et auteur, lui aussi, d'un pamphlet sur la *Journée du 4 septembre*, se trouvait à l'Assemblée au moment où M. Jules Favre demanda la déchéance de la dynastie des Bonapartes, et il ne joignit point son cri au cri de M. Pinard (du Nord). La séance fut levée et remise au lendemain midi. Elle avait duré vingt minutes, longues comme des siècles.

Au sortir de cette séance qui se prolongea jusqu'à deux heures du matin en propos de couloirs, en altercations, en discussions, M. Jules Favre fut arrêté par une foule immense demandant, réclamant, exigeant la déchéance. « Patience, répondait l'orateur, rassurez-vous, justice sera faite, comptez sur vos représentants. » La foule répondait par des cris unanimes : *A bas la droite! la déchéance!* On fit dégager le pont de la Concorde par des sergents de ville. Déjà, en effet, toutes les précautions avaient été prises par la police : les grilles des Tuileries, du Carrousel et du Louvre étaient fermées, les troupes étaient consignées. Sur les boulevards, une foule de citoyens sans armes passaient, criant : *Vive la France! la déchéance!* lorsque, boulevard Poissonnière, les sergents de ville, occupant le poste, dit de *la Galiote*, vis-à-vis du Gymnase, déchargent leurs revolvers sur cette foule et se ruent sur elle l'épée et le casse-tête à la main. Il y eut des victimes, car l'empire devait finir comme il avait commencé.

Cependant les ministres veillaient aux Tuileries, et l'on affichait déjà sur les murs de Paris cette proclamation des ministres que Paris devait lire, le matin du 4, à son réveil :

PROCLAMATION DU CONSEIL DES MINISTRES
AU PEUPLE FRANÇAIS.

« Français,

« Un grand malheur frappe la patrie.

« Après trois jours de luttes héroïques soutenues par l'armée du maréchal Mac-Mahon contre 300.000 ennemis, 40.000 hommes ont été faits prisonniers.

« Le général de Wimpffen, qui avait pris le commandement de l'armée, en remplacement du maréchal Mac-Mahon, grièvement blessé, a signé une capitulation.

« Ce cruel revers n'ébranle pas notre courage.

« Paris est aujourd'hui en état de défense.

« Les forces militaires du pays s'organisent.

« Avant peu de jours, une armée nouvelle sera sous Paris; une autre armée se forme sur les rives de la Loire.

« Votre patriotisme, votre union, votre énergie sauveront la France.

« L'empereur a été fait prisonnier dans la lutte.

« Le gouvernement, d'accord avec les pouvoirs publics, prend toutes les mesures que comporte la gravité des événements.

« *Le conseil des ministres :*

« Comte de PALIKAO, Henri CHEVREAU, amiral RIGAULT DE GENOUILLY, Jules BRAME, prince DE LA TOUR-D'AUVERGNE, GRANDPERRET, CLÉMENT DUVERNOIS, BUSSON-BILLAULT, JÉROME DAVID. »

Presque chaque phrase de cette proclamation contenait un mensonge. Ce n'étaient pas 40.000 hommes, mais 80.000, dont 65.000 valides, qui avaient été faits prisonniers ou plutôt rendus. Ce document était rédigé avec une certaine habileté perfide. Le général de Wimpffen semblait, de son plein mouvement, avoir signé la capitulation, tandis que l'empereur avait été fait prisonnier *dans la lutte*. Et comme cette phrase : « L'empereur a été fait prisonnier, » se trouvait rejetée adroitement, à peu près comme une phrase incidente, à la fin de la proclamation, et après ces affirmations rassurantes : « Paris est en état de défense, le pays est organisé, nous aurons deux nouvelles armées bientôt. » Mensonge absolu. L'avenir nous le montrera bientôt, et nous allons voir la République porter le fardeau de l'incapacité, de la frivolité, du dépourvu de l'empire.

Telle qu'elle était, et malgré l'adoucissement assez adroit de la dure vérité, cette proclamation, on peut le dire, frappa Paris au cœur. Cette fois, la ville, endormie dans sa confiance, s'éveilla. Elle regarda autour d'elle, elle comprit. Elle comprit à quels dangers profonds elle s'était livrée en abdiquant son initiative et son ardeur ; elle comprit en quelles mains maladroites elle avait remis sa destinée. Elle retrouva ses vieux élans et sa vieille colère. Elle fut implacable sans être cruelle, et elle fit, en quelques heures, ce qu'elle faisait jadis en trois jours : une révolutton.

Révolution pacifique et soudaine. Révolution au nom de la patrie qu'il fallait défendre, au nom de nos morts qu'il fallait venger. Révolution inévitable, car elle était dans la conscience publique. Révolution du mépris et de la justice plus encore que de la haine et de la vengeance. Révolution sans tache en plein soleil, révolution qui ne coûta ni une goutte de sang, ni une larme.

Il est de mode aujourd'hui, dans le camp réactionnaire, de faire de cette date du 4 septembre une date douloureuse. Ceux-là mêmes qui n'eussent osé alors pro-

tester contre le verdict national, font retomber sur la République le poids des malheurs amoncelés par le gouvernement bonapartiste. La vérité est que le 4 septembre fut moins un soulèvement qu'un soulagement. Ce ne fut point la révolution d'un peuple chassant les coupables de sa propre main : l'étranger était en France, et si l'aigle de Corse était abattu, l'aigle de Prusse planait sur nous encore ; l'oiseau de proie succédant à l'oiseau de proie. Mais il n'en est pas moins vrai que le 4 septembre nous affranchit, non du loup-cervier d'Allemagne, qui dévorait nos membres, mais du cancer intérieur qui nous rongeait le cœur.

Dans la matinée de ce beau dimanche d'automne, sous le ciel clair, de tous les points de Paris, la foule se dirigeait vers la place de la Concorde, obéissant instinctivement à un mot d'ordre que personne pourtant n'avait donné, mais qui semblait être la résultante fatale des derniers événements. Peu de manifestations organisées ; la plupart des gardes nationaux et un assez grand nombre de gardes mobiles, échappés du camp de Saint-Maur, se rendent à la place de la Concorde isolément et presque tous sans armes. Chacun sent qu'il s'agit bien moins de combattre pour renverser l'empire auquel le désastre de Sedan vient de porter le dernier coup, que de se serrer autour du pouvoir nouveau qui ne peut manquer de surgir.

Aux abords de la place de la Concorde, toute noire de foule, et dans laquelle, de temps à autre, un remous se fait sentir, une nouvelle se répand, prompte comme la foudre. « La troupe charge. Il y a des blessés. » Le bruit circule, grossi, dénaturé, transformé ; les nouveaux arrivants, rebroussant chemin, courent aux armes, et le cri traditionnel des jours de révolution retentit dans la ville étonnée : « *Aux armes ! on égorge nos frères !* » Paris semble transformé en un moment. De tous côtés et à mesure que la nouvelle arrive, les gardes nationaux se rassemblent en hâte ; dans tous les quartiers on bat le

rappel, et aussitôt formées, grossies par de nombreux volontaires, les compagnies se dirigent vers la place de la Concorde.

C'était une fausse alerte; d'une seule blessure on avait conclu à un égorgement des citoyens par la troupe; mais cette alerte eut ce résultat, en faisant prendre les armes à la garde nationale tout entière, d'indiquer à l'armée quel était son devoir. A l'heure où elle avait à défendre la frontière, pouvait-elle diriger ses armes contre des Français? Le temps des prétoriens était passé; ces soldats, maintenant, étaient bien les soldats de la France.

La séance du Corps législatif allait s'ouvrir à midi. Dès onze heures du matin, les abords du palais étaient barrés par des détachements de gardes de Paris, de garde nationale et d'infanterie de ligne. A partir du pont de Solferino, défense de longer le quai d'Orsay. Il fallait des cartes pour passer sur le pont de la Concorde. A une heure un quart, la séance est ouverte. M. Schneider préside, son grand cordon lui rayant la poitrine. M. de Kératry interpelle aussitôt, sur les dispositions militaires prises par l'autorité, M. de Palikao, qui répond par cette phrase au moins étrange dans de telles circonstances : « Vous venez vous plaindre que je vous fasse la mariée trop belle! » Puis le ministre de la guerre propose aussitôt les modifications à apporter au gouvernement : *Un conseil de gouvernement et de défense nationale composé de cinq membres est institué. Les ministres sont nommés sous le contre-seing des membres de ce conseil. Le général comte de Palikao est nommé lieutenant général du conseil.* Ce compromis gouvernemental portait cette mention : *Fait au palais des Tuileries;* et cette signature : *Eugénie.* C'était là une façon d'instituer le gouvernement de la régente en ne point parlant de la *régence*, un mot qui, de l'aveu même de M. Dréolle (voyez son livre), *était mal choisi et résonnait mal.* D'ailleurs, dès ce moment même, la cause de l'empire était perdue. La Chambre tout en-

tière, ou du moins l'écrasante majorité de la Chambre, se ralliait à l'idée de ce *gouvernement de défense nationale* que la gauche avait émise, au moment du péril.

La Chambre comprenait — un peu trop tard pour le salut de la nation — que le gouvernement impérial avait jeté, après vingt ans de despotisme, la France entre les bras de l'étranger. L'Assemblée, pour défendre le pays, n'entendait plus compter que sur le pays lui-même. Qu'on parle ensuite de conspiration, de coup d'État, d'attentat, de crime du 4 septembre! La vérité est qu'au 4 septembre, la Chambre elle-même était lasse de l'empire et s'était décidée à le rejeter. Elle voulait seulement, par un sentiment de pudeur, après l'avoir servi, sauver les apparences, et cherchait la transition d'un gouvernement à un autre. Ce nom : le *gouvernement de la défense nationale*, après avoir effaré l'Assemblée, ralliait déjà tous ses suffrages.

Mais, pour le proclamer, comment faire? M. Thiers allait bientôt proposer cette formule : *Vu la vacance du pouvoir*... Le mot était juste. Au moment où s'ouvrait la séance du 4 septembre, le pouvoir, représenté à Paris par une femme et un débile enfant, à l'armée par un souverain prisonnier, le pouvoir était vacant. La nation n'appartenait plus qu'à la nation.

Répondant à la proposition de M. de Palikao, M. Jules Favre réclame énergiquement l'urgence sur le projet qu'il a déposé pendant la séance de nuit. M. Thiers alors demande la parole. Il veut soumettre à la Chambre une autre proposition. Tout d'abord, il déclare que ses préférences personnelles étaient pour le projet de la gauche qui posait nettement la question en réclamant la déchéance; mais, dans l'intérêt de l'union entre les partis, il présente, au nom de plusieurs membres pris dans toutes les nuances de la Chambre, un projet ainsi conçu :

« Vu les circonstances, la Chambre nomme une commission de gouvernement de la défense nationale;



Envahissement du Corps législatif (4 septembre).

« Une Constituante sera convoquée dès que les circonstances le permettront[1]. »

M. Thiers avait, on le voit, et sur les instances de plusieurs députés de la droite, substitué à ces mots de son texte primitif : *Vu la vacance du pouvoir*, — ceux-ci : *Vu les circonstances*... C'était une concession. La suite des événements la rendit inutile.

Le président voulait consulter la Chambre successivement sur l'urgence des trois propositions. M. Gambetta insiste pour que la Chambre prononce l'urgence *en bloc*. La Chambre, consultée, vote l'urgence et le renvoi des trois propositions à une même commission. La séance est suspendue.

Pour montrer encore où en était l'esprit de l'Assemblée, pressée par la solennité des circonstances, par l'inévitable nécessité, voilà, au dire de M. Dréolle lui-même, sur quels noms la Chambre comptait asseoir le gouvernement de la défense qu'elle se proposait d'instituer : Gambetta, Thiers, Picard et deux membres de la majorité, M. Schneider sans doute avec un de ses collègues. Ainsi, je le répète encore, c'était en vain que les partisans du système impérial prétendaient étayer cette puissance vermoulue. C'en était fait. L'heure de la ruine était venue.

Tandis qu'on délibère, dans les bureaux, sur les propositions Palikao, Jules Favre et Thiers, la foule, massée sur la place de la Concorde, veut avancer sur le Corps législatif, et une compagnie de gardes nationaux, devant

1. Les noms des signataires de cette proposition sont ceux de MM. Thiers, de Guiraud, Lefèvre-Pontalis, marquis d'Andelare, Gévelot, Millet, Josseau, baron de Benoist, Martel, Mangini, Bournat, Baboin, duc de Marmier, Johnston, Le Joindre, vicomte Monnier de la Sizeranne, Chadenet, Gœrg, Quesné, Houssard, comte de Durfort de Civrac, de la Monneraye, Mathieu (de la Corrèze), Chagot, baron Alquier, baron d'Yvoire, Terme, Boduin, Dessaignes, Paulmier, baron Lesperut, Carré-Kérisouët, Monjaret de Kervéju, Rolle, Roy de Loulay, Vieillard-Migeon, Germain, Lecler d'Osmonville, Pinard (du Pas-de-Calais), Perrier, Guillaumin, Calmètes, Planat, Buisson, baron Eschassériaux, Durand, baron de Barante, Descours.

la grille, crie : *La déchéance!* en faisant signe à d'autres gardes nationaux, placés près du pont, de venir les rejoindre. Ceux-ci hésitent, puis se mettent en marche. Les gardes municipaux à cheval, postés à l'entrée du pont, sur le quai, tirent aussitôt leurs sabres. L'émotion est grande, instantanée. Le 6e bataillon de la garde nationale, bientôt suivi par le 8e, avance malgré les sabres nus, prêt à tout, et la foule, l'immense foule se presse derrière lui, résolue, impatiente. Rien ne résiste à ces débordements humains. Le peuple, à de certains moments, est un fleuve qui marche. Son inondation couvre tout. A la tête des gardes nationaux, les entraînant et leur montrant l'exemple, est M. Edmond Adam. Les gardes municipaux n'osent frapper. Voulaient-ils même frapper? Ils disparaissent, a-t-on dit, comme un îlot dans cette marée montante. La foule envahit alors les escaliers, la cour, les couloirs de la Chambre. Elle se précipite dans les tribunes publiques. Elle est partout, tumultueuse, bruyante, orageuse, irrésistible. Et ce n'est plus seulement la *déchéance* qu'elle réclame, c'est: *Vive la République!* qu'elle crie. Le mot est jeté. Il éclate comme une bombe. *Vive la République! Vive la France!* Et des milliers de poitrines les répètent avec une ardeur joyeuse, comme si ce cri étouffait, devait réveiller de sa torpeur et tirer de sa défaite la malheureuse France mutilée et livrée.

Lorsque la foule apparut, montrant, comme en prairial, comme en février, ses milliers de têtes dans les tribunes publiques, douze ou quinze députés tout au plus étaient dans la salle. M. de Palikao était assis au banc du gouvernement. Décomposé et blafard, le président Schneider se tient pourtant debout à son fauteuil, attendant le silence et le calme. « Mes chers et bons amis, dit M. Crémieux s'adressant au public des tribunes, vous me connaissez, je suis le citoyen Crémieux... Nous nous sommes engagés, nous, les députés de la gauche... » Une clameur immense l'interrompt : *Vive la République!* Des tribunes le même cri part, comme dans un nuage de poudre.

Dans l'une d'elles, on agite les vastes plis d'un drapeau tricolore.

M. GAMBETTA monte à la tribune aux côtés de Crémieux, et s'adressant au public, à la foule : Citoyens, vous pouvez donner un grand spectacle : celui d'un peuple unissant l'ordre à la liberté. (Oui ! oui ! — Applaudissements.) Eh bien ! si vous le voulez, je vous le demande, je vous en adjure, que dans chaque tribune un groupe se charge d'assurer l'ordre. Puis, attendez en silence. La gauche s'est engagée vis-à-vis de la Chambre à faire respecter la liberté de ses délibérations. (Nouveaux applaudissements.)

Le silence se rétablit pendant quelques instants, un certain nombre d'autres députés rentrent dans la salle. Ici, je veux laisser parler le procès-verbal.

M. LE PRÉSIDENT SCHNEIDER, s'adressant au public des tribunes : Vous venez d'entendre une voix patriotique qui ne peut être suspecte à aucun d'entre vous. M. Gambetta vient de vous adresser, au nom de la liberté, de la sécurité du pays, des exhortations auxquelles je joins les miennes. Croyez-moi : en ce moment la Chambre est appelée à délibérer sur la situation la plus grave, dans un esprit de dévouement absolu au pays. Vous avez entendu l'honorable M. Gambetta. Je crois avoir, moi aussi, donné à la patrie, à la liberté assez de gages pour avoir le droit de vous adresser de ce fauteuil les mêmes recommandations.

Comme lui, je fais appel à l'union, à la liberté ; mais il n'y a de véritable liberté que celle qui est accompagnée de l'ordre. (Applaudissements dans diverses tribunes, cris et bruits dans d'autres.)

(La plupart des députés qui étaient rentrés dans la salle la quittent en ce moment.)

M. GLAIS-BIZOIN paraît à la tribune et essaye de se faire entendre : Citoyens, dit-il, la déchéance va être prononcée par la Chambre ; veuillez attendre que la commission soit en mesure de la proposer.

M. Girault. Citoyens, je fais aussi appel à votre patriotisme pour que le pays et la Chambre ne fassent qu'un contre l'ennemi qui approche... (La séance reste interrompue, de fait, au milieu de l'agitation.)

M. Gambetta, reparaissant à la tribune : Citoyens, veuillez m'écouter encore. Il est nécessaire que tous les députés présents dans les couloirs et dans les bureaux où ils délibèrent sur notre proposition de déchéance, soient à leur poste pour que la Chambre puisse voter cette déclaration. Il faut que vous les attendiez dans l'attitude de la modération et de la dignité. Ils vont venir. (Applaudissements.)

Vous avez compris, et je vous en remercie, que l'ordre était la plus grande des forces. Gardez donc, je vous en conjure, le calme, le silence solennel qui conviennent aux habitants de cette grande cité menacée. Vous allez tout à l'heure entendre prononcer le résultat des délibérations de la Chambre, qui sera, il va sans dire, affirmatif dans le sens que vous désirez... (Approbation. — Bruit.)

A trois heures, la salle est tout à coup envahie par la porte du fond, qui fait face à la tribune des orateurs. Des députés, présents dans la salle, se lèvent et essayent de s'opposer à cet envahissement ; mais leurs efforts, qui retiennent un moment la foule, sont bientôt impuissants, et la salle est complétement envahie ; des cris de : *Vive la République !* se font entendre.

M. le président : Toute délibération étant impossible dans ces conditions, je déclare la séance levée.

Il est trois heures.

Le président quitte le fauteuil ; la foule couvre le bureau, se presse à la tribune et remplit complétement la salle.

M. Schneider se retirait, poursuivi par les huées ; M. de Palikao était déjà parti. D'autres fuyaient par les petites portes de l'hémicycle, rapidement, et M. Jérôme David seul, au dire d'un témoin, gardait une attitude

résolue et même hautaine. A peine M. Schneider est-il parti que des jeunes gens, se dégageant de la foule, escaladent la tribune, s'emparent du fauteuil présidentiel et agitent la sonnette, tandis que des gardes nationaux, entrés par les portes latérales de droite et de gauche, et qui ont déjà arraché les aigles de leurs shakos, prennent possession du double escalier de la tribune. M. Jules Ferry les repousse, ou plutôt, avec leur aide, il chasse les jeunes gens assis au fauteuil, tandis que M. Gambetta, M. Steenackers et M. de Kératry conjurent les citoyens « non gardes nationaux » de s'écarter de la tribune.

— Est-ce que vous n'avez plus confiance en vos représentants? s'écrie Gambetta.

— Si! si! Nous avons confiance en vous!

— Eh bien! reculez quand je vous le demande et soyez sûrs que nous allons prononcer la déchéance!...

— Et la République! s'écrie la voix d'un citoyen.

Dans une agitation extrême, pendant un moment confus et bruyant, Gambetta qui, depuis le matin, a lutté pour que cette révolution inévitable et légitime soit aussi une révolution légale; Gambetta qui, tout à l'heure calmait l'effervescence sans cesse grandissante et grondante du peuple pour donner à la Chambre le temps de prononcer cette déchéance à laquelle elle consentait assurément; Gambetta, entraîné par la nécessité du moment, par la fatalité absolue, et aussi par la justice de sa cause, se fait le porte-voix de la conscience publique et, après être monté à la tribune accompagné de M. de Kératry :

— Citoyens, dit-il, — et le silence se fait, — attendu que la patrie est en danger;

Attendu que tout le temps nécessaire a été donné à la représentation nationale pour prononcer la déchéance;

Attendu que nous sommes et que nous constituons le pouvoir régulier issu du suffrage universel libre;

Nous déclarons que Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie ont à jamais cessé de régner sur la France!

A ces mots une explosion de bravos éclate, bientôt suivie d'une salve d'applaudissements et d'une longue et bruyante acclamation. Jules Favre monte à la tribune, applaudi à son tour; il demande au peuple du calme, il le conjure d'éviter la guerre civile: « Pas de journée sanglante! »

— Non, non, répondent des voix nombreuses, pas de guerre civile! Guerre aux Prussiens seulement!

Et des voix encore réclament, redemandent, répètent: Et la République! la République! Proclamez la République!

— La République, répond Jules Favre, ce n'est pas ici que nous devons la proclamer!

— Citoyens, ajoute Gambetta, allons la proclamer à l'Hôtel-de-Ville!

Et, descendant de la tribune, tous deux s'en vont, suivis de la foule, à l'Hôtel-de-Ville, où déjà le peuple attend la proclamation de cette République qui doit, se dit-il, être le salut de la patrie en 1871 comme elle le fut en l'an II.

Paris dès à présent n'appartient plus à l'empire. Le drapeau du château des Tuileries a été *amené*, comme celui d'un navire qui se rend. Accompagnée de M. de Metternich et de M. Nigra, l'impératrice a cherché un asile, en attendant qu'elle prenne le train qui doit la conduire en Belgique. La fille de Victor-Emmanuel, la princesse Clotilde, celle que l'Italie elle-même appelle la *victime de l'Italie*, demeure à son logis, n'ayant rien à craindre. Rochefort, prisonnier à Sainte-Pélagie, est délivré, conduit en voiture jusqu'à l'Hôtel-de-Ville où son nom est bientôt joint à ceux des députés qui composent le Gouvernement né de la nécessité même, le *Gouvernement de la Défense nationale*. Alors, du haut du balcon de l'Hôtel-de-Ville, ce grand nom, ce nom sacré de République tombe solennellement sur cette foule embrasée qui l'acclame. Les fenêtres, les toits, le campanile même sont envahis. Un citoyen plante un bonnet phrygien sur

le drapeau à la place de l'aigle. Quelques-uns parlent d'arborer le drapeau rouge. M. Schœlcher et M. Gambetta tiennent virilement pour le drapeau tricolore. Sedan fait-il oublier Jemmapes, Valmy, Arcole, tant de gloire? Non certes! Le drapeau aux trois couleurs reste le drapeau de la France en deuil comme il fut celui de la France victorieuse. Du haut de l'Hôtel-de-Ville, des monceaux de petits papiers tombent comme une pluie. On se précipite, croyant y lire les noms des gouvernants nouveaux. O ironie! ce sont de vieux bulletins du plébiscite de mai portant ce mot : *oui*, *oui*, à qui le destin répond : *non*.

L'empire du mois de mai s'écroulait brusquement sous la colère de ce Paris qu'il livrait ainsi aux horreurs du siége.

Mais, d'ailleurs, Paris ne fut pas le seul à s'affranchir. Lyon l'avait précédé. La République y fut proclamée avant qu'elle l'eût été à Paris. A Bordeaux, le peuple jetait à bas de son piédestal et traînait à la Gironde une statue de Napoléon III. La garde nationale refusait d'obéir au préfet de l'empire. Versailles, enfin, le conseil municipal de Versailles, devançant la justice de Paris, proclamait à midi la République française.

Cependant, tandis que se déroulaient, avec une rapidité singulière, ces événements précipités, le Sénat se réunissait au Luxembourg dans une séance qui fut la dernière. M. de Chabrier dénonçait les députés qui venaient de déclarer la déchéance de la dynastie napoléonienne, tandis que M. Ségur-d'Aguesseau répétait: « Vive l'empereur! vive l'impératrice! » et que M. le comte de Flamarens ajoutait: « Vive le prince impérial! » Cette séance n'offre d'ailleurs aucun intérêt. Les sénateurs s'y montrent éperdus et sans énergie. M. Baroche, tout en protestant contre ce qu'il appelait « la violence dont le Corps législatif était la victime, » condamnait lui-même le Sénat et en montrait l'inutilité sénile, lorsqu'il ajoutait: « C'est au Sénat que je voudrais mourir;

mais nous n'avons pas cet espoir. La révolution éclatera dans tout Paris, et elle ne viendra pas nous chercher dans cette enceinte. » A quoi bon, en effet, s'occuper de ces vieillards? Le Sénat fixa pourtant une réunion prochaine pour le lendemain 5 septembre, deux heures, et il se sépara brusquement, ses membres s'évanouissant comme des ombres pour ne plus se jamais réunir.

Le Corps législatif s'était, de son côté, constitué en séance, d'abord dans la salle à manger de la présidence, puis, le soir, au même endroit. La première séance, fort courte, présidée par M. Alfred Leroux, eut pour but de voter sur la proposition de M. Thiers, qui fut adoptée, après des discours de MM. Thiers, Grévy et Dréolle, avec le texte primitif : *Vu la vacance du pouvoir.* — Ainsi, légai lement, même par vote du Corps législatif, l'empire étatdéchu. La réunion délégua, pour s'entendre avec les membres de la Chambre qui siégeaient à l'Hôtel-de-Ville, MM. Garnier-Pagès, Lefèvre-Pontalis, Martel, Grévy, de Guiraud, Cochery, Johnson et Barthélemy-Saint-Hilaire. Pour faciliter la conciliation, la Chambre déclarait à ses délégués qu'on pouvait considérer comme nombre provisoire le nombre de *cinq membres* devant composer la commission de gouvernement et de défense nationale.

Le soir, à huit heures, dans cette même salle à manger de la présidence, M. Thiers, en l'absence du président et des vice-présidents, s'asseyait au fauteuil, ayant à ses côtés les secrétaires du Corps législatif. MM. Jules Favre et Jules Simon entraient, apportant la réponse de l'Hôtel-de-Ville. Le gouvernement provisoire était déjà constitué *« par l'acclamation populaire »* et se composait de MM. Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, E. Picard, Rochefort et Jules Simon, avec le général Trochu comme président du gouvernement. « Nous ne pouvons rien changer, dit en substance M. Jules Favre, à ce qui vient d'être fait. Si vous voulez bien y donner votre ratification, nous vous en serons reconnaissants.

Si, au contraire, vous la refusez, nous respecterons la décision de votre conscience, mais nous garderons la liberté entière de la nôtre. » M. Thiers répondit simplement, en disant : « Vous vous êtes chargés d'une immense responsabilité. Notre devoir à tous est de faire des vœux ardents pour que vos efforts réussissent. » D'autres protestèrent, M. Dréolle, M. Buquet. « Paris ! s'écria M. Peyrusse, fait encore une fois la loi à la France ! » M. Buffet parlait de rédiger une protestation officielle ; M. Thiers l'arrête dans cette voie. « Soyons unis, et laissons à l'histoire le soin de juger.

« En présence de l'ennemi qui sera bientôt sous Paris, ajoute-t-il, je crois que nous n'avons qu'une chose à faire : nous retirer avec dignité. »

Ainsi fut évitée avec sagesse une division qui pouvait être fatale, une guerre civile qui pouvait être sanglante. Et la République, proclamée par Paris, était acceptée de fait par la Chambre.

La République est proclamée ! A ce cri, Paris délivré respire, et veut oublier pendant un jour ses patriotiques angoisses pour ne songer qu'au présent, à ce rêve maintenant réalisé : la République ! La physionomie de la ville est superbe ; les boulevards et les grandes voies regorgent de promeneurs. Et qu'on ne dise pas que nul ne songe à l'ennemi ; tous y pensent et chacun (ô l'illusion amère !) est certain de le vaincre. Quel beau songe aux lendemains assombris ! Gardes nationaux, gardes mobiles, francs-tireurs, défilent aux acclamations de la foule, leurs fusils ornés de fleurs et de verdure comme à ces beaux jours de juillet où Camille Desmoulins faisait d'une feuille verte le signe de ralliement des patriotes. Les soldats, consignés le matin dans leurs casernes par le gouvernement impérial, sont maintenant libres et ont aussi leur part d'acclamations. Quelques-uns, parmi les plus agiles, zouaves, chasseurs à pied, marins, aident à exécuter les arrêts de la justice populaire en détruisant les emblèmes qui rappellent le

régime exécré; les aigles, les N, les E, les médailles à l'effigie de Napoléon III, placées aux enseignes des boutiques, partout volent en éclats, partout disparaissent aux applaudissements des promeneurs, sauf cependant sur les monuments, qui sont religieusement respectés. Les rues qui par leur dénomination rappellent l'empire, sont débaptisées et les plaques émaillées sont brisées ou disparaissent sous des écriteaux faits à la main. La rue du *Dix-Décembre* est une des premières qui subit cette transformation; cette date, qui rappelle le vote qui livra la France pieds et poings liés à l'aventure, est remplacée par celle même de la journée, et devient la rue du *Quatre-Septembre*.

La disparition subite des agents de police et des gardes municipaux impose à la garde nationale le soin de veiller au maintien de l'ordre dans la cité, à cette heure difficile où, entre le gouvernement qui n'est plus et celui qui s'organise, tout n'est encore que chaos. Partout elle s'acquitte de sa mission avec intelligence et zèle, admirablement servie d'ailleurs, il faut le dire, par le calme de la population, naguère encore rebelle à toute consigne, à tout règlement, et qui, maintenant, se plie docilement à toutes les exigences de la situation. Le soir vint, et cette soirée présenta un contraste frappant avec celle de la veille. L'animation joyeuse succédait à l'atonie sinistre, et les douloureuses angoisses avaient fait place aux viriles espérances. La foule était plus compacte encore que dans la journée; çà et là des groupes se formaient, commentaient les événements; on discutait, parlait, puis on se séparait en se serrant les mains, au cri de : « Vive la République ! »

Devant les monuments, sur les places, les gardes nationaux bivaquaient, les *bisets* montaient la faction. *Vive la garde nationale!* criaient les passants qui respectaient à cette heure l'uniforme tant raillé. *Vive la République!* répondaient les sentinelles.

Devant les cafés, on quêtait pour les blessés, — il

fallait bien songer aux martyrs, — des artistes chantaient des airs patriotiques dont l'assistance entonnait le refrain, pendant qu'on s'arrachait les journaux du soir et que les crieurs annonçaient déjà un journal nouveau qui s'appelait *la République*. Et la foule s'écoulait lentement, heureuse de respirer sous un ciel libre, tandis que de temps à autre les strophes de la *Marseillaise* s'élançaient, fières et ailées, dans la sérénité de ce beau soir.

Ainsi, ce pauvre peuple, si éprouvé, si malheureux, si meurtri, avait eu son heure de joie, son heure d'oubli. Plein de foi dans ce talisman républicain qui l'avait délivré autrefois de l'étranger, il se reprenait à croire aux miracles. Mais les miracles ne sont plus. Un ardent souvenir du passé glorieux lui revenait à l'âme. N'allait-on pas revoir, avec les armées républicaines, les héroïsmes de 92? L'Allemagne n'allait-elle point reculer devant cette chose redoutable dont elle avait appris à connaître la force : la République française? Espoirs patriotiques, rêves confiants ! Toute âme, en ce moment, croyait. Devant l'effroyable succession de l'empire, nul ne reculait. Tous se sentaient et plus forts et plus fiers, sûrs de vaincre. Avec l'empire s'en allait, eût-on dit, la mauvaise fortune de la patrie. Elle devait peu durer, cette joie suprême, cette joie aveugle, mais elle fut, ce jour-là, complète et sans mélange. Ce fut une halte dans le malheur. Assez de journées sombres, de déceptions amères, de défaites cruelles, d'heures lentes et lourdes, de dates funèbres et tachées de sang vont succéder à cette journée de vie et d'espérance pour qu'on enregistre, sans ingratitude, cette date du 4 septembre, cette République renaissante que les moins confiants et les plus chagrins saluaient déjà, saluaient alors comme une revanche.

DEUXIÈME PARTIE

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE.

LA GUERRE NATIONALE.



CHAPITRE Ier

Nouvelle phase de notre histoire. — Notre méthode : Les événements amèneront les jugements. — La République à l'Hôtel-de-Ville. — Proclamation du gouvernement. — Les ministres. — Opinion de Paris, — Proclamation à l'armée et à la garde nationale. — M. de Kératry à la préfecture de police. — M. Étienne Arago à la mairie de Paris. — Les maires provisoires. — La République en province. — État des esprits. — Besoin d'union, volonté de lutte. — La circulaire de M. Jules Favre. — Rentrée des proscrits. — La Commission des Papiers des Tuileries. — Les mobiles de province. — La statue de Strasbourg. — La revue du 14 septembre. — Départ de la délégation de Tours. — Marche des Prussiens. — Paris est investi.

L'histoire de la révolution de 1870-71 entre, avec la République, dans une phase nouvelle. La cause de tous les maux surgis jusqu'à ce jour a disparu. Une nouvelle ère semble s'ouvrir pour la nation qui reprend confiance. Mais, à bien considérer l'état de la patrie, même au lendemain de la journée du 4 septembre, l'empire, il faut le reconnaître, étend encore sa fatale influence sur le pays. Un peuple ne se débarrasse pas en un jour des vices, des

virus inoculés par une corruption de vingt ans. Il en est du despotisme comme de la robe de Nessus : les veines d'un peuple sont pour longtemps embrasées de son venin corrosif. L'abaissement des caractères, le développement des appétits et des égoïsmes, les âpres envies de jouir, la désagrégation lente de tout ce qui fut autrefois le corps social, ce sont là des maux terribles et qui ne se guérissent pas en un jour. Il faut, pour tout cicatriser, bien des années parfois de réactifs et de fer rouge.

C'est pourquoi, plus d'une fois, dans les pages qui vont suivre, nous allons rencontrer encore des spectacles faits pour navrer les âmes. La République est proclamée sans doute, mais, nous le répétons, l'empire, et j'entends par là ses souvenirs et son système, tient encore la France ; son souvenir la paralyse, ses vieilles mœurs la rendent caduque. Il semble que le césarisme pénètre dans les poumons avec l'air qu'on respire. Une nation si longtemps abîmée devant un maître ne désapprend pas en un jour à servir. Et tandis que les uns exagèrent leur servilisme, les autres, effrénés, vont droit à l'excès dans leur haine de toute entrave. Qui en souffre? La liberté seule, ou plutôt, avec la liberté, la République. Cet attristant spectacle va nous être donné maintes fois. Qu'importe ! il peut être salutaire aussi. L'histoire est faite pour prouver que les fautes passées peuvent nous servir à n'en point commettre de nouvelles.

Nous allons, à leur tour, voir à l'œuvre les hommes qui, le 4 septembre, acceptèrent, non sans tristesse, la succession de l'empire. Pour les juger, nous continuerons la méthode que nous avons suivie jusqu'ici dans ce livre. En les acceptant tels que l'imagination et la reconnaissance publiques les accueillaient le premier jour de leur éphémère pouvoir, nous attendrons, pour devenir plus sévères, que les événements viennent nous les montrer sous des jours nouveaux et les éclairer d'une lumière plus crue. Nous partagerons volontairement les espérances des foules, mais tout en enregistrant leurs

désillusions, tout en recherchant les culpabilités et les fautes, avec le soin jaloux d'un homme qui aime par-dessus tout le vrai et qui, croyant l'avoir trouvé, le montre sincèrement, nous nous garderons bien aussi des passions injustes. Nous n'irons jamais grossir le chœur des intéressés qui, reprochant surtout au 4 septembre d'avoir renversé l'empire, en feraient volontiers une date funèbre. Certains républicains oublient trop qu'ils comblent de joie leurs adversaires en condamnant à leur tour ceux qui ont succédé au régime anti-national de l'empire.

Ceux-là prenaient en main le gouvernail lorsque le navire était déjà à demi brisé, le mât coupé en deux, la coque faisant eau de toute part. Plus d'armée, nous l'avons dit, plus d'officiers; nos soldats jetés au gouffre: un seul espoir, Bazaine, mais Bazaine bloqué et par sa faute affaibli déjà, enfermé dans le cercle de ses combats dont il eût pu faire des victoires. Quelles ressources? Aucune. Il faut lire, dans l'ouvrage concluant de M. Jules Simon, les *Souvenirs du 4 Septembre*, en quel état les serviteurs fugitifs de Napoléon III laissaient la pauvre France. Les remparts de Paris étaient à peine armés, nous le verrons tout à l'heure. L'armée de la Loire, dont parlaient les ministres bonapartistes, était une chimère. Jamais nation ayant sacrifié plus d'argent au budget de la guerre, ne s'était trouvée défendue par moins de soldats. Les nouveaux gouvernants ne parurent point s'en alarmer. La confiante allégresse de Paris affranchi les gagna, allumant l'espoir dans leur cœur. Après avoir hésité à léguer à la République le fardeau de la dette impériale, dès le lendemain, ils l'acceptaient avec une sorte de vaillance.

Peut-être faut-il revenir un moment sur la façon dont la République avait été proclamée à l'Hôtel-de-Ville. Le dimanche 4 septembre, après la séance tumultueuse du Corps législatif, les députés de Paris, quittant le Palais-Bourbon, s'étaient réunis à l'Hôtel-de-Ville. Après une

courte délibération, conseillée et inspirée par la clameur populaire, demandant autour d'eux et sur la place la République, ils firent ouvrir la porte de la salle où ils étaient assemblés.

Au milieu d'un silence profond, Gambetta lut alors ce qui suit :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

A ces mots, une acclamation retentit. Gambetta continue :

« Il est constitué, dit-il, un *gouvernement de la Défense nationale*.

« Ce gouvernement est ainsi composé :

« MM. Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Eugène Pelletan, Ernest Picard, Rochefort, Jules Simon. »

Puis Gambetta ajoute :

« Citoyens, comprenez-nous : ce gouvernement n'est qu'un pouvoir de passage et de transition. Il n'a qu'un objet : défendre la nation contre l'envahissement de l'étranger. Après quoi, il disparaîtra, nous en prenons l'engagement solennel. »

Quelques-uns des citoyens présents réclamaient et criaient d'autres noms d'anciens représentants du peuple, de proscrits : Louis Blanc, Victor Hugo, Ledru-Rollin, Delescluze, etc.

Gambetta répondit que le gouvernement avait et devait avoir un caractère purement national, nullement politique : on avait simplement groupé les noms des députés de Paris déjà investis du mandat populaire, et que la démocratie avait pour ainsi dire choisis d'avance.

Jules Favre, Gambetta, Arago, Crémieux firent ouvrir ensuite les fenêtres.

Gambetta lut de nouveau au peuple assemblé sur la

place la liste qu'il venait de lire au peuple pressé dans la maison commune. Puis, les membres du gouvernement de la Défense nationale se réunirent dans une petite salle voisine pour désigner les ministres et prendre les premières mesures que réclamait la gravité des circonstances.

A ce gouvernement de « Défense nationale » il manquait un chef militaire. Mais celui-là était désigné d'avance par l'opinion publique, qui le jugeait sur sa propre confiance et sur l'attitude prise par lui dans les derniers événements. C'était le général Trochu.

M. le général Trochu a raconté comment il avait été mis à la tête du gouvernement de la Défense nationale. Lorsqu'on vint le chercher pour lui offrir le commandement de la place de Paris, il mit des conditions à son acceptation. La République, par exemple, devait reconnaître les principes de la propriété et de la famille. Mais le général Trochu devait bien savoir que la République est précisément la meilleure gardienne de l'ordre social. Le nom de M. Henri Rochefort introduit dans le gouvernement nouveau donna bien quelques scrupules à M. Trochu. C'est le général qui le dit lui-même. Les scrupules s'évanouirent bientôt, et ces deux hommes, M. Trochu et M. Rochefort, allaient être précisément, au début du siége, les deux personnalités du gouvernement qui devaient le mieux se comprendre et se soutenir. Ceci est une vérité. Depuis, les événements les ont jetés l'un et l'autre à des pôles bien différents.

Dès le 5 septembre, M. Gambetta, installé au ministère de l'intérieur, déterminait encore une fois, dans une proclamation à la garde nationale de Paris, le véritable sens de la révolution qui venait de s'accomplir. La nation se substitue à l'empire, rien de plus : « La patrie est en danger, dit-il, le nouveau gouvernement est avant tout un gouvernement de défense nationale. » Les premières proclamations du gouvernement soulignent davantage le mot et l'accentuent.

FRANÇAIS !

Le peuple a devancé la Chambre, qui hésitait. Pour sauver la Patrie en danger, il a demandé la République.

Il a mis ses représentants, non au pouvoir, mais au péril.

La République a vaincu l'invasion en 1792; la République est proclamée.

La Révolution est faite au nom du droit, du salut public.

Citoyens, veillez sur la Cité qui vous est confiée; demain vous serez, avec l'armée, les vengeurs de la Patrie !

EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, DORIAN, JULES FAVRE, JULES FERRY, GUYOT-MONTPAYROUX, LÉON GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, MAGNIN, ORDINAIRE, A. TACHARD, E. PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

Citoyens de Paris !

La République est proclamée.

Un Gouvernement a été nommé d'acclamation.

Il se compose des citoyens :

Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Picard, Rochefort, Jules Simon, représentants de Paris.

Le général Trochu est chargé des pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale.

Il est appelé à la présidence du Gouvernement.

Le Gouvernement invite les citoyens au calme ; le peuple n'oubliera pas qu'il est en face de l'ennemi.

Le Gouvernement est, avant tout, un Gouvernement de défense nationale.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

EMM. ARAGO, CRÉMIEUX, FERRY, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN, PICARD, ROCHEFORT SIMON, général TROCHU.

Le gouvernement de la Défense nationale composait en même temps son ministère comme il suit :

Ministre des affaires étrangères, Jules Favre. Ministre de l'intérieur, Gambetta. Ministre de la guerre, le général Le Flô. Ministre de la marine, amiral Fourichon. Ministre de la justice, Crémieux. Ministre des finances, Ernest Picard. Ministre de l'instruction publique et des cultes, Jules Simon. Ministre des travaux publics, Dorian. Ministre de l'agriculture et du commerce, Magnin. Le ministre de la présidence du Conseil d'Etat était supprimé. M. Steenackers était nommé directeur des télégraphes ; M. Rampont, directeur des postes.

Paris connaissait bien la plupart des hommes qui se trouvaient maintenant à sa tête, mais il ne leur témoignait pas à tous ni la même affection, ni la même estime. La popularité du général Trochu était alors extrême, et les dernières séances de la Chambre avaient mis au premier rang dans la faveur publique M. Jules Favre et M. Gambetta. On voyait avec plaisir M. Dorian, homme pratique et ferme, appelé au ministère des travaux publics ; et M. Jules Simon, qui incarnait en lui la doctrine salutaire de l'instruction gratuite et obligatoire, était, par avance, le ministre désigné de l'instruction publique sous un gouvernement libre. M. Magnin paraissait bien placé au ministère de l'agriculture et du commerce, et le nom du vieux et honnête général Le Flô au ministère de la guerre, était bien accueilli. Nous nous en rapportons ici aux impressions de ces premières heures. Mais déjà même le nom de M. Ernest Picard n'était pas vu sans défiance. On savait que, dans les derniers temps de l'empire, M. Picard s'était mis à la tête de cette indécise nuance de la gauche, qui s'appelait la *gauche ouverte*. On l'avait vu, aux dernières élections, nommé à la fois à Paris et à Montpellier, hésiter dans l'option nécessaire et politique pour la province, et regretter de laisser à un rival ou même à un successeur la circonscription parisienne. A coup sûr, lorsque le peuple de Paris ressentit

quelque défiance envers le gouvernement nouveau, il commença par se défier de M. Picard. En outre M. Glais-Bizoin, M. Crémieux, M. Garnier-Pagès lui paraissaient bien un peu vieux. Était-ce là cette réserve de la France nouvelle, enfiévrée de jeunesse et de patriotisme, et à qui la fortune devait sourire ?

Le gouvernement de la Défense nationale se trouvait, au surplus, dès la première heure de son existence, dans une situation singulière. Gouvernement parisien, il avait contre lui les politiques de la province, qui n'allaient point manquer de lui reprocher son origine et de crier à la dictature de la capitale. Gouvernement républicain, il avait, par un destin assez injuste, contre lui les républicains inassermentés ou exilés, résolûment campés dans leur *non possumus* démocratique, et qui, plus illustres que les hommes du 4 septembre, plus autorisés par leur passé, leurs malheurs ou leur gloire, reprochaient à leur tour aux gouvernants de l'Hôtel-de-Ville de gouverner la France en vertu du serment prêté à l'empire. Et ce sophisme avait une certaine et fausse apparence de vérité qui, aux yeux de la population, pouvait, à un moment donné, enlever quelque peu de prestige au gouvernement de la Défense nationale.

Reconnaissons-le, d'ailleurs, à ce moment toutes ces défiances, ou ces reproches, ou ces aigreurs n'existaient encore qu'à l'état latent, et chacun comprenait qu'il fallait, en apparence du moins, se grouper autour du nouveau pouvoir.

Le gouvernement de la Défense avait choisi pour président le général Trochu; pour vice-président M. Jules Favre; pour secrétaire M. Jules Ferry. A titre de secrétaires adjoints, il appelait en même temps à lui, pour l'aider dans ses travaux, disait le *Journal officiel*, M. André Lavertujon et F. Hérold ; puis, deux jours après, M. Dréo d'abord et Émile Durier. M. Clément Laurier était nommé directeur général du personnel et du cabinet au ministère de l'intérieur.

Dans ce gouvernement, composé des élus de Paris, un seul nom manquait : celui de l'homme qui avait, en remportant par le scrutin une éclatante victoire sur Émile Ollivier, porté un des coups les plus sûrs à l'empire, le nom à demi oublié déjà de ce tribun qui avait enthousiasmé le peuple de Paris en lui parlant d'honneur, le nom de Désiré Bancel. A cette heure, Bancel agonisait dans son pays de la Drôme, au logis maternel ; et cette République tant désirée, il ne la saluait que d'un regard mourant.

Le premier soin du gouvernement fut de s'appuyer sur ces deux forces vitales du pays : l'armée et la garde nationale, forces qu'on croyait alors et pour jamais unies.

La proclamation *à l'armée* réclamait *l'union*, la proclamation *à la garde nationale* demandait *l'ordre* et *le dévouement.*

A L'ARMÉE.

Quand un général a compromis son commandement, on le lui enlève.

Quand un gouvernement a mis en péril, par ses fautes, le salut de la patrie, on le destitue.

C'est ce que la France vient de faire.

En abolissant la dynastie qui est responsable de nos malheurs, elle a accompli d'abord, en face du monde, un grand acte de justice.

Elle a exécuté l'arrêt que toutes vos consciences avaient rendu.

Elle a fait en même temps un acte de salut.

Pour se sauver, la nation avait besoin de ne plus relever que d'elle-même, et de ne compter désormais que sur deux choses : sa résolution qui est invincible, votre héroïsme qui n'a pas d'égal, et qui, au milieu des revers immérités, fait l'étonnement du monde.

Soldats, en acceptant le pouvoir dans la crise formidable que nous traversons, nous n'avons pas fait œuvre de parti.

Nous ne sommes pas au pouvoir, mais au combat.

Nous ne sommes pas le gouvernement d'un parti : nous sommes le gouvernement de la Défense nationale.

Nous n'avons qu'un but, qu'une volonté : le salut de la patrie, par l'armée et par la nation groupées autour du glorieux symbole qui fit reculer l'Europe il y a quatre-vingts ans.

Aujourd'hui comme alors, le nom de République veut dire :

UNION intime de l'Armée et du Peuple pour la défense de la Patrie!

Général TROCHU, EMMANUEL ARAGO, JULES FAVRE, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

A LA GARDE NATIONALE.

Ceux auxquels votre patriotisme vient d'imposer la mission redoutable de défendre le pays vous remercient du fond du cœur de votre courageux dévouement.

C'est à votre résolution qu'est due la victoire civique rendant la liberté à la France.

Grâce à vous, cette victoire n'a pas coûté une goutte de sang.

Le pouvoir personnel n'est plus.

La nation tout entière reprend ses droits et ses armes. Elle se lève, prête à mourir pour la défense du sol. Vous lui avez rendu son âme que le despotisme étouffait.

Vous maintiendrez avec fermeté l'exécution des lois, et, rivalisant avec notre noble armée, vous nous montrerez ensemble le chemin de la victoire.

Le gouvernement de la Défense nationale :

EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FAVRE, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON, général TROCHU.

Finissons-en avec ces proclamations de la première heure, toutes pleines d'espoirs, de promesses, de joie trop tôt démenties. Une de celles qui firent le plus d'effet sur le peuple de Paris fut la proclamation de M. de Kératry, nommé préfet de police. M. de Kératry, député du Finistère, ancien capitaine de la contre-guerilla mexicaine, célèbre surtout par sa polémique avec M. Rouher, à propos des bons Jecker, et par son projet de manifestation légale au 26 octobre 1869, était presque inconnu de la population populaire de Paris. En revanche, il avait la confiance de la bourgeoisie. Il crut de son devoir de bien faire connaître ses sentiments aux Parisiens, et afficha cette déclaration, contre-signée par un jeune avocat, ami de Bancel et ex-rédacteur de *la Marseillaise,* devenu secrétaire général de la préfecture :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

—

PRÉFECTURE DE POLICE

AUX HABITANTS DE PARIS,

Après dix-huit ans d'attente, sous le coup de cruelles nécessités, les traditions interrompues au 18 Brumaire et au 2 Décembre sont enfin reprises. Les députés de la gauche, après la disparition de leurs collègues de la majorité, ont proclamé la déchéance. Quelques instants après, la République était acclamée à l'Hôtel-de-Ville.

La Révolution qui vient de s'accomplir est restée toute pacifique : elle a compris que le sang français ne devait couler que sur le champ de bataille. Elle a pour but, comme en 1792, l'expulsion de l'étranger.

Il importe donc que la population de Paris, par son calme, par la virilité de son attitude, continue de se montrer à la hauteur de la tâche qui lui incombe, à elle et à la France.

C'est pour cette raison qu'investi par le gouvernement de pouvoirs dont on a tant abusé sous les régimes antérieurs, j'invite la population parisienne d'exercer les droits politiques qu'elle vient de reconquérir dans toute leur plénitude, avec une sagesse et une modération qui soient de nature à montrer à la France et au monde qu'elle est vraiment digne de la liberté.

Notre devoir à tous, dans les circonstances où nous sommes, est surtout de nous rappeler que la patrie est en danger.

Au moment où, sous l'égide des libertés républicaines, la France se dispose à vaincre ou à mourir, j'ai la certitude que mes pouvoirs ne me serviront que pour nous défendre contre les menées de ceux qui trahiraient la patrie.

Paris, le 4 septembre 1870.

Le préfet de police,

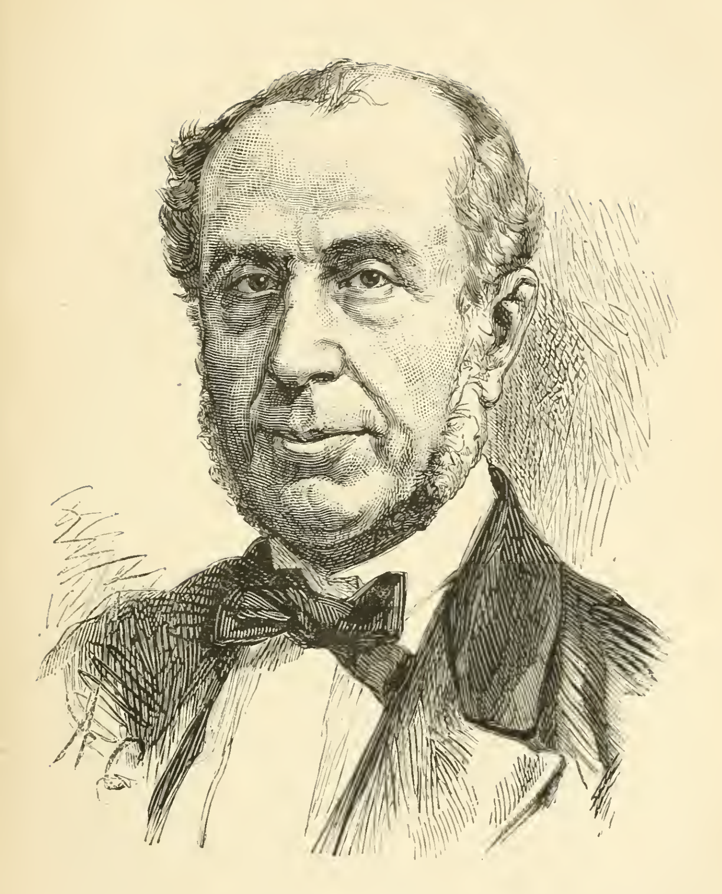
DE KÉRATRY.

Par le préfet de police :

Le secrétaire général,

ANTONIN DUBOST.

A la Mairie de Paris siégeait un homme que le parti républicain avait appris à honorer, le vieux et digne frère de François Arago, Étienne Arago, dont la probité, le désintéressement et les convictions solides sont respectés de tous. Combattant de Juillet et de Février, carbonaro conspirant avec prudence, puis luttant en plein soleil avec courage, ami de Barbès, Étienne Arago apportait à l'Hôtel-de-Ville la tradition de ce vieux parti républicain, avant tout patriote, et qui, prêt à la lutte éternelle, a pour l'argent un mépris égal à l'amour qu'il a pour son pays. Nul mieux que ce vétéran du parti, que cet ancien caissier des exilés, que ce probe et vaillant Étienne ne pouvait mieux représenter la municipalité du grand Paris.



ÉTIENNE ARAGO.

MM. Floquet, Brisson, et plus tard Hérisson et Clamageran, furent nommés ses adjoints.

Étienne Arago adressa, à son tour, ce salut à la population de Paris :

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

Citoyens,

Je viens d'être appelé par le peuple et par le gouvernement de la Défense nationale à la Mairie de Paris.

En attendant que vous soyez convoqués pour élire votre municipalité, je prends, au nom de la République, possession de cet Hôtel-de-Ville d'où sont partis les grands signaux patriotiques en 1792, en 1830, en 1848.

Comme nos pères ont crié en 1792, je vous crie : Citoyens, *la patrie est en danger!* Serrez-vous autour de cette Municipalité parisienne, où siége aujourd'hui un vieux soldat de la République.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Le maire de Paris,

ÉTIENNE ARAGO.

Le maire de Paris choisissait ensuite, parmi les plus honnêtes représentants du parti républicain de Paris, négociants, professeurs, hommes de lettres, les *maires provisoires* des vingt arrondissements de Paris, maires dont le premier devoir, leur disait-il, était de veiller sans relâche à l'armement de Paris :

1er arrondissement, Tenaille-Saligny, avocat à la cour de cassation; — 2e arrondissement, Tirard, négociant; — 3e arrondissement, Bonvalet, négociant; — 4e arrondissement, Greppo, ancien représentant du peuple; — 5e arrondissement, J.-B. Bocquet, ancien adjoint (remplacé bientôt par le docteur Bertillon); — 6e arrondissement, Hérisson, avocat à la cour de cassation (nommé adjoint à la mairie centrale. Le sixième arrondissement

fut administré par M. Albert Leroy); — 7e arrondissement, Ribeaucourt, docteur-médecin; — 8e arrondissement, Carnot; — 9e arrondissement, Ranc (puis Gustave Chaudey); — 10e arrondissement, Turpin, négociant (n'accepta point, remplacé par M. O'Reilly); — 11e arrondissement, Léonce Ribert, professeur (remplacé bientôt par M. Mottu); — 12e arrondissement, Alfred Grivot, négociant; — 13e arrondissement, Pernolet; — 14e arrondissement, Leneveu, rédacteur du *Siècle* (remplacé par M. Asseline); — 15e arrondissement, Corbon; — 16e arrondissement, Henri Martin; — 17e arrondissement, François Favre, homme de lettres; — 18e arrondissement, Clémenceau, docteur-médecin; — 19e arrondissement, Richard, fabricant; — 20e arrondissement, Braleret, commerçant.

Ce que devaient faire ces magistrats nouveaux, nous le verrons bientôt.

Dans son livre sur *l'Hôtel-de-Ville au 4 septembre,* M. Étienne Arago a très-nettement et très-sincèrement défendu l'administration de ses maires, et répondu d'une façon définitive aux accusations de la Commission d'enquête présidée par M. le comte Daru.

Cependant le gouvernement, quoi qu'en aient dit ses ennemis, ne se contentait point de rédiger des proclamations ou de procéder à des nominations, il prenait des décrets divers : le Corps législatif était dissous, le Sénat aboli. Quatre hommes, MM. Valentin, Engelhard, Floquet et Clémenceau, avaient suffi à disperser le Sénat, et M. Ferdinand Barrot, protégé par de la gendarmerie à cheval, n'en répondait pas moins qu'il cédait à la force. Amnistie pleine et entière était accordée à tous les condamnés pour crimes et délits politiques[1]. La fabrication, le commerce et la vente des armes étaient déclarés absolument libres. Le mouvement de résistance, si accentué

1. Y compris les condamnés des derniers événements : Mégy, Eudes et les gens compromis dans l'affaire de la Villette.

à Paris, était communiqué à la province. Le ministre de l'intérieur avertissait ainsi la France des événements qui venaient de s'accomplir.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

A MM. les préfets, sous-préfets, généraux, gouverneur général de l'Algérie, et à toutes les stations télégraphiques de France.

La déchéance a été prononcée au Corps législatif.

La République a été proclamée à l'Hôtel-de-Ville.

Un gouvernement de Défense nationale composé de onze membres, tous députés de Paris, a été constitué et ratifié par l'acclamation populaire.

Les noms sont :

Arago (Emmanuel), Crémieux, Favre (Jules), Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Picard, Rochefort, Simon (Jules).

Le général Trochu, investi des pleins pouvoirs militaires pour la Défense nationale, a été appelé à la présidence du gouvernement.

Veuillez faire afficher immédiatement, et au besoin proclamer par le crieur public, la présente déclaration.

Pour le gouvernement de Défense nationale,

Le ministre de l'intérieur,

LÉON GAMBETTA.

Paris, ce 4 septembre 1870, six heures du soir.

En province, d'ailleurs, la République était accueillie avec la même confiance et le même enthousiasme. Marseille l'acclamait avec effervescence, mais sans troubles profonds ; à Montpellier, à Tarbes, au Havre, à Valence, à Foix, à Nantes, la joie, le sentiment de délivrance étaient les mêmes. Et partout l'ordre soudain, une cer-

taine gravité imposée par la nécessité douloureuse. Généralement les conseils municipaux de province se constituaient en commission ou nommaient un comité provisoire en attendant l'arrivée du fondé de pouvoirs du nouveau gouvernement. Une dépêche arrivée de Lille déclarait, au nom de la cité qui repoussa les Autrichiens en 92, que « la population de Paris avait bien mérité de la patrie. »

Nîmes demandait l'envoi immédiat d'un *commissaire extraordinaire*. Mais le mot rappelait, pour bien des gens, les commissaires de la République de 1848 qui tous ne s'étaient point montrés à la hauteur de la mission. Les représentants du gouvernement central ne furent donc point des commissaires, mais des préfets. Les choix du ministre de l'intérieur allaient être, pour la plus grande part, excellents. A Marseille, il envoyait, par exemple, un des députés des Bouches-du-Rhône, M. Esquiros ; à Rouen, M. Desseaux, représentant de la Seine-Inférieure. C'était là simplement ratifier le choix des électeurs. Le vieux et probe M. Guépin devenait préfet de Nantes, en même temps que M. Testelin, dont le républicanisme était connu dans tout le Nord, était nommé à Lille. M. George Périn, l'ancien rédacteur en chef du *Libéral du Centre*, journal de combat bravement conduit, était envoyé à Limoges ; M. Babaud-Laribière, le rédacteur des *Lettres charentaises*, à Angoulême ; M. Pierre Lefranc, ancien représentant des Pyrénées-Orientales, à Perpignan, etc. Je n'ai cité ces noms honorables que pour l'exemple. Enfin, par une pensée toute patriotique, M. Gambetta n'oubliait aucun des départements qui étaient la France, et il confiait à un ancien représentant du peuple, M. Edmond Valentin, le soin et la gloire de pénétrer dans Strasbourg assiégée et d'y annoncer, en qualité de préfet, la proclamation de la République. M. Valentin, dont on put dire un moment qu'il avait été fusillé par les Prussiens, allait se montrer à la hauteur de sa noble et périlleuse mission.

Les administrateurs provisoires ou les préfets de la République ne recevaient au surplus du ministère de l'intérieur qu'un mot d'ordre : « Que chaque Français « reçoive ou prenne un fusil, et qu'il se mette à la dispo- « sition de l'autorité. » Nul doute que s'il en eût été ainsi dès le 5 septembre, un mois après nous n'eussions pas éprouvé nos premiers échecs sur la Loire. Mais nous verrons où en était réduite la France : les bras étaient là, mais les armes manquaient. Du moins, les cœurs étaient-ils à la hauteur de la situation et du devoir.

Si quelques esprits froids, calculateurs et d'une vision nette poussaient à la paix, la majorité, emportée par le fier désir de venger nos morts, demandait, réclamait la continuation de la guerre. Il eût été parfaitement impossible de réagir contre ce généreux entraînement.

Pour se faire une idée de l'état de l'opinion publique au lendemain du 4 septembre, et du sentiment de réprobation qui animait toutes les âmes contre l'empire, cause de nos désastres ; pour démontrer que l'esprit public tout entier avait sanctionné la révolution du mépris, il suffirait de reproduire ici les articles des feuilles mêmes qui, depuis, s'attachent à donner à *l'exécution* patriotique et sans violence du 4 septembre le nom de *crime*. Mais ces feuilles ne sont pas de celles qu'on prend au sérieux, et je veux emprunter un jugement vrai sur ce moment de notre histoire à un recueil grave, et dont les conclusions mûrement débattues pèsent d'un véritable poids. Le verdict présent a d'autant plus de valeur que l'esprit du recueil n'est pas républicain : « L'empire, disait *la Revue des Deux Mondes*, dans son numéro du 15 septembre, a disparu dans un incomparable effondrement, et la République s'est relevée pour recueillir le douloureux héritage d'une situation compromise, pour ramasser les forces de la nation, pour faire face à cette tempête de feu qui s'avance sur Paris. *La France est rentrée en possession d'elle-même, sans lutte, sans déchirement, par une sorte de soubresaut de patriotisme et de désespoir*

devant l'ennemi. Cette révolution, à vrai dire, n'avait rien d'imprévu pour ceux qui croient aux causes morales et à une certaine logique supérieure dans la marche des événements ; elle était inévitable dès le jour où les premiers revers de la guerre avaient brusquement divulgué le secret de l'empire, en mettant à nu l'impéritie, la légèreté, la confusion, le désordre qui avaient présidé à l'organisation d'une telle campagne... Un retour de fortune aurait pu peut-être tout au plus suspendre *la grande et inéluctable expiation*. »

Et qu'on parle encore de coup de main, de conspiration, d'escamotage politique à propos de cette expiation si méritée ! Le témoignage de gens sensés et patriotes est là, répondant, dès le 15 septembre, à toutes les accusations futures. Quant à la question de la guerre, *la Revue des Deux Mondes* (et ici encore sa déposition est importante) ajoutait et disait avec tout le monde, avec la grande majorité de l'opinion publique, altérée de vengeance : « On a cru que la guerre était finie ; c'est maintenant peut-être qu'elle commence en changeant de caractère, en devenant la *lutte à outrance* d'une nation pour son indépendance et son intégrité. » Et que les bonapartistes accusent aujourd'hui les républicains seuls d'avoir continué la guerre, eux qui étaient tout disposés à s'arrêter devant la honte ! Ce n'était pas la République qui voulait continuer la guerre, c'était la France tout entière. Ce mot « *à outrance* » était alors le mot d'ordre de tous. M. Vitet le répétait dans chacune de ses *Lettres sur le siége*. J'ouvre les pamphlets de M. Veuillot, j'y lis, à propos de la chute de l'empire, cette ligne : « Rien de plus *honteux*, rien de plus *juste*. » Et à propos de la guerre : « La France ne se dissimule pas son besoin de la paix. Tout gît dans les conditions. Il ne faut point de conditions qui *lèsent l'honneur*. » Et voilà pourquoi l'opinion publique voulait la guerre. Elle la voulait pour l'honneur. De son sang, le peuple français voulait effacer du front de la patrie la tache honteuse de Sedan. Il

voulait combattre, étant alors, hélas! sûr de vaincre. Mais, dût-il être vaincu, il voulait combattre encore. « Tout est perdu, même l'honneur. » Le mot avait été dit. Cet honneur, on voulait le recouvrer et le venger.

Oui, c'était le cri et la conviction de ces heures fiévreuses, pleines d'illusion et d'espoir. Tous les organes de la publicité, les journaux réactionnaires eux-mêmes, et jusqu'à *l'Univers*, rappelaient alors cette déclaration sublime et désespérée du peuple français de 93 : « *Le peuple français ne fait point la paix avec l'ennemi qui occupe son territoire.* »

Aussi bien avec quel élan, quel confiant enthousiasme, quelle unanimité d'éloges on accueillit la circulaire fameuse du ministre des affaires étrangères aux agents diplomatiques de France, circulaire où M. Jules Favre, dans une heure de patriotique sincérité que devait cruellement bafouer l'avenir, faisait, à la face de la patrie, cette déclaration ferme qu'on ne peut relire aujourd'hui sans tristesse : « *Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses. — Une paix honteuse serait une guerre d'extermination à courte échéance.* » Ah! certes, condamnée à la guerre, la France devait combattre, combattre jusqu'à la mort, mais elle devait combattre sans phrases. C'est la phrase qui a compromis cette nation, toujours prête à faire des programmes qu'elle est trop souvent forcée de ne point tenir. Le désespoir silencieux, la lutte sans fanfares valaient mieux. Cela nous eût épargné les ironiques lendemains. Mais la France n'a-t-elle pas toujours trop aimé les démonstrations et les discours? Peuple d'artistes pris sans cesse à la glu de la forme et des images. Le jour où M. J. Favre fit cette déclaration solennelle, tout le monde applaudit. La nation entière la lui dictait. Il ne l'eût point faite qu'on l'eût trouvé passif et froid. Et c'est cependant cette parole, approuvée de tous, qui devait si lourdement, si cruellement, si injustement lui être reprochée! — Les

nations exigent qu'on les trompe, et ne pardonnent pas aux trompeurs.

Mais, certes, M. Jules Favre était d'une bonne foi profonde. A « *ni un pouce de notre territoire, ni une pierre d nos forteresses,* » M. Blanqui ajouta dans son journal : « *ni un écu de notre bourse.* » Il complétait la phrase, il ne la critiquait pas, et lui aussi, l'éternel agitateur, demandait en ce moment l'*union*.

L'union était d'ailleurs si intime alors et le besoin de concorde était si puissant, que M. Cluseret ayant publié le 7 septembre dans *la Marseillaise*, que venaient de ressusciter MM. Grousset, Cluseret, etc., un article violent, injuste et injurieux contre M. Gambetta, à propos du décret sur la nomination des officiers de la garde nationale [1], la foule brûla les numéros du journal sur le boulevard et dans la rue Montmartre, tandis que les gardes nationaux occupaient les bureaux du journal, rue d'Aboukir, et les défendaient contre l'irritation populaire. Et le lendemain, M. Rochefort, dans une lettre qui fit sensation, rappelait qu'il ne faisait plus, *en quoi que ce soit,* partie du journal *la Marseillaise.* Ce journal, d'ailleurs, ne reparut plus.

A ce moment même, Gustave Flourens, sincèrement irrité contre l'étranger, exhortait ses bataillons, — il portait ou prenait le titre de « major de remparts », et commandait à près de 4.000 hommes, — à ne plus songer qu'aux ennemis ; et M. Blanqui, plus habile et ne désarmant qu'en apparence, s'écriait, demandant dans *la Patrie en danger* qu'il n'y eût plus de parti et plus de nuances : « *Maudit soit celui qui, à l'heure suprême où nous touchons, pourrait conserver une préoccupation personnelle,*

1 Le décret de M. Gambetta disait : « Les gardes nationaux de Paris, *c'est-à-dire tous les électeurs inscrits sur les listes électorales,* sont convoqués pour le mardi 6 septembre, à midi, à l'effet de procéder à la nomination des sous-officiers et officiers, dans les mairies de leurs arrondissements respectifs. » C'est ce que M. Cluseret, à peine rentré en France, appelait un décret *réactionnaire*.

une arrière-pensée, quelle qu'elle fût! » C'était, on le voit, la lune de miel des partis. Combien de temps devait-elle durer? Jusqu'au jour où le caractère exalté de Flourens l'entraînerait vers l'action, jusqu'au jour où le flair de conspirateur de Blanqui lui ferait croire au succès d'un coup de main.

On n'en était pas encore là. Je le répète, la concorde, voilà le mot qu'on trouvait sur toutes les lèvres et dans tous les cœurs. « Nous sommes aujourd'hui tous Français et rien de plus, tous républicains et rien de moins, écrivait Flourens. Point de désunion. » « Fraternité! » s'écriait encore Blanqui. « Les Français de 1870, disait *le Figaro,* seront dignes des Français de 1792 ». *Le Gaulois* essayait bien de faire une différence entre M. Trochu et le gouvernement, mais il promettait son concours à *M. le général Trochu et à la Défense nationale.* Bref, comme disait *le Rappel* : « Hier, la Prusse avait devant elle une armée ; aujourd'hui, elle a devant elle un peuple. »

Le 5 septembre, Victor Hugo, proscrit volontaire depuis décembre, rentrait en France. Il avait écrit qu'il serait le dernier à demeurer sur la terre d'exil.

« Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là! »

Le peuple se pressa sur son passage, envahit la gare du Nord pour voir de près un homme qui avait tenu son serment. Au milieu des acclamations, un chirurgien s'avança et dit à Victor Hugo : « J'ai là un train de malheureux blessés ramenés des Ardennes. Demandez le silence à la foule. Ces cris les font souffrir ou les éveillent. » Ces blessés et ces acclamations, cette antithèse du proscrit affranchi et de wagons pleins de sang représentait bien l'état de la France, à cette heure. La joie de la délivrance était effacée par la douleur de la défaite.

Ceux des proscrits qui rentraient avec le grand poëte, Edgar Quinet, Ledru-Rollin, Marc Dufraisse, apportaient

à la France un dévouement égal à celui de l'homme qui, dès son arrivée à Paris, disait au peuple : « Union, concorde. *C'est par la fraternité qu'on sauvera la liberté.* » M. Louis Blanc, oubliant ses souvenirs personnels devant les malheurs publics, allait, par exemple, faire une visite à M. Jules Favre, qui jadis avait contribué à l'envoyer en exil. On ressentait comme un besoin de se grouper et d'entrer, par le sacrifice, dans une vie nouvelle. Et rendons cette justice à la plupart des hommes illustres de la démocratie, tandis que bien des nouveaux venus, des combattants de la dernière heure, des impatients, se ruaient à la curée pour obtenir quelque place et s'irritaient si on ne la leur accordait point, tandis que (spectacle écœurant que réservent ces révolutions!) des valets du régime déchu se courbaient platement devant le régime vainqueur, eux, les anciens de la République, apportaient au gouvernement de la Défense leur concours, sans lui demander autre chose que la gloire de le conseiller. La scission, il est vrai, ne devait point tarder à se faire. Nous en expliquerons les causes cachées au moment venu.

Pour l'heure présente, tout souriait à la République nouvelle, M. Washburne annonçait que la grande République des États-Unis reconnaissait la République de France. Par delà l'Océan, les petits-fils de Washington saluaient les petits-fils de Lafayette. Depuis, les lettres louangeuses de M. Dancroft à M. de Bismarck et la circulaire du président Grant à ses agents diplomatiques nous ont montré que l'Amérique ne s'inclinait guère, en fin de compte, que devant le succès. Mais nous croyions alors très-naïvement à son amour.

Cependant, trouvant déjà que le gouvernement manquait d'initiative, les clubs et les journaux radicaux lui indiquaient les mesures à prendre. Dans *le Réveil*, par exemple, Delescluze s'écriait :

« Nous sommons le ministre de l'intérieur d'insérer demain au *Journal officiel* la liste des écrivains qui émar-

geaient aux fonds secrets. Il est temps que la France connaisse le fond de ces boutiques immondes qui, depuis 1851, travaillent à démoraliser et à déshonorer la France. »

La sommation de M. Ch. Delescluze ne reçut point de réponse de M. Gambetta, et ce fut dommage, car le public eût connu le secret de plus d'un dévouement intéressé, et certaines palinodies eussent reçu le châtiment public ; mais le ministre de l'intérieur nomma une commission chargée de réunir, classer et préparer la publication des papiers et correspondance de la famille impériale. Cette commission, primitivement composée de MM. de Kératry, préfet de police, *président,* M. André Lavertujon, *vice-président,* Estancelin, Gagneur, anciens députés, et André Cochut, fut complétée plus tard par MM. Taxile Delord, Ludovic Lalanne et Laurent Pichat, puis de MM. Édouard Lockroy, Camille Pelletan, etc., M. Estancelin ayant été envoyé en mission, et MM. de Kératry, Cochut et Jules Claretie, *secrétaire,* ayant donné leur démission.

Le palais des Tuileries, préservé de toute atteinte dans la journée du 4, par le commandant Dupérier, de l'état-major de la garde nationale, qui en demeura pour ce fait le gouverneur durant le siége, était encore, lorsque la commission des papiers, pénétrant dans les appartements, entra en fonctions, dans l'état où l'avait laissé l'empereur partant pour Metz et l'impératrice fuyant sur Maubeuge, On pouvait en quelque sorte reconstituer, par les mille objets épars, les meubles et les tableaux, la vie intime des souverains déchus. La curiosité inquiète et chimérique de Napoléon se lisait dans chaqu projet impraticable soumis à son examen, et qu'il approfondissait gravement, tandis qu'il négligeait les questions vraiment palpitantes et les études vraiment utiles. Par exemple, un travail destiné à l'éclairer sur l'état des forces militaires de la Confédération du Nord avait été absolument dédaigné, regardé d'un œil indifférent, tan-

dis que mainte rêverie sur des modèles nouveaux de canonnières, sur des médailles romaines, des *olives* de frondeurs baléares, etc., sur des projets romanesques, — comme l'annexion de la Belgique, proposée par un M. Oscar Lessines, — étaient examinés, dépouillés avec soin. Et pourtant le travail sur l'Allemagne (publié depuis) l'avertissait que l'ennemi qu'il voulait combattre pouvait disposer de plus d'un million d'hommes. Et cependant les rapports de M. de Stoffel, attaché militaire français à Berlin, disaient à l'empereur : *Prenez garde!* Mais la chose était de peu d'importance pour cet homme de lettres manqué et couronné. Ce qui l'inquiétait, ce n'était pas la réalité, mais le rêve. Il se perdait dans les nuages, mais de ces nuages devait tomber une pluie de sang.

Quant à l'impératrice Eugénie, ses appartements livraient aussi le secret des extravagances et des contradictions de son intelligence. Dans sa bibliothèque, les œuvres de Proudhon, qu'elle avait la prétention de lire et qu'elle ne comprenait certes point, coudoyaient les petits romans badins tirés de la bibliothèque de Marie-Antoinette à Trianon, ou les ouvrages mystiques de la librairie religieuse. Tout était à la fois ultra-mondain et ultra-clérical autour d'elle. Des os de saints, des reliques s'étalaient sur les murailles, au-dessous des plafonds, où voltigeaient des amours. Des médaillons, dans le goût de Boucher, montraient des bustes de femmes, et, à dix pas de là, se pliait et se repliait, comme un paravent, un confessionnal blanc à ornements dorés. Ce mélange singulier de poudre de riz et d'encens caractérisait tout à fait cette piété à l'espagnole.

La publication des *Papiers et correspondance de la famille impériale* ne devait point tenir tout ce qu'en attendait l'avide curiosité publique. La plupart des scandales mystérieux de l'empire n'y figurent pas. D'ailleurs, que de papiers ont dû être brûlés et détruits d'avance! Mais le peu qu'on trouva pouvait suffire à bien caractériser ce régime de bohême toute-puissante, où tout était fri-

vole, décousu, de surface et de maquillage. Et l'histoire, surtout en ce qui concerne la guerre, enregistra ces documents sincères et précieux, ces dépêches navrantes d'incurie. Quant à certaines lettres où le nom de Marguerite Bellanger se trouvait mêlé à celui d'un magistrat éminent, l'auteur de ce livre était d'avis qu'on ne les publiât point, ce scandale touchant à la vie privée. Ce fut M. Eugène Pelletan qui les fit envoyer à l'imprimerie, disant nettement : « La Du Barry appartient à l'histoire ! »

Cependant la province avait envoyé ses enfants à Paris. On les voyait, ces mobiles, à peine équipés, la plupart dans leurs costumes du pays : les Bretons, suivis de leurs recteurs, allant au combat comme au *pardon;* les Bourguignons, en blouses bleues, une croix rouge sur la manche; les rudes gars d'Auvergne, le front couvert du large chapeau du paysan. Tous arrivaient fermes et résolus, avec un esprit de jeunesse et de force qui donnait confiance. C'était vraiment la France accourue au secours de Paris, tête et cœur de la France. Ceux de Paris, tous ceux qui pouvaient porter les armes, étaient déjà inscrits sur les contrôles et tous réclamaient des fusils. Nul n'osait déjà sortir sans uniforme, sans képi tout au moins. De ces képis, beaucoup n'avaient pas de numéros encore, beaucoup aussi étaient des képis d'ambulanciers; mais, on peut le dire, Paris tout entier était prêt à la lutte. Dans cette fièvre de la première heure, cette masse d'hommes, inhabiles à manier les armes, eût été déjà capable de quelque prodige et d'une journée de sacrifice, sinon de victoire.

Un souffle véritable et sincère de patriotisme parcourait les rues, passait sur les fronts, faisait battre les cœurs. On sentait qu'il fallait, dans ce grand naufrage, se rattacher à ce qui restait de la patrie et la défendre pour reconquérir le reste. On avait comme le besoin d'incarner dans quelque image palpable cette France martyre, sacrifiée par un despote. Alors, d'un élan,

comme si la ville de Strasbourg bombardée personnifiait a France vaincue, on se rendait place de la Concorde, devant cette statue de Strasbourg qu'a sculptée Pradier dans la pierre. Le gouvernement de la Défense nationale avait inscrit ses noms à la première page d'un livre destiné à devenir le livre d'or de la cité d'Alsace, et à porter à Strasbourg les remerciements de Paris [1]. Chacun s'inscrivait à son tour sur le livre. Des bataillons entiers venaient apporter à Strasbourg leur hommage. Des couronnes, des drapeaux, des guirlandes, s'amoncelaient sur la statue, personnification de la patrie. Le soir, des verres de couleur illuminaient Strasbourg et lui faisaient comme une auréole. « Vous diriez, s'écriait alors M. Paul de Saint-Victor, la chapelle ardente de la ville martyre. » Et l'écrivain ajoutait ; « La France se reconnaît dans Strasbourg; elle frémit d'admiration, elle tressaille de reconnaissance. La foi remonte à son cœur exalté par ce grand exemple. On ne doute plus des dieux auxquels on voit faire de tels sacrifices. Gloire à cette ville magnanime, illustre par la science et le courage! Muse cuirassée, guerrière qui veille aux remparts de la patrie, assise sur un canon, penchée sur un livre, elle se présente au monde appuyée d'une main sur la presse de Gutemberg, tenant de l'autre l'épée de Kléber et d'Uhrich. »

Dix jours après la révolution du 4 septembre, le général Trochu passait, sur les boulevards, la place de la Concorde et les Champs-Élysées, la revue des mobiles et de la garde nationale parisienne, à la tête de laquelle venait d'être appelé, en remplacement du général de La Motte-Rouge, M. Tamisier, ancien officier d'artillerie,

1 Ce livre portait cet entête :
Les Parisiens à nos frères héroïques de Strasbourg et au brave général Uhrich.
Nous l'avons vu et feuilleté, en 1871, au ministère de l'intérieur. On devait le relier en or et l'envoyer à Strasbourg. Qu'est-il devenu (1875)?

nommé général. Ce fut un jour superbe que ce jour de la grande revue; les rues de Paris retentissaient de cris, d'appels de clairons ou de bruits de tambours. Des bataillons, en rangs sur les boulevards, avaient leurs fusils en faisceaux, puis manœuvraient avec un certain ensemble. La place de la Concorde fourmillait de fer. Acclamé et restant calme et grave, trop grave, le général Trochu, à cheval, passait devant ces bataillons, salué par la foule confiante, saluant d'un air élégant et froid. Comme on croyait en lui! Comme on était confiant! Quelle journée de fièvre, par ce beau soleil d'automne! On eût dit quelque chose comme une rayonnante fête de la Fédération, avec des scintillements d'armes et des frissonnements de feuilles. « *Jamais,* disait dans son ordre du jour le gouverneur de Paris, *jamais aucun général d'armée n'a eu sous les yeux le grand spectacle que vous venez de me donner!...* Préparez-vous à souffrir avec constance, — ajoutait-il. — A cette condition, vous vaincrez. »

Paris allait souffrir. Paris voulait souffrir. Il ne vainquit pas cependant. Mais cette victoire promise, du moins il sut la mériter, et Paris ne fut point le coupable.

Durant ce temps, les Prussiens avançaient. Leur marche lente et mesurée n'en paraissait que plus sûre. Le 11 septembre, ils étaient à la Ferté, à six heures du soir. Ils arrivaient presque en même temps à Château-Thierry. Le lendemain, le sous-préfet de Meaux et le général Ryan quittaient Meaux devant eux et partaient pour Lagny, coupant les télégraphes. Le gros des forces ennemies était à Crécy. Le 11, les Allemands s'étaient présentés en même temps devant Soissons, sommant la ville de se rendre, et le commandant de place répondait (menace que nous entendrons tant de fois) qu'il se ferait plutôt sauter. Le 12, des uhlans annonçaient à Provins, pour le lendemain, un corps de 20.000 hommes. Les Bavarois étaient à Vied, à Vaucouleurs, dans la Haute-Marne. L'invasion grossissait, roulant partout ses flots

d'hommes et de chevaux. Le pont de Creil était renversé; les Prussiens arrivaient aux environs de Melun, souvent inquiétés par les francs-tireurs. Le 14 septembre, les chemins de fer de l'Est et du Nord suspendaient leur service au départ de Paris. Le 15, un train de voyageurs était pris par les Prussiens à son arrivée à Senlis. Près de Chantilly, un autre train était assailli par des tirailleurs. Ce même jour, enfin, le 15 septembre, à trois heures vingt minutes du soir, le gouverneur de Paris recevait cette dépêche datée de Vincennes :

« Les uhlans sont, en effet, entre Creteil et Neuilly-sur-Marne.

« A ce dernier point paraît être l'avant-garde de la colonne signalée ce matin.

« Informons et activons tout le monde. »

C'était le premier ennemi signalé presque en vue de Paris. On pouvait maintenant compter les heures qui séparaient la grande ville de l'investissement.

Il était, on le conçoit, de toute nécessité que le gouvernement de la République ne se laissât point tout entier bloquer dans la ville assiégée. Peut-être même eût-il mieux valu que Paris ne fût plus qu'une place forte, une simple citadelle soumise aux droits et aux nécessités sévères du siége. Le gouvernement eût agi hors de la capitale, si bien que, Paris succombant, c'était une place forte non le gouvernement qui tombait. Le gouvernement préféra se scinder en deux. Il délégua à Tours deux de ses membres les moins actifs, M. Crémieux et M. Glais-Bizoin, que l'âge rendait inhabiles à soutenir une aussi redoutable situation. M. Clément Laurier les escortait, réprésentant le ministre de l'intérieur. C'était alors que M. Gambetta eût du quitter Paris. Au lieu du long mois perdu par les deux vieillards, il eût plus tôt et plus fructueusement communiqué sa juvénile ardeur à la France. Mais il semblait, en envoyant le garde des sceaux, M. Crémieux, à

Tours, que le gouvernement de Paris s'inquiétât surtout de garder à Paris ses forces vives. Loin de paraître un secours, la délégation de Tours ressemblait à une mise à la retraite. Vainement M. Crémieux, à son arrivée au siége de la délégation, adressait-il à la France une proclamation vraiment éloquente et pleine d'un patriotisme résolu. C'étaient encore là, non des actes, mais des paroles. *Verba et voces.* Et le temps pressait. Et il fallait agir. Et Paris allait contenir l'ennemi, arrêter le torrent ; mais il fallait, du moins, que la province, d'un élan, courût à la citadelle assiégée. Or, pour soulever, armer, lancer la province au pas de charge, les mains honnêtes de M. Crémieux et celles de M. Glais-Bizoin étaient trop faibles. Le tribun chaleureux de 1848 et l'interrupteur spirituel et mordant de nos assemblées parlementaires étaient déjà paralysés par l'âge. La tâche gigantesque qui leur incombait devait les écraser.

Paris les vit partir sans confiance, la province les vit arriver sans ardeur. A Paris, le peuple commençait déjà à ne vouloir compter que sur lui-même. Ses conseillers les plus autorisés attisaient ses défiances. Il croyait qu'on cachait des chassepots, qu'on hésitait à l'armer. Il voyait partout des espions et des traîtres. La maladie *obsidionale* l'atteignait déjà. Il était résolu à combattre. Il était certain de vaincre, mais impatient, préférant le combat à la discipline, et prêt à donner son sang dans une rencontre, pourvu qu'on ne la lui fît pas trop attendre.

Dès le 4 septembre, l'Internationale avait donné signe de vie. Les journaux du 5, au matin, contenaient les avis qui suivent :

« Le comité de la section de l'Internationale, de Montmartre, se déclare en permanence à partir du lundi 5 septembre, à neuf heures du matin. Tous les citoyens sont priés d'assister à la réunion.

« *Pour le comité délégué,*

« MARÉCHAL »

« La section de l'Internationale de Montmartre convoque tous ses adhérents et tout citoyen à la réunion qui aura lieu ce matin, lundi 5 septembre, à neuf heures, boulevard de Clichy, 4. »

Après avoir déclaré, en juillet, qu'elle aimait la paix, l'Internationale appelait, en septembre, tous les peuples à la guerre, pour défendre, dans la France, la République universelle. Il y avait d'ailleurs, ce me semble, diversité d'opinions. Beaucoup aussi, s'adressant aux travailleurs allemands, demandaient la paix, le désarmement universel, la fraternité des peuples : l'Allemagne allait y répondre par le feu de ses canons Krupp.

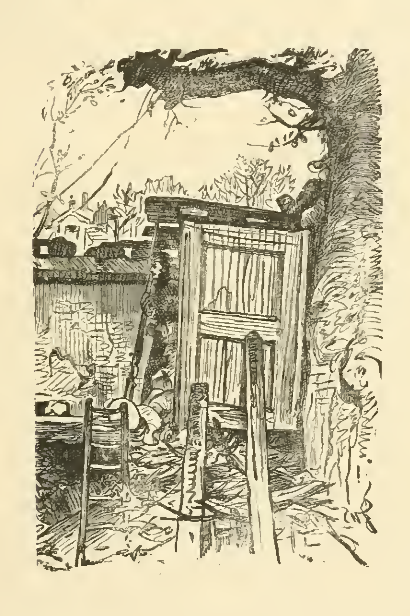
Les réseaux de chemins de fer continuaient à être coupés autour de Paris. Le 16 septembre, la ligne d'Orléans n'allait plus que jusqu'à Athis. Le 17, un détachement prussien passait la Seine à Choisy-le-Roi. Le 18, des colonnes plus nombreuses traversaient le fleuve à Villeneuve-Saint-Georges. La ligne du Havre, la dernière qui fonctionnât, était coupée à Conflans.

Le 19 septembre, le *rapport militaire* signalait l'ennemi à Vitry, à Chevilly, à Clamart, à Bourg-la-Reine, filant par Meudon sur Versailles. Il était à Gonesse aussi, pointant sur Saint-Denis. Des fusillades et des canonnades s'étaient, çà et là, engagées. Le réseau télégraphique de l'Ouest, le dernier qui permît de transmettre et de recevoir des dépêches, était coupé à une heure de l'après-midi. Les Allemands arrivaient par trois côtés à la fois devant la capitale. Deux corps bavarois , la division wurtembergeoise, le corps saxon, la garde prussienne et quatre corps d'armée prussiens s'établissaient presque simultanément devant nos forts. Le soir, la garde républicaine rentrait à Paris après sa tournée extérieure, et prévenait que les trois ponts de Saint-Cloud, Sèvres et Billancourt venaient de sauter.

« Le public, ajoutait le *Rapport,* ne devra pas s'étonner

s'il ne trouve plus de communications télégraphiques affichées ou insérées dans le *Journal officiel.* »

Plus de communications, plus de lettres, plus de dépêches, plus de nouvelles. Paris était supprimé du reste du monde. Une vie nouvelle commençait. Désormais la grande ville était investie.





CHAPITRE II

Retraite de Vinoy. — L'investissement de Paris. — Précautions prises par Napoléon Ier devant Paris en 1815. — L'affaire de Châtillon (19 septembre). — Proclamation de M. Gambetta. — L'anniversaire de la République. — Escarmouches autour de Paris. — M. J. Favre à Ferrières. — M. Jules Favre et M. de Bismarck. — Les prétentions et la haine de l'Allemagne — Rapport de M. J. Favre. — Reprise de Villejuif et des Hautes-Bruyères — Le combat de Chevilly. — État de Paris. — Les journaux. — La chasse aux espions. — Le dimanche 20 octobre : Toul et Strasbourg ont capitulé

Depuis le début de la guerre, on peut dire que la France fut le jouet des optimistes. L'optimisme, dans cette dernière campagne, nous a coûté terriblement cher. On peut affirmer aussi que ceux qui, par leur crédulité ou leur ignorance, ont entretenu dans la nation une confiance irréfléchie, basée sur l'imagination, et non sur l'étude et l'expérience, ont causé autant de mal au pays que ceux-là mêmes (et il furent nombreux, hélas!) qui ont brutalement désespéré de la patrie et qui n'ont pas tout tenté pour la sauver. Les événements auraient dû cependant

singulièrement éclairer ceux qui ne voulaient rien entendre, prêter l'oreille à aucun conseil. Après avoir appelé des *défaites providentielles* les défaites des premiers jours d'août, les optimistes rassuraient, au lendemain de Sedan, avec un étonnant sang-froid, la population de Paris en affirmant gravement que « Paris ne pouvait être investi. » Une cité aussi grande, un petit monde, pour mieux dire, comment feraient les Prussiens pour l'enfermer dans un cercle étroit?

Cette opinion sur l'impossibilité de l'investissement de Paris, nous la retrouverions d'ailleurs formulée par un homme qui, à défaut d'autre vertu, eut cependant le génie de la guerre. Napoléon Ier, dans sa *Correspondance*, prétend, lui aussi, que « Paris ne peut être investi. » Et le Paris de son temps n'était pas encore le vaste Paris d'aujourd'hui.

Paris, malgré ces assurances consolantes, était cependant enfermé dans un cordon étroit « corseté de fer » comme disait alors un écrivain plus pittoresque que sensé. Et pour défendre Paris, la garde nationale ne se trouvait pas encore organisée, les mobiles étaient à peine habitués à marcher au pas. Le gouvernement de la Défense nationale avait eu pourtant une heure de joie lorsqu'on lui apprit que le général Vinoy venait de réussir à se rabattre sur Paris, ramenant non-seulement son corps d'armée de dix mille hommes, mais plus du double de fuyards échappés de Sedan et groupés autour de lui tant bien que mal. Cette retraite de Vinoy partant de Mézières à la nouvelle du désastre de Sedan pour regagner Paris à travers l'Aisne, par Saint-Quentin et Soissons, puis Compiègne, fut une des rares manœuvres de la campagne qui méritent les éloges des tacticiens. La tâche n'était point facile de ramener, en fuyant l'ennemi, ces troupes épuisées, démoralisées, sans discipline, qui, tandis qu'il fallait marcher en silence et à marches forcées, se plaisaient à tirer, sous bois, des coups de feu aux perdreaux ou aux lièvres qu'on faisait lever. Et les uhlans suivaient de près cette

armée incapable de se défendre! Les Prussiens étaient là, presque sur les talons de ces soldats à demi débandés. Pourtant, on évita l'ennemi, et, on peut le dire, on esquiva une nouvelle défaite. Vinoy arriva sous Paris, ramenant tous ses canons. Ses troupes, bientôt reconstituées, allaient former le noyau de l'armée parisienne. Il y avait là deux régiments complets, intacts, le 34e et le 35e, que nous allons retrouver dans chacun des combats futurs; il y avait des zouaves et beaucoup de ces artilleurs qui furent, durant toute la campagne, avant et après Sedan, à Paris comme en province, dignes de tout éloge. A ces forces inespérées, la défense de Paris pouvait ajouter, les plaçant en première ligne, ces canonniers et ces fusiliers marins qui sont maintenant devenus légendaires pour leur courage et leur sang-froid.

Lorsque la terre est envahie, ceux de ses enfants qui servent sur mer descendent au rivage et viennent la défendre. Déjà, lors du premier empire, les désastres impériaux forcèrent Napoléon 1er à appeler à lui l'artillerie de marine. Un parc d'artillerie avait été, en 1815, organisé à Vincennes et le service des batteries confié à l'École polytechnique et à l'artillerie de marine. Il est d'ailleurs intéressant de remonter, par comparaison, aux mesures prises par Napoléon 1er, en vue d'un siége possible de Paris. — Les généraux Haxo et Rogniat avaient été chargés de tracer des redoutes à Montmartre, Ménilmontant, Belleville. A Paris, comme à Lille (voir les lettres de Napoléon à Carnot) l'empereur voulait s'appuyer maintenant sur la garde nationale, même la plus populaire. Je cite ses paroles. « Vous serez les éclaireurs de la garde nationale, » disait-il aux soldats fédérés des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau. Il les organisait ainsi, et l'organisation de la garde nationale en novembre 1870 ne diffère pas beaucoup de la sienne : « Vingt-quatre bataillons de tirailleurs de fédérés de notre bonne ville de Paris, composés des habitants et ouvriers de Paris et de la banlieue qui ne font pas partie de la garde nationale, for-

meront six brigades de quatre bataillons, deux bataillons formant un régiment. »

Dans sa lettre à Davoust, prince d'Eckmühl, ministre de la guerre, il donne encore ses instructions générales pour la défense de Paris (27 mai 1815) et l'organisation des tirailleurs de Sceaux et de Saint-Denis. Il donne ordre de tracer des ouvrages de défense à l'embouchure du canal de Saint-Denis, d'armer Montmartre et la redoute de la barrière du Trône, de confectionner des palissades pour fermer les barrières de la rive gauche de la Seine. Enfin, comme nous l'avons dit tout à l'heure, il conclut en niant la possibilité de l'investissement :

« *Il est impossible que* 150,000 *hommes viennent se placer partout.* »

Et pourtant, au début du dernier siége, les Prussiens n'étaient pas beaucoup plus nombreux que ces 150,000 hommes dont parle Napoléon. On leur donna seulement le temps de développer soigneusement leur cordon d'investissement. Avouons d'ailleurs que le siége de Paris commença mal. Un premier échec donna brusquement à l'ennemi de grands avantages matériels, sans compter la nouvelle force morale que lui communiquait une victoire remportée sous la capitale. La journée de Châtillon fut déplorable pour la suite du siége. Non-seulement elle nous enleva le plateau de Châtillon, position de premier ordre, si facile à défendre, mais elle démontra qu'il fallait, avant de tenter quelque entreprise, donner aux troupes du 13e corps plus de cohésion, et, pour mieux dire, les refaire.

Le 17 septembre, la division d'Exéa, du corps de Vinoy (13e), avait eu avec l'ennemi un engagement où l'avantage nous était resté, et on avait pu reconnaître que les troupes allemandes engagées formaient l'arrière-garde d'un corps qui se dirigeait de Choisy-le-Roi sur Versailles, contournant les positions de Châtillon et de Clamart. Le 18, le général Ducrot, qui, après la journée de

Sedan, s'était échappé des lignes prussiennes [1], occupait avec quatre divisions d'infanterie la ligne des hauteurs de Villejuif à celles de Meudon. Il avait ordonné, le soir, une reconnaissance de cavalerie qui nous apprit le mouvement considérable opéré par l'ennemi.

Il s'agissait d'empêcher, si on le pouvait, les Prussiens de continuer leur marche sur Versailles. Le 19, dès la pointe du jour, le général d'Exéa quitte ses positions, et nos troupes, massées en avant du fort de Montrouge, se déploient bientôt pour soutenir le combat engagé entre les francs-tireurs et les Prussiens.

Tous ces bois des environs de Sceaux, Bagneux, Clamart, étaient encore intacts. On n'avait pris ni la précaution de les brûler, ni celle de les abattre. Notre artillerie les fouillait, les canonnant avec vigueur, mais on pouvait croire que les Prussiens n'avaient point profité, cette fois, des abris naturels, car ils ne ripostaient pas. Ces taillis demeuraient silencieux. Puis, tout à coup, vers sept heures et demie, les canons prussiens répondent aux nôtres, tandis que des fusillades épouvantables accueillent nos soldats engagés, vers Bagneux, dans les clairières. Embusqués derrière les arbres, les Prussiens tiraient dans des masses humaines, et presque à bout portant. Le désordre fut grand. Des bataillons de mobiles s'entre-tuèrent un moment avec des compagnies du 116e de ligne, tandis que les zouaves, formés de débris des régiments des Ardennes, s'enfuyaient en désordre, pris d'une sorte de panique, jetant leurs fusils et

1. En réponse à un article du *Standard*, où M. Ducrot était accusé d'avoir manqué à sa parole et menacé d'être plus tard fusillé s'il était fait de nouveau prisonnier, il raconte lui-même comment, conduit de Sedan à Pont-à-Mousson avec son état-major, il trouva le moyen de s'échapper, sous un costume d'ouvrier, avec M. de Gaston, son officier d'ordonnance, et rentra en France par la voie d'Epinal, après avoir parcouru près de cent kilomètres à pied ou en charrette. M. de Bismarck prit note de cette évasion, pour déclarer qu'on ne pouvait se fier à la parole des officiers français.

entraînant, dans ce mouvement de recul précipité, la plus grande partie de l'armée.

Le régiment de cavalerie, composé de cuirassiers, de carabiniers, de chasseurs, de gendarmes, régiment mêlé et qui, dans son amalgame pittoresque, donnait l'idée mélancolique du peu de forces qui restait à la France, ce régiment tenta d'arrêter la déroute. L'artillerie, superbe pendant cette journée, tenait bon, ripostait aux obus allemands. Mais tout était vain. Les troupes pliaient. Pis que cela, on en vit revenir sur les forts, en rangs, sans avoir donné, et se ruant aux portes comme un troupeau. Du haut de la redoute de Châtillon, brusquement abandonnée par nous, l'artillerie prussienne envoyait ses projectiles sur nos régiments en désordre. Les Prussiens, par bonheur, tiraient un peu trop haut et n'atteignaient point les fantassins, dont ils eussent pu faire un terrible carnage. Beaucoup, sous les balles et les boulets, se couchaient, les laissant siffler sur leurs têtes.

Toute cette armée, ainsi repoussée sans avoir tenu devant l'ennemi, se retirait tumultueusement, tristement, sous le feu des forts de Vanves et de Montrouge. Des soldats éperdus entraient dans Paris, semant l'alarme, parlant du manque de vivres, de munitions. On en vit jeter leurs cartouches dans la Seine. Le point de ralliement était le Champ de Mars. Tout le jour, les quais, la rue de Rivoli, les boulevards de la rive gauche, presque toutes les rues furent sillonnés par des fuyards, porteurs de mauvaises nouvelles. La population se pressait aux portes, silencieuse, pleine d'anxiété, assistant à ce douloureux spectacle, nouveau pour elle : le retour des blessés.

« Ce n'est, après tout, qu'une affaire d'artillerie, disait le général Ducrot après le combat. Cela ne prouve rien. »

Il avait fait enclouer les canons abandonnés dans la

redoute de Châtillon, mais ce point si important, cette situation admirable nous échappait. Déjà les Prussiens couronnaient le plateau et se mettaient à achever nos travaux ébauchés. Toute la plaine qui s'étend de Montrouge à Vanves, les routes qui la traversent étaient désormais commandées par l'ennemi, et la libre circulation du côté de Versailles lui était pour toujours assurée. Il occupait le lendemain, 20 septembre, Versailles et Corbeil.

Cette journée du 19 eût pu avoir sur les troupes et la population une influence plus malheureuse encore. Ce soir-là, Paris, qui, jusqu'alors, avait gardé une sérénité presque joyeuse, celle de l'espoir, se sentit, pour la première fois depuis les dernières semaines, saisi d'une sorte de pressentiment vague, mais sombre. La vérité semblait se dresser devant lui. Dans cette brume automnale des soirs de septembre, on entendait partout le canon gronder. Paris était comme enserré dans une ceinture de feu. Ces détonations sourdes emplissaient de leur grande voix le silence instinctif de la ville immense. Rien, point de bruit que ces canonnades lugubres, ou encore le *qui vive* d'une sentinelle ou le pas d'une patrouille. Dans les terrains vagues, les pelotons de gardes nationaux faisaient, malgré la nuit, l'exercice. Sur le pas des portes, les femmes groupées parlaient tout bas. On se sentait, cette fois, livré à cette chose épouvantable : la guerre ; à cette nécessité dure : le siége. Les femmes de Paris, moins heureuses que les femmes de Sparte, pouvaient, au loin, apercevoir la fumée du camp ennemi.

M. Gambetta, répondant à la fois aux émotions du public et au sentiment de sévère justice, qui voulait que les fuyards de Châtillon fussent punis, fit, dans la soirée, apposer l'affiche qui portait la proclamation suivante :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Ministère de l'Intérieur.

Citoyens,

Le canon tonne. Le moment suprême est arrivé.

Depuis le jour de la révolution, Paris est debout et en haleine. Tous, sans distinction de classes ni de partis, vous avez saisi vos armes pour sauver à la fois la ville, la France et la République.

Vous avez donné, dans ces derniers jours, la preuve la plus manifeste de vos mâles résolutions; vous ne vous êtes laissé troubler ni par les lâches, ni par les tièdes; vous ne vous êtes laissé aller ni aux excitations, ni à l'abattement: vous avez envisagé avec sang-froid la multitude des assaillants.

Les premières atteintes de la guerre vous trouveront également calmes et intrépides, et si les fuyards venaient, comme aujourd'hui, porter dans la cité le désordre, la panique et le mensonge, vous resteriez inébranlables, assurés que *la cour martiale qui vient d'être instituée par le gouvernement pour juger les lâches et les déserteurs,* saura efficacement veiller au salut public et protéger l'honneur national.

Restons donc unis, serrés les uns contre les autres, prêts à marcher au feu, et montrons-nous les dignes fils de ceux qui, au milieu des plus effroyables périls, n'ont jamais désespéré de la patrie!

Paris, 19 septembre 1870.

Le membre du gouvernement de la Défense nationale, délégué au département de l'intérieur,

LÉON GAMBETTA.

Le général Trochu prenait, lui aussi, la parole, et dé-

clarait, à propos de l'*inqualifiable panique* des zouaves, qu'il était « fermement résolu à mettre fin à de si graves désordres. » Tous les défenseurs de Paris, gardes nationaux, gardes mobiles, troupes en garnison à Paris, avaient dès lors pour devoir de saisir les hommes isolés, soldats de toutes armes en état d'ivresse ou répandant la terreur dans la cité. Ces soldats arrêtés devaient être conduits à l'état-major de la place, 7, place Vendôme, et traduits devant les conseils de guerre. On vit de ces malheureux et misérables soldats, ainsi promenés par les rues, la visière du képi tombant sur la nuque, la capote retournée, et portant sur le dos, comme un condamné sa sentence, ces mots : *lâche* ou *déserteur*.

Le lendemain, 20 septembre, le gouvernement répétait encore une fois que toute sa politique se formulait en ces termes : *Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses*. La nouvelle venait précisément de se répandre que M. Jules Favre s'était rendu au quartier général prussien, et l'opinion publique ne voyait pas sans émotion cette démarche. La déclaration nouvelle du gouvernement avait pour but de rassurer le public en lui rappelant les bases possibles d'une transaction avec la Prusse.

Le 21 septembre était le jour anniversaire de la proclamation de la première République. Souvenir à la fois patriotique et poignant. A soixante-dix-huit ans de distance, la France demandait son salut à cette forme de gouvernement qui seule met la nation dans la libre possession d'elle-même et de ses forces tout entières. L'image superbe de ceux qui avaient autrefois, non-seulement sauvé, mais fait, mais créé la patrie, apparaissait au seuil de la République nouvelle, comme pour enseigner le vrai devoir. Comme en 92, la France était envahie et devait chasser l'étranger. Comme en 92, un ennemi farouche s'acharnait sur cette proie vivante, et parlait de la dépecer. Comme en 92, il fallait vaincre, sous peine de mourir ou d'abdiquer, ce qui est une autre

façon de périr. Mais en 1870, la France ne se trouvait pas, comme en 92, au lendemain de ce lumineux dix-huitième siècle qui avait fait, par Voltaire, Diderot, Condorcet et tant d'autres, de notre patrie la nation la plus éclairée et par conséquent la plus forte du monde. Encore un coup, l'empire avait usé presque tous les ressorts de ce grand peuple. Le ministre de l'intérieur se montrait d'autant plus patriote lorsqu'il rappelait à toutes les mémoires, à propos de cette date du 21 septembre, l'œuvre défaite par l'empire, l'œuvre de ces pères de la patrie qui avaient rendu la France grande par l'idée, puissante par les armes, invincible par ses frontières :

Citoyens,

C'est aujourd'hui le 21 septembre.

Il y a soixante-dix-huit ans, à pareil jour, nos pères fondaient la République, et se juraient à eux-mêmes, en face de l'étranger qui souillait le sol sacré de la patrie, de vivre libres ou de mourir en combattant.

Ils ont tenu leur serment; ils ont vaincu, et la République de 92 est restée dans la mémoire des hommes comme le symbole de l'héroïsme et de la grandeur nationale.

Le gouvernement installé à l'Hôtel-de-Ville, aux cris enthousiastes de : « Vive la République! » ne pouvait laisser passer ce glorieux anniversaire sans le saluer comme un grand exemple.

Que le souffle puissant qui animait nos devanciers passe sur nos âmes, et nous vaincrons.

Honorons aujourd'hui nos pères, et demain sachons, comme eux, forcer la victoire en affrontant la mort.

Vive la France! vive la République!

Paris, le 21 septembre 1870.

Le ministre de l'intérieur,
LÉON GAMBETTA.

Cependant, autour de Paris, les petits combats se multipliaient çà et là, et nos jeunes troupes s'habituaient au feu. Tandis que les Prussiens occupaient Bondy et massaient au Raincy leur artillerie, le général de Bellemare, commandant à Saint-Denis, était contraint de laisser accomplir à l'ennemi l'établissement de ses batteries à la butte Pinson, pendant que notre batterie de Saint-Ouen protégeait la presqu'île de Gennevilliers. Les forts de Montrouge, de Bicêtre et d'Issy tenaient à distance les avant-postes prussiens. Mais, après le combat de Châtillon, les Allemands, possesseurs de tout le terrain qui va des forts à Châtillon, s'étaient avancés jusqu'à Villejuif et l'avaient occupé. La position était certes excellente. Du haut de la montée de Villejuif, la ville apparaît en quelque sorte à portée de canon. Tout le quartier de la Maison-Blanche se découpe à l'horizon, surmonté par des clochers qui émergent de l'entassement de constructions. Le dôme du Panthéon dresse hardiment sa coupole sur ces masses, et les Prussiens pouvaient apercevoir déjà la ligne de l'enceinte et l'entrée de Paris. En revanche, ils se trouvaient directement sous le feu de nos forts, et, à ce point de vue, la position pour eux n'était point sans danger.

Du côté de Saint-Germain, l'ennemi, occupant Chatou, établissait un pont à Port-Marly, et s'installait dans la plaine du Vésinet. Devant Charenton, il se trouvait en forces à Mesly et Mont-Mesly. Le côté de Paris le plus menacé, le seul menacé, à vrai dire, c'était donc la Maison-Blanche, et il importait d'enlever aux Prussiens la position de Villejuif. On allait bientôt tenter l'entreprise, et le public était encore sous l'impression de léger abattement, ou, pour être plus juste, de tristesse accablée que lui avait causée l'échec de Châtillon, lorsqu'un incident nouveau vint rallumer soudain les colères, exaspérer les patriotiques ferveurs et ranimer les courages. Le *Journal officiel* du 22 septembre contenait la note suivante :

« Avant que le siége de Paris commençât, le ministre des affaires étrangères a voulu connaître les intentions de la Prusse jusque-là silencieuse.

« Nous avions proclamé hautement les nôtres au lendemain de la Révolution du 4 septembre.

« Sans haine contre l'Allemagne, ayant toujours condamné la guerre que l'empereur lui a faite dans un intérêt exclusivement dynastique, nous avons dit : Arrêtons cette lutte barbare qui décime les peuples au profit de quelques ambitieux. Nous acceptons des conditions équitables. Nous ne cédons ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses. La Prusse répond à ces ouvertures en demandant à garder l'Alsace et la Lorraine par droit de conquête.

« *Elle ne consentirait même pas à consulter les populations ; elle veut en disposer comme d'un troupeau.*

« Et quand elle est en présence de la convocation d'une assemblée qui constituera un pouvoir définitif et votera la paix ou la guerre, la Prusse demande comme condition préalable d'un armistice l'occupation des places assiégées, le fort du Mont-Valérien et la garnison de Strasbourg prisonnière de guerre.

« Que l'Europe soit juge !

« Pour nous, l'ennemi s'est dévoilé. Il nous place entre le devoir et le déshonneur ; notre choix est fait.

« Paris résistera jusqu'à la dernière extrémité. Les départements viendront à son secours, et, Dieu aidant, la France sera sauvée.

« Le ministre des affaires étrangères s'occupe de rédiger une relation détaillée de son voyage au quartier général prussien. »

Quelques-uns ont blâmé, avec une certaine amertume, la démarche de M. Jules Favre auprès du chancelier de la Confédération du Nord et du roi de Prusse Il appartient à l'histoire, calme et apaisée, de rendre aux actions des hommes leur véritable physionomie. Eh bien ! qui niera, de bonne foi, que la relation du voyag

de M. Jules Favre à travers les lignes prussiennes n'ait enflammé plus d'un cœur et soulevé plus d'une généreuse colère, lorsqu'on la lut pour la première fois ? On a dit que le ministre des affaires étrangères était allé implorer la pitié du vainqueur. Non ! crédule et confiant, il était allé faire appel à sa justice. Qu'on relise, après des années, le rapport qu'il adressa, une fois de retour, à ses collègues ou plutôt à la France; on n'y verra que ce qu'on y vit au moment de l'apparition de cette pièce capitale, devenue historique du jour au lendemain : la douleur profonde du patriote, unie à la faiblesse du diplomate.

Quant à la démarche même, non-seulement M. Jules Favre pouvait, mais il devait la faire, en demeurant dans son programme énergique : ne céder ni une motte de terre, ni un brin de paille d'un hameau français. Pour les forteresses, si la Prusse l'eût voulu, si elle eût compris son intérêt éternel, et non écouté son appétit immédiat, qui se fût récrié au cas où l'ennemi nous eût demandé le démantèlement de quelques places fortes de l'Est ? Il était bien évident, quoi qu'en ait pu penser ou dire M. de Bismarck, que si la Prusse n'eût pas abusé de sa victoire, la guerre de 1870 devenait la dernière guerre entre l'Allemagne et la France. L'idéal du peuple français était, depuis de longues années, la paix. Il avait fallu l'exaspérer et l'affoler, il avait fallu lui mentir pour le jeter dans cette guerre des bords du Rhin. A coup sûr, si l'empire une fois battu par la Prusse, la Prusse n'eût pas rendu la France responsable, la haine, qu'il faut aviver, garder, entretenir maintenant, se fût éteinte. Les deux peuples, le pays de Gœthe et celui de Diderot, fussent devenus amis. Le gouvernement du 4 septembre, composé d'hommes qui avaient en juillet protesté contre la guerre, pouvait, certes, en septembre, protester encore contre la continuation de la guerre. M. Jules Favre faisait partie de cette opposition qui seule, disait M. de Bismarck lors de la déclaration belliqueuse de M. de

Gramont, *avait conservé son bon sens dans la Chambre française*. Il avait donc le droit de demander la fin d'une lutte qu'il avait voulu empêcher au début.

Un diplomate étranger facilita au gouvernement de la Défense nationale les premiers pourparlers avec le gouvernement prussien. L'ex-impératrice avait essayé d'attendrir le czar, qui brisait sa coupe, dans un festin, en signe de la joie qu'il éprouvait de la capitulation de Sedan. Les bonapartistes ont même depuis essayé de faire croire que l'empereur de Russie était prêt à garantir l'intégrité territoriale de la France, si la France conservait l'empire. Le fait est absolument faux, et non-seulement faux, mais impossible. Encore une fois, l'humeur du czar était toute prussienne. Laissons les partisans de la restauration impériale inventer ces mensonges intéressés.

On trouvera plus loin, dans son entier, le récit de la conférence qui eut lieu à Ferrières entre M. Jules Favre et M. de Bismarck. Ce voyage du représentant de la République à travers les routes sillonnées d'ennemis, les campagnes ravagées, les villages pillés, les maisons vides, restera, en dépit de tout, comme une des pages accusatrices qui pèseront le plus lourdement sur la mémoire de la Prusse, de ses diplomates et de ses chefs.

A coup sûr, s'il y avait un homme qui ne fût point fait pour tenir tête à M. de Bismarck, c'était M. Jules Favre. Homme de sentiment, peu pratique, habitué à plaider les affaires plutôt qu'à les étudier, n'ayant fait jamais que de la politique théorique et des harangues, M. Jules Favre allait se heurter contre un adversaire terriblement dangereux et le mieux fait pour triompher de la sentimentalité de son adversaire. Ce reître-diplomate, semi-politique et semi-guerrier, vrai baron du moyen âge tenant à la gorge le monde moderne, cet homme du fait et de la force, M. de Bismarck, ne devait rien comprendre aux paroles émues et douloureuses de celui qui se faisait l'avocat de la patrie. Ou plutôt il

comprenait qu'il était facile de triompher de l'orateur, et ses gouailleries sinistres ou ses affirmations implacables devenaient bientôt comme la hache des discours de Jules Favre.

Que si celui-ci montrait à l'homme d'État son désir de paix, sans compter le droit nouveau et le progrès des mœurs, le chancelier répondait sans pitié en réclamant quelqu'une de ces conditions humiliantes qui, écrit M. Jules Favre, le faisaient bondir de douleur. Pour donner à la France le temps de nommer une Assemblée nationale, M. de Bismarck exigeait l'occupation de Strasbourg, de Toul et de Phalsbourg, qui résistaient si fièrement, et il réclamait en outre la reddition d'un fort dominant Paris, le Mont-Valérien par exemple. On n'a pas oublié ces prétentions barbares qui stimulèrent tout ce qui gardait du patriotisme en France, aussi vivement que l'avait fait jadis l'insolent manifeste de Brunswick insultant nos pères.

Ajoutez que le chancelier de la Confédération du Nord traitait cette épouvantable chose qui s'appelle la guerre d'invasion, avec un sans-façon bien fait pour déconcerter et pour navrer une âme française. Le bohême du temps passé reparaissait sous le diplomate et le soldat. Ne se trouvant pas en présence d'un de ces tempéraments solides, tels que celui de M. Pouyer-Quertier, qui devait tenir tête plus tard à M. de Bismarck en buvant comme lui ses mélanges bizarres de vin de Constance et de limonade, le chancelier traitait M. Jules Favre avec une sévérité railleuse dissimulée sous une politesse affectée. « Pour prendre Paris, disait-il en souriant, *nous ferons tout ce qu'il faudra!* » Il essayait encore de démontrer à M. Jules Favre que Paris ne pouvait tenir, soit en présence de la famine, à cause de la quantité des blessés peu enclins à souffrir que contient la ville, soit en présence des bombes ou du blocus, à cause de la fermentation des partis extrêmes et de ce qu'il appela *la populace.*

On se souvient de la réponse que fit Paris à cette injure. Il donna raison à M. Jules Favre en maintenant jusqu'à la fin du siége la paix intérieure. Un canon fut fondu, portant ce nom, *la Populace*, pour répondre par ses boulets au mot sanglant de M. de Bismarck.

L'entrevue de Ferrières n'aboutit pas et ne pouvait aboutir. M. Jules Favre ignorait, en allant au quartier général prussien, qu'il se rendait au-devant de nos ennemis les plus implacables ; il ignorait que depuis cinquante ans, cette race dure et solide nourrissait contre nous une inextinguible haine. A considérer cette entrevue sous son jour véritable, ce ne sont pas deux hommes, ce sont deux systèmes, deux civilisations, deux philosophies qui se rencontrent. Il semble que l'hégélianisme réponde brutalement au sentimentalisme. Waterloo n'avait pas étanché la soif de vengeance qui tenait à la gorge les Allemands depuis Iéna. Un autre homme que M. Jules Favre, un homme qui eût un peu connu l'esprit de l'Allemagne, son tempérament et surtout le tempérament prussien, ne se fût pas étonné des réponses de M. de Bismarck, et surtout n'eût point parlé à un personnage aussi pratique que M. de Bismarck le langage du sentiment. M. de Bismarck fit à M. Jules Favre le tableau de la rivalité séculaire de l'Allemagne et de la France. Selon lui, la volonté bien arrêtée de la nation française était d'envahir l'Allemagne et de lui arracher une partie de son territoire. Depuis Louis XIV jusqu'à Napoléon III, dit M. de Bismarck, les tendances de la France n'ont point changé. Les paroles du chancelier n'étaient d'ailleurs que la traduction polie et singulièrement affaiblie de tous les lieux communs haineux vomis contre nous par cette littérature allemande atteinte de *gallophagie,* et dont se moquait Henri Heine et s'irritait Ludwig Bœrne.

Nous avions oublié depuis longtemps ces vieilles haines. Les Allemands les attisaient toujours. Elles couvaient dans leur sein, comme grandira dorénavant, chez

nous, la haine sainte qui refera la France. Leurs poëtes, leurs écrivains, leurs orateurs s'étaient voués à cette culture de la colère germanique contre la France. Tout ce qui était le passé était échafaudé contre nous. L'incendie du Palatinat, les déprédations de Mélac, les victoires de Turenne, l'Allemagne n'avait rien oublié. *Mélac,* c'est encore le nom que les bouchers donnent là-bas à leurs chiens. Voilà ce qui nous fait aujourd'hui bondir le cœur. L'Allemagne savante, l'Allemagne éclairée, l'Allemagne que nous aimions a travaillé par ses paradoxes scientifiques à déchaîner sur nous l'Allemagne brutale et soldatesque. L'ambition germanique était, comme une plante, entée sur sa jalousie séculaire. Un de leurs chantres patriotiques, *mangeur de Français* autant que le rustre Menzel, l'énergique et sauvage Maurice Arndt, s'écrie dans un poëme célèbre, la *Patrie de l'Allemand :*

« Quelle est la patrie de l'Allemand? Est-ce la Prusse? Est-ce la Souabe! Sont-ce les rives du Rhin où fleurit la vigne? Sont-ce les rivages du Belt, où la mouette décrit les courbes de son vol? Oh ! non, oh ! non, sa patrie doit être plus grande!... Aussi loin que la langue teutonne résonne et élève ses chants à Dieu dans le ciel, c'est là, cette patrie; brave Teuton, tout cela est à toi. Elle est là la patrie du Teuton, où la pression de la main vaut un serment, où la bonne foi brille dans le clair regard de l'œil, où l'amour siége dans le cœur qu'il réchauffe, où le clinquant des Welches disparaît au vent de la colère, où tout Français est un ennemi : voilà cette patrie, voilà toute la terre du Teuton... »

Sous une forme plus diplomatique et plus hypocritement polie, l'entretien de M. de Bismarck concluait aux mêmes folies que le poëme de Arndt. M. Jules Favre se sentit à la fois indigné et écrasé en présence de cet homme. Il n'a pas craint de déclarer qu'il avait détourné ses yeux pleins de larmes des yeux bleus et ironiques de M. de Bismarck. « Je me détournais pour dévorer les

larmes qui m'étouffaient... » Plus tard, on a fait de ce moment de faiblesse ou d'émotion un crime irrémissible à M. Jules Favre. « Est-ce que Danton pleurait? » s'est-on écrié. Certes, il pleurait quand sa patrie était traînée sur la claie, et quand il voyait près de périr cette république à laquelle il donna son sang. Une légende arabe conte qu'au premier homme frappé par la douleur, le Créateur donna comme talisman deux gouttes de rosée. « Quand elles perleront dans tes yeux, ton cœur, dit-il, sera soulagé. » Il y a plusieurs sortes de larmes, et beaucoup sont sacrées; mais si les larmes d'un fils sur sa mère morte sont touchantes, qui osera nier qu'un patriote ait le droit de pleurer sur sa patrie près de mourir?

Aussi bien, au moment où Paris lut le récit de l'entrevue de Ferrières, nul ne songea à trouver ridicules ces larmes, dont la satire devait s'emparer par la suite. On partageait non-seulement l'indignation, mais l'émotion de l'homme qui venait de rencontrer un tel accueil chez notre implacable vainqueur. La publication du récit de l'entrevue fut un énergique stimulant pour la défense. Entre le déshonneur et la lutte, les plus timides, relevant le front, déclarèrent bien haut qu'il fallait combattre. Paris tout entier, manifestant sa pensée par les clubs, les journaux, les propos de la rue, devant les mairies, dans les groupes, n'eut plus qu'un mot d'ordre : Au combat!

La relation d'une telle réception par M. de Bismarck eut un effet si grand, non-seulement en France, mais en Europe, que le chancelier eut besoin, pour l'amortir, de rédiger une réponse que publia bientôt le *North German Correspondant*. C'est là que, caractérisant ironiquement l'entretien de Ferrières de *conversation académique,* M. de Bismarck essaya de faire croire, en même temps, que le gouvernement républicain ne voulait pas sincèrement la paix et tenait à continuer la lutte. M. Jules Favre répliqua avec hauteur dans une circulaire aux représentants diplomatiques de la France et, devant l'attitude impla

cable de l'ennemi : « Eh bien ! dit-il, nous acceptons devant l'histoire la responsabilité de notre refus. Ne pas s'opposer aux exigences de la Prusse eût été à nos yeux une trahison. J'ignore quelle destinée la fortune nous réserve. Mais ce que je sens profondément, c'est qu'ayant à choisir entre la situation actuelle de la France et celle de la Prusse, c'est la première que j'ambitionnerais. J'aime mieux nos souffrances, nos périls, nos sacrifices, que l'inflexible et cruelle ambition de notre ennemi. J'ai la ferme confiance que la France sera victorieuse. Fût-elle vaincue, elle resterait encore si grande dans son malheur, qu'elle demeurerait un objet d'admiration et de sympathie pour le monde entier. Là est sa force véritable, là sera peut-être sa vengeance. »

La France était donc, une fois encore, contrainte à la guerre. Il fallait se battre pour le salut et pour l'honneur. Comme si l'insolence prussienne devait appeler aussitôt une riposte de l'audace française, le lendemain du jour où Paris avait eu connaissance des prétentions de M. de Bismarck, la division Maud'huy, après avoir occupé, la veille au soir, le Moulin-Saquet et le village de Vitry, attaqua, dès l'aube du 23 septembre, le village de Villejuif, puis, à droite du village, la redoute en terre qui devait dès lors devenir célèbre sous le nom de *redoute des Hautes-Bruyères*. Les Prussiens, débusqués du cimetière de Villejuif, couvrirent bientôt la redoute et les positions que nous avions prises de projectiles, obus et boîtes à balles. Ils tiraient d'assez près, à 800 mètres. Plus d'une fois, nos artilleurs, arrivés sur la redoute, se retirèrent sous cette pluie de fer, mais pour revenir bientôt, traînant leurs mitrailleuses, et pour arrêter par leur feu les Prussiens, au moment où ceux-ci faisaient, essayant de reprendre leurs positions, un retour offensif. Ce redoutable combat d'artillerie, qui nous coûta des pertes insignifiantes, dut être sanglant pour les Prussiens, et, cette fois, l'avantage nous resta d'une façon incontestable. Jusqu'à la fin du siége, Villejuif et les Hau-

les-Bruyères, où l'on exécuta rapidement des travaux et des casemates, allaient demeurer en notre pouvoir.

Ce brillant combat, dont la portée fut aussitôt fantastiquement grossie par l'imagination publique, qui ne parlait de rien moins que de dix mille Prussiens tués ou blessés, rendit à l'armée une assurance qu'elle n'avait plus. L'artillerie des forts avait pris part à la lutte et soutenu nos colonnes avec succès. Le même jour, le fort de Nogent canonnait l'ennemi dans la direction de Bry-sur-Marne, et l'amiral Saisset, à la tête de fusillers marins et des éclaireurs de la Seine (colonel Lafon), poussait une reconnaissance jusqu'à 400 mètres du Bourget, après avoir repoussé les Prussiens établis à Drancy.

N'était-ce point là le système qu'il fallait suivre, système d'escarmouches journalières, de petits combats continuels, d'attaques, de reconnaissances, de mouvements répétés et de harcèlement? Pourquoi le général Trochu ne suivit-il pas cette tactique inaugurée avec succès à Villejuif, et presque en même temps à Pierrefitte, par les soldats du général de Bellemare?

Jusqu'au 30 septembre, jour où eut lieu le combat glorieux, mais inutile, de Chevilly, les journées se passèrent ainsi en petites fusillades, en reconnaissances, et même en accalmies singulières. Le 30 au matin, nos troupes, massées dans la nuit derrière les forts d'Ivry, de Bicêtre et de Montrouge, s'ébranlèrent vers les villages de l'Hay, Chevilly et Thiais, qu'avaient crénelés les Prussiens. Tandis que la colonne du général Blaise (de la division Maud'huy) pénétrait jusqu'à Thiais, le général Guilhem, à la tête du 35e et du 42e de ligne, s'emparait de Chevilly, refoulant les Prussiens. La ligne de bataille s'étendait jusqu'à Creteil, où combattait la division d'Exéa. Le combat commençait, comme toujours, par un avantage, et on pouvait espérer que nous parviendrions à couper sur ce point les communications de l'ennemi avec Versailles, lorsque, devant les réserves pro-

fondes qu'il mit en ligne, il fallut céder, battre en retraite, perdre les positions si bravement conquises.

Le rapport officiel français estime les masses de l'ennemi à 30.000 hommes. En supposant que ce nombre ne soit pas exagéré, n'est-il point attristant de voir que nos troupes engagées n'avaient point de réserves derrière elles? «Mais les bonnes troupes manquaient, » dira-t-on. Les jeunes troupes surent pourtant montrer qu'elles savaient combattre. Pendant que le 89e de ligne et le 15e bataillon de chasseurs à pied emportaient, maison par maison, le village de l'Hay, les mobiles de la Vendée recevaient vaillamment le baptême du feu. Devant Chevilly, le 35e de ligne avait marché en tête à l'attaque, et, repoussant les Prussiens de leur première ligne de fortifications, il allait emporter le parc du château qui formait la seconde, lorsque la retraite sonna. Les chasseurs d'Afrique protégèrent vaillamment cette retraite en chargeant l'ennemi.

Le rapport officiel français contient un fait douloureux à propos de ce combat, où nos troupes combattirent si vaillamment. « La division Blaise, dit-il, s'emparait, dans le village de Thiais, *d'une batterie de position qui n'a pu être enlevée, faute d'attelage.* » Ainsi, le manque de précautions, le dépourvu, la désorganisation continuaient. Ce simple fait en donne une triste et éloquente idée.

Le général Guilhem était tombé dans la mêlée, au premier rang de ses soldats. Son frère ayant été réclamer son corps au camp prussien, les Allemands vinrent soigneusement remettre le cadavre, enfermé dans un cercueil couvert de fleurs. Cette affectation d'honneurs militaires rendus au vaincu est un des traits du caractère germain, à la fois implacable et servile. Quelques jours après, aux obsèques du général Guilhem, le général Trochu ne devait, par extraordinaire, dire que quelques mots :

« Messieurs, à l'heure présente, l'appareil de la mort

n'a rien qui doive nous effrayer. Notre devoir, pour la plupart, notre avenir pour tous est là... Les phrases de convention et de convenance seraient déplacées; je ne dirai qu'un mot devant ce cercueil : le général Guilhem a bien vécu, il s'est bien battu et il est mort en brave. Messieurs, je le recommande à votre souvenir. »

Le résultat du combat de Chevilly n'était pas tout à fait négatif en ce sens qu'il donnait au soldat confiance en lui-même et lui prouvait que les Prussiens n'étaient pas invincibles. L'opinion publique prit d'ailleurs ces rencontres pour des victoires, et Paris s'habitua de la sorte au bruit du canon et à la vue du sang versé. L'attitude de la ville tout entière était d'ailleurs digne d'éloges. Paris semblait déjà retrempé et s'habituait à vivre ainsi dans son isolement superbe, sans plaisirs, sans joies, sans théâtres, mais non sans travaux et sans devoirs. De tout ce qui avait fait jadis sa vie facile et gaie, rien ne restait. La vie frivole était devenue presque austère. Plus de spectacles : une ordonnance de M. de Kératry, préfet de police, en avait exigé la fermeture. Rien ne restait à Paris de ses habitudes d'autrefois, que les réunions publiques et les journaux; journaux d'actualité pour la plupart et de renseignements plutôt que de doctrines. *Le Républicain, les Nouvelles, la Défense nationale, le Peuple souverain* se vendaient dans les rues, annonçant chaque matin ou chaque soir des événements fantastiques. Il fallut défendre aux crieurs d'annoncer ainsi tout haut des victoires qui n'existaient pas. D'autres feuilles, comme *la Patrie en danger*, s'exerçaient à une critique fort acerbe. M. Félix Pyat publiait un journal encadré d'un filet noir, qu'il appelait *le Combat* : « Aujourd'hui l'arme, disait-il, demain l'outil ! le « sol avant la gerbe ! la patrie avant la vie ! la France « avant tout ! Même cri que nos pères ! la France ou la « mort. » — Avant peu, il allait substituer à ce mot sacré : la France, le mot d'ordre nouveau : la Commune, et, s'adressant aux gouvernants de Paris, s'écrier :

« Nous la voulons, nous l'aurons avec vous ou sans « vous, et, s'il le faut, contre vous. »

Cette menace répondait au décret du ministre de l'intérieur, M. Gambetta, qui, après la démarche de M. Jules Favre à Ferrières, et en réponse aux prétentions prussiennes, avait répliqué en déclarant que la France acceptait la lutte à outrance qu'on la contraignait à faire, et que toutes élections municipales et pour l'Assemblée constituante étaient, en présence de la nécessité, suspendues et ajournées. Cette même proclamation de Gambetta annonçait en même temps que, déjà, en avant d'Orléans, des troupes nouvelles, commandées par le général de Polhès, harcelaient l'ennemi sans relâche. Paris investi ne communiquait déjà plus avec la France qu'à l'aide de ces ballons qui s'envolaient loin de la ville assiégée et portaient à la province les nouvelles des combattants. La terre manquait à Paris. Paris prenait possession de l'air libre.

Dans l'intérieur de la cité, un ordre régnait, surprenant; une unanimité de battements de cœur agitait cette population, mêlée d'éléments si divers. La promiscuité du rempart, des gardes au bastion, les nuits passées dans les baraquements faisaient disparaître, pour quelque temps, les inégalités sociales. On peut dire que des millions d'êtres n'avaient alors qu'une haine : celle de l'étranger. Cette haine se manifestait dans toutes les occasions, éclatait, devenait une idée fixe pour la population parisienne qui, parfois même, poussait trop loin ses soupçons ou son zèle. Une sorte de fièvre particulière semblait en effet, nous l'avons dit, s'être emparée de la majorité des gens qui partout voyaient, par exemple, des espions prussiens. Certaines feuilles avaient raconté sur l'espionnage allemand des histoires si romanesques, qu'à Paris chacun se croyait environné de traîtres; suivi de loin par des yeux d'Argus. Il suffisait que, la nuit venue, une lumière apparût au haut d'une mansarde pour que les passants de la rue y vissent un signal, et qu'un pi-

quet de gardes nationaux montât aux renseignements aussitôt. Que de gens arrêtés sur leur mine, traînés au poste et insultés !

Paris, d'ailleurs, malgré ces troubles en quelque sorte cérébraux, était confiant et vraiment fait pour exciter l'admiration. Capoue ressemblait à Sparte. Il espérait, il se fiait, ce grand Paris, à la destinée de la Patrie ; il lui semblait que jusqu'à lui venait à travers le vent l'écho de Strasbourg qui résistait encore et de Metz qui devait résister toujours. Phalsbourg, Toul, les villes assiégées, lui semblaient rayonner au loin, dans la flamme du combat. Il défiait l'ennemi de les prendre, lorsqu'un soir, un dimanche, — c'est le dimanche, presque toujours, que, durant cette guerre, les mauvaises nouvelles tombèrent sur Paris comme des coups de foudre, — un dimanche, le 2 octobre, il apprit que Toul avait été contraint de se rendre et que Strasbourg, l'héroïque Strasbourg, la capitale, la tête et le cœur de l'Alsace, avait capitulé. Strasbourg pris, c'était une province tout entière qui passait aux mains du vainqueur. Cette image sinistre du drapeau à aigle noir remplaçant sur le vieux Munster bombardé le drapeau tricolore, apparut à tous les yeux. Vainement M. Gambetta promit à Paris l'honneur de la vengeance. Paris, ce jour-là, fut en deuil, morne, sombre et frappé.

« Citoyens, s'écriait le ministre dans la proclamation affichée sur les murailles, le gouvernement vous doit la vérité, sans détours, sans commentaires. Les coups redoublés de la mauvaise fortune ne peuvent plus déconcerter vos esprits ni abattre vos courages. Vous attendez la France, mais vous ne comptez que sur vous-mêmes. Prêts à tout, vous pouvez tout apprendre : Toul et Strasbourg viennent de succomber. Cinquante jours durant, ces héroïques cités ont essuyé avec la plus mâle contenance une véritable pluie de boulets et d'obus. Épuisées de munitions et de vivres, elles défiaient encore l'enne-

mï. Elles n'ont capitulé qu'après avoir vu leurs murailles abattues crouler sous le feu des assaillants. Elles ont en tombant, jeté un regard vers Paris pour affirmer une fois de plus l'unité et l'intégrité de la patrie, l'indivisibilité de la République, et nous léguer, avec le devoir de les délivrer, l'honneur de les venger.

« Vive la France! Vive la République! »

Le devoir de délivrer et l'honneur de venger Strasbourg restent les mêmes aujourd'hui qu'au 2 octobre 1870. C'est la tâche de la France libre et de la génération nouvelle. Le soir du jour où Paris apprit la capitulation, des groupes attristés, silencieux, recueillis, se rendirent encore devant la statue de Strasbourg, mais comme on irait s'incliner devant une tombe. C'était un mausolée, cette fois, que l'image de la cité martyre, et les drapeaux l'enveloppaient de leurs plis qui ressemblaient à des lambeaux de suaires. Le gouvernement décrétait, le lendemain, que la statue de Strasbourg serait coulée en bronze. Elle demeure en pierre. Et qu'importe! Gardons ce bronze pour fondre les canons qui délivreront Strasbourg.





CHAPITRE III

L'Alsace. — Les prétentions allemandes. — Blocus de Strasbourg. — Le général Uhrich. — M. de Beyer et M. de Werder. — Bombardement de la ville. — Le préfet de l'empire M. Pron. — Les délégués de Berne apportent des nouvelles. — La République — M. Küss et M. Valentin. — La capitulation. — Coup d'œil sur la ville assiégée. — Résistance héroïque de Toul. — La garde mobile de Nancy. — Toul bombardée capitule.

En parlant de cette ville de Strasbourg, qu'il appelait *la clef de la maison* de son Allemagne, M. de Bismarck avait dit à M. Jules Favre, le 19 septembre : « La ville va tomber entre nos mains, ce n'est plus qu'une affaire de calcul d'ingénieurs. » Depuis le 12 août 1870, Strasbourg était investie ; elle était bombardée, écrasée depuis le 15 août. Depuis quarante jours, les obus pleuvaient sur les maisons en ruines, incendiant les monuments les plus admirables et broyant les êtres les plus innocents, jetant les cadavres d'enfants sur les décombres des chefs-d'œuvre anéantis. Quelle honte ! quelle stupi-

dité carnassière ! La Prusse affirmait les droits qu'elle prétendait avoir sur l'Alsace, en couvrant cette Alsace de débris et de sang.

Il semble que les provinces frontières de France aient, plus que toutes les autres, l'amour profond, absolu de la patrie. Les véritables foyers de ce patriotisme qu'il ne faut point laisser perdre dans un vague idéal d'universelle communauté, se retrouvent plus ardents, plus vivaces que partout ailleurs dans ces contrées, qui forment comme l'avant-garde d'une nation, et se trouvent plus souvent en contact avec l'étranger. Le patriotisme de l'Alsace, patriotisme sans phrases, humble et résolu, était depuis longtemps connu. Ces contrées au langage germanique, mais au cœur purement français, n'oubliaient et n'oublieront pas qu'elles doivent à la France leur émancipation sociale. Le pacte de 89 les a indissolublement unies à la mère-patrie. Gagnées à la France par la royauté, elles pouvaient encore, depuis Louis XIV jusqu'à Louis XVI, se dire conquises, mais, avec l'ère de la liberté, elles se donnèrent librement à nous et devinrent France pour jamais. A cette France, l'Alsace donna Kléber, comme la Lorraine avait donné Fabert. Et, depuis lors, tout Alsacien se sentit attaché à ce drapeau tricolore qui lui avait apporté l'émancipation, le progrès, et sous les couleurs duquel le serf était devenu un homme, le prolétaire un citoyen. Les pédants d'Allemagne ont oublié, dans leurs revendications scientifiques, cette vérité éclatante, que l'Alsace et la Lorraine sont françaises depuis la révolution. Que les Teutons recherchent dans les vieux textes les chansons germaniques d'Alsace, et essaient de prouver aux gens de Strasbourg que leurs traditions les rattachent à la grande famille allemande. En fait de chants patriotiques, Strasbourg peut opposer, aux lieders germaniques, ce chant inspiré qui jaillit d'une lèvre française et comme du cœur de la France décidée à vaincre, cette *Marseillaise* que Rouget de l'Isle improvisa à Strasbourg même, dans

la maison de ce Français d'Alsace qui s'appelait Dietrich.

Depuis deux cents ans, Alsaciens et Lorrains formaient les plus solides soldats de nos armées. Ces braves gens donnaient leur sang pour cette France adoptée et chérie. Lorsque le bruit du tambour français retentissait dans les rues de Strasbourg, lorsque passait un régiment jouant une marche française, aux jours de fêtes, les cris ardents de *Vive la France!* retentissaient sous les vieilles arcades et sur la place Kléber, et si vigoureux que la sentinelle prussienne postée à Kehl eût pu, semblait-il, les entendre. Lorsque la guerre fut déclarée, en juillet 1870, l'Alsace entière fut debout. Tandis que la population demandait des armes, que le gouvernement lui refusait, les municipalités alsaciennes organisaient sur le passage de nos soldats, aux gares, à l'entrée des villes, des buffets où l'on versait de la bière, où l'on distribuait des vivres à ces régiments qui s'en allaient combattre pour la France. Il y avait, dans les acclamations qui accueillaient les troupes, une confiance absolue dans la fortune de nos armes et une haine invétérée pour l'Allemagne. Pauvres gens! ils avaient le pressentiment qu'il fallait haïr leurs bourreaux.

Après Wissembourg, après Wœrth, plus d'un habitant des villages alsaciens ramassa quelque chassepot, l'arracha des mains crispées d'un cadavre et fit le coup de feu contre l'étranger. On fusilla, comme assassins, ces humbles et hardis héros. La guerre a de ces pudeurs : on ne peut verser le sang ennemi qu'avec un uniforme sur le dos. Pour ce commerce hideux, il faut aussi une patente. Que de braves gens ne seraient point tombés, fusillés par les balles prussiennes, si le gouvernement de l'empire, plus soucieux de son intérêt que de l'indépendance du pays, n'avait refusé à tout citoyen d'un cœur viril le droit de combattre pour la défense de sa patrie!

Au moment où le désastre de Reichshoffen et de

Wœrth condamnait la France à une campagne défensive et donnait le signal de l'invasion, Strasbourg, ville forte de premier ordre, n'était qu'imparfaitement armée, et n'avait pour toute garnison, qu'un régiment de ligne, le 87e, quelques marins, des pontonniers et des mobiles. Un matin d'août, après la nuit terrible qui suivit Reichshoffen, les portes de Strasbourg virent s'engouffrer dans la ville une cohue sinistre de soldats vaincus, lignards, chasseurs à pied, artilleurs, turcos, tous boueux, sordides, sanglants et écrasés par le roulis affreux de la déroute. Cette foule, presque sans armes, de cavaliers démontés ou de fantassins juchés sur des chevaux harassés ou blessés, vint grossir l'effectif de la garnison. C'étaient 3.000 hommes à peu près de renfort, qui venaient s'enfermer dans la place. Strasbourg était donc défendue par des débris de régiments de ligne ou de bataillons de chasseurs à pied, cinq bataillons de régiments de marche, quatre bataillons de garde nationale mobile, des artilleurs de la ligne et de la mobile, une poignée de cavaliers, de douaniers et de gendarmes et 94 marins, dont 2 officiers. La garnison comptait, en outre et en tout, 1.970 chevaux. C'était trop peu pour une place de guerre de cette importance, car, parmi ces troupes, beaucoup étaient loin d'être suffisamment exercées. L'armement des remparts, les munitions de l'arsenal ne se trouvaient pas en état. Là, comme partout, éclatait l'épouvantable et criminelle incurie de l'administration impériale.

Le commandement de la place de Strasbourg avait été, après le départ du général Ducrot, appelé à la tête d'une division du 1er corps, confié au général Uhrich, un enfant du pays, né à Phalsbourg, ancien élève de Saint-Cyr, et qui, à travers l'Afrique et la Crimée, avait un à un conquis ses grades, jusqu'à celui de général de division. Lors de la campagne d'Italie, le général Uhrich commandait le 5e corps qui devait concourir à l'attaque du quadrilatère, et demeura inactif à cause de la paix

de Villafranca. Depuis, il avait fait partie du cadre de réserve, et il n'en sortait que pour attacher son nom, en dépit des reproches qu'on ait pu lui adresser, à la glorieuse défense de Strasbourg.

Le 12 août 1870, jour où s'ouvrit le blocus de la ville, les ouvrages avancés n'étaient pas même garnis de canons; les arbres et les maisons, situés dans la zone militaire, étaient encore debout. Le côté sud de la place, que seule l'inondation garantit contre les travaux d'approche, était libre, sans eau [1]. Les hauteurs de Schiltigheim et de Hausbergen, qui dominent le front d'attaque du côté du nord, ne pouvaient être défendues, à cause du petit nombre de soldats dont disposait le gouverneur. Au surplus, avec la portée des canons prussiens, il eût été impossible de s'y maintenir longtemps. Strasbourg était donc condamnée au blocus, et un parlementaire allemand se présentait bientôt, sommant la ville de se rendre, sous peine d'être bombardée. Les habitants sourirent à cette menace, ne doutant pas de la prochaine victoire et de la délivrance, persuadés d'ailleurs que l'ennemi n'oserait mettre à exécution cette chose barbare : le bombardement d'une cité qu'il appelait, dans ses revendications, la *ville-sœur*.

Strasbourg, avec son enceinte bastionnée, sa citadelle, sa gare défendue par des ouvrages à corne casematés; Strasbourg, qui possède une fonderie de canons, un arsenal de constructions et un magasin du génie, pouvait, au surplus, défier l'assaillant, si, je le répète, les bastions eussent été entretenus et mis en état et les magasins et fonderie approvisionnés comme il faut. Il n'en était rien, et M. de Beyer, ministre de la guerre du grand-duché de Bade, qui commandait les troupes badoises envoyées devant Strasbourg, ne devait pas ignorer le dépourvu dans lequel avait été laissée la cité lorsqu'il la somma de se rendre. C'était le 9 août. Ce M. de Beyer (rendons justice

1 *Quarante jours de bombardement. Strasbourg.* Neuchâtel, brochure in-18.

à un ennemi, nous n'aurons pas souvent l'occasion de constater pareille humanité chez les Allemands), ce M. de Beyer adressait, en entrant en Alsace, une proclamation aux habitants, proclamation où il promettait de faire avec humanité cette horrible guerre. Eût-il tenu parole? Il tomba malade, dit-on, et fut remplacé par le dur et farouche M. de Werder, non plus Badois, mais Prussien, intraitable, amenant avec lui ses troupes de Haguenau, où le roi de Prusse avait établi déjà le gouvernement général de la province d'Alsace. Ce nom de Werder, les Strasbourgeois et les Français ne l'oublieront jamais. Nom de sinistre conquérant écrasant sous le fer et détruisant par le feu la cité qu'il prétend attacher pour jamais à l'Allemagne, comme un meurtrier qui prétendrait s'allier pour toujours à sa victime à demi-morte.

Qui pouvait croire, en effet, que l'Allemagne, la docte et pieuse Allemagne, mettrait en cendres tant de richesses scientifiques et artistiques entassées dans Strasbourg, et que ses artilleurs prendraient pour point de mire la cathédrale du gothique chef-d'œuvre d'Erwin de Steinbach, là flèche superbe du vieux Münster! Un chant populaire au delà du Rhin, la fameuse chanson de *Strasbourg, fille de l'Allemagne,* que chantent tendrement depuis si longtemps les Teutomanes, s'écrie :

« *O Strasbourg! ô Strasbourg! ô cité admirablement belle où sont enfermés tant de soldats! — où sont emprisonnés aussi, vous l'oubliez, depuis plus de cent ans, ma gloire et mon orgueil! — Depuis plus de cent ans, fille de mon cœur, tu te consumes dans les bras du larron welche, mais ta douleur cessera bientôt. — O Strasbourg! ô strasbourg! la ville de mon cœur, éveille-toi de tes rêves sombres, ô Strasbourg, tu vas être sauvée!...* »

Sauvée de notre amour, arrachée des bras amis de la France, sauvée par ces bombardeurs et ces incendiaires qui ont écrit leurs exploits de Borusses en traits de sang sur des monceaux de ruines!

Le 13 août, un premier obus tomba sur la ville. Il éclata



LE GÉNÉRAL UHRICH.

au delà de la porte de Saverne, brisa un réverbère et blessa des ouvriers dans le faubourg. Mais ce n'était rien, et l'ennemi voulait saluer ironiquement, par un feu d'artifice de sa façon, la date napoléonienne du 15 août. Un homme représentait, à Strasbourg, le pouvoir civil, M. Pron, ancien préfet de la Manche, préfet du Bas-Rhin, et qui rêva, durant tout ce siége, un coup d'État nouveau, n'attendant que la nouvelle d'une victoire pour faire arrêter à Strasbourg les adversaires notoirement connus de l'empire. Là-dessus, les témoignages les plus irréfutables nous ont été transmis, entre autres celui de M. Schneegans. On trouve la date du coup d'État nouveau fixée et le projet mis au jour dans une curieuse et éloquente brochure : *Quarante jours de bombardement*, publiée à Neuchâtel par *un réfugié strasbourgeois*. Que si le projet de M. Pron (qui sans doute obéissait à des ordres venus de haut) ne réussit point, c'est que le général Uhrich, commandant la force armée, refusa de descendre à de tels complots.

M. Pron avait donc pris, à l'occasion du 15 août, une attitude hostile, déclarant qu'il était prêt à agir contre toute manifestation. Nul ne songeait pourtant à faire de politique. A Strasbourg, on ne songeait qu'à la patrie. On se sentait aussi sous la menace du canon prussien. La crainte vague n'était pas vaine. A onze heures et demie du soir, de ce dernier soir de fête impériale, les obus allemands commençaient à tomber sur la ville. Des hauteurs de Hausbergen, à 3 kilomètres, les projectiles ennemis venaient s'abattre sur les toits, broyant des membres, écrasant, incendiant, et, dès ce lugubre début, tuant des femmes et des vieillards. A minuit, le feu cessait. Ce n'était là qu'un avertissement funèbre. Mais les victimes déjà étaient nombreuses, et Strasbourg savait ce qu'il pouvait attendre du sauvage ennemi.

Dès lors, toutes les nuits, les Badois et les Prussiens continuèrent leur œuvre atroce. Canonner les remparts, c'était leur droit; incendier des maisons, assassiner la

population civile, c'était un crime. Strasbourg d'ailleurs, après les premiers moments de stupeur, devint sublime sous cette pluie de bombes incendiaires. Des rues entières furent brûlées. La rue du Dôme, la rue de la Nuée-Bleue s'écroulaient sous les obus. Des incendies partout, partout des débris fumants et des cadavres. Pauvre Strasbourg! En vain Uhrich écrivait, par des émissaires porteurs de ces dépêches désespérées : « Strasbourg est perdu, si vous ne venez pas immédiatement à notre secours (27 août). » Il appelait à son aide le général Douay, qu'il croyait à Belfort, et qui, à cette heure, marchait, comme toute l'armée, vers l'entonnoir de Sedan. A la fin d'août, les bâtiments de la citadelle et de l'arsenal, le moulin, la bibliothèque, le musée étaient détruits. La bibliothèque, cette merveille, ce trésor de science allemande, ses 8.000 manuscrits, son fameux *Hortus déliciarum*, tout ce qui était le fruit de tant de travaux, la source de tant d'informations, le legs inappréciable des aïeux, la savante Allemagne a détruit cela! Elle a mis sa science à détruire des livres. Elle a eu son Werder pour imiter Omar. Ces pointeurs en lunettes de l'armée prussienne se plaisaient à détruire les monuments. Ils visaient bien, ils visaient juste. Chaque coup emportait un être aimé parmi les vivants ou un chef-d'œuvre légué par les morts.

O stupidité atroce de la guerre! Rage effroyable! Tuer des hommes, faire voler en éclats des pierres, détruire des parchemins et des tableaux! Il y a, dans l'homme, comme une bête fauve endormie qui s'éveille à de certaines heures. Uhrich, devant le forfait de Werder, répondit en incendiant Kehl. On hurlait de douleur des deux côtés du Rhin. Ces Badois, enrichis par la France, faisaient payer à la France tout ce qu'ils avaient reçu d'elle. Cependant, la garnison de Strasbourg frémissait d'impatience sous ce bombardement. Elle voulait au moins voir de près l'ennemi. Le 16 août, elle tente une sortie du côté d'Ostwald; le 29, elle sort encore Coura-

geusement, se ruant sur des masses profondes, des poignées d'hommes s'élançaient et ne rentraient que repoussés par des forces considérables. Jamais lutte ne fut plus inégale. Notre artillerie, absolument inférieure, nous laissait à la discrétion des Allemands dont le feu ne ralentissait pas et qui, dès le 29, avaient ouvert leurs travaux d'approche. Deux jours après, deux parallèles étaient terminées. Le 14 septembre, la troisième était ouverte et l'ennemi couronnait les glacis. Quelques jours encore, le 20, à l'aube, la lunette n° 53 nous était enlevée par surprise. Bientôt les Allemands, nombreux, et n'ayant devant eux qu'une faible garnison, pouvaient donner l'assaut. Les remparts ne protégeaient plus la pauvre et fière Strasbourg.

Cependant la ville, passant par tous les espoirs et toutes les illusions des assiégés, comptait toujours sur la délivrance. Des bruits de victoires avaient couru bien des fois. Bien des fois aussi, au loin, les malheureux Strasbourgeois avaient cru entendre l'écho vengeur du canon français. On apprêta souvent (ô désillusion amère!) des drapeaux tricolores pour pavoiser les fenêtres à l'arrivée des *pantalons rouges*. Mais non, les jours passaient, le bombardement continuait, la maladie décimait la ville, le deuil et la douleur étaient les mêmes. Un jour pourtant, le 11 septembre 1870, des délégués de la ville de Berne ayant obtenu de M. de Werder de pouvoir arracher au bombardement les femmes et les vieillards qui voudraient les suivre, des Suisses,— fils mille fois bénis de cette humble et grande République helvétique qui a tendu à la France meurtrie sa loyale main et lui a prodigué ses consolations, ses secours, son or et ses larmes, — des délégués de Berne entrèrent à Strasbourg et apprirent à la ville assiégée tout ce qu'elle ignorait : Gravelotte, Sedan, Bazaine bloqué, Mac-Mahon défait, Bonaparte honteusement prisonnier à Wilhelmshœhe, la République proclamée à Paris, appelée comme un viatique par la nation frappée au cœur! Quel écroulement

de rêves et quel désespoir profond ! Pourtant, ce nom si grand de République fit son effet là comme ailleurs. On le salua avec ivresse. On se dit : C'est le salut ! Le préfet, M. Pron, fut déclaré déchu de ses fonctions, et la commission municipale appela à la mairie de la ville le probe et savant M. Küss, républicain aimé, et qui devait, lui, dernier maire de Strasbourg, mourir le jour même où la Française Strasbourg allait (pour combien de temps?) être déclarée Allemande.

M. Gambetta avait nommé maire de Strasbourg M. Maurice Engelhardt, avocat. La ville ne voulut reconnaître que le docteur Küss. En revanche, elle acclama l'arrivée de son nouveau préfet, M. Valentin, qui, au péril de sa vie, put pénétrer dans Strasbourg. Déguisé en paysan, il était parvenu à entrer à Schiltigheim ; là, à travers les soldats prussiens, sautant dans la tranchée, il arriva, recevant par derrière le feu des Allemands, par devant celui des Français, jusqu'aux remparts, se jeta dans l'eau des fossés, aborda sous les balles, et dit : « Je suis votre prisonnier. Menez-moi de suite au général. » Une fois en présence du général Uhrich, M. Valentin décout la manche de son habit, en retire le décret officiel qui le nomme préfet de Strasbourg, et est installé à la préfecture. La légende s'empara de ce trait d'un courage civique bien rare, et le nom de M. Valentin sera, malgré son court passage dans l'administration du département envahi et de la ville à demi ruinée, inséparable de celui de Strasbourg.

M. Valentin arrivait d'ailleurs à Strasbourg pour voir tomber cette héroïque cité. Chaque jour élargissait les plaies sanglantes de la malheureuse ville. Le manque de vivres et de munitions rendait la situation déplorable. Les légumes frais étaient épuisés depuis un mois ; on ne mangeait plus de viande que celle de cheval. La santé de la population s'altérait de jour en jour. « N'ayant pas assez de poudre, dit M. A. Marchand (*le Siége de Strasbourg*), la garnison se voyait réduite à remplir les gre

nades de sable, pour leur donner le poids nécessaire; naturellement ces projectiles ne causaient que peu de mal à l'ennemi. »

L'assaut donné à Strasbourg avait été décidé par M. de Werder. Il devait avoir lieu dans la nuit du 28 septembre. « L'artillerie reçut des approvisionnements formidables en projectiles de toute espèce, obus, shrapnels (obus à balles), bombes et fusées incendiaires. La ville devait être bombardée par toutes les batteries ensemble, pendant que les colonnes d'assaut attaqueraient le corps de place.

« Les artilleurs reçurent l'ordre d'ouvrir un feu continu à obus incendiaires (*Schnellfeuer mit Brandgranaten*). La ville de Strasbourg, une heure après le signal de ce bombardement, n'eût plus été qu'une mer de feu [1]. » En tête de la colonne d'assaut devaient marcher ces lourds et sauvages Poméraniens, que Saint-Quentin a connus depuis, et que les Allemands appellent les *turcos de la Prusse*.

Devant cette extrémité terrible, le général Uhrich se décida à ce dénoûment qui devait couronner tristement sa carrière de soldat : la capitulation. On l'en a blâmé. Il a répondu par le chiffre des morts et le peu de ressources qui lui restaient. Ce soldat, il faut le reconnaître, avait strictement fait son devoir. Les esprits équitables avoueront que la ruine de Strasbourg ne pouvait servir qu'à la gloire du nom d'Uhrich. Un ambitieux de renommée se fût fait un piédestal des décombres de la cité. Strasbourg ayant bien combattu, l'homme qui la commandait, le fils d'Alsace qui avait essayé de la conserver à la France, crut que la ville pouvait, sans déshonneur, capituler.

Le 29 septembre, au matin, la population de Strasbourg

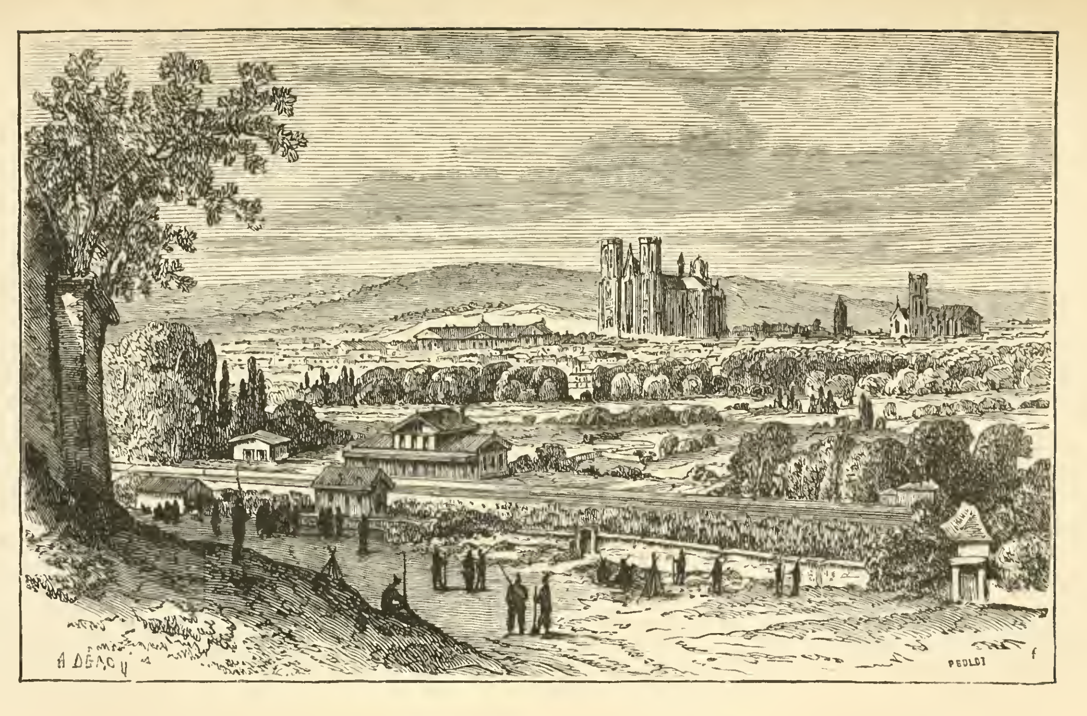
1 *La guerre en Alsace. Strasbourg*, par M. A Schneegans, adjoint au maire de l'administration républicaine de Strasbourg (Neuchâtel, in-18, p. 260).

trouvait deux proclamations affichées sur ses murailles, l'une du général, l'autre du maire. A huit heures, la citadelle était occupée par les Prussiens, et nos soldats prisonniers sortaient, furieux et lamentables, par la porte Nationale. Leur expression était la rage. Ils avaient jusqu'au bout espéré la victoire, et après avoir si vaillamment combattu, la chute imméritée leur paraissait inique. Pauvres gens, habitués à vaincre, tant de honte leur montait aux lèvres après avoir brisé leur cœur !

Pendant ce temps, les Allemands et les Allemandes qui étaient venus de la Souabe et du Wurtemberg, ou de la Prusse, pour voir, de loin, brûler Strasbourg, ces curieux et ces curieuses d'horreur, qui buvaient des chopes de bière et croquaient des gâteaux de myrtiles à la lueur des flammes, ceux-là pouvaient allumer des feux de joie. Leurs *frères d'Alsace* leur étaient rendus, mais ils en étaient les Caïns.

Strasbourg était décimée. Au 21 septembre seulement, les maisons détruites s'élevaient (chiffre officiel) à 404. Le faubourg de Pierre en comptait 47 à lui seul. Strasbourg ne comptait que 3.600 maisons ; en prenant la moyenne de la population, ces 300 maisons détruites laissaient sans abri 6.200 personnes. La population civile avait eu plus de 300 morts et près de 1.700 blessés. On a calculé que si Paris avait souffert dans la même proportion que Strasbourg, on y eût compté, outre les soldats morts, 66.000 habitants blessés et 10.000 morts.

Or, en entrant musique en tête dans cette ville écrasée, le général commandant en chef de l'armée prussienne exigeait pour les officiers et employés, logés chez les habitants : 1° le matin, un déjeuner composé de café ou de thé, avec petit pain ; 2° un second déjeuner composé de bouillon et d'un plat de viande avec légumes ; 3° un dîner composé de soupe, deux plats de viande avec légumes ou salade, dessert ou café ; 4° pour la journée, deux litres de bon vin de table et cinq bons cigares. — Le bourreau était doublé d'un usurier teneur de livres



Vue de la ville de Toul assiégée par les Prussiens.

Tandis que le général Uhrich allait à Tours se mettre à la disposition du gouvernement de la Défense nationale (il devait pourtant être prisonnier comme ses soldats), M. Edmond Valentin, le préfet républicain, était transporté en Allemagne et enfermé, avec son secrétaire particulier, dans la citadelle d'Ehrenbreitstein, gardé à vue par un geôlier condamné jadis en Angleterre pour assassinat commis sur un matelot, à bord d'un vaisseau allemand. C'est ainsi que les Prussiens font la guerre.

La chute de Strasbourg, la noble Strasbourg, Strasbourg que la France reprendra un jour ou plutôt qu'elle rendra à elle-même, l'écroulement de la cité vaillante n'entraînait pas la chute de l'Alsace, mais c'était comme le drapeau qui tombait. Strasbourg, c'est l'Alsace militaire comme Mulhouse est l'Alsace industrielle, comme Colmar est l'Alsace artiste. Mais, à l'heure où Paris apportait à la statue de Strasbourg des couronnes de deuil, Phalsbourg bombardée résistait encore. Schlestadt et Neuf-Brisach n'étaient point assiégées. Belfort se préparait à se défendre. En Lorraine, Verdun, Thionville, sans compter Metz, gardaient encore le drapeau tricolore. Bitche devait le planter sur ses remparts jusqu'à la fin. Et tandis que Vitry-le-François se rendait, que Laon capitulait et qu'un garde d'artillerie faisait sauter sa citadelle, tandis que Saint-Quentin résistait, Toul, une ville sans fortifications sérieuses, défendue par quelques braves soldats et par les mobiles de la Meurthe, Toul, assiégée par le grand-duc de Mecklembourg, repoussait, le 16 août, l'assaut tenté par les Prussiens, se laissait bombarder sans céder, exerçait ses mobiles au maniement des pièces d'artillerie et donnait à la France un exemple de courage et de patriotisme viril.

Ici, il faut rendre justice à la jeunesse de Nancy qui formait le gros de la garnison de Toul. On a assez raillé Nancy, la capitale lorraine, qui se laissait envahir par quatre uhlans. Nous publions plus loin, aux documents, la délibération du conseil municipal de Nancy qui ré-

clame avec raison pour la fleur juvénile, pour les enfants de la ville l'honneur d'avoir contribué à l'héroïque défense de Toul. Il y avait aussi des mobiles de la Meurthe à Phalsbourg, et nous dirons plus tard comment Phalsbourg résista.

Durant la dernière quinzaine de septembre, des pièces de gros calibre, arrivées d'Allemagne, avaient été mises en position au nord de la ville de Toul, sur une crête du mont Saint-Michel, sur des hauteurs, en face du faubourg Saint-Epvre, au sud-ouest et à Dammartin-lez-Toul, au sud-est. Rien de sérieux ne fut entrepris avant que les ouvrages eussent été aménagés avec ce soin qu'apportent à tout les Allemands; puis un bombardement concentrique des ouvrages commença par les batteries des pièces de 24 du 2e et du 4e régiment d'artillerie, appuyées par des troupes de la 34e brigade d'infanterie, formant partie d'un corps nouveau placé sous le commandement du grand-duc de Mecklembourg-Schwerin, et comprenant tous les corps qui se trouvaient entre les armées de Frédéric-Charles et du Prince royal, c'est-à-dire tous les corps d'invasion non engagés devant Metz.

Le feu continua sans que les assiégés y répondissent d'une manière efficace. Dans la soirée, le feu ayant éclaté en vingt-trois endroits, les instances des habitants auprès du commandant de la place engagèrent celui-ci à hisser le drapeau blanc et à réclamer une capitulation. L'offre fut immédiatement acceptée par le colonel Manteuffel, commandant le siége, et les vainqueurs entrèrent dans la ville le soir du 23 septembre, à sept heures. Les conditions furent les mêmes que pour Sedan, implacables.

Dans un conseil tenu à l'Hôtel-de-ville, on avait résolu de ne pas se rendre; mais les instances de citoyens qui craignaient une dévastation inutile de la ville prévalurent sur les résolutions suprêmes des autorités civiles et militaires.

« La garnison, dit un correspondant de journal anglais attaché au quartier général prussien, s'est trouvée ridiculement faible : 60 cuirassiers, 100 hommes de la ligne, 40 gendarmes et 2.000 gardes mobiles, et on n'y comptait pas un seul artilleur régulier. Le major Itack, un ancien officier de cavalerie, commandait la place. Les officiers prussiens étaient furieux de ce qu'une poignée d'hommes aient pu intercepter la route de Paris pendant six semaines. »

En même temps qu'il décrétait que la statue de Strasbourg serait coulée en bronze, le gouvernement de la défense nationale décrétait aussi que la ville de Toul avait bien mérité de la patrie. Ainsi Toul a sa page hors de pair et digne d'admiration dans l'histoire de cette guerre où le dévouement, parfois ignoré, fut plus fréquent qu'on ne le suppose, et plus spontané souvent que la démoralisation infiltrée par l'empire ne pouvait le faire espérer. Spectacles consolants qui permettent à la France de relever le front et d'espérer, même après tant de hontes.





CHAPITRE IV

Siége de Paris du 1er au 25 octobre. — L'esprit public à Paris. — Premières privations. — Les subsistances. — Première opposition au Gouvernement. — Les élections municipales. — Flourens à Belleville. — Manifestation du 5 octobre. — Départ de Gambetta. — Manifestation du 8 octobre. — M. Jules Favre. — Démission et départ de M. de Kératry. — La trouée possible. — Un mot de M. de Moltke. — Combat de Bagneux. — Mort de M. de Dampierre. — Sortie du 21 octobre (la Malmaison). — On pouvait vaincre. — Documents prussiens. — État de Paris — Nouvelle de la résistance de Chateaudun

Paris assiégé s'était bientôt plié à la nécessité de sa dure situation. Une ville de deux millions d'hommes, bloquée, réduite à ses propres ressources, offrait au monde un des spectacles les plus étonnants qu'il puisse être donné à l'histoire de rencontrer. La question capitale des subsistances préoccupait par-dessus tout les esprits attentifs. Dès le début, pour ainsi dire, les privations se firent sentir, et la viande de boucherie manqua. Rationnée à 100 grammes par personne, dès le commen-

cement d'octobre, cette viande devait faire place bientôt à la viande de cheval, qu'on s'occupait déjà de saler, et à tous ces mets hétéroclites dont les Parisiens affamés devaient faire usage. Dès le 9 octobre, un poulet, la volaille étant une rareté absolue, valait au moins vingt-cinq francs. Les légumes, arrachés aux avant-postes par les maraudeurs et débités dans les rues, sur les trottoirs, s'enlevaient comme des choses précieuses. Les plus élégants faisaient leur marché, en passant, prenant ainsi des précautions contre les privations futures.

Cette question des subsistances ne laissait pas d'ailleurs que d'inquiéter un peu le public. Au début du siége, les journaux avancés avaient réclamé avec une certaine vivacité le réquisitionnement de toutes les matières comestibles et le rationnement. Cette mesure, juste en principe dans une cité soumise au siége, avait un inconvénient grave auquel ne songeaient pas les promoteurs du projet. Sans parler des difficultés que pouvait rencontrer le rationnement et les violations de droit privé, de domicile particulier qu'il devait entraîner, l'état moral de la population se serait ressenti bientôt de la mesure, et l'idée seule que toutes les denrées se trouvaient rationnées eût pu avoir une influence fatale sur l'esprit public. Qu'on se figure le trouble apporté dans Paris par cette nouvelle : « Chaque individu se trouve, dès à présent, à la portion congrue ! » et qu'on se demande s'il n'en eût pas résulté une certaine panique. J'avoue d'ailleurs que l'état des subsistances fut mal surveillé, au début du siége, et qu'on laissa gaspiller inutilement, et souvent criminellement gâcher, des provisions dont on eût pu tirer parti. Il y eut, faute impardonnable, abus dans la consommation. On dépensa, dans le premier mois, ce qui pouvait assurer une prolongation, moins longue qu'on ne se l'imagine, mais cependant effective, de la résistance.

Les journaux opposés au gouvernement tiraient d'ailleurs un parti fort adroit de ce manque de décision ou

d'ordre. *La Patrie en danger* parlait avec exagération de fantastiques repas faits par des riches dans les restaurants à la mode, et G. Tridon s'écriait, commettant un terrible calembour et menaçant Paris d'une révolte populaire : « *La faim justifie les moyens!* » Au surplus, voici comment, à cette époque, M. Félix Pyat, dans *le Combat*, rêvait l'organisation de la ville assiégée : « Communauté de biens, communauté de vivres et de dangers ! » Que n'ajoutait-il plutôt communauté de sentiments et de patriotisme. Le langage de M. Pyat était d'autant plus saisissant, qu'il affectait de républicaniser un style de lettré imagé jusqu'à l'excès et la recherche : « Si nous voulons la République, disait-il, ayons des mœurs républicaines. Le danger nous nivelle ; la mort nous rapproche ! Quel niveau que l'étranger ! Donc, table commune sur la place publique pendant le combat. Tout ce que le voisin partagera, l'ennemi l'aura de moins. Communion comme aux catacombes, agapes comme à Sparte ! Partageons les cartouches et le brouet ! Fraternité d'armes, égalité de risques, égalité devant le Prussien !...

« Donc même chance, même poudre, même paye, c'est dû. J'ajoute : même uniforme; car ce bon militarisme tue tout ce qui n'est pas livrée.

« Et si l'on joint à ça, pour les mobiles, un peu flâneurs, après le repas en commun, une instruction civique, le pain de vie révolutionnaire donné par nos meilleurs clubistes, les électrisant, les enflammant, leur donnant des leçons de 92, l'exemple et le souffle des pères, développant leurs instincts, expliquant leurs droits, changeant leur courage physique en courage moral, leur apprenant pour quelle grande cause ils vont vaincre ou mourir !... Alors, je réponds du succès.

« Oui, si nous faisons cela comme l'ont fait nos pères, pour l'amour de la patrie; si nous sommes tous de vrais, de dignes républicains; si Paris est pour nous une foi comme la Mecque pour le Turc; si nous n'avons ainsi

qu'un cœur, qu'un vœu, qu'une force pour le défendre, nous vaincrons, je le jure. Clamart sera le cimetière du roi Troppmann, et Paris fera pleurer Berlin ! [1] »

Il y avait d'ailleurs dans ces paroles une ardeur confiante qui allait droit au cœur de la foule et l'électrisait en entretenant ses illusions patriotiques les plus chères. En revanche, d'autres affectaient déjà de soupçonner et d'accuser les hommes qui dirigeaient les affaires de Paris. Tantôt, l'inventeur de quelque engin destiné à anéantir les Prussiens en deux heures se plaignait, par la voie des journaux, que la commission eût refusé son infaillible moyen ; tantôt quelque personnage bien informé dénonçait l'existence, dans quelque coin de Paris, de dix mille chassepots oubliés par le gouvernement. Les chassepots n'existaient point, mais la nouvelle faisait son chemin et irritait les esprits crédules. On se laisse prendre, lorsqu'on est malheureux, à tout ce qui semble devoir faire bientôt cesser ce malheur.

On ne saurait mieux se rendre compte de l'esprit qui animait une grande partie de la population de Paris qu'en lisant le procès-verbal d'une démarche faite auprès du gouvernement par ce qu'on appelait le *Comité central républicain* des vingt arrondissements de Paris. Ce Comité, composé de délégués qui s'étaient pour la plupart donné un mandat à eux-mêmes, commence à fonctionner dès les premiers jours du siége, et nous allons le retrouver plus d'une fois mêlé aux événements qui vont suivre et les faisant naître souvent.

Ce procès-verbal explicite nous dispensera de formuler le programme du Comité.

COMITÉ CENTRAL RÉPUBLICAIN DES VINGT ARRONDISSEMENTS DE PARIS.

Les délégués des vingt Comités d'arrondissement de Paris se sont réunis aujourd'hui, 20 septembre 1870, au

1 *Le Combat.*

nombre de deux cent trente, à la salle de l'Alcazar. Le bureau, sous la présidence du citoyen Lefrançais, a vérifié les pouvoirs de ces délégués.

Ils ont été reconnus réguliers, après une discussion à laquelle ont pris part les citoyens Longuet, Vallès, Ranvier, Grenier, Vertut, Leverdays, Chemalé, etc.; les résolutions suivantes, proposées par le citoyen Chassin, ont été adoptées, à l'unanimité pour les quatre premières, et à la majorité des voix pour la dernière.

I. La République ne peut pas traiter avec l'ennemi qui occupe le territoire.

II. Paris est résolu à s'ensevelir sous ses ruines plutôt que de se rendre.

III. La levée en masse sera immédiatement décrétée dans Paris et dans les départements, ainsi que la réquisition générale de tout ce qui peut être utilisé pour la défense du pays et la subsistance de ses défenseurs.

IV. La remise immédiate entre les mains de la Commune de Paris de la police municipale. En conséquence, suppression de la Préfecture de police.

V. L'élection rapide des membres de la Commune. Cette Commune se composera d'un membre à raison de dix mille habitants.

Il est arrêté que les résolutions ci-dessus seront portées par voie d'affichage à la connaissance de la population de Paris, et seront en même temps notifiées au gouvernement provisoire par une commission composée de vingt délégués choisis dans les arrondissements de Paris.

Il est encore arrêté par l'assemblée que chaque citoyen devra veiller en armes au maintien des affiches.

Les délégués se sont présentés à l'Hôtel-de-Ville. Reçus par le citoyen Jules Ferry, représentant le gouvernement provisoire, ils lui ont donné lecture des résolutions prises, et l'ont interpellé sur les trois points suivants :

I. Le gouvernement provisoire a t-il ou non l'intention de traiter avec la Prusse, ainsi que l'indiquent et la

circulaire de Jules Favre, du 19 septembre, et un article de *l'Electeur libre*, du 21, portant pour titre *l'Armistice*.

A cette question, le citoyen Ferry a donné, tant en son nom qu'en celui du gouvernement, sa parole d'honneur que le gouvernement ne traiterait à aucun prix avec la Prusse, et qu'à la seule énergie de Paris serait confiée la mission de sauver la patrie et la République. — Le citoyen Ferry a ajouté que le gouvernement désavouait absolument l'article de *l'Electeur libre*.

II. Le gouvernement provisoire accédera-t-il à la volonté populaire de supprimer la Préfecture de police et de remettre à la Commune de Paris le soin d'organiser la police ?

Le citoyen Ferry a répondu qu'il ne pensait pas que le gouvernement eût le pouvoir de faire cette suppression, mais que d'ailleurs la municipalité de Paris, une fois constituée, agirait comme elle croirait devoir le faire.

III. Enfin, en ce qui concerne l'élection de la Commune de Paris, le citoyen Ferry a répondu qu'il ne pensait pas que les élections pussent être faites avant le 28. Quant au nombre de membres qui la devront composer, il pourra être augmenté, mais en conservant la répartition égale entre les arrondissements, sans tenir compte de la proportionnalité de leurs habitants.

En présence des observations du citoyen Ferry, relatives à l'élection de la Commune de Paris, les délégués ont jugé qu'ils pouvaient lui concéder ce point, surtout après la réponse si nette, si précise qu'ils avaient reçue quant à l'intention du gouvernement de poursuivre la guerre à outrance.

En foi de quoi, les délégués ont signé le présent procès-verbal.

MM. BESLAY, CAMÉLINAT, CH.-L. CHASSIN, E. CHATELAIN, A. CLARIS, CORNU, E. DUPAS, E. DUVAL, JOHANNARD, P. LANJALLEY, G. LEFRANÇAIS, LONGUET, L. MICHEL, MOLLIN, G. PAGNERRE, J.-B. PERRIN, G. RANVIER, E. ROY, TOUSSAINT, VERTUT.

Nous avons vu, au lendemain de la publication du rapport de M. Jules Favre, que le décret de M. Gambetta, en reculant indéfiniment la date des élections pour l'Assemblée constituante et des élections municipales, répondait par une fin de non-recevoir à des réclamations pareilles qui se renouvelaient presque chaque jour. M. Gambetta semblait accepter par là l'espèce de lutte qui ne pouvait manquer d'éclater entre la démocratie radicale et le gouvernement de l'Hôtel-de-Ville.

Le foyer du mécontentement, c'était alors ce quartier de Paris que la bourgeoisie parisienne appelait avec un certain effroi et une certaine colère *Belleville*. A vrai dire, Belleville n'est pas plus qu'un autre lieu de Paris l'endroit factieux, comme on l'a dit, le Mont-Aventin où se cantonne habituellement l'émeute. C'est plutôt la partie de Ménilmontant, qui confine à Belleville, qui paraîtrait la plus exaltée. Les bataillons qui attaquaient l'Hôtel-de-Ville au 22 janvier 1871 étaient, au surplus, des bataillons de Montrouge ; ceux qui commencèrent la résistance à la veille du 18 mars étaient des bataillons de Montmartre[1]. Au commencement du mois d'octobre, l'arrondissement de Belleville, administré par M. Braleret, était en quelque sorte commandé militairement par Gustave Flourens, élu chef du 63e bataillon, et qui, en outre, avait près de six mille citoyens sous ses ordres. Flourens, belliqueux, aimant naïvement à commander, avait réclamé pour lui un titre spécial. Ne voulant pas nommer de colonels dans la garde nationale, M. Trochu avait alors donné à Flourens le titre de major de rempart. Dans son livre, *Paris livré*, Flourens appelle ce

1. Je trouve, à l'honneur des habitants de Belleville, un renseignement curieux dans le tome X du journal érudit *le Collectionneur*. On a vendu naguère une pièce historique curieuse, imprimée sur parchemin (3 pages in-fol., 1790), en faveur du *bataillon de Belleville*, pour avoir sauvé le Trésor et la Caisse de la ville de Paris, le 5 octobre 1789. Cette pièce porte les signatures autographes de Bailly, maire de Paris, de Dejoly, etc. Elle a été vendue 25 francs.

grade une *vaine et pitoyable dénomination*. Il en porta cependant les cinq galons, même après que les événements l'eurent contraint à donner sa démission.

Tout d'abord, l'abnégation patriotique de Flourens avait été digne de tout éloge. Condamné à la déportation par l'empire, arrêté à Gex au moment où, sous un faux nom, il cherchait à rentrer en France, emprisonné, pris pour un maraudeur, pis que cela, pour un voleur, Flourens avait bientôt fait connaître son nom au juge d'instruction, lorsque celui-ci lui avait appris la proclamation de la République à Paris. Adressant une dépêche télégraphique à M. Henri Rochefort, Flourens était accouru. A la tête de ses bataillons, on l'avait vu, dans les premiers jours du siége, étouffant sous le sable l'incendie de pétrole allumé par accident aux Buttes-Chaumont. Il avait, un des premiers, recommandé la concorde, l'oubli de toute rivalité politique en face de l'étranger. Tout à l'armement de son bataillon, il avait établi dans Belleville des ateliers de couture où les femmes confectionnaient les vareuses de leurs époux et de leurs fils. On pouvait croire que Flourens ne mettrait plus son énergie qu'à une seule cause, celle de la défense, et n'écouterait pas, lui qui portait un jour un toast *à la génération nouvelle,* les rancunes des politiques d'autrefois.

Mais ce qui distinguait Flourens, c'était aussi l'impatience. Dès que ses bataillons furent armés, il voulut les lancer en avant. « Le sang, dit-il, nous bouillait dans les veines, la terre nous brûlait sous les pieds [1]. » D'instinct, il comprenait que Paris ne devait pas être passif, mais actif dans une occurrence aussi tragique. Seulement le bouillonnement même de son sang l'empêchait de se rendre un compte exact de la situation. Rien n'était perdu encore, et, jusqu'alors, on pouvait croire que le gouverneur de Paris ne se souciait point de livrer un

1 *Paris livré*, p. 108.

combat avec la garde nationale, ne voulant utiliser cette force qu'à coup sûr et qu'après qu'elle serait suffisamment exercée. M. Trochu n'avait-il pas, dans une réunion de députés, quelques jours avant le 4 septembre, déclaré que toute armée de secours lui manquant, il ne comptait plus que sur la garde nationale?

Flourens, ne voulant pas attendre, était décidé à sommer le gouvernement d'agir. Dans la soirée du 4 octobre, il fut décidé, entre ses officiers et lui, que les cinq bataillons iraient, en armes, réclamer au gouvernement les dix mille chassepots laissés inutiles dans les magasins de l'État, la levée en masse, la sortie immédiate contre les Prussiens *en nombre suffisant pour vaincre*, les élections municipales, le réquisitionnement et le rationnement de toutes les subsistances. Flourens avait averti lui-même, le matin, le gouvernement qu'il se présenterait ainsi devant lui. Les bataillons se rangèrent sur la place de Grève, tandis que les officiers montaient à l'Hôtel-de-Ville où Trochu, Gambetta, Dorian, Garnier-Pagès, Pelletan, Jules Ferry et Étienne Arago les attendaient. Aux réclamations de Flourens, M. Dorian répondit, en homme de science pratique, que les chassepots mis en réserve étaient destinés aux soldats ou à la mobile, et devaient remplacer les armes qui se perdent ou se brisent; que, pour en fabriquer d'autres, il fallait de l'acier, et qu'on n'avait plus d'acier; que pour appuyer des sorties, il fallait des canons, et qu'on en fabriquait; puis le général Trochu appelant Flourens : *Monsieur le major*, lui reprocha paternellement — l'expression est de Flourens, — d'avoir abandonné le rempart. Flourens répondit en donnant sa démission, et ses officiers, parmi lesquels était M. Cyrille, la donnèrent après lui. « Eh bien, alors, moi aussi, répond M. Trochu, je donne ma démission. » Gambetta essaie de prouver que l'ajournement des élections municipales était une mesure rendue nécessaire par l'état de siége. Flourens maintenait sa démission. « Si le sang coule ce soir dans Paris, s'écria

M. Jules Ferry, on dira que c'est vous qui l'avez fait couler? » N'écoutant rien, pâle, résolu, Flourens sortit froidement de l'Hôtel-de-Ville, et quand il parut, l'épée nue à la main, devant ses bataillons dont la musique, sur la place, jouait la *Marseillaise,* une acclamation retentit qui arracha ce mot à Millière, présent à cette journée : — « Allons, foule, applaudis, fais *un roi de Paris*, donne-toi un dictateur! »

Flourens raconte qu'il emporta de son entretien avec les gouvernants de l'Hôtel-de-Ville, cette persuasion « *qu'il faudrait, pour sauver Paris, en venir aux mains avec ces gens-là.* » La manifestation du 5 n'eut d'ailleurs aucun effet sur la population, qui n'était pas encore exacerbée et croyait fermement à un homme, ce qui était un tort, et à une idée généreuse, ce qui était juste. L'homme, c'était le général Trochu, dont le plan, disait-on, devait certainement sauver la France. L'idée, c'est que toute discorde était criminelle devant l'ennemi. La confiance dans le chef fut ébranlée avant la fin du siége, mais la soumission à l'idée de concorde anima jusqu'à la fin les cœurs des citoyens. Comme pour répondre à la manifestation de Flourens et de ses soldats, M. Gambetta faisait afficher d'ailleurs, dès le lendemain, cette courte et rassurante dépêche qui, malgré sa forme, produisit une vive et favorable impression.

« La province se lève et se met en mouvement.

« Les départements s'organisent.

« Tous les hommes valides accourent au cri de : *Ni un pouce de terrain, ni une pierre de nos forteresses, sus à l'ennemi! guerre à outrance.*

« Signé GLAIS-BIZOIN.

« Pour copie conforme :

« *Le ministre de l'intérieur*,

« LÉON GAMBETTA.

« Paris, midi et demi, 6 octobre 1870 [1]. »

1. Le *Journal Officiel* contenait, en même temps, une note rela-

Cette dépêche montrait à Paris la province sous un jour favorable, éloigné de la réalité. Nous aurons à décrire plus tard le désarroi ou plutôt l'inaction qui régnait alors en France, grâce à l'administration sénile de la délégation de Tours. Le gouvernement de Paris résolut d'adjoindre à MM. Crémieux, Glais-Bizoin et à l'amiral Fourichon un élément de patriotisme plus viril, et M. Gambetta monta dans le panier du ballon l'*Armand-Barbès*, disant en souriant : « C'est peut-être mon avant-dernier panier ! » Il partit, laissant Paris au moment d'une crise intérieure que son patriotisme eût pu calmer ; et certains de ses adversaires, entre autres Delescluze, ne virent dans ce départ que ce qu'ils appelaient une échappatoire du *fin Génois*. La vérité est que, malgré les nouvelles rassurantes données par la délégation de Tours, qui parlait de deux armées de 80.000 hommes en marche sur Paris, de la situation excellente de Bazaine à Metz, du magnifique équipement de nos soldats et des ressources de notre artillerie, il était temps qu'un homme vigoureux et jeune donnât à la défense nationale en province une impulsion qu'elle n'avait pas. Il faut regretter que M. Gambetta n'ait point quitté Paris dès le 7 ou le 8 septembre, organisant incontinent la guerre défensive. La France y eût gagné un mois, dont les heures valaient des semaines, le mois où l'agglomération des forces allemandes devant nos citadelles assiégées empêchait M. de Moltke de faire, avec les troupes considérables dont il disposa plus tard, la campagne de France.

M. Gambetta, remplacé au ministère de l'intérieur par M. Jules Favre, chargé de l'intérim, emportait, au nom du gouvernement de la Défense nationale, une proclamation aux Français, proclamation patriotique, à

tive à ces manifestations, qui ont le tort grave « *de donner à la cité parisienne des apparences de sédition aussi contraires à la réalité que favorables aux desseins de l'ennemi* », et il ajoutait nettement que de telles manifestations *ne devaient plus avoir lieu*.

laquelle il ajouta le tableau éloquent, mais un peu exagéré, de Paris, qu'il présentait comme un vaisseau immense, armé et garni de défenseurs jusqu'aux hunes[1]. Ce tableau à la Barère dut au surplus agir sur l'imagination du peuple de France, et stimuler le patriotisme de la nation.

A peine M. Gambetta était-il parti, que les manifestations continuaient. Elles ne réussissaient jamais et n'aboutissaient même pas toujours. M. Blanqui, élu chef d'un bataillon de la garde nationale de Montmartre, après le 4 septembre, essayait d'organiser, le 7 octobre, une nouvelle manifestation contre l'Hôtel-de-Ville, échouait dans sa tentative, et, soumis ensuite à la réélection, ne parvenait pas à être confirmé dans son grade par le suffrage de ses soldats[2].

Peu après, le commandant Sapia, du 146e bataillon, distribuait des cartouches à ses hommes, et les engageait à son tour à marcher sur l'Hôtel-de-Ville. Les gardes nationaux eux-mêmes l'arrêtaient et le conduisaient à l'état-major de la place. M. Sapia, dont le nom reviendra sous notre plume à l'occasion du 22 janvier, fut acquitté par le conseil de guerre chargé de le juger.

C'était le 8 octobre que le commandant Sapia faisait appel à la guerre civile. Ce jour-là était la date choisie par les opposants pour organiser contre le gouvernement une manifestation imposante. Le *Journal Officiel* du 7 octobre ayant, par une note assez ferme, déclaré qu'en présence des sommations reçues et des menaces, il était de sa dignité et de son devoir d'ajourner jusqu'à la levée de l'état de siége les élections municipales, une affiche du Comité central des vingt arrondissements de Paris avait, en réponse à cette note, été placardée sur tous les murs de la ville, réclamant énergiquement la Commune de Paris. C'est sur ce mot mal interprété,

1. Voir aux Documents complémentaires.
2. Il n'obtenait pas plus de trois cents voix.

mal expliqué, compris par bien peu de gens, exploité par beaucoup d'autres, qu'allait se livrer dans Paris une lutte tout intestine, dont nous suivrons et examinerons les phases. Pour le moment, tenons-nous-en aux manifestations extérieures de l'opposition et du mécontentement d'une partie de l'opinion.

Les opposants ne comptaient alors qu'une minorité assez faible, et ils s'aveuglaient tout à fait en espérant qu'ils pourraient entraîner à leur suite Paris entier. Il a fallu les souffrances des derniers mois du siége, l'exaspération irraisonnée qui suivit l'écroulement de toutes les illusions, pour que Paris ait laissé faire et même suivi le mouvement. Au 8 octobre, Paris, comptant sur la victoire et ne songeant qu'à la défaite possible de l'ennemi, était sourd à toute parole de sédition. Aussi bien, lorsque, à midi et demi, un rassemblement de cinq où six cents citoyens vint crier devant l'Hôtel-de-Ville : Vive la Commune! leurs cris trouvèrent peu d'échos. Une demi-heure après, le 84e bataillon de la garde nationale (commandant Maurice Bixio, fils de l'ancien ministre de la République de 1848), venait se ranger devant le palais municipal et se déployer sur deux rangs le long de la façade. Un moment, on put craindre une collision sanglante ; mais, par bonheur, toute lutte fut évitée. Tout se borna à des cris. Le général Trochu accourait, à cheval, bientôt suivi du général Tamisier, commandant en chef la garde nationale ; la foule les acclamait, criant : *Vive la République!* tandis qu'après le 84e, des bataillons nouveaux accouraient pour protéger l'Hôtel-de-Ville. La manifestation se termina par une revue. Sous un ciel brouillé, roulant des nuages emportés d'où tombait la pluie, le gouvernement parcourut les rangs des bataillons et, les officiers s'étant rangés en cercle, M. Jules Favre, d'une voix haute, prononça ces paroles, qu'interrompit sourdement le bruit lointain de la canonnade engagée devant Paris :

« Messieurs :

« Cette journée est bonne pour la Défense, car elle affirme une fois de plus et d'une manière éclatante notre ferme résolution de demeurer unis pour sauver la patrie. Cette union intrépide, dévouée dans une seule et même pensée, elle est la raison d'être du gouvernement que vous avez fondé le 4 septembre. Aujourd'hui, vous consacrez de nouveau sa légitimité. Vous entendez le maintenir pour qu'avec vous il délivre le sol national de la souillure de l'étranger ; de son côté, il s'engage envers vous à poursuivre ce noble but jusqu'à la mort, et pour l'atteindre, il est décidé à agir avec fermeté contre ceux qui tenteraient de l'en détourner.

« Par un redoutable hasard de la fortune, Paris a l'honneur de concentrer sur lui l'effort des agresseurs de la France ; il est son boulevard, il la sauvera par votre abnégation, par votre courage, par vos vertus civiques, et, si quelques téméraires essayent de jeter dans son sein des germes de division, votre bon sens les étouffera sans peine. Tous, nous eussions été heureux de donner aux pouvoirs municipaux le fondement régulier d'une libre élection. Mais tous aussi nous avons compris que, lorsque les Prussiens menacent la cité, ses habitants ne peuvent être qu'aux remparts, et même au dehors, où ils brûlent d'aller chercher l'ennemi. Mais, quand ils l'auront vaincu, ils reviendront aux urnes électorales ; et, au moment où je vous parle, entendez-vous l'appel suprême qui m'interrompt? c'est la voix du canon qui tonne et qui nous dit à tous où est le devoir.

« Messieurs, un mot encore. Aux remerciements du gouvernement qui est votre œuvre, votre cœur, votre âme, qui n'est quelque chose que par vous et pour vous, laissez-moi mêler un avis fraternel : que cette journée ne fasse naître en nous aucune pensée de colère ou même d'animosité. Dans cette grande et généreuse population,

nous n'avons pas d'ennemis. Je ne crois pas même que nous puissions appeler adversaires ceux qui me valent l'honneur d'être maintenant au milieu de vous. Ils ont été entraînés; ramenons-les par notre patriotisme. La leçon ne sera pas perdue pour eux; ils verront par votre exemple combien il est beau d'être unis pour servir la patrie, et, désormais, c'est avec nous qu'ils voleront à sa défense. »

Flourens n'était pas à la manifestation du 8 octobre. Mais, dès le lendemain, poursuivi par son idée fixe, il écrivit une lettre à Rochefort, l'adjurant, au nom de sa popularité, au nom du salut commun, de donner immédiatement sa démission de membre du gouvernement. Ce fut à cette lettre que M. Rochefort répondit par une déclaration rendue publique et imprimée en tête du *Rappel :* « Je suis descendu *jusque dans les sous-sols les plus impénétrables de ma conscience, et je suis remonté* en me disant que mon départ pourrait provoquer un conflit, et que provoquer un conflit, c'était ouvrir une brèche aux Prussiens. » On pourrait railler l'étrange style de vaudevilliste de ce document, mais il fallait reconnaître que M. Rochefort était sage en abandonnant « la question de la Commune, devenue un champ de bataille. — Ayons, ajoutait-il encore sur le même ton, la patience d'*allonger la courroie* jusqu'à la levée de l'état de siége. »

Flourens fut déçu. Il n'entendait ni rien allonger, ni rien ajourner. Un moment il fut question de l'arrêter, et le 9 octobre le général Tamisier lui signifiait qu'il n'avait plus à commander qu'un seul bataillon, et qu'il devait quitter son grade et son uniforme de major. Flourens conserva ses galons et songea dès lors à une manifestation nouvelle. Ce fut au lendemain de ces incidents que M. de Kératry, donnant sa démission de préfet de police, partit en ballon pour la province avec une mission militaire. M. Ranc, dont l'administration avait été fort appréciée à la mairie du neuvième arrondissement, partait à son tour. En se retirant, M. de Kératry, dans un mémoire au

gouvernement, concluait à la suppression de la préfecture de police. Il en reçut, dans *le Combat,* les félicitations de M. Félix Pyat. M. de Kératry allait être remplacé à la préfecture de police par M. Edmond Adam, ancien représentant du peuple; et M. Ranc, à la mairie de la rue Drouot, par Gustave Chaudey, avocat, un des exécuteurs testamentaires de Proudhon.

A vrai dire, ces évolutions diverses ne causèrent point dans Paris une agitation bien grande. On ne s'occupait encore et presque uniquement que de la défense, qu'on trouvait bien un peu lente, mais que l'on considérait comme prudemment dirigée par le général Trochu.

Pendant que se passaient ces événements politiques, de petites opérations militaires étaient tentées autour de Paris. Le général Vinoy avait fait occuper, le 7 octobre, le village de Cachan-Devant-Thiais; à cette même date, la nuit, les marins du fort de Montrouge surprenaient l'escorte d'un convoi prussien, l'attaquaient à la hache d'abordage et à la baïonnette, et ramenaient où brûlaient les fourgons. Le 8, une reconnaissance chassait l'ennemi de Bondy et occupait le village jusqu'au soir. Le général Ducrot essayait de rencontrer les Allemands à la Malmaison qu'il trouvait abandonnée. Devant Bezons, les éclaireurs de la garde nationale faisaient le coup de feu avec les tirailleurs ennemis. Le 10, le général Blanchard faisait occuper, en avant de Cachan, la maison Millaud et y établissait ses avant-postes. Le 12, des reconnaissances étaient à la fois dirigées, d'un côté, vers le plateau d'Avron, et de l'autre vers la Malmaison. Cette fois, à la bifurcation des routes de Bougival et de la Jonchère, nos soldats étaient arrêtés par une volée de mitraille, mais les canons du Mont-Valérien faisaient bientôt taire l'ennemi. Ce n'était rien d'ailleurs, ou peu de chose, et le général Trochu avait le tort, l'immense tort, de combiner, après de longues réflexions, des actions importantes, trop importantes pour être des reconnaissances, trop peu menaçantes pour être de grandes batailles, au lieu de

faire chaque jour, chaque nuit, quelque attaque, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, et de lasser, s'il était possible, d'inquiéter en tous cas, d'alarmer l'ennemi

Au surplus, à ce moment du siége, les forces des Allemands massées sous Paris étaient assez faibles. Le général de Moltke n'avait alors à sa disposition que 160,000 hommes, 180.000 au plus, et le général Trochu pouvait facilement jeter sur un seul point de la périphérie un nombre au moins égal de combattants. Mais il fallait de l'énergie, de la décision, une volonté, une confiance que le général n'avait pas. En ce sens, l'exaltation de Flourens eût été légitime s'il eût simplement voulu stimuler la direction militaire et non s'y substituer. Le général Trochu parlait, ergotait et n'agissait pas. Dans les conseils du gouvernement, à l'Hôtel-de-Ville, dans ce salon où, jusqu'à une heure fort avancée de la nuit, s'élaboraient les projets de la défense, M. Trochu parlait sans cesse. Éloquent, disert, d'une parole claire, correcte et abondante, il semblait vouloir prouver à la majorité d'avocats qui l'écoutaient, qu'un général pouvait être orateur et grammairien. C'était Vaugelas général. Il citait aussi du latin. Ses discours avaient d'ailleurs une telle verve confiante, quasi gasconne, qu'ils entraînaient les esprits les plus opposés aux idées intimes du général Trochu. J'ai dit que M. Henri Rochefort subissait absolument le charme de cette parole militaire. En revanche, M. Gambetta avait sur M. Trochu une réelle influence, et l'on doit regretter sur ce point que le tribun n'ait pu peser directement sur les décisions du général. Il l'eût certainement éperonné et contraint d'agir.

Chose à noter, l'adversaire le plus décidé de M. Trochu, dans les conseils du gouvernement, était M. Ernest Picard. Partisan de la paix, regardant la victoire comme impossible, M. Picard n'en poussait pas moins M. Trochu à l'action. « Au moins, si vous faites la guerre, faites la « avec énergie. » Ce gros homme perspicace et narquois, peu enclin aux héroïsmes de Saragosse, avait percé à

jour le général et deviné ses hésitations sous sa faconde séduisante.

Toujours est-il que les heures s'écoulaient, se dépensaient en discours. M. Trochu parlait et le gouvernement écoutait. Cependant, le roi de Prusse, qui, depuis le 5 octobre, avait quitté Ferrières pour établir son quartier-général à Versailles, pouvait craindre une sortie de la garnison de Paris. Il y avait, en effet, du danger, une certaine témérité à investir une cité aussi formidable avec une armée aussi peu nombreuse. « Mais, dit M. Jules « de Wickede, cette témérité n'était qu'apparente et se « fondait sur une connaissance profonde de l'ennemi [1]. » C'est de la psychologie ou de la physiologie, comme on voudra, appliquée à la guerre. Mais un chef d'armée doit avoir pour science première celle du tempérament des hommes. Maurice de Saxe parle du *cœur humain* qu'il faut étudier pour gagner des batailles. Toujours est-il que, si les écrits de M. de Wickede sont exacts, M. de Moltke était certain que son adversaire ne l'inquiéterait pas. « On se racontait à Versailles que de Moltke, parlant du « danger que pouvait courir le quartier-général, en cas « d'une sortie sérieuse des Français, avait répondu : *Ils « pourraient la faire, mais ils ne la feront pas.* »

« Si cette parole est vraie, ajoute M. de Wickede, elle prouve une fois de plus la justesse des appréciations du général en chef prussien. Pourquoi Trochu, lors de la sortie de deux divisions du général Vinoy, le 30 septembre, n'envoyait-il pas les renforts nécessaires? Ou, s'il ne disposait pas à cette époque de troupes en nombre suffisant, c'était bien insensé d'entreprendre une sortie et de sacrifier inutilement la vie de quelques centaines de braves soldats. Trochu, certes, devait bien penser qu'avec deux divisions seulement, il ne pouvait pas espérer de résultats [2]. »

1. *Gazette de Cologne.*
2. *Ibid.*

La faute du combat de Chevilly fut répétée au combat de Bagneux, le 13 octobre. Les mobiles et la ligne, non appuyés, montrèrent un courage inutile, et, après un avantage obtenu, n'en purent profiter. A neuf heures du matin, le général Vinoy fit attaquer Clamart et les positions de Bagneux et de Châtillon. Tandis que deux bataillons du 13e de marche et 500 gardiens de la paix mobilisés emportent Clamart sans coup férir, le général de Susbielle, avec le reste de sa brigade, attaque Châtillon par la droite, canonne la position, tandis que les forts d'Issy et de Vanves couvrent le plateau de leurs obus, puis lance ses soldats à l'attaque du village. Mais des barricades successives, une fusillade partant des maisons ralentit, sans l'arrêter l'élan des troupes. Maison par maison, il faut enlever ces rues crénelées. Les assiégés se font assiégeants. Un coup de feu frappe le général à la jambe. Il demeure à cheval et commande toujours sa brigade. En même temps, les mobiles de la Côte-d'Or et un bataillon des mobiles de l'Aube, placés à gauche, attaquaient Bagneux et l'enlevaient à l'ennemi. Ces enfants se montraient, sous le feu, *aussi solides que de vieilles troupes*. (*Rapport* de Vinoy.) Là, tomba, à la tête du bataillon de l'Aube, le commandant de Dampierre, jeune, riche et fait pour vivre, un descendant de ce général de Dampierre, mort en combattant les Prussiens sous la première République, et enseveli au Panthéon avec son épée de combat, ses gants de buffle et sa dragonne en cuir.

Le commandant des mobiles de l'Aube, à l'entrée du village de Bagneux, voyait ses soldats hésiter.

— Allons, en avant, mes enfants, dit-il en s'élançant sous une grêle de balles.

Il tombe, frappé au ventre, mais le village est emporté! Ce digne descendant du vieux Dampierre avait trente-trois ans.

Entre Bagneux et Châtillon, le 35e de ligne, que nous retrouvons dans toutes ces batailles avec son héroïque

colonel, M. de la Mariouse, s'élançait, suivi d'un bataillon de mobiles bourguignons (Côte-d'Or), mais l'artillerie ennemie les décime. Eux aussi, sous le double feu des canons et de la mousqueterie, enlèvent des maisons une à une. Braves gens qui, au centre de l'action, cheminaient vers Châtillon sous une grêle de balles. Mais l'entreprise était trop hardie, et là encore une fois la réserve manquait. Vainement l'artillerie de la brigade La Charrière faisait taire une batterie prussienne qui défendait l'extrémité de Bagneux. Pour compléter notre avantage, il eût fallu des troupes fraîches. Les troupes manquaient. On sonna la retraite. Nos soldats, après cinq heures de combat glorieux, arrêtaient encore l'ennemi qui voulait reprendre ses positions, et l'artillerie des forts de Vanves, Montrouge et Issy tenait les colonnes ennemies à distance. Le rapport officiel du général Vinoy constatait, pour consoler Paris de ce résultat négatif, que le résultat de la reconnaissance avait été atteint, l'ennemi ayant dû subir de fortes pertes, tandis que les nôtres étaient peu sensibles.

Efforts perdus, courage vainement dépensé !

Ce même jour, les obus du Mont-Valérien incendiaient le château de Saint-Cloud, qui servait, dit-on (les Allemands l'ont nié), d'observatoire à l'état-major ennemi. En six heures, tout fut consumé de ce château qui avait vu passer tant de gens, tant de choses, Bonaparte après Brumaire, Blücher après Leipzig, la reine Victoria après l'Alma, château d'où était partie l'impératrice au lendemain de Forbach, et où le prince de Hohenzollern était entré au lendemain de Sedan !

Le 14, les Prussiens demandaient un armistice pour l'enlèvement des morts du combat de Bagneux. Le général Vinoy affirme, dans son rapport, que nous n'avions guère perdu que trente hommes tués et quatre-vingts blessés. La demande de l'armistice prouverait qu'en effet les pertes des Allemands avaient été assez considérables. Paris avait vu ramener, en outre, quelques pri-

sonniers bavarois, et rien ne mesure mieux l'état tout particulier de confiance et d'espoir absolu que la joie de cette grande ville à la vue de quelques Allemands traversant ses rues entre nos soldats! Il oubliait, ce Paris, les cent mille Français prisonniers en Allemagne, pour ne voir que cette poignée de Bavarois ou de Saxons! Plus tard, il se consolera de tout, lorsqu'après une action meurtrière, les gardes nationaux rentreront à Paris portant quelques casques prussiens au bout de leur fusil!

Jusqu'au 21 octobre, jour où le général Trochu fit tenter encore une sortie, il n'y eut, autour de Paris, que de minimes engagements. Le 21, une des opérations les plus importantes du siége fut dirigée par le général Ducrot, du côté de la Malmaison et de la Jonchère. Tandis que le général Vinoy faisait, entre Ivry et Issy, une démonstration offensive, le général Tamisier dirigeait une reconnaissance jusqu'à Villemonble. Entre Nogent et Joinville-le-Pont, il y eut aussi un engagement où se distinguèrent les carabiniers du capitaine Arnauld de Vresse et où l'avantage nous resta. Mais ce n'était rien, et l'affaire de Rueil et de la Jonchère devait prendre les proportions d'une bataille.

Le terrain du combat du 21 octobre fut à peu près le même que celui où devait avoir lieu, quelques mois après, l'affaire du 19 janvier. Les troupes d'attaque, disposées en trois colonnes, ou en trois *groupes*, comme dit le rapport du général Ducrot, devaient attaquer à la fois : les troupes du général Berthaut (3.400 hommes d'infanterie, un escadron de cavalerie et vingt canons), la partie élevée de Rueil; les troupes du général Noël (1.350 fantassins, dix canons), le parc de la Malmaison et le ravin qui va de l'étang de Saint-Cucufa à Bougival; les troupes du colonel Cholleton (1.600 hommes d'infanterie, un escadron de cavalerie, dix-huit bouches à feu), au centre, devant soutenir la colonne de droite et celle de gauche. Les réserves, sous les commandements

des généraux Martenot et Paturel, ne comptaient que 4.600 hommes d'infanterie, deux escadrons de cavalerie et quarante-six bouches à feu. Ce n'était pas assez pour livrer une bataille. Et cependant, tel fut l'élan des troupes, que les Allemands crurent un moment que la journée leur échappait.

A une heure, l'artillerie ouvrait vigoureusement son feu sur Buzenval, la Malmaison, Bougival et la Jonchère. Puis, les colonnes des généraux Berthaut et Noël s'avançaient vers la Malmaison, et la colonne Cholleton se portait sur Buzenval. Le feu de l'artillerie s'arrête. Les troupes s'élancent. Elles emportent les premières positions de l'ennemi, contournent la Malmaison, gravissent les pentes de la Jonchère, pénètrent dans le parc et, là, sous bois, un combat acharné se livre. Des maisons de ce village partent des coups de feu. Des taillis les balles pleuvent. Quatre compagnies de zouaves (commandant Jacquot) sont acculées contre le mur de la Malmaison et entourées par des forces considérables. Un bataillon de mobiles de Seine-et-Marne s'élance, les dégage, rétablit le combat. En avant de nos lignes, les mitrailleuses ouvraient leur feu sur les troupes ennemies. Sur toute la ligne de bataille, jusqu'à Montretout, nous avions eu, au début, l'avantage. Les tirailleurs du général Martenot avaient un moment même occupé la redoute Montretout, et les francs-tireurs de la 2e division, commandés par le capitaine Faure-Biguet, se précipitant dans le parc de Buzenval, étaient presque parvenus, en combattant sous bois, jusqu'auprès du ravin de Saint-Cucufa.

L'attaque de nos troupes, le feu de notre artillerie, avaient été, au début de l'action, si violents qu'une certaine panique s'était répandue jusqu'à Versailles. Un journal allemand, *Daheim* (numéro du 10 décembre 1870), a retracé d'une façon pittoresque et sincère l'état des esprits au quartier général prussien : les aides de camp galopant dans les rues de Versailles, les blessés rapportés et disant : « L'affaire va mal. » Frémissante, la po-

pulation laissait éclater son espoir. Le bruit du canon de Ducrot semblait se rapprocher et se rapprochait en effet. Les Prussiens amenèrent alors des canons sur la place d'Armes et, leurs gueules enfilant les avenues de Saint-Cloud, de Paris et de Sceaux, on les chargea de *schrapnels* (obus à balles) devant la population. Les portes de la ville furent fermées. M. de Moltke monte à cheval et, suivi de dragons bleus, court au lieu du combat [1]. Bientôt le roi part à son tour, en voiture, escorté par des uhlans. Le Prince royal, M. de Blumenthal, son chef d'état-major, le comte de Cobourg, le prince L. de Bavière, etc., accouraient aussi et suivirent les phases de la bataille, d'abord des hauteurs de Beauregard, puis du haut de Marly. Les renforts envoyés en hâte aux troupes allemandes devaient fatalement annuler l'avantage marqué que venaient d'obtenir nos soldats. Les Allemands, écrasés, battus, pouvaient reprendre l'offensive. Un moment le général Von Kirchbach crut ne point pouvoir tenir plus longtemps sous le feu de nos canons. L'arrivée des 6e, 50e et 46e de la landwehr, du 5e corps, la présence de M. de Moltke anéantirent l'œuvre faite par nos quelques milliers de soldats.

D'abord, nos fantassins, mettant à profit la grande portée de leurs chassepots, augmentaient les distances qui les séparaient de l'ennemi et le fusillaient avec succès. Le 46e régiment prussien était littéralement décimé, lorsque le major qui le commandait, blessé lui-même, eut recours à une de ces ruses dont les Prussiens, ces Mohicans mathématiciens, usent souvent. Ordonnant à ses hommes de se jeter à terre, il ne laissa que quelques

1. Un habitant de Versailles, digne de foi, nous a raconté que la panique fut telle à Versailles, que M. de Moltke jetait lui-même, par une des fenêtres de son appartement donnant sur la rue, ses papiers et ses dépêches. Deux dragons recevaient les dépêches dans un drap tendu sous la fenêtre. Ce détail vient d'un témoin oculaire, et, quelque étrange qu'il soit, nous devons l'enregistrer comme une chose vue et affirmée. — Voir le livre intitulé : *Versailles pendant l'invasion.*

fusiliers debout. Nos soldats s'élancent à travers bois, croyant le passage libre, lorsque, à trois cents pas environ, « *la terre devint vivante* », selon l'expression du journal allemand, et mobiles et francs-tireurs (tirailleurs de la Seine) reçurent presque à bout portant la plus effroyable décharge.

Les secours envoyés aux Prussiens étaient trop considérables pour que le combat pût être maintenu. A la nuit tombante, la retraite commença. Les obus allemands poursuivaient nos colonnes. Près de la porte de Longboyau, une vive fusillade accueillait la batterie du capitaine Nismes, le tuait, jetait bas dix canonniers et quinze chevaux, et, malgré les efforts d'une poignée de nos soldats, deux pièces de quatre demeuraient aux mains de l'ennemi.

C'était un échec. Journée superbe, qui avait pris, tout d'abord, les proportions d'une absolue victoire et qui, si les huit ou dix mille hommes en ligne (cinq ou six mille seulement combattirent) avaient été soutenus, nous ouvrait peut-être la route de Versailles. « *Nous ne sommes pas encore à Versailles* », disaient, le soir, nos officiers déçus. Et, depuis ce jour, la phrase devint quasi proverbiale dans l'armée de Paris. Mais les troupes avaient vaillamment combattu. Nos mobiles s'étaient mesurés avec succès un moment avec la landwehr de la garde prussienne; les éclaireurs à cheval de Franchetti avaient fait preuve de l'intrépidité la plus grande, et, parmi les tirailleurs de la Seine frappés dans ce combat, les noms d'artistes déjà célèbres, comme les peintres Vibert et Leroux, et Cuvellier, le sculpteur, montraient que le Paris civique avait tenu à affirmer son patriotisme et son dévouement à côté des troupes régulières.

Les *Tirailleurs de la Seine* n'étaient pas le seul corps franc qui marchât avec l'armée. La légion des *Amis de la France*, composée de volontaires étrangers, vêtus d'une veste marron à brandebourgs noirs et armés de carabines Sniders, devaient se distinguer tout à fait

pendant le siége. *Les Éclaireurs de Poulizac, les Francs-Tireurs des Ternes, des Lilas, de Joinville, des Vertus, les Guérillas de l'Ile-de-France, les Carabiniers parisiens*, etc., allaient avoir aussi leur part de danger dans l'action commune.

Cette journée du 21 octobre fut une des plus chaudes du siége de Paris. Les bulletins officiels allemands qui l'annonçaient témoignent indirectement de son importance, et on peut, dans l'assurance même des vainqueurs, retrouver la preuve de l'inquiétude qu'ils éprouvèrent un moment. « Nous avons assisté à l'engagement « du haut du viaduc de Marly, télégraphie le roi Guil- « laume à la reine Augusta. *Tout Versailles avait été mis « en émoi.* » M. de Podbielski, chef d'état-major général, après avoir parlé des pertes *relativement* légères éprouvées par les Prussiens, ajoutait, dans sa dépêche officielle : « Si, *comme on ne saurait en douter,* un nou- « veau bulletin de victoire est publié au sujet de ce « combat par nos ennemis, *ce sera la meilleure preuve « qu'il faut excessivement peu pour les satisfaire.* » Sous l'ironie du chef d'état-major, on découvre cependant encore la prudence du soldat qui tient à aller au-devant de la version ennemie, afin de ne point laisser de doute sur l'issue du combat. Ce qui indique, nous le répétons, que le résultat de l'affaire de la Malmaison avait un moment paru douteux, même aux officiers généraux prussiens.

Paris prit cette sortie avortée pour une victoire. On lut tout haut, le soir, devant les mairies, le récit de la *reconnaissance offensive* conduite par le général Ducrot, et les groupes, heureux, répondaient en criant : *Vive la France!* Ce ne fut que le lendemain qu'on apprit la perte de deux canons, enlevés à nos artilleurs par le 50e régiment d'infanterie prussienne.

Cependant Paris, de plus en plus décidé à résister, ne faiblissait point moralement et voyait sans inquiétude, avec la fin d'octobre, approcher les premiers froids, les

journées de brume, les nuits glacées. Les provisions diminuaient, l'hiver venait, le blocus continuait : Paris demeurait calme et stoïque, et ceux qui le virent alors peuvent déclarer qu'il n'y avait aucune fanfaronnade dans l'attitude de cette population résolue à souffrir jusqu'au bout. Le général Trochu avait rassuré et conquis la majorité des esprits en déclarant, dans un document public adressé au maire de Paris pour lui annoncer la formation prochaine des compagnies de marche de la garde nationale, qu'il avait *son plan* et qu'il le suivrait jusqu'au bout *sans le révéler*. Cet entêtement breton ne déplaisait pas. On croyait encore, on avait foi dans la valeur militaire de ce temporisateur éternel.

Presque en même temps, M. Trochu prenait une résolution destinée à lui donner, dans l'opinion publique, une attitude ferme ; il supprimait ce qu'il appelait les vieux errements, et mettait pour les soldats la citation à l'ordre du jour de l'armée avant tout autre récompense.

Bientôt un décret du gouvernement, inspiré par lui, réservait la décoration de la Légion d'honneur à la récompense des services militaires et aux actes de bravoure et de dévouement accomplis en présence de l'ennemi. Cette austérité, cette abnégation à la Marc-Aurèle semblait compléter la physionomie du général qui avait proclamé naguère la toute-puissance de la *force morale*. Cependant, le temps passait. La garde nationale n'était pas militairement organisée ; la province, d'après les nouvelles reçues de Gambetta (18 octobre), avait sur pied une armée de 90.000 hommes. Gambetta parlait aussi, entre parenthèse, d'une dyssenterie de Frédéric-Charles et d'une *entreprise* des Prussiens sur Orléans. La vérité est qu'Orléans était pris et que Frédéric-Charles, devant Metz, n'avait jamais été malade. Où Gambetta disait le mot absolu de la situation, c'est lorsqu'il parlait de faire à la Prusse une guerre de *ténacité!*

Une nouvelle dépêche de Gambetta annonçait bientôt l'occupation d'Orléans. Le ministre de l'intérieur ajou-

tait que nos troupes couvraient Bourges et se préparaient à l'offensive.

Jusqu'au 25 octobre, les journées furent remplies par les discussions, les nouvelles, l'échange de renseignements contradictoires. On rationnait la viande à soixante grammes par personne, et le 26, on allait la rationner à cinquante. Presque en même temps, M. Félix Pyat parlait des *orgies gastronomiques* des Turcaret de la Chaussée-d'Antin. A dire vrai, il y avait déjà un sentiment d'aigreur, de mécontentement latent. Il fallut la nouvelle de la prise de Châteaudun, de la résistance acharnée et sublime d'une petite ville sans défense contre l'étranger qui la bombardait en attendant qu'il la brûlât ; il fallut l'annonce de cet héroïque fait d'armes, pour ramener les esprits vers ce qui était ou ce qui devait être l'unique souci de la situation cruelle : — la patrie, la résistance, la lutte intrépide, absolue, jusqu'au sacrifice, contre l'étranger.

Paris, isolé, bloqué, assiégé, déjà souffrant, attendait, écoutait et se demandait : *Où est la France ?* Lorsque ce nom retentit, *Châteaudun*, lorsque cette résistance fut connue, lorsque l'écho de cette lutte admirable vint frapper la grande ville attentive et déjà inquiète, alors Paris poussa, à cette nouvelle d'un deuil public, une clameur presque joyeuse, et il se dit : — La France se lève ! la France accourt ! la France est vivante, puisqu'elle sait mourir !





CHAPITRE V.

La guerre en province. — Formation rudimentaire de l'armée de la Loire. — Le général de La Motterouge. — Combat d'Orléans (11 octobre). — Retraite de notre armée. — Les Prussiens à Dreux et à Ablis. — La guerre à l'allemande. — Résistance héroïque de Châteaudun (18 octobre). — Coup d'œil sur la province.

La France savait mourir et combattre. Nous rencontrerons, lorsque nous parlerons des provinces du nord, un nom déjà glorieux à cette date du mois d'octobre, le nom de Saint-Quentin. Nous allons maintenant nous arrêter devant celui de Châteaudun.

Mais Châteaudun ne devait résister qu'après la prise d'Orléans. Orléans aussi vaut qu'on salue son sacrifice. Cette première défaite même, ce combat devant Orléans le 11 octobre ne fut pas sans gloire et il eut aussi ses martyrs.

Une dépêche arrivée de la province à Paris annonçait

que l'armée de la Loire harcelait déjà l'ennemi. Les Allemands ne croyaient guère à l'existence de cette armée ; cependant à tout hasard, un corps d'armée, composé de Bavarois et de Prussiens, le général Von der Tann commandant en chef et le prince Albrecht de Prusse commandant la cavalerie, avait été chargé d'opérer sur la Loire et d'occuper Orléans, où les chemins de fer de Bretagne et du Midi ont leur point d'intersection ; et l'on sait que les Allemands tiennent avec raison à occuper les *têtes de ligne*, et les regardent comme de véritables points stratégiques. La campagne de Bohême, en 1866, nous avait déjà fait connaître cette méthode employée avec succès par leurs généraux. Le 6 octobre, Von der Tann rencontrait à Toury, non loin d'Étampes, l'avant-garde de l'armée française. Le combat qui se livra fut tout au moins indécis, et les Français, obligés de se replier devant le nombre, n'en obtinrent pas moins un léger avantage, enlevant un troupeau de bétail à l'ennemi, qui revenait à Étampes, demandant du renfort au Prince royal. Notre armée de la Loire, que commandait alors, non plus le général de Polhès, mais le général de La Motterouge, était forte d'environ 20 à 25.000 hommes de troupes rassemblées, groupées en hâte, régiments de marche, mobiles, soldats de la légion étrangère, etc., et elle allait avoir à combattre 40.000 Allemands (39.000 disent les documents prussiens ; d'autres documents [1] parlent, au contraire, de 45.000 hommes).

Le général de La Motterouge passait pour un bon officier. Vigoureux, malgré ses soixante-huit ans, on pouvait croire que l'ancien combattant de Crimée, après s'être tout à fait distingué en Italie, retrouverait, devant l'invasion, quelque peu de l'énergie passée. Mais il en était du général de La Motterouge comme de la plupart des officiers généraux de l'armée impériale qui, vieillis,

1. Voyez le *Combat d'Orléans*, par M. A. Boucher (Orléans, in-18).

déshabitués de la rudesse de la vie militaire, peu soucieux d'ailleurs de se tenir au courant du mouvement scientifique de leur temps, se laissent dépasser par leurs adversaires avant de se laisser vaincre. Qu'ils ressemblaient peu à ce maigre et souffrant maréchal Niel, qui mourut navré de l'état dans lequel était tombée l'armée française, qui voulait la relever, la refaire, la rendre invincible, qui gagna à cette œuvre l'impopularité des cercles militaires, et que M. Rustow dans son livre magistral appelle « un Bélisaire tombé au milieu des favoris byzantins. »

Le général de La Motterouge, ancien adversaire heureux de M. Glais-Bizoin dans les Côtes-du-Nord, où il fut élu par 18.000 voix contre 12.000 données à son concurrent, a laissé dire que son ancien adversaire l'avait exposé, par ses ordres, à une défaite. Il n'en est rien. Le général de La Motterouge ne pouvait, il est vrai, songer à débloquer Paris, mais il pouvait défendre Orléans avec une ténacité plus méritoire. Le 10 octobre, l'armée allemande de Von der Tann, forte de 12 régiments d'infanterie, appuyés par 4 bataillons de chasseurs bavarois, et de 3 divisions de cavalerie, 2 régiments d'artillerie et 2 bataillons de pionniers, prit l'offensive contre les Français. C'était à Artenay. Nous n'avions en ligne, au début de l'action, que quelques compagnies de chasseurs à pied et la brigade de cavalerie de Longuerue. Le général de Reyan, qui s'était battu à Toury le 6, envoie aussitôt sa division secourir nos soldats. Jusqu'à deux heures et demie de l'après-midi, nos troupes se maintinrent à Artenay, dans des positions bravement disputées, puis, devant le déploiement des forces ennemies, battant en retraite, elles se réfugièrent dans la forêt d'Orléans, laissant 3 canons et 2.000 prisonniers aux mains des Allemands Vers le soir, l'armée de Von der Tann, poursuivant sa marche, ne se trouvait plus qu'à quelques lieues d'Orléans, et, à six heures du matin, le 11 octobre, elle continuait son mouvement vers la ville.

Le général de La Motterouge eût, à coup sûr, pu lui disputer le passage. Il n'osa. Dans une lettre, rendue publique, il a déclaré que la résistance lui avait semblé impossible. Au surplus, la lutte, soutenue la veille, pendant sept heures, contre l'ennemi, lui paraissait suffisante pour l'honneur de ce 15e corps qu'il commandait. Il donna l'ordre de battre en retraite vers la Sologne, avec la Ferté-Saint-Aubin pour point de ralliement.

Le général avait tort de ne point compter sur le courage de ses soldats. Il y a toujours de l'héroïsme dans les plus humbles, lorsque le chef ne désespère pas de la tâche entreprise. La flamme de tous est et doit être en lui.

Pour protéger la retraite, un bataillon du 39e de ligne, un bataillon de marche, deux bataillons des mobiles de la Nièvre, le 5e bataillon de la légion étrangère, deux compagnies du 8e bataillon de marche, 160 zouaves pontificaux et le 27e régiment de marche demeuraient seuls, au nord d'Orléans, sur les routes de Chartres et de Paris, et devaient défendre les Aydes et le faubourg Bannier. C'est à peu près 5.700 hommes qui vont se mesurer avec près de 40.000 ennemis, et nous diminuons ce dernier chiffre. Ces 5.000 hommes avaient, pour toute artillerie, 6 pièces de 4, et l'ennemi disposait de 115 canons. Une poignée d'hommes d'un côté, dix-huit régiments de l'autre, et la lutte s'engage.

Le combat avait commencé entre Saran et Cercottes. Il se continua jusque dans les faubourgs où, maison par maison, les Allemands durent emporter ce coin de terre. Tous ces combattants, officiers et soldats, se multipliaient. Le commandant Tricoche, avec ses six canons, ripostait aux batteries ennemies, et, prodige presque inouï, les changeant de place, tantôt les divisant, tantôt les réunissant, les mettait hardiment en face, ici de 42 canons prussiens, là de 12 canons bavarois. (Témoignage de M. Boucher.) Un moment le feu de cette batterie, dont pas une pièce ne fut démontée, arrêta l'élan des cavaliers



VON DER TANN

prussiens du prince Albrecht, puis, quand il fallut abandonner Saran, se replier sur la gare des Aubrais, enfin dans les Aydes et dans Orléans même, la résistance se fit plus acharnée, plus meurtrière et plus héroïque.

Là combattit, avec un courage superbe, le 5e bataillon de la légion étrangère, commandant Arago, venu de Bourges le matin. En quittant le boulevard de Rocheplatte, où il était campé, le bataillon rencontra, près de la grille de l'octroi, le général de La Motterouge, à cheval, sa calèche à côté de lui. Le général suivait la retraite. Les soldats allaient mourir.

Aux Aydes, derrière les clôtures et les haies, derrière les maisons, partout se livre un combat acharné qui mérite d'illustrer à jamais le 5e bataillon de la légion étrangère. Tous ces braves, dont beaucoup, Belges, Espagnols, Autrichiens, Suisses, etc., mouraient avec joie pour la France, firent leur devoir. Pâle et fier, le commandant Arago, sachant bien qu'il s'agissait, non de vaincre, mais de vendre chèrement la victoire, se tordait la moustache et disait : « En avant ! » — Il demeurait debout au milieu de la rue. On l'engageait à se rapprocher des murailles. Arago remerciait et demeurait à sa place de combat, sous les balles [1].

Le combat acharné se prolongea longtemps. Les femmes, les enfants, l'instituteur des Aydes rampaient sous le feu pour ramasser les blessés, les traîner dans les

1. Il y eut là des traits magnifiques. N'en citons qu'un. C'est M. Auguste Boucher, professeur au lycée d'Orléans, qui le raconte dans son livre : « Un chasseur du 5e bataillon de marche (chasseurs à pied, quelques-uns s'étaient mêlés à la légion étrangère), un chasseur a remarqué, sur un des côtés de la route de Chartres, une excavation qui ressemble à une fosse : il va s'y embusquer. Une balle l'abat. Un second accourt, car la place est bonne. Il relève un peu son camarade ; à la hâte, il le met en travers devant lui, et ce corps encore chaud devient son rempart. Il tire de là comme à coup sûr. Furieux de leurs pertes, cinquante ennemis le visent à la fois. A son tour le voilà renversé. Mais, admirable obstination de l'héroïsme, ce trou rempli de sang, qui porte un cadavre au rebord, un cadavre dans sa profondeur, on dirait qu'il attire ces soldats, avides

maisons. Il était près de trois heures, et l'ennemi, toujours arrêté par cette fusillade incessante, était tenu en échec. A ce moment, une balle vint frapper au cou le commandant Arago : il tomba foudroyé, face au danger, digne de son nom, et ses soldats redoublèrent de fureur pour le venger.

Mais, à cette heure déjà, Von der Tann, irrité de la résistance de ces braves, faisait redoubler le feu de son artillerie. Partout, ses soldats avaient rencontré l'acharnement le plus viril. Aux Aubrais, les mobiles de la Nièvre s'étaient battus *comme des lions*, dit le lieutenant-colonel Jouffroy, du 39e, qui commandait en chef les défenseurs d'Orléans. Dans le faubourg Bannier, le 39e fusillait les Bavarois, tandis que, depuis la mort du commandant Arago, le capitaine de Morancy continuait à tenir les Aydes avec le bataillon décimé dont il avait pris le commandement. La lutte d'ailleurs, toujours héroïque, touchait à sa fin. Vers le faubourg Bannier, les Bavarois, en rangs serrés, accentuaient un mouvement tournant qui devait leur livrer ce terrain trempé de sang, ces maisons auxquelles, dans leur rage, ils mettent le feu en poussant des hurrahs. Vingt-huit maisons furent consumées. Les soldats de Bazeilles continuaient leurs exploits.

Et, malgré l'obscurité, malgré le flot grossissant des ennemis, çà et là, partout où il y avait un groupe de soldats, la résistance continuait. La retraite sonnait et

de se battre : ils n'y aperçoivent point la mort ; ils n'y voient qu'un avant-poste d'où l'on peut tuer des ennemis. Un troisième vient donc s'y établir, mieux protégé par les deux hommes qui le couvrent, qu'ils ne l'avaient été eux-mêmes : plus longtemps qu'eux, il tire sur les Bavarois ; mais, à la fin, lui aussi tombe et expire. Ce ne fut pas le dernier. Un quatrième s'y précipite, s'abrite derrière cette barrière de cadavres, se bat avec la même ardeur, appuyant son fusil sur les morts, et se fait tuer à la même place... On les trouva tous quatre l'un sur l'autre, étendus dans le même repos, victimes du même sacrifice. — Comment se nommaient-ils, ces braves ?... Dieu le sait !... Nous n'avons gardé d'eux que le souvenir de cette sublime énergie. » (*Combat d'Orléans*, page 30.)

beaucoup de combattants de la légion étrangère ne l'écoutaient pas. Ivres de patriotique colère, ils se blottissaient derrière quelque pan de muraille écroulée, dans les vergers ou les vignes, et épuisaient sur les Allemands ce qui leur restait de cartouches. On vit cent cinquante hommes, au bois des Acacias, protéger la retraite jusqu'à leur dernier coup de feu. Un bataillon du 27e se battit avec un incroyable acharnement, pendant huit heures, après être demeuré près de quarante heures sans nourriture et sans repos. Sur les 5.700 défenseurs d'Orléans, plus de 2.000 étaient tombés ; la légion étrangère seule sur 1.350 hommes perdait 600 soldats et 250 prisonniers. Mais l'ennemi savait ce que lui coûtait une telle victoire, et le roi Guillaume avait beau, dans son télégramme à la reine Augusta, parler de pertes *proportionnellement peu considérables* que ses soldats avaient éprouvées en refoulant « l'armée de la Loire » au delà d'Orléans, nos combattants avaient fait payer cher leur défaite et ce n'était pas l'armée de la Loire, mais un détachement de cette armée qui avait arrêté les Allemands depuis midi jusqu'à la nuit.

Ajoutons que Von der Tann, pour accentuer sa victoire, n'avait pas craint de faire bombarder, non pas seulement les Aydes où combattaient nos soldats, mais Orléans même, une ville ouverte, et qui vit tomber les obus allemands jusque sur la place du Martroi. L'irritation du général devait être grande, il est vrai ; pour se faire une idée des pertes subies par les Allemands, il faut lire le récit de l'aumônier bavarois, l'abbé Gross qui, dans un article de la *Gazette allemande*, avoue que le corps d'armée a « *gravement souffert.* » L'abbé Gross compare le combat d'Orléans à cette magnifique résistance de l'infanterie de marine à Bazeilles, le jour de la bataille de Sedan. Le lieutenant-colonel du 39e, M. de Jouffroy, avait donc raison de dire, dans son rapport, que *pas un militaire n'avait eu de défaillance.*

Il semble que l'affirmation de M. de Jouffroy, ce chef

énergique, soit une réponse aux allégations du général de La Motterouge qui, dans son rapport, parle assez froidement d'un combat *très-vif et très-honorable*, en disant tout d'abord que les troupes engagées le matin « *n'ont pas tenu* ». Or, nulle troupe n'avait été engagée le matin. Nulle bataille n'avait eu lieu avant midi, et, à partir de midi, les troupes n'avaient pas eu seulement une contenance *honorable*, mais admirable et superbe. En outre, le combat n'avait pas duré *trois heures*, comme le dit le général de La Motterouge, qui n'y assistait pas, mais *sept heures*. Pourquoi faut-il que les étrangers, pourquoi faut-il que parfois nos ennemis rendent à nos soldats une justice que leur refusent leurs chefs? La vue des Aydes et du faubourg Bannier, ces maisons criblées de balles, trouées, éventrées, brûlées, attestent une résistance acharnée, dont le bulletin de M. de La Motterouge ne porte point de traces. Voilà les témoins du courage des défenseurs d'Orléans. Ce sont ces murs mouchetés de balles, où le fer a partout laissé sa trace; ce sont ces champs pleins de morts où sont tombés les martyrs « pour la défense d'Orléans », comme le dit l'inscription tracée sur la tombe de ces braves; ce sont ces choses muettes qui, devant l'histoire, témoignent de l'héroïsme et de l'admirable bravoure des combattants du 11 octobre.

Tout ce pays d'Eure-et-Loir et du Loiret était, depuis le commencement d'octobre, livré à l'ennemi, et, sur certains points, la résistance des populations, gardes nationales ou mobiles, avait même été marquée par des faits d'armes honorables. C'est ainsi qu'à Chérisy, près Dreux, six bataillons d'infanterie, deux régiments d'artillerie et une batterie d'artillerie prussiens avaient été repoussés par les habitants barricadés dans les rues. Les Prussiens avaient fait payer cher au village ses actes de courage, et on trouvera aux documents la relation de M. Caillatte, pasteur protestant, qui forme une écrasante et dramatique accusation contre les Pussiens Le 11 oc-

tobre les Prussiens étaient encore repoussés devant Dreux.

Ils continuaient ainsi ce système froidement barbare de l'incendie appliqué aux villes et aux villages français coupables de résistance à l'Allemagne. Dans les premiers jours d'octobre, ils avaient rançonné Chartres, Épernon, Rambouillet, et, un escadron de leurs hussards (16e régiment) ayant été surpris à Ablis, et presque détruit, par les francs-tireurs de Paris dans la nuit du 7 au 8 octobre, le village fut *régulièrement* brûlé, passé au pétrole, anéanti dans la journée du 9 octobre. Nous reviendrons, à propos de la circulaire qu'adressa quelques jours après, à nos agents diplomatiques français, M. de Chaudordy, suppléant le ministre des affaires étrangères, sur cette épouvantable façon de faire la guerre que les Allemands du dix-neuvième siècle empruntaient, comme un sanglant anachronisme, aux reîtres du sac de Magdebourg.

Une occasion allait être offerte aux deux nations française et allemande d'affirmer, celle-ci sa rage sourde et fanatique ; celle-là son héroïsme et son patriotique dévouement. La petite ville de Châteaudun, qui, depuis des semaines, s'était fait remarquer par son mouvement, son attitude, ses velléités de défense, montra à la France et au monde comment quelques milliers de braves gens savent tenir en échec toute une armée, pourvu qu'ils aient fait d'avance le sacrifice de leur vie. La défense de Châteaudun est un fait d'autant plus admirable, qu'il nous représente bien l'héroïsme des humbles et des petits, l'héroïsme sans phrase, où, du premier au dernier dans la cité, tout le monde a fait son devoir. Elle fut toute civique, cette lutte de Châteaudun contre l'ennemi et les défenseurs de la ville, gardes nationaux beaucerons, vendeurs de grains aux allures pacifiques, francs-tireurs de Paris, de Nantes et de Cannes, tous étaient de simples et vaillants citoyens.

La ville de Châteaudun est bâtie sur l'escarpement qui termine brusquement le plateau beauceron, à l'ouest, aux confins du Perche, dominant la vallée du Loir. Cet escarpement est formé d'une double pointe. C'est sur la première, taillée à pic au nord, au-dessus du Loir et qui se termine en pente raide à l'ouest et au sud que s'élève la partie principale de la ville, dite la ville haute. La seconde pointe, d'un rayon concentrique plus étendu, enveloppe la première du sud à l'ouest, et, comme elle, vient mourir sur le bord de la rivière. C'est entre ces deux éminences, dans le ravin qui, sous le nom de Val-Saint-Aignan, se prolonge jusqu'au Loir, qu'est bâtie la ville basse.

Châteaudun, on le voit, ne tient donc aux plaines de la Beauce que d'un seul côté et n'est accessible de plain-pied qu'à l'est, par la route d'Orléans au Mans qui traverse la ville haute dans sa longueur. La ville haute, détruite par un incendie en 1723, a été entièrement reconstruite depuis. Les rues sont droites, symétriques ; les maisons, peu élevées, sont généralement régulières. Au centre de la ville se trouve une vaste place, sur laquelle se tient le marché et ornée d'une fontaine monumentale ; trois rues principales viennent y aboutir de l'est, les rues de Chartres, d'Orléans et d'Angoulême. La place franchie, elles se dirigent vers l'ouest et deviennent les rues de Luynes, Royale, et de la Madeleine. Châteaudun est desservi par la ligne de Brétigny à Tours, qui coupe la route d'Orléans avant l'entrée de la ville ; la gare est située entre les routes d'Orléans et de Chartres auxquelles elle est reliée par de petites voies, et sa situation à la pointe du plateau en fait en quelque sorte la clef de la ville, qui n'est à découvert que de ce côté. Au nord, en effet, elle est garantie par la vallée du Loir ; au sud et à l'ouest, elle est accessible à l'artillerie, mais la conformation du terrain rend difficile l'approche d'un corps d'armée ; ce n'est donc qu'à l'est, par la Beauce, qu'elle peut craindre une attaque. C'est par là,

d'ailleurs, que les Prussiens, excellents tacticiens, l'abordèrent.

Les monuments principaux qui, par leur élévation, émergent du niveau de la ville sont l'hôpital, l'église de la Madeleine, la sous-préfecture, l'église Saint-Valérien, et enfin l'antique château des comtes de Dunois, avec sa tour massive de Thibaut-le-Tricheur qui se dresse altière, bâtie sur le roc. L'Hôtel de ville est situé sur la place. Presque tous ces monuments allaient recevoir leur part d'obus dans le bombardement que les Prussiens, furieux de se voir accueillis par des coups de feu partant d'une ville sans défense, commencèrent aussitôt.

Un moment, la ville de Châteaudun, menacée par des ennemis nombreux, avait cru devoir abandonner ses projets de défense, et une affiche fut même apposée sur la porte de l'Hôtel de ville annonçant que les francs-tireurs et les mobiles évacuaient la ville. On venait de recevoir la nouvelle de l'occupation d'Orléans par les Prussiens. On pouvait croire que résister était folie. Mais la nouvelle de cette résolution pacifique fut mal accueillie par la population, décidée à la résistance, et des uhlans s'étant montrés non loin du chemin de fer, des ouvriers avaient couru sus, armés seulement de leurs outils. Cependant l'ennemi se rapprochait. Il était à Varize et à Civry qu'il incendiait pour punir les habitants de leur résistance, tandis que Châteaudun se hérissait de barricades faites de pierres sèches soutenues par des abattis d'arbres et garnies de fascines et de sacs de terre. Le 18 octobre, un mardi, les guetteurs de Saint-Valérien signalèrent, vers midi, l'approche de l'ennemi. Le clairon retentit. Les gardes nationaux prennent leurs postes de bataille. Les francs-tireurs, en avant de la gare, font les premiers le coup de feu contre les hussards ennemis.

Châteaudun n'a pour se défendre que 600 francs-tireurs parisiens, 115 francs-tireurs nantais, 50 francs-tireurs de Cannes, des volontaires de Loir-et-Cher, et

300 gardes nationaux dunois[1]. Pas un canon, pas un cavalier. En tout, 1.200 hommes au plus. Et contre eux marche une division tout entière, la 22e division prussienne. Les documents allemands prétendent, et la dépêche officielle de M. de Blumenthal, datée de Versailles, affirme que les défenseurs de Châteaudun étaient au nombre de 4.000. Encore une fois, ils n'étaient pas douze cents. La division prussienne, au contraire, était forte de 12.000 hommes, et disposait de 24 pièces de canon. Ce sont là des chiffres qui, mieux que toutes les réflexions, font ressortir la gloire du sacrifice de la petite et fière cité.

A midi, l'artillerie prussienne ouvre son tir, tandis que les bataillons allemands se présentent devant la ville. Mais les feux croisés des tirailleurs les arrêtent et trois bataillons à la fois viennent soutenir le premier bataillon d'attaque, décimé par les coups de feu qui partent de la gare, de la rue d'Orléans et d'une tuilerie où se sont postés des francs-tireurs. Les batteries allemandes couvrent alors Châteaudun d'obus. Tandis que les barricades des rues de Chartres et d'Orléans sont défendues avec une véritable énergie par des francs-tireurs, par de simples et braves pompiers, de ces pompiers de village, dont on riait, et qui savent mourir, les projectiles allemands s'abattent sur les clochers, l'hôpital, la tour du château. Les ambulances mêmes, au mépris du droit d'humanité, de neutralité proclamé par la convention internationale des sociétés de secours aux blessés, les ambulances sont bombardées. A Châteaudun, comme à Paris plus tard, le drapeau blanc croisé de rouge sert de cible aux pointeurs allemands.

On se bat partout aux extrémités de la petite ville, on se battra tout à l'heure dans le cœur même, on se battra

1. M. de Lipowski, chef des francs-tireurs de Paris, était commandant de place. La garde nationale se trouvait placée sous les ordres de M. Testanière, capitaine de cavalerie en retraite.

jusqu'à la nuit. Les Prussiens, on peut le dire, ne s'établirent que sur des ruines. Les traits de courage abondent, pendant cette journée meurtrière. A la barricade de Saint-Aubin, un homme combat, entouré de ses trois fils : un d'eux est tué à ses côtés, et lui-même est deux fois blessé [1]. Il s'appelle Alran, il est plâtrier. Une jeune fille, Léontine Proust, vaillante, infatigable, va de barricade en barricade, portant des munitions. Ailleurs combat un homme que nous retrouverons plus tard, à Paris, pendant la Commune, c'est La Cécilia, alors capitaine de francs-tireurs. Le lieutenant Henri Chabrillat, avec cinquante hommes, renforce les gardes nationaux du capitaine Fanuel, intrépides au feu. Un seul fait montrera l'acharnement de ces combattants : un moment, les Prussiens, décimés, furent contraints d'abandonner deux pièces de canon. Elles ne purent être ramenées, et les Allemands les reprirent une demi-heure après, mais on peut juger par là de l'intensité de notre fusillade.

Que pouvaient faire, il est vrai, ces douze cents braves contre les masses toujours plus nombreuses des Prussiens? Les barricades, si vaillamment défendues, étaient condamnées à être enlevées. Le nombre des combattants était absolument hors de proportion. En négligeant l'artillerie, dont l'action fut si vive et si meurtrière, chacun des nôtres combattait un contre dix. M. de Lipowski, commandant des francs-tireurs, avait déjà fait sonner la retraite, lorsque vers l'est de la ville, les Allemands, après un effort violent, emportent la position et font tourner les barricades les mieux défendues, celles de la rue de Chartres, puis celles de la rue Galante et de la rue d'Orléans. Alors, la nuit venue, refoulés de tous côtés, les défenseurs de Châteaudun se massent sur la place, et, noirs de poudre, exaltés par la lutte, superbes

1. Gustave Isambert, *Combat et incendie de Châteaudun.* — In-18, p. 87.

de patriotisme et d'ardeur, ils entonnent, sous le ciel rouge déjà des premiers incendies, les mâles couplets de la *Marseillaise.*

Ce chant superbe, ce spectacle grandiose, avaient glacé d'une certaine terreur les assaillants qui hésitent d'abord, puis envahissent la place, repoussant les défenseurs de Châteaudun dans les rues adjacentes, lorsque ceux-ci, pris d'une rage nouvelle, se précipitent sur cette place et, à la baïonnette, forcent les Allemands à reculer dans la nuit. La place est à nous de nouveau, et les Allemands l'attaquent encore. On se bat dans l'ombre, on se bat corps à corps. On se tue comme on se poignarderait, on s'égorge, et le flot noir des Prussiens court à travers les rues. La torche à la main, ils envahissent déjà les maisons conquises, ils pillent, volent et brûlent. Les derniers défenseurs de Châteaudun, en se repliant, font de tous côtés sur la place, où fourmillent les Prussiens, des décharges meurtrières ; puis, combattant toujours, ils s'éloignent, tandis que les Allemands, voyant partout des ennemis, se fusillent entre eux, par méprise, dans l'ombre, à travers ces rues couvertes de morts. La retraite s'opéra par ce faubourg Saint-Jean, qui est le côté en quelque sorte inaccessible de Châteaudun.

Alors commença le pillage, l'atroce et honteux spectacle de soudards brisant, broyant, brossant au pétrole les portes et les murs, incendiant, insultant, hurlant. L'histoire enregistre là des choses horribles. Un paralytique fut brûlé vif sur sa paillasse allumée par des soldats ivres. Un vieux soldat fut tué pour avoir dit à des Bavarois : « Cela est sauvage ! » Des généraux firent incendier l'hôtel où ils avaient pris, en riant, leur repas, et bu à leur sanglante victoire. Ils se donnaient le spectacle de l'incendie et de la dévastation. Ces hégéliens contemplaient ce fait : deux cent vingt-cinq maisons qui brûlent ! Et ces logis étaient habités encore ! Dans une seule cave, dix êtres humains périrent étouffés. Châteaudun brûlait. Châteaudun payait cher son dévouement

à la patrie, mais les cadavres allemands jonchaient ses rues, mais le sang allemand rachetait la ruine française. Trente officiers et près de deux mille hommes avaient été tués. Avec les Allemands, tout se paye. L'incendie ne suffisait pas, les réquisitions s'abattirent sur la ville. Il fallut nourrir, vêtir, couvrir ses bourreaux. Cela, après un pillage sans exemple. Les Dunois étaient décimés. Ils furent ruinés. Nul n'a laissé depuis échapper un murmure. Tous vivent, dans leur cité désolée, fiers de leurs désastres, relevant la tête, et ayant acheté cher le droit de se dire citoyens de la petite ville, mais sachant bien qu'on doit payer ce droit qui fait d'une cité vivante un exemple éternel.

Extincta revivisco, c'est la devise de Châteaudun. « Éteinte, je revivrai ! » Elle renaît déjà de cet épouvantable martyre, elle renaît fière, glorieuse, acclamée. Ce qu'elle était après le sac du 18 octobre (les Prussiens l'abandonnèrent après l'avoir pillée, pour ne plus revenir qu'en passant, mais pour la torturer encore), ce qu'elle était, il faut le demander au journal officiel de Berlin, *le Staats Anzeiger*, qui en décrivait ainsi l'aspect, sans se douter peut-être qu'il écrivait un réquisitoire contre ses compatriotes :

« Des murs démolis, des portes renversées, des toits effondrés, rendent les rues presque impraticables. L'église elle-même a été presque entièrement détruite par les obus ; d'immenses blocs de pierre sont sortis des murs, les tuiles ont été dispersées çà et là, et une grenade a éclaté dans le clocher. Des rues entières étaient en feu ; l'étendue de l'incendie et la violence de l'orage, qui poussait les flammes de tous les côtés, rendaient impossible l'idée d'essayer de l'éteindre [1]. C'est à grand'peine

1. Ce ne fut, le journal prussien ne le dit pas, que le 19 octobre au matin, que le général Kontzki, installé à la gare du chemin de fer, permit aux Dunois d'éteindre le feu qui dévorait leurs maisons. L'autorisation du général Kontzki porte : « *Il est permis aux habitants d'éteindre l'incendie, et qu'on ne les y trouble pas.* »

qu'on put trouver des chambres pour le prince Albrecht et les commandants de la division.

« Il fallut faire sortir les chevaux des abris où ils avaient été placés à l'extrémité de la ville, et que déjà les flammes commençaient à gagner. Les officiers bivouaquaient avec les troupes. Pendant l'engagement de la nuit précédente, les Français avaient négligé leurs blessés, dont un grand nombre restaient dans les maisons et furent brûlés vifs. Un Polonais, nommé Lipowski, avait rempli les fonctions de commandant de place et était à la tête de la garnison. Le 20, à cinq heures, la division prussienne se remit en marche. Les flammes qui émergeaient des ruines étaient si vives, qu'il faisait presque aussi clair qu'en plein jour. »

Ainsi, la ville héroïque de Châteaudun recevait le châtiment de son héroïsme. Depuis, les Prussiens ne se risquèrent plus à attaquer de front même les villes ouvertes. Comme elles pouvaient être crénelées, ils les bombardèrent. Ce système était à la fois plus cruel et plus prudent. Quant à Châteaudun, son exemple enflamma les courages, son nom devint dès lors, et pour l'histoire, le synonyme de sacrifice à la patrie. Les humbles et bonnes gens, libéraux, qui habitaient la petite ville avant le 11 octobre 1870, ne se doutaient pas qu'ils deviendraient des héros. Ils le devinrent parce qu'ils surent faire, sans mise en scène, leur devoir.

Le gouvernement de Tours avait décrété que Châteaudun venait de bien mériter de la patrie. Le nom de *Châteaudun* fut célébré bientôt, même dans Paris assiégé. Les poëtes s'inspirèrent de son sacrifice. Le maire de Paris, M. Arago, donna le nom de *rue de Châteaudun*, à la rue du Cardinal Fesch. M. Victor Hugo fit lire ses *Châtiments* au profit de la souscription des canons, demandant, dans une lettre superbe, que le premier des canons fût appelé *Châteaudun*. Enfin, les ennemis eux-mêmes s'inclinèrent devant l'héroïsme des défenseurs de la petite ville et un historien et un acteur de ce drame rapporte les paroles du prince Charles à Varize :

« Général, faites respecter ces francs-tireurs, ce sont des soldats de Châteaudun ! »

On ne peut nier d'ailleurs que la résistance de Châteaudun, comme celle de Saint-Quentin, qui l'avait précédée, n'ait communiqué une certaine énergie à la défense nationale. Ces villes montraient le chemin. La France n'avait qu'à les suivre. Mais, à cette heure, malheureusement, la France était à peine organisée, et ses embryons d'armées se fondaient devant l'invasion. Bazaine, enfermé dans Metz, n'agissait pas, l'armée de la Loire était battue ; Cambriels, dans l'est, abandonnait les Vosges, se réfugiait à Besançon, ses soldats désertaient par bandes ; de Chartres, que les Prussiens allaient occuper, jusqu'à Évreux, il n'y avait, pour défendre l'ouest, que des mobiles. Nulle armée sérieuse dans le nord. Et le flot envahissant grossissait. L'Allemagne armait, lançait en France des contingents nouveaux. Nous verrons bientôt quelle énergie dépensa le gouvernement pour tenir tête à l'étranger et lui disputer la patrie.





CHAPITRE VI

Siége de Paris, du 21 au 31 octobre. — Opérations militaires. — Etat de Paris. — Le Bourget. — Journées des 28, 29 et 30 octobre. — Glorieux combat des Français. — Mort du commandant Baroche. — Les témoignages de l'ennemi. — Le général de Bellemare. — M. Félix Pyat et M. Flourens annoncent la trahison de Bazaine. — La Commune. — Annonce de la capitulation de Metz et des propositions d'armistice. — Le 31 octobre. — L'Hôtel-de-Ville envahi. — Attitude du gouvernement. — Relations de Delescluze et de Flourens. — Le gouvernement est délivré

Tandis que ces événements s'accomplissaient en province, que Châteaudun donnait cet exemple, et que la France envahie résistait, glorieusement en plus d'un endroit (nous le verrons lorsque nous parlerons de Verdun, de Saint-Quentin, de l'armée des Vosges, etc.), M. Thiers entamait, avec les puissances étrangères, des négociations qui ne devaient pas aboutir, mais qui permettaient du moins aux peuples, sinon aux gouvernements, d'affirmer leurs sentiments de sympathie pour la France. A ce moment de la guerre, la patrie était en droit d'es-

pérer son salut. Paris, à coup sûr, n'en doutait point et on le voyait accepter les privations, déjà assez profondes, auxquelles il était soumis. D'ailleurs, s'il n'avait point de pain, ou s'il en avait peu, il lui restait les jeux, des jeux cette fois tout patriotiques. Malgré l'ordonnance de l'ex-préfet de police, M. de Kératry, les théâtres, en effet, avaient été autorisés à rouvrir leurs portes ; mais, bien différents de ce qu'ils étaient sous l'empire, ils ne s'adressaient plus ni aux sens ni au désœuvrement des esprits, mais aux âmes. La poésie patriotique, les conférences, les chants nationaux prenaient maintenant la première, on peut dire la seule place. Le peuple de Paris écoutait des vers, applaudissait des hymnes ; puis jetait son obole pour les blessés, à ceux qui faisaient la quête, la représentation finie.

Ces quêtes, pour les ambulances, avaient pour pendant les souscriptions pour les canons. Quelques maires, pour exciter l'imagination des citoyens, essayèrent de renouveler les vaillantes mises en scène de la Révolution, et, en plus d'un endroit, on put voir des estrades pavoisées, semblables à celles dont les volontaires de 92 gravissaient les degrés. L'enrôlement des volontaires eut lieu ainsi, place du Panthéon (mairie du docteur Bertillon), et à la mairie du troisième arrondissement (M. Bonvalet, maire). Des souscriptions à *deux sous* étaient ouvertes pour offrir des canons à la défense nationale. Les bataillons de la garde nationale faisaient entre eux des quêtes pour ces canons nouveaux. M. Étienne Arago vit un soir arriver à la mairie de Paris un homme qui, versant entre les mains du maire, le prix de fabrication d'un canon, comme on lui demandait son nom, répondit :

— Je suis riche. Cette somme n'est rien. Qu'importe mon nom ? Mettez simplement : *Un Français* [1].

1. Voyez d'autres traits du même genre, dans le livre de M. Arago sur *l'Hôtel-de-Ville*.

Ainsi, Paris se préparait à la lutte décisive qu'il croyait, qu'il voulait toujours prochaine. Bientôt (30 octobre) un décret un peu tardif allait appeler à l'activité les jeunes gens formant le contingent de la classe de 1870, le moment ne pouvait tarder où la ville assiégée allait faire un effort violent pour rejoindre la province qui, sans doute, était organisée. Chacun croyait, du moins, que ce moment allait venir, et que, bientôt, sans avoir même recours aux engins des empiriques, feux grégeois, fusées Satan, etc., — engins proscrits, — on forcerait l'ennemi à lever le siége et on donnerait la main aux armées de province.

Ces espoirs, que Paris prenait pour des certitudes, devaient sembler se réaliser bientôt. Un avantage véritable, obtenu presque par hasard, causa parmi les assiégés une véritable joie, bientôt suivie de la plus cruelle déception.

Le Bourget, occupé depuis le 20 septembre 1870, est un petit village, ou plutôt une grande rue de village, dont la situation est fort importante pour une armée qui veut investir Paris. Les forts de l'Est et d'Aubervilliers dominent, il est vrai, ce point; mais, si l'assiégé l'occupe, il peut, par là, rompre le point d'investissement de l'assiégeant. Dans le cas actuel, l'établissement des Français au Bourget leur permettait de menacer efficacement les batteries établies par les Prussiens à Pont-Iblon et à Blanc-Mesnil. Le 28 octobre, à trois heures du matin, le général de Bellemare, gouverneur de Saint-Denis, donna ordre à 300 francs-tireurs, dits de *la Presse,* conduits par le commandant Rolland, d'exécuter sur le Bourget une pointe hardie, un coup de main qui réussit complétement. Surpris dans leur sommeil, les Prussiens furent délogés du village. Ils sautaient par les fenêtres, et s'enfuyaient vers Pont-Iblon, tandis que les francs-tireurs ramassaient leurs équipements et leurs casques. Vers dix heures du matin, les Prussiens reçurent du renfort, essayèrent de réoccuper le Bourget, mais aux francs-tireurs de la Presse étaient venues se joindre quatre com-

pagnies du 14e bataillon de mobiles de la Seine, et les Prussiens furent encore une fois refoulés sur Pont-Iblon. Vers midi, plus nombreux encore, et suivis d'artillerie, ils essayèrent de reprendre la position perdue. Nous avions reçu, de notre côté, pour renforcer nos troupes, deux demi-bataillons de régiments de marche (un demi-bataillon du 34e, un demi-bataillon du 28e) et le 16e bataillon de mobiles de la Seine. Ce dernier bataillon avait été mis en réserve. Nous n'avions, pour répondre à l'artillerie allemande, que deux pièces de 4 et une mitrailleuse. Durant cinq heures, l'attaque des Prussiens fut acharnée. Leurs obus tombaient sur le village, incendiaient les maisons. Leurs troupes n'avançaient pas. La nuit venue, l'ennemi battit en retraite, tandis que nos sapeurs du génie travaillaient à relever les murs des jardins.

Un homme, mort des fatigues éprouvées en soignant les blessés pendant cette campagne, M. Ozou de Verrie, a laissé de ce triste combat du Bourget un récit que nous avons sous les yeux; c'est une des dépositions les plus importantes et les plus claires sur un des faits les plus douloureux de la dernière guerre. Vers sept heures et demie, ce même soir du 28 octobre, les Prussiens essayèrent encore un mouvement offensif. Déployés en tirailleurs, ils tentèrent d'enlever la barricade qui défendait l'entrée du Bourget, et où se trouvait postée la 3e compagnie du 14e mobile (capitaine Forey). Ces braves jeunes gens laissèrent avancer l'ennemi à portée du chassepot; puis, brusquement, le mirent en déroute par une terrible décharge. La nuit semblait pourtant favoriser les projets des Allemands. Les grenadiers de la garde prussienne attaquaient aussi le Bourget vers la barricade du cimetière; mais, là encore, la résistance de nos mobiles l'arrêtait net, tandis que le 12e bataillon de mobiles (commandant Ernest Baroche), parti de Saint-Denis, arrivait dans le Bourget au pas de course. L'ennemi battait encore en retraite.

La nuit du vendredi 28 au samedi 29 se passa à travailler à quelques fortifications, malheureusement insuffisantes. Les voltigeurs du 28e de marche et le 12e bataillon de mobiles prirent position dans le village, et le lendemain matin, vers huit heures, le feu de l'artillerie prussienne recommençait avec une violence nouvelle. C'est un véritable bombardement que subit le Bourget, un bombardement continu, et quarante bouches à feu, pendant neuf heures, lancèrent leurs projectiles sur ces quelques maisons où se maintenaient intrépidement les 3.000 hommes qui les défendaient. Dans cette journée du 29, le Bourget reçut plus de 2.000 projectiles. Ce jour-là les Prussiens n'osèrent point se risquer à l'assaut des barricades. Ils nous écrasèrent à distance, mais inutilement. Les soldats et les mobiles décimés demeuraient à leur poste.

Ainsi, pendant deux jours, une faible troupe, quelques francs-tireurs, des grenadiers et des voltigeurs de l'ex-garde (34e et 28e de marche) et surtout de ces enfants de Paris, dont on a vainement essayé de ternir le courage, des mobiles, tenaient tête aux troupes les plus aguerries du roi de Prusse et les contraignaient à battre en retraite. Pendant trente-six heures et presque à jeun, ils luttèrent sans relâche. La fièvre de victoire les soutenait et les excitait. Il fallait d'ailleurs se tenir prêt à toute alerte. Cette nuit encore, vers dix heures et demie, les sentinelles avancées aperçurent, grâce à la lumière électrique projetée des forts, une troupe de Prussiens. L'éveil fut aussitôt donné, on fit feu des créneaux, et l'ennemi se retira en laissant quelques morts [1]. C'est ce que M. le général Trochu allait appeler *manquer de vigilance*.

Le 30 octobre était un dimanche. Ce jour-là, quoique, disait-on volontiers, les Prussiens ne combattissent point d'habitude le dimanche, il était évident qu'ils allaient tenter un dernier effort pour reprendre le Bourget, dont

1. Ozou de Verrie, *les Trois journées du Bourget*. In-18, 1871.

la possession, quoi qu'en aient dit depuis les rapports officiels français, leur était absolument indispensable. A la faveur de la nuit, les Allemands avaient massé aux alentours du Bourget des troupes considérables, appuyées par une artillerie plus nombreuse encore que la veille. Des colonnes de cavalerie escortaient les fantassins. Ces masses noires défilaient ou avançaient silencieusement. Les forces de l'ennemi pouvaient s'élever à 15.000 hommes au moins. Il avait 48 canons. De notre côté, au contraire, l'effectif des défenseurs du Bourget avait diminué. Il faut bien avouer que certains gardes mobiles, et parmi eux des officiers mêmes, furieux de se voir sans pain, brisés de fatigue, épuisés, quittèrent le Bourget sans ordre et retournèrent à Saint-Denis ou à Aubervilliers [1]. C'est, sans doute, en pensant à ceux-là que le général Trochu a cru devoir flétrir les mobiles du Bourget, mais s'il y avait parmi eux quelques déserteurs coupables, il y avait de courageux, d'intrépides soldats, et le général Trochu n'eût pas dû l'oublier.

Les troupes françaises établies au Bourget le dimanche 30 octobre s'élevaient, le matin, à 3.000 hommes, lorsque, à sept heures, les deux pièces d'artillerie que nous avions pour nous appuyer, furent attelées et emmenées au galop hors du Bourget. Sans doute, les artilleurs, devant la masse des Allemands qu'on apercevait à quinze cents mètres, jugèrent imprudent de laisser leurs pièces exposées aux entreprises de l'ennemi, mais toujours est-il qu'à l'heure où la petite troupe avait besoin avant tout de canons pour repousser l'attaque ou soutenir le choc des Prussiens, on lui enlevait les deux pièces de 4 dont elle pût disposer. A cette vue, il y eut dans les rangs une véritable panique. La manœuvre des Prussiens étant, bien évidemment, de cerner le Bourget, 1.500 hommes au moins s'échappèrent, avant tout com-

1. *La première affaire du Bourget*, par un garde mobile (M. Henri Dichard). Brochure in-8°.

bat, par la voie du chemin de fer. Ces malheureux, après une nuit de pluie glacée, pénétrés jusqu'aux os, n'avaient plus le sang-froid que demande la bataille. Mais, du moins, les 1.600 hommes qui demeurèrent dans le village, fidèles à leur devoir, allaient montrer ce que peuvent des gens décidés à donner leur vie. Ceux-là, on peut le dire, furent des héros en cette journée terrible et, si des renforts leur eussent été envoyés, des canons, des troupes nouvelles, certes ce nom tristement glorieux du Bourget fût devenu un nom de victoire.

Les Prussiens, tandis que leurs batteries de Garges et de Blanc-Mesnil ouvraient sur le Bourget un feu réellement écrasant, faisaient avancer leurs colonnes sur la droite et la gauche du village de façon à le cerner. Cinq batteries à la fois couvraient le Bourget d'obus et de mitraille et plus de 15.000 hommes (d'autres disent 25.000, je prends le chiffre le moins élevé) allaient attaquer les 1.600 Français qui occupaient le village.

Le bombardement avait commencé à sept heures et demie du matin. Au bout d'une demi-heure, le Bourget avait déjà reçu plus de 1.500 obus ou boîtes à mitraille. Les commandants Brasseur (du 28e de marche) et Ernest Baroche étaient parfaitement décidés à tenir jusqu'au bout, persuadés que le secours attendu depuis deux jours arriverait enfin et qu'on ne laisserait pas anéantir ainsi les défenseurs du Bourget. Le commandant Baroche semblait pourtant ne pas se faire illusion sur le résultat de la journée. On cite de lui ces paroles à ses soldats : « Mes amis, c'est aujourd'hui qu'il faut apprendre à se faire tuer ! »

A huit heures et demie, les Prussiens, jugeant que leur furieuse canonnade devait avoir assez endommagé le village et jeté le désordre parmi nos troupes, se hasardèrent à attaquer la première barricade, celle qui défendait le haut du Bourget. Repoussés, ils se replient derrière leurs canons et recommencent à nous mitrailler, lorsque, une heure après, le régiment de la garde

prussienne, Reine-Elisabeth, musique en tête, drapeau déployé, s'avança pour enlever la barricade. Le lieutenant-général von Budritzki, chargé par le prince Auguste de Wurtemberg d'enlever le Bourget, conduisait lui-même la colonne. Seul des officiers-généraux avec le général von Kanitz, il était à cheval. Ses troupes s'élancèrent sur la barricade avec leurs hurrahs habituels, mais la plus effrayante fusillade les attendait et, pour la décrire, c'est à l'ennemi lui-même qu'il faut demander un témoignage. Là, comme ailleurs, les dépositions allemandes sont plus favorables à la France que les rapports officiels français.

« Le 2e bataillon régiment Reine-Elisabeth, dit l'*Illustrirte Zeitung* du 10 octobre, s'avançait, drapeau déployé, lorsqu'un coup de feu terrassa le porte-drapeau. Un sous-officier se précipite, saisit le drapeau et s'affaisse, lui aussi, blessé à mort. Le général von Budritzki descend alors de cheval, saisit le drapeau d'une main forte et s'élance à la tête de ses grenadiers. » L'acharnement de la défense est écrit, on peut le dire, sur le sein des morts ennemis. Les bataillons allemands les plus aguerris reculaient, on le voit, devant les Français, dont la plupart étaient des soldats de la veille. Le colonel du régiment Reine-Elisabeth, von Zaluskowski, le colonel du régiment Reine-Augusta, le comte de Waldersée furent tués à la tête de leurs soldats. Les morts s'amoncelaient au pied des barricades. Il fallut un effort désespéré, la vue de leur général brandissant leur drapeau, pour ramener à l'assaut ces colonnes formidables que fusillaient et faisaient reculer les centaines de vaillants combattants qui tiraillaient derrière les créneaux.

On se battait, en vérité, pied à pied, avec une colère sourde et un superbe acharnement. « J'ai vu, dit un « témoin, des mobiles debout, dépassant la crête du « mur de la moitié du corps, frapper de droite et de « gauche avec la crosse, et balayer ainsi les baïonnettes « ennemies. » Cependant les pionniers allemands ou-

vraient des brèches, l'ennemi attaquait impétueusement du côté de la gare.

Nos troupes, attaquées au nord, attaquées au sud, allaient se trouver prises entre deux feux. Elles n'en luttaient qu'avec plus de rage. Maison par maison, pendant de longues heures, le Bourget fut défendu par nos soldats et arraché à leurs efforts. Il y avait du désespoir dans la résistance suprême de ces hommes. Cernés dans les maisons, assaillis par des masses profondes, apercevant de tous côtés ce *noir fourmillement* des Prussiens dont nous parlerons encore tant de fois, il leur fallait ou se laisser égorger ou rendre leurs armes maintenant inutiles. A midi, après une lutte de trois heures, nous avions déjà perdu, hors de combat, ou faits prisonniers, plus de 1.200 hommes.

Alors, dans l'intérieur du village, eut lieu le dernier et le plus glorieux épisode de ce sanglant et inégal combat. Vers l'église le commandant Brasseur du 28e de marche se tenait avec une centaine de soldats et résistait énergiquement. De l'autre côté du Bourget, à droite, le commandant Baroche, faisant le coup de feu lui-même, avait rallié autour de lui une soixantaine d'hommes, décidés à tenir. Un lieutenant de francs-tireurs, M. Solon, avait encore dix de ses hommes avec lui. Un officier de mobiles, M. O. de Verrie, commandait à trente-six des siens. Cette poignée de combattants ne voulait point se rendre. Opiniâtres, acharnés, ils voulaient brûler leur dernière cartouche, tenter la résistance dernière. M. Baroche, atteint par un éclat d'obus, demandait à ses soldats de tenir encore une demi-heure. « Il est impossible, disait-il, que d'ici là, nous ne recevions pas du secours ! » A ce moment, il veut donner un ordre, il descend de la maison où il combat. Près de la rue, devant la grille, une balle le frappe au cœur. Il tombe [1].

1. Quelques jours après, l'auteur des *Châtiments* faisait publique-

Cependant, l'héroïque commandant Brasseur ramassait dans les jardins les combattants épars, et voulait, dans une lutte suprême, les porter sur la barricade de la Grande-Rue. Une décharge épouvantable foudroie à ses côtés les hommes qu'il a ralliés. Ceux qui ne tombent pas s'enfuient. Lui, d'un pas lent, redescend la rue sous la mitraille, le képi traversé à une ligne du crâne, et s'enferme dans l'église avec sept autres officiers français et une vingtaine de voltigeurs. « Là, dit un écrit alle« mand, ces hommes se défendaient jusqu'à la dernière « extrémité, et les grenadiers du régiment Kaiser-Franz « durent grimper jusqu'aux hautes fenêtres de l'église « et tirer de là sur l'ennemi, jusqu'à ce que le peu « d'hommes de cette brave troupe qui restaient sans « blessures, finissent par se rendre. » Le commandant Brasseur pleurait en donnant son épée. L'officier prussien, qui la prit, ne put s'empêcher de le louer pour son courage. Cette épée, d'ailleurs, le prince de Wurtemberg la renvoya au commandant prisonnier comme un hommage, et il fut permis à M. Brasseur, captif, de ne point saluer les officiers prussiens dans la rue.

Ainsi, l'ennemi reconnaissait quelle vaillance avaient déployée nos soldats au Bourget. Ses pertes disaient éloquemment notre acharnement. Les Prussiens avaient perdu, dans ce dernier combat, deux colonels, un major, un porte-drapeau, trente-six officiers et plus de 3.000 hommes[1]. M. F.-W. Heine écrivait dans le *Moniteur prussien* du 10 décembre que «quoique habitué à voir des combats horribles, jamais il n'y en a eu de plus terrible qu'au Bourget; on peut sans mentir, ajoutait-il, dire

ment réciter quelques-unes des pièces les plus sévères de son livre. Dans l'une d'elles figurait, avec l'épithète juvénalienne, ce nom de Baroche. Le poëte fit enlever ce nom et le remplaça, dans son vers, par un autre :

— La mort du fils, dit-il, a fait ce jour-là oublier la vie du père!

1. La dépêche de Versailles ne parle que de 34 officiers et de 449 soldats. Ce sont des soldats *tués* sans doute. Nous comptons, nous, ici les tués et les blessés.

que c'est là qu'a eu lieu un des plus sanglants combats qui aient été livrés sous les murs de Paris. »

Mais, ce qui montre mieux encore combien les Allemands ont souffert dans cette journée et quelle importance ils attachaient à ce point de leurs lignes, c'est l'ordre du jour du prince Auguste de Wurtemberg, général, adressé au corps de la garde royale prussienne, à la suite du combat du 30.

Soldats du corps de la garde,

La deuxième division de l'infanterie de la garde, avec les troupes des armes spéciales qui lui avaient été adjointes, a exécuté glorieusement l'attaque sur le Bourget.

Un village ceint de hautes murailles en pierre, mis en état de défense et *occupé par les meilleures troupes de la garnison de Paris*, a été enlevé à l'ennemi, qui a défendu chaque ferme avec tant d'opiniâtreté, que souvent les pionniers devaient ouvrir la route à l'infanterie.

Bien que les pertes que cette victoire nous a coûtées soient relativement très-considérables, le corps de la garde n'en a pas moins acquis une nouvelle journée de gloire pour ses annales.

Au nom du corps, je remercie, pour l'honneur qu'ils ont ajouté au corps, l'héroïque commandant de la deuxième division de l'infanterie de la garde qui le premier a franchi, le drapeau à la main, la barricade qui fermait la route, — ainsi que les combattants de toutes armes.

Vive le roi!

Gonesse, le 30 octobre 1870.

Auguste
Prince de Wurtemberg,
Général-commandant du corps de la garde.

Comparez à cet ordre du jour, si honorable pour les vaincus, l'article du *Journal officiel* et la proclamation

du général Trochu aux gardes nationaux, le 1er novembre :

« Le village du Bourget, dit *le Journal officiel*, ne faisait pas partie de notre système général de défense; *son occupation était d'une importance très-secondaire, et les bruits qui attribuent de la gravité aux incidents qui viennent d'être exposés sont sans aucun fondement.* »

Et la proclamation du général Trochu :

« Le pénible *accident* survenu au Bourget par le fait d'une troupe qui, après avoir surpris l'ennemi, *a manqué absolument de vigilance et s'est laissé surprendre à son tour*, a vivement affecté l'opinion. »

Certes. Et l'opinion avait bien le droit d'être affectée, lorsqu'elle voyait le premier et le seul véritable avantage remporté par nous devant Paris, tourner brusquement, cruellement, à notre désespoir, et se terminer par cette sombre et épouvantable tuerie. L'opinion raisonnait naïvement et justement ainsi : Ou le Bourget est un point stratégique utile et, l'ayant pris, il fallait multiplier ses efforts pour le conserver, ou la position du Bourget est inutile, et on ne devait point perdre des hommes pour la prendre. Il ne fallait être, pour raisonner ainsi, ni grand clerc, ni stratége illustre. L'humble bon sens suffisait. Encore aujourd'hui, cette triste affaire du Bourget impressionne péniblement, et, pour tout dire, elle garde d'ailleurs comme un coin mystérieux. Il y a un coupable en tout ceci. Quel est-il? Quel est l'homme qui a laissé massacrer, sans les secourir, les soldats du commandant Brasseur et les mobiles du commandant Baroche? Cette même opinion publique, dont parle le général Trochu, a depuis longtemps accusé et condamné M. le général Carré de Bellemare. Un an après l'affaire du Bourget, devant la fosse où reposent les cadavres du 30 octobre, la foule a, par

ses huées, frappé le général comme à la joue. Lui pourtant, en présence des vivants, et foulant la terre des morts, a prononcé ces paroles :

« Il y a aujourd'hui un an, à cette même heure où nous venons de prier pour ceux qui sont morts au champ d'honneur, l'opération la mieux réussie de toutes celles tentées jusqu'à ce jour depuis le commencement du siége était changée subitement en un revers qui prenait les proportions d'un désastre, par suite d'un concours inouï de circonstances fatales qui ont paralysé tous mes efforts, et mis à néant les dispositions que j'avais pu prendre avec les ressources que j'avais entre les mains.

« Cette malheureuse affaire, dont les pertes réelles ont été au-dessous de ce qu'on avait cru tout d'abord, a soulevé bien des haines, bien des colères, et a été l'objet d'appréciations plus ou moins erronées. Mon rapport officiel n'a jamais été publié; *esclave de la discipline, je me suis abstenu de faire connaître la vérité sur laquelle mes chefs se taisaient; mais un jour viendra où je pourrai, en dehors de toutes les passions du moment, la divulguer tout entière.*

« Quoi qu'il en soit, la journée du 30 octobre a coûté à l'ennemi, d'après son rapport officiel, 31 officiers et 499 hommes tués ; c'était la perte la plus sanglante qu'il eût subie jusqu'alors devant Paris, et il rend lui-même dans ce rapport le plus éclatant hommage à l'héroïsme de cette poignée de braves qui, pendant plusieurs heures, ont vendu chèrement leur vie, au milieu du cercle de fer qui les étreignait. »

Que signifie ce silence du général Bellemare? Et l'heure n'est-elle point venue où il doit, devant le pays tout entier, faire connaître la vérité tout entière? Assez d'autres généraux ont écrit leur propre panégyrique, pour qu'il soit permis à celui-ci de présenter sa défense. M. de Bellemare, dans une note adressée au général Trochu, en même temps que son rapport, parlait d'un officier coupable, sur lequel il faisait retomber toute la

faute. Son rapport, inséré au *Journal officiel*, était d'ailleurs plein d'inexactitudes absolues. Mais enfin, nous sommes en droit de savoir le vrai. M. de Bellemare, qui semblait accuser un de ses inférieurs en 1870, paraît accuser son général en chef en 1871. Où est la vérité stricte que réclame l'histoire? N'oublions pas, dans tous les cas, que M. de Bellemare fut, avec le général Pellé, le seul des généraux qui refusa de signer la capitulation honteuse de Sedan, et que Delescluze ayant, à propos du Bourget, violemment attaqué dans le *Réveil* M. de Bellemare, celui-ci se rendit auprès du journaliste et là, lui exposant, dit-on, sa conduite, lui donnant la raison de ses actes, en obtint une note de Delescluze lui-même, qui le dégageait de toute responsabilité.

Le procès de cette navrante affaire du Bourget en est là.

Mais si l'histoire ne peut encore, sur ce point, prononcer en dernier ressort, elle doit protester contre cette assertion du général Trochu, infligeant un blâme immérité à des troupes qui, le 30 octobre, avaient su combattre et mourir. Oui, elle se sent prise d'indignation en rencontrant toujours, comme une ironie, plus de vérité, plus de justice envers nos soldats chez l'ennemi que chez nos généraux. Quelle antithèse accablante pour le gouverneur de Paris, que les quelques lignes de M. le général Trochu relatives au Bourget, mises en regard de la proclamation du prince de Wurtemberg! Et quel plus bel éloge des pauvres et courageux soldats et vaillants enfants de Paris que l'aveu de leur résistance, le salut à leur opiniâtreté superbe rencontré sous la plume d'un prince ennemi!

Le Bourget, c'est la plaie saignante, la blessure profonde, la faute capitale du siége de Paris. Cette inutile boucherie, cet oubli complet de toute prudence, cet échec exaspéra la population parisienne comme l'échec de Châtillon l'avait un moment désespérée. Elle savait que nous avions été battus au Bourget faute d'artillerie,

et elle avait vu, le dimanche 30 octobre, les canons destinés au Bourget monter lentement la rue Lafayette, à trois heures de l'après-midi, quand depuis trois heures il n'était plus à nous ; et il était parsemé de cadavres français et couvert de morts prussiens, ce Bourget que nous avions gardé trois jours !

Le dimanche soir, lorsque la nouvelle de la prise du Bourget se répandit, des groupes mécontents, irrités, pleins de fureur, se formaient sur les boulevards. On parlait haut, on vociférait, on accusait, on maudissait les chefs. Jamais Paris ne fut plus profondément exalté et, cette fois, plus justement. Par une fatalité singulière, ce même dimanche, le bruit se répandit que Metz, Metz l'invincible, Metz où commandait celui qu'on appelait *notre glorieux Bazaine*, Metz venait de capituler. Mais la nouvelle n'était pas connue de tous, et Paris s'endormit en n'ayant qu'une colère au cœur et qu'un nom sur les lèvres : le Bourget. Le lendemain, 31 octobre, il allait avoir deux noms à maudire.

Quelques jours avant la prise et la reprise du Bourget, le 27 octobre, un fait singulier avait ému la population de Paris. M. Félix Pyat avait imprimé en tête de son journal, *le Combat*, les lignes que voici :

LE PLAN BAZAINE.

Fait vrai, sûr et certain, que le gouvernement de la Défense nationale retient par devers lui comme un secret d'État, et que nous dénonçons à l'indignation de la France comme une haute trahison.

Le maréchal Bazaine a envoyé un colonel au camp du roi de Prusse pour traiter de la reddition de Metz et de la paix, au nom de Sa Majesté l'empereur Napoléon III.

LE COMBAT.

La lecture de ces simples lignes, tombant brusquement comme un coup de tonnerre sur Paris, produisit aussitôt, chez certains, une exaspération violente. On

ne pouvait croire à une aussi épouvantable nouvelle. Comme elle était imprévue, on la déclarait controuvée. Le maréchal Bazaine, auquel la France avait confié sa destinée, et qui commandait en ce moment la seule armée aguerrie qui restât à la patrie, ce Bazaine, que les rares extraits des journaux étrangers parvenant aux assiégés à travers les lignes prussiennes, représentaient comme livrant sous Metz de gigantesques combats, était-il donc tombé si bas qu'il complotât avec l'ennemi, devenu quelque chose comme son allié, la perte même de la nation et de son honneur? Il y eut dans Paris comme une explosion de sentiment de justice révolté, outragé. On cria à la calomnie, et, d'un mouvement spontané, quelques-uns allèrent jusqu'à s'en prendre au journal du *calomniateur*. On brûla publiquement sur le boulevard les numéros du *Combat*, et une note du *Journal officiel* dénonça le lendemain, maladroitement, Félix Pyat comme une sorte d'agent de l'étranger. La vérité est qu'après avoir débuté par apporter à la Défense nationale l'appui de son talent heurté, bizarre, mais vigoureux, Félix Pyat tombait dans des exagérations dangereuses. Sa souscription pour un fusil d'honneur offert à celui qui tuerait le roi de Prusse rappelait d'un peu trop près son toast fameux à une balle. Ce sont là de ces choses qu'on fait le fusil à la main, dans la loyale mêlée, mais qu'on ne dit pas. Le gouvernement n'en était pas moins essentiellement maladroit en écrivant la note où Bazaine était appelé le glorieux et où, en parlant du journal de M. Félix Pyat, M. Jules Favre disait : qu'il était « le *Combat* des Prussiens contre la France. » C'était donner beau jeu à Félix Pyat, le jour où Paris apprendrait que la nouvelle donnée par lui était vraie.

M. Félix Pyat répliqua en publiant, en tête de son numéro du lendemain, 29 octobre (daté du 30), les lignes suivantes :

« C'est le citoyen Flourens qui m'a dénoncé, pour le

salut du peuple (*salus populi*, selon sa propre expression), le plan Bazaine, et qui m'a dit le tenir directement du citoyen Rochefort, membre du gouvernement provisoire de la Défense nationale.

« FÉLIX PYAT. »

Et Gustave Flourens apportait bientôt, à son tour, son témoignage:

29 octobre 1870.

« Mon cher Pyat,

« Le salut du peuple exige, en effet, qu'une pareille nouvelle soit immédiatement connue de tous, et ce serait honte et trahison que de la cacher un moment.

« C'est au gouvernement de la Défense nationale à établir que cette déplorable nouvelle est inexacte.

« Quant à moi, je n'ai à prouver ni qu'elle est fausse, ni qu'elle est vraie.

« Je maintiens seulement la tenir d'un citoyen attaché au gouvernement de la Défense nationale, et j'affirme que ce citoyen n'est pas le citoyen Henri Rochefort, que je n'ai pas vu depuis plusieurs jours.

« Votre .

« GUSTAVE FLOURENS. »

« Je remercie, ajoutait au bas de cette lettre Félix Pyat, je remercie le citoyen Flourens d'avoir confirmé, autant qu'il a pu, ma déclaration. »

Flourens, deux jours après, en plein Hôtel-de-Ville, devait déclarer au contraire que c'était bien Rochefort qui avait parlé !

Cette polémique n'eut d'autre effet que d'alarmer la population, déjà remplie de malaise par suite du rationnement des denrées, des privations, de l'ennui, de cet état psychologique, pour parler comme les Germains, qu'engendre le siége, et de la rendre plus soupçonneuse, plus irritable, plus défiante. Certes, les esprits étaient

bien préparés pour un mouvement, et ils arrivaient à cette période particulière d'excitation fébrile que donnent l'inaction, la souffrance, l'attente, toutes ces angoisses qu'on pourrait appeler des maladies obsidionales. Les clubs étaient bouillants, certains journaux répétaient à l'envi que les hésitations du gouvernement, ses lenteurs, son manque d'audace révolutionnaire perdaient la France. Les ardeurs juvéniles comprimées, les vieilles haines aigries, les ambitions inassouvies, les patriotiques espoirs fustigés, la colère contre l'étranger, la rancune des partisans contre les gouvernants modérés, tout à la fois se réunissait pour former, à un moment donné, une légion révoltée et menaçante. D'autant plus que cette légion, encore éparse, avait un drapeau et un mot de ralliement, mot de ralliement mal défini, comme la plupart des mots pour lesquels on combat, mais d'autant plus puissant et plus retentissant qu'il comportait plus d'espérances latentes, de désirs, de rêves. Réalisation des appétits les plus bas chez les uns, des rêves les plus généreux chez les autres, et, sans aller plus loin, réalisation de ce rêve : la défaite de l'étranger; voilà ce que contenait ce mot mal compris, exploité par les plus habiles, adopté par les plus crédules, redouté par les plus timides, ce mot de *Commune*, qui allait plus tard se dresser, menaçant, devant cet autre mot superbe : *République.*

« *Il ne sortira pas un Prussien de France sain et sauf*, écrivait le *Combat*, *si le gouvernement sort de l'Hôtel-de-Ville et fait place à la Commune.* » Le peuple lisait et croyait. Et comment voulez-vous qu'il ne s'enflammât point à ces promesses, qu'il ne se donnât point, corps et âme, à ceux qui affirmaient si radicalement ces choses, et qu'il ne se sentît pas, brusquement, plein de courroux à la nouvelle du moindre échec? Cet échec, d'ailleurs, devait être double et cruel. Nous avons dit quelle colère s'empara de la population lorsqu'elle apprit la défaite et l'écrasement des mobiles de Batignolles et de Montrouge

au Bourget. Qu'on juge de sa stupéfaction, lorsque, le lendemain, elle lut sur ses murs les deux affiches qui suivent, apposées l'une au-dessous de l'autre :

Paris, le 30 octobre 1870.

M. Thiers est arrivé aujourd'hui à Paris ; il s'est transporté sur-le-champ au ministère des affaires étrangères.

Il a rendu compte au gouvernement de sa mission. Grâce à la forte impression produite en Europe par la résistance de Paris, quatre grandes puissances neutres, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et l'Italie, se sont ralliées à une idée commune.

Elles proposent aux belligérants un armistice, qui aurait pour objet la convocation d'une Assemblée nationale. Il est bien entendu qu'un tel armistice devrait avoir pour conditions le ravitaillement, proportionné à sa durée, et l'élection de l'Assemblée par le pays tout entier.

Paris, le 30 octobre 1870.

Le gouvernement vient d'apprendre la douloureuse nouvelle de la reddition de Metz. Le maréchal Bazaine et son armée ont dû se rendre après d'héroïques efforts, que le manque de vivres et de munitions ne leur permettait plus de continuer. Ils sont prisonniers de guerre.

Cette cruelle issue d'une lutte de près de trois mois causera dans toute la France une profonde et pénible émotion. Mais elle n'abattra pas notre courage. Pleine de reconnaissance pour les braves soldats, pour la généreuse population qui ont combattu pied à pied pour la patrie, la ville de Paris voudra être digne d'eux. Elle sera soutenue par leur exemple et par l'espoir de les venger.

Le ministre des affaires étrangères, chargé par intérim du ministère de l'intérieur,

JULES FAVRE [1].

1. Pour donner une idée de l'état d'exaspération de Paris, voilà

Depuis plusieurs jours, je le répète, la population avait passé par des alternatives singulières de colère, d'espoir et de désespoir qui ne s'expliquent que trop. Depuis quelque temps aussi, une irritation sourde se manifestait dans les rangs de la garde nationale, jusqu'alors animée du meilleur esprit. Sa confiance en Trochu était ébranlée: les gardes nationaux se plaignaient avec raison, mais sans qu'il fût possible de leur donner satisfaction sur ce point, d'être mal armés. Ses chefs supérieurs n'inspiraient qu'une confiance limitée ; les travaux d'installation d'artillerie et de baraquement aux remparts étaient conduits avec une extrême lenteur; enfin, il était apparent pour tous que le gouvernement se préoccupait plus de cet armistice, dont la nouvelle frappait Paris tout à coup, que des travaux de défense.

l'affiche que deux hommes, d'un républicanisme *modéré* en somme, faisaient afficher dans le 6e arrondissement :

Peuple français !

Pendant que Châteaudun se fait écraser, Bazaine capitule !

Cette dernière honte doit ouvrir nos yeux.

Nous sommons le gouvernement de la Défense nationale :

1° De déclarer hors la loi Bonaparte, les hommes qui soutiennent son système, et les agents des prétentions dynastiques de toute sorte ;

2° De destituer et d'emprisonner les généraux qui, par incapacité ou trahison, ont causé nos derniers désastres, et de prendre les mêmes mesures dans toutes les administrations ;

3° De repousser absolument toute proposition d'armistice, et de lever en deux bans toute la population mâle de Paris.

Que, si le Gouvernement refuse de prendre les mesures révolutionnaires que réclame la situation, il donne en masse sa démission pour jeudi 3 novembre prochain.

Dans cet intervalle, le peuple de Paris avisera à le remplacer.

La victoire ou la mort! Vive la République!

Le comité révolutionnaire du 6e arrondissement.

Approuvé :

ROBINET, *maire du 6e arrondissement;*
ANDRÉ ROUSSELLE, *adjoint.*

Lorsque les affiches que nous venons de citer furent apposées, des groupes se formèrent dans tous les quartiers, les commentaires les plus violents étaient échangés, et tout faisait prévoir que la journée ne se passerait pas sans une manifestation hostile au gouvernement. Le temps était sombre, pluvieux, spongieux. Pétion eût dit volontiers : « Il pleuvra aujourd'hui, les Parisiens resteront chez eux. » Cette fois, il se fût trompé. Les maires de Paris informés, chacun dans sa mairie, de ce qui se passait dans leurs arrondissements, et tous, animés de la même crainte, se rendirent, sans concert préalable et sans convocation, auprès du maire de Paris, pour rendre compte des mouvements d'opinion, recevoir des ordres et se concerter sur les mesures à prendre pour calmer l'irritation de la foule.

A dix heures, le cabinet d'Etienne Arago renfermait des représentants de toutes les municipalités. Plusieurs membres proposèrent de se réunir de suite dans la salle du conseil municipal. Malheureusement, cette proposition ne fut pas adoptée, et la réunion fut ajournée à une heure de l'après-midi. Il fut décidé, en outre, pour éviter la confusion qui résulte naturellement d'une assemblée nombreuse, que les maires seuls, sans les adjoints, assisteraient à cette réunion. A une heure, chacun était exact. Le maire de Paris donna un exposé général de la situation, et chacun des maires fit connaître l'état des esprits dans son arrondissement. Il fut unanimement reconnu que les municipalités avaient besoin, en prévision des difficultés que la prolongation du siége allait faire naître, d'être investies d'une force morale que les élections pourraient seules leur conférer. Jusqu'à présent, cette question de l'élection des municipalités avait été écartée à cause de l'importance que donnerait aux nouveaux élus l'investiture du suffrage universel, si bien que le gouvernement, reconnu en ce moment par la France, mais n'ayant pas été élu, serait vis-à-vis des municipalités sur un pied d'infériorité. Beaucoup de

maires provisoires, même parmi les plus avancés, s'étaient, M. Ranc entre autres, prononcés contre l'élection. Il fut reconnu, en outre, qu'il était indispensable de calmer l'irritation de la population au sujet de l'affaire du Bourget, en lui annonçant qu'il allait être procédé à une enquête sur les causes de ce désastre, et que les coupables seraient livrés à la justice. Enfin, il fut décidé que l'on inviterait le gouvernement à procéder à la formation de bataillons de garde nationale destinés à faire corps avec la troupe de ligne, et non pas composés seulement de volontaires, comme il en était question, mais de tous les hommes valides de vingt à trente-cinq ans.

Ces diverses propositions, formulées par le maire du deuxième arrondissement, M. Tirard, furent adoptées à l'unanimité et presque sans débat. Le bureau composé du maire de Paris et de ses adjoints fut chargé de porter les vœux de la réunion au gouvernement qui était en permanence dans une salle voisine, et d'insister auprès de lui pour qu'il les adoptât.

Ce fut pendant cette conférence entre le maire de Paris accompagné de ses adjoints et le gouvernement que, malgré les efforts de quelques citoyens dévoués, les grilles de l'Hôtel-de-Ville furent forcées et que la foule immense qui stationnait sur la place, depuis plusieurs heures, envahit les cours, les escaliers et les diverses salles de l'édifice.

Les maires s'étaient dispersés en attendant le résultat de la conférence. Quatre d'entre eux, Henri Martin, Tirard, Carnot et Chaudey se trouvaient seuls dans la salle du conseil municipal au moment où elle fut envahie. Ils opposèrent une vive résistance à cet envahissement. Tirard, ceint de son écharpe, monte sur son banc et, à plusieurs reprises, harangue la foule avec une grande véhémence. Menacé un instant par quelques forcenés, ses collègues l'entourent et plusieurs citoyens, attirés plus par la curiosité que par un sentiment de dé-

sordre, se joignent à eux pour faire évacuer la salle. Déjà les plus intrépides lâchent pied et, avec cette mobilité particulière aux manifestations populaires, un décisif mouvement de recul ne tarde pas à se produire.

Malheureusement une nouvelle troupe d'envahisseurs à la tête de laquelle se trouvent Flourens, Félix Pyat, Delescluze et Blanqui, pénètre par les portes vitrées auxquelles donnent accès les deux rampes de l'escalier en fer à cheval de la cour d'honneur. Un tumulte indescriptible règne dans la salle. Les banquettes sont escaladées, les pupitres brisés, les fenêtres volent en éclats, et c'est en vain que Flourens et ses amis réclament le silence pour lire les noms des membres d'un nouveau gouvernement.

Toujours à leur place, faisant tête à l'orage, Chaudey, Henri Martin, Tirard et Carnot, entourés de quelques citoyens dévoués, parmi lesquels se trouve Cernuschi, protestent avec énergie contre ces nouvelles violences, mais leurs voix se perdent dans le tumulte et ils sont obligés d'abandonner une lutte désormais inutile[1].

Pendant ce temps, dans les salles où se tenaient habituellement les membres de la défense, d'autres scènes aussi tumultueuses avaient lieu et déjà le gouvernement se trouvait débordé et annihilé! Dès le matin de ce jour humide et triste du 31 octobre, la grande place de l'Hôtel-de-Ville, cette vieille place de Grève qui a vu passer tant de révolutions et entendu tant de clameurs, était remplie de groupes bruyants qui, malgré la pluie, devenaient de minute en minute plus nombreux. Des bataillons arrivaient, la crosse en l'air, voulant plutôt protester contre les bruits d'armistice que combattre le gouvernement. D'autres, sur des drapeaux avaient

1 Voyez le récit très-dramatique et très-éloquent de M. Jules Simon, dans les *Souvenirs du 4 septembre*. On peut se convaincre que ce jour-là, si les membres du Gouvernement de la Défense étaient au pouvoir, ils furent aussi au danger.

écrit leur programme : *Pas d'armistice! la Commune! la levée en masse!*

Rue de Rivoli la foule criait sous les fenetres du gouverneur de Paris : *A bas Trochu! vive la Commune! Des armes!* Vers onze heures les gardes nationaux, sans armes, entourent l'Hôtel-de-Ville. M. Etienne Arago essaie de leur parler, ils n'écoutent point ; M. Floquet lui succède, dit quelques mots dans ce tumulte, et disparaît à son tour. Enfin le général Trochu paraît. Il fait un geste. Le prestige de l'uniforme est encore tel en France qu'on se tait aussitôt. Cette foule sent d'ailleurs qu'en dépit de tout, cet homme tient le sort de la ville assiégée.

« Citoyens, dit-il, voulez-vous entendre un homme qui a voué sa vie à la défense de la patrie?

« Que demandez-vous?

« Nous croyons avoir fait le possible et réparé en grande partie les fautes impardonnables du gouvernement déchu.

« Quand nous sommes arrivés au gouvernement l'état de Paris était tel que l'ennemi eût pu s'en rendre maître en quarante-huit heures.

« A l'heure qu'il est, nous pouvons le dire avec certitude, la ville de Paris est imprenable.

« Mais il ne suffit pas que l'ennemi n'entre pas, il faut le chasser, le battre. Pour cela nous avons besoin non-seulement de toutes vos forces et de votre patriotisme réunis, il faut encore l'union de tous... »

A ce moment les cris de : *A bas Trochu!* interrompent l'orateur qui parvient cependant à reprendre la parole :

« Nous faisons, sachez-le bien, continue-t-il, les plus grands efforts, les plus énergiques efforts. Nous transformons sans relâche les vieilles armes à tir rapide.

« J'y passe ma vie !

« Si nos armées ont été vaincues, c'est qu'elles n'avaient pas ce qu'il faut pour vaincre; elles manquaient d'artillerie.

« Nous faisons tous les plus grands efforts pour triompher.

« Nous avons réuni des forces capables de lutter avec l'ennemi. (Interruption.)

« Nul plus que moi n'est dévoué au salut commun et nul ne veut davantage une guerre sans merci, une guerre à outrance. »

M. Jules Simon, à son tour, affirme la volonté du gouvernement de continuer la guerre et de résister jusqu'au bout, mais c'est vainement qu'il essaie de se faire entendre. Il remonte dans la salle du Trône. La foule se précipite sous le portique que surmonte la statue d'Henri IV, et l'Hôtel-de-Ville est envahi.

C'est d'abord une sorte d'angle humain qui fait coin dans la porte, puis c'est un flot, et c'est une mer humaine.

C'est à ce moment que, les maires délibérant comme nous l'avons rapporté, dans la salle du conseil municipal, M. Jules Mahias, secrétaire général de la mairie de Paris, leur dit brusquement, en apercevant la foule dans la cour : « Tout est inutile. Nous sommes envahis ! »

En effet, l'Hôtel-de-Ville appartient à la foule qui s'y rue dans un tumulte indescriptible. Un coup de feu avait été tiré au moment où le général Trochu remontait dans la salle du Trône. Fort heureusement la lutte ne s'engagea point. Elle eût été un carnage.

Rochefort se montre à la foule, pour essayer de l'arrêter, il est accueilli par les cris : « A bas Rochefort ! Il est du gouvernement ! Pas de Rochefort ! »

La salle où siége le gouvernement est envahie, occupée par la foule. Assis autour de la table, les membres du gouvernement gardent une digne attitude. M. Jules Favre est amer, sarcastique, le général Trochu, de temps à autre, la tête dans ses mains, laissait échapper cette phrase : « Et dire que je n'avais besoin que de quinze jours pour tout sauver ! » On le vit aussi arracher fière-

ment la décoration qu'il portait sur sa poitrine. M. Dorian, le seul homme accepté par la foule, était entouré, pressé de faire partie d'un Gouvernement nouveau. Il refusait, froidement, nettement.

Il était deux heures. M. Ch. Ferry, frère du membre du gouvernement était déjà sorti de l'Hôtel-de-Ville pour appeler des bataillons au secours des gouvernants. M. Étienne Arago avait apporté à M. Jules Favre le résultat de la délibération des maires: et M. Favre, avec tout le gouvernement, avait accepté les élections. Ainsi, la nomination des magistrats municipaux était une chose convenue, acceptée, acquise, et M. Rochefort fut prié par ses collègues d'en donner la nouvelle à la foule.

Rochefort, le *populaire*, comme l'appelle Flourens, debout sur la table, essaie vainement de calmer l'effervescence de ce flot humain.

Il annonce que les élections municipales auront lieu le lendemain.

— Non! non! lui répondit-on aussitôt. Pas d'élections municipales! La Commune!

— Mais, citoyens, répond Rochefort avec un geste fait de haussement d'épaules, c'est la même chose!

Il comprend que ce serait en vain qu'il essaierait d'insister ; que la foule est irritée, furieuse et sourde. Il cherche à descendre de la table, lorsque tout à coup une sorte de houle le repousse brusquement. C'est M. Lefrançais qui aide à tirer par les jambes Rochefort. Rochefort est forcé de descendre à terre, et Lefrançais alors, prenant sur la table la place de membre du gouvernement, déclare que le gouvernement de la Défense nationale est déchu de ses fonctions. La foule crie bravo. Elle applaudit à la déchéance, lorsque, sur la table, apparaît, à son tour, Gustave Flourens, botté, en costume de major, pâle, son long visage égaré et rayonnant. Il annonce qu'il va lire les noms du nouveau gouvernement, dit Comité de salut public, et chargé de faire les élections de la Commune. En tête de la liste, Gustave

Flourens a placé naïvement son nom, et ce nom, arrivant le premier sur ses lèvres, produit un singulier effet dans la foule. Les noms qu'il jette sont tour à tour acclamés ou contestés, Blanqui, Dorian, Félix Pyat, Louis Blanc, Victor Hugo, Mottu, Schœlcher, Ranvier, Martin Bernard, Malon, etc. Beaucoup réclamaient le fier Barbès, ignorant qu'il était mort. Le nom de Rochefort ne fut pas accepté.

Ce ne fut qu'à la troisième sommation de la foule que Flourens consentit à prononcer le nom de Dorian, puis il demanda que les membres du gouvernement donnassent leur démission par écrit. Cette exigence fut vivement applaudie et appuyée par la majorité de l'assistance.

Alors fut débattue la question de savoir si le gouvernement devait être retenu prisonnier. Ceux qui paraissaient être les chefs du mouvement dirent que les membres du gouvernement devaient être gardés à vue comme otages.

Vers sept heures, un grand mouvement se produisit dans la salle voisine, et bientôt parurent des gardes nationaux réclamant la délivrance du gouvernement. C'était le 106e bataillon (commandant Ibos) qui accourait. Le général Trochu fut enlevé par eux, malgré la résistance des envahisseurs. On lui ôta son képi de général, le remplaçant par un képi de garde national, et il gagna, escorté par ses officiers d'état-major, son hôtel, où il demeura un peu trop calme, donnant, affirme-t-on, deux heures à son dîner. La vérité est qu'il fut impassible et résolu devant toute menace, et qu'il peut parler de cette journée la tête haute. M. Ferry et M. Emmanuel Arago avaient pu le suivre. Le flot se referma devant M. Jules Favre, M. Garnier-Pagès et M. Jules Simon, qui regagnèrent leur place. Ils avaient autour d'eux M. Magnin, le général Tamisier et le colonel Montagut, de l'état-major de la garde nationale. Le général Le Flô, apprenant que ses amis étaient retenus prisonniers, au moment où il gagnait la porte de l'Hôtel-de-

Ville, revint sur ses pas, et comme une sentinelle lui barrait le chemin en lui disant :

— On ne passe pas, citoyen.

— Je suis le ministre de la guerre, répondit le vieux général : mes collègues sont détenus, je rejoins mes collègues,

Et il alla prendre sa place parmi le gouvernement prisonnier.

« Pendant ce temps, raconte M. Jules Favre, le nouveau gouvernement paraissait s'organiser, non sans discussions violentes, dont le bruit parvenait jusqu'à moi, bien qu'il siégeât dans une salle voisine. J'étais resté dans celle de nos délibérations ordinaires, entièrement pleine de gardes nationaux armés ou non armés, qui discutaient avec passion, écoutant et réfutant les orateurs qui se succédaient sur la table.

« Voulant rester étranger à tout ce qui se passait et respirer un peu, je me plaçai dans un angle de croisée, où je fus entouré d'un cercle de vingt tirailleurs de Belleville, leur capitaine en tête, ayant reçu l'ordre d'empêcher tout mouvement des prisonniers, et de leur tirer dessus si la salle était envahie pour les délivrer.

« Vers neuf ou dix heures, M. Millière vint à moi, me proposant de donner ma démission, me promettant qu'à cette condition, la liberté me serait rendue.

« — Vous pourrez même, ajouta-t-il, conserver votre portefeuille jusqu'à ce que le nouveau gouvernement ait été ratifié par le vote populaire qui aura lieu après-demain.

« En s'adressant à moi, M. Millière s'exprima avec une parfaite convenance, ce qui me permit de lui répondre sur le même ton que j'étais son captif, qu'il pouvait disposer de moi à son gré, mais que je ne pouvais ni l'entendre, ni lui donner une réponse quelconque sur son insistance.

« Je revins donc à mon embrasure de croisée que je ne quittai plus pendant le reste de la nuit.

« A différentes reprises, des alertes ayant été données du dehors, une vive agitation se manifesta dans la salle. Les tirailleurs qui nous gardaient relevèrent et apprêtèrent leurs armes, mais sans nous coucher en joue. A la dernière scène, provoquée par l'arrivée de nos libérateurs, ce mouvement fut plus général, mais aussi plus désordonné. La plupart des orateurs invitaient à la médiation et à la prudence; ils rappelaient combien il serait criminel d'engager la guerre civile en face de l'ennemi. J'ai entendu M. Flourens s'écrier plusieurs fois : « Nous sommes cernés! Nous ne sommes pas les plus forts... Nous ne devons pas nous faire tuer ni tuer nos concitoyens. » Lorsque les gardes nationaux qui nous délivraient firent irruption dans la salle, les tirailleurs de Flourens apprêtèrent leurs armes, mais sans intention de s'en servir. »

Il faut demander à tous les témoins de ce drame des dépositions sincères. Dans le numéro du *Réveil* qui suivit cette tumultueuse journée, Delescluze raconta lui-même le rôle qu'il avait pris dans l'événement :

« A trois heures, dit-il (il se trompe, l'Hôtel-de-Ville fut envahi plus tôt), les portes de l'Hôtel-de-Ville s'ouvrirent devant les flots croissants du peuple. Les salons, les galeries et les escaliers se trouvèrent bientôt envahis.

« La réunion qui s'improvisa dans la salle des Tableaux voulait la démission du Gouvernement provisoire et son remplacement. Divers noms étaient prononcés. Les citoyens F. Pyat et Ch. Delescluze prirent successivement la parole, pour faire connaître que la nomination d'un gouvernement par acclamation n'était pas régulière, et qu'en ce qui les concernait, ils n'accepteraient pas une semblable investiture; que les élections étant indiquées pour le lendemain, et le citoyen Dorian se trouvant chargé de la présidence avec le citoyen Schœlcher comme assesseur, on pouvait sans danger attendre le résultat de la volonté des électeurs.

« Ces raisons semblaient avoir réuni l'assentiment géné-

ral et tout semblait terminé à la satisfaction commune. Il paraît qu'à ce moment l'arrivée de nouveaux bataillons détermina une nouvelle invasion de l'Hôtel de-Ville, que des listes furent mises en circulation et furent plus ou moins acclamées dans les salles où elles purent parvenir.

« C'était rentrer abusivement, croyons-nous, dans le système fatal auquel nous avons dû la dictature de septembre, et sans aucun doute, beaucoup de ceux dont les noms se trouvent dans ces listes auraient refusé d'y figurer pour le motif qui vient d'être dit. Si le suffrage universel peut se porter où il veut, s'il peut, comme il lui plaît, réunir des nuances et des noms plus ou moins disparates, enfin si son expression doit être acceptée avec respect quand elle est libre et sincère, le même privilége ne saurait être accordé à un groupe quelconque, dans quelque circonstance que ce soit, surtout quand il s'agit de remédier à un provisoire qui porte cette tache originelle.

« Aussi, le soir, quand nous reparûmes à l'Hôtel-de-Ville avec les citoyens Ledru-Rollin et F. Pyat, n'avions-nous d'autre intention que de nous mettre à la disposition du citoyen Dorian, que nous regardions comme investi définitivement du titre de chef de l'intérim. Grande fut notre surprise d'apprendre que notre nom figurait sur une liste arrêtée pendant notre absence.

« La discussion s'étant engagée sur ce qu'il y avait à faire, sans entrer dans les détails, nous nous bornerons à dire que la réunion adopta sur notre proposition la motion suivante :

« Paris, le 31 octobre 1870.

« Les citoyens soussignés désignés dans les réunions de l'Hôtel-de-Ville pour présider aux élections de la Commune de Paris et pourvoir aux nécessités du présent ;

« Sur la déclaration faite par le citoyen Dorian que les formalités préliminaires de l'élection de la Commune étaient accomplies déjà, qu'elle aurait lieu demain mardi

sous sa présidence et celle du citoyen Schœlcher, et que le jour suivant il serait également procédé à l'élection du gouvernement provisoire;

« Dans l'intérêt de la patrie en danger, et en vue d'éviter un conflit qui pourrait ensanglanter le baptême de la nouvelle République;

« Déclarent que, réserve faite des droits du peuple, ils attendent le résultat des élections qui doivent avoir lieu demain. »

« Les citoyens Millière, Flourens et Blanqui adhérèrent à cette rédaction qui fut communiquée au citoyen Dorian, et qui fut ensuite portée aux membres du gouvernement qui étaient retenus à l'Hôtel-de-Ville, puis à M. J. Ferry qui se trouvait au dehors. Il fut même assuré par le citoyen Dorian qu'il s'engageait à ce que les incidents de la journée n'ouvrissent la porte ni aux récriminations, ni aux représailles, ni aux recherches de quelque nature qu'elles pussent être; mais ceci est un détail, passons.

« Là, s'est borné le rôle de celui qui écrit ces lignes, là se borne sa responsabilité, et celle-là il l'accepte tout entière. »

Ainsi, dans cette page que nous avons tenu à citer tout entière, le vieux Delescluze s'élevait lui-même contre les violences du 31 octobre et contre les exaltés qui avaient fait d'une manifestation un coup de force, d'un mouvement légitime au début, une émeute au dénoûment. Que voulait Paris, le matin du 31 octobre? Protester contre la direction militaire qui laissait reprendre le Bourget, protester contre la nouvelle de l'armistice. Pas autre chose. La sanction de cette protestation, c'était l'élection des municipalités, réclamées par les maires, accordées par le gouvernement. Mais lorsque les tirailleurs de Flourens et les partisans de Blanqui vinrent substituer ce que Delescluze appelle leur *dictature* aux conventions des maires, ils compromirent à jamais une journée dont le souvenir ne restera que comme celui

d'une échauffourée tumultueuse et qui eût pu devenir sanglante.

En effet, vers le soir, le désordre fut grand dans cet Hôtel-de-Ville livré à la foule, aux Italiens de Tibaldi, à des enfants traînant des fusils. Les traces des dégâts furent longtemps visibles dans ce palais municipal maintenant incendié. Spectacle attristant, les personnalités honorées du parti républicain étaient insultées par des anonymes et des inconnus. Étienne Arago arrachait son écharpe qu'on voulait lui enlever. Il entendait une voix ricanante qui lui disait, à l'oreille, parmi les clameurs de la foule : « Eh bien ! *c'est le châtiment du 4 septembre !* » Ledru-Rollin, qu'on était allé chercher, n'éprouva, dès l'arrivée, d'autre sentiment que l'envie de retirer son nom de l'échauffourée. Il vit, dans une salle, Blanqui, écrivant, signant des ordres, *paperassant* (le mot est de lui), et sentit la journée perdue pour tout progrès. M. Dorian, refusant de suivre le mouvement, était prisonnier, gardé à vue dans le cabinet du maire, avec Étienne Arago. Les bataillons de Millière emplissaient les cours, comptant sur l'arrivée de renforts prochains. Dans chaque salle, une sorte de gouvernement fonctionnait, tandis que le bruit se répand dans Paris qu'un comité de salut public a été proclamé.

On s'arrache les journaux, on les lit sous la pluie, l'agitation est très-grande sur toute la ligne des boulevards. Une réunion des officiers de la garde nationale est annoncée pour le soir même à huit heures, dans la salle de la Bourse.

M. Picard, mis en état d'arrestation comme ses collègues, était parvenu cependant à s'échapper le premier et à gagner le ministère des finances. Son premier soin fut de donner ordre qu'on battît la générale. Le colonel Munster, de l'état-major de la garde nationale, s'était immédiatement mis à la disposition du ministre des finances. Le général Schmitz, de son côté, s'était empressé de mettre quelques bataillons de la mobile à la

disposition du seul membre du gouvernement en ce moment en liberté.

A sept heures, douze tambours, battant la générale et suivis d'un piquet de gardes nationaux en armes, parcouraient les boulevards. Dans les autres quartiers de Paris, elle était battue également. Les mobiles campaient sur la place de l'Opéra. Les bataillons de la garde nationale, au fur et à mesure de leur arrivée, se rangeaient en bataille sur la place Vendôme. Le 6e et le 171e campaient dans la cour vitrée du ministère des finances.

Le 106e bataillon, nous l'avons vu, était parvenu à délivrer deux des membres du gouvernement, le général Trochu et M. Jules Ferry. M. Picard, prévenu de cette nouvelle, est invité à se rendre à l'hôtel du gouverneur de Paris pour prendre part aux délibérations du gouvernement. Avant de quitter le ministère, M. Picard, du haut d'un escalier de la cour vitrée, adresse une courte allocution aux gardes nationaux. « Messieurs, leur dit-il, l'Hôtel-de-Ville a été envahi, et pour faciliter nos délibérations, les envahisseurs n'ont rien trouvé de mieux que de monter sur la table autour de laquelle le gouvernement a été réuni. Un gouvernement nouveau s'est installé à notre place. Je ne sais comment il sera accepté par vous, mais j'ai pensé que mon devoir m'appelait ici où se trouve placé notre patrimoine commun pour le défendre. J'y suis donc venu. »

Pendant toute la soirée, des députations se rendent chez le gouverneur de Paris. La foule qui stationne devant l'hôtel acclame le président de la Défense nationale Le général se montre sur le perron et adresse quelques paroles aux membres des diverses députations. Dans la salle de la Bourse, les officiers proposent de nommer le commandant Rochebrune général de la garde nationale. Il décline cet honneur. « C'est à la Commune, dit-il, à nommer le général de la garde nationale. Nommons d'abord la Commune. — « La Commune est nommée, » s'écrie un interrupteur. Mouvement dans l'assemblée.

Des cris répondent : « Elle s'est nommée elle-même ! Nous n'en voulons pas ! [1] »

Et la générale est battue, tandis qu'on discute ainsi et qu'à l'Hôtel-de-Ville les nouveaux et éphémères gouvernants vont et viennent, donnent des ordres et demandent à Flourens pourquoi les membres du gouvernement de la Défense nationale ne sont point déjà à Mazas.

Flourens s'en excusa, le lendemain, dans une lettre publique, avec une étonnante candeur :

« Je ne pouvais détacher 200 de mes hommes (il n'en avait, dit-il, que 500) pour conduire à Mazas l'ex-gouvernement. Ce faible détachement n'aurait pas suffi, et avec les 300, je n'aurais pu occuper l'Hôtel-de-Ville. Le mieux était donc, tout en délibérant, de garder à vue mes prisonniers. »

Millière, Blanqui, Ranvier et Mottu, expédiaient cependant des ordres aux maires et des convocations urgentes à tous les chefs de bataillons *vraiment démocrates* (l'expression est de Flourens) ; et Delescluze était allé trouver Dorian pour l'engager à venir siéger parmi le Comité de salut public, lorsqu'on apporte tout à coup à Flourens cette nouvelle : par le souterrain qui fait communiquer l'Hôtel-de-Ville avec la caserne Lobau, viennent de pénétrer deux bataillons de mobiles bretons. Une collision entre eux et les tirailleurs, qui occupent les portes de l'Hôtel-de-Ville et viennent d'être tournés, grâce au souterrain, est imminente.

« Je consulte, écrit Flourens, je consulte Blanqui, Ranvier, Millière, sur le projet d'une convention entre nous et Dorian. Puisque Dorian a été acclamé par le peuple, nous pouvons traiter avec lui ; puisque, d'autre part, avec 500 tirailleurs nous ne pouvons tenir contre deux bataillons de mobiles, entrés dans l'Hôtel-de-Ville par

1. Voyez le livre de M. G. de Molinari sur les *Clubs pendant le siége.*

le souterrain, contre tous ceux qui passeront par la même voie, contre ceux qui nous assiégent à l'extérieur, il est inutile de nous faire tuer, cela serait même funeste au succès de notre cause, en amenant de nouvelles journées de juin dont profiterait de suite la réaction.

« D'ailleurs, il n'y a qu'un paquet de six cartouches dans les cartouchières de mes tirailleurs.

« Nous allons trouver Dorian, et nous convenons avec lui, librement, de l'accord suivant : « Les élections pour « la Commune seront faites ce jour même mardi, à midi, « selon les affiches déjà envoyées aux mairies, et sous « la direction de Dorian et de Schœlcher seuls ; les élec« tions pour un gouvernement nouveau seront faites le « lendemain mercredi, à la même heure. Afin d'éviter « l'effusion du sang, de montrer à nos amis et aux par« tisans du gouvernement qu'il y a accord entre nous, « nous sortirons ensemble de l'Hôtel-de-Ville, au milieu « de mes tirailleurs ralliés sur moi. »

« Cet accord, rapidement conclu, est ratifié par les membres du gouvernement et aussitôt inquiet de mes braves tirailleurs, je descends dans la cour avec Dorian. Nous laissons derrière nous les hommes armés, et marchons seuls en parlementaires. Les mobiles bretons, baïonnettes, fusils chargés, figures menaçantes, étaient massés au fond de la cour. Flourens leur crie de toute la force de ses poumons :

« — Appelez votre officier ; voici un ministre qui a des ordres à lui donner. Baïonnettes au fourreau !

« Enfin l'officier se décide à venir. Dorian le calme, lui ordonne de calmer ses hommes, évite ainsi la guerre civile. Car, égorgés à l'Hôtel-de-Ville, nous aurions été vengés par nos braves amis des faubourgs. »

L'officier s'avance et les chefs de l'émeute du 31 octobre s'éloignent pacifiquement, quelques-uns (ô ironie !) pour passer sans encombre à travers les mobiles et les gardes nationaux massés en grand nombre sur la place, donnant le bras à ceux qu'ils voulaient renverser.

M. Blanqui partit ainsi, appuyé au bras du général Tamisier[1].

1. Sur l'attitude de Blanqui, dans cette journée, je trouve les renseignements suivants dans un journal du lendemain :

Le lundi 31 octobre, vers quatre heures, obéissant au rappel, et parti à sept heures de la place Vendôme, le 15e bataillon, auquel appartiennent les soussignés, se rendit, avec ses chefs, à l'Hôtel-de-Ville, où il entra par la porte de la cour Louis XIV, place Saint-Gervais. Le 17e bataillon s'y trouvait, et nous arrivâmes, conjointement, au premier palier de l'escalier. On commanda demi-tour à droite. Le commandant du 17e bataillon tenait sous le bras M. Blanqui, lequel se trouvait mal et demandait de l'air. Or, ce mouvement avait pour objet de faire faire place. Le citoyen Monneveux, sergent à la 2e compagnie du 15e, marchait en avant de M. Blanqui, qu'accompagnait, indépendamment du commandant du 17e, une autre personne à nous inconnue, afin de faciliter le passage.

Sous le vestibule par lequel nous étions entrés, nous trouvons les francs-tireurs Tibaldi, gardant la porte. M. Blanqui, toujours indisposé, pouvait difficilement se soutenir ; il lui fallait une voiture pour être reconduit à son domicile, et, sur le désir du malade, le commandant du 17e demanda que la porte fût ouverte.

Pour toute réponse, un des francs-tireurs saute à la gorge du commandant, et leur lieutenant sort de sa gaîne un revolver, qu'il dirige sur la poitrine du sergent Monneveux. Heureusement, un sergent du même bataillon, 5e compagnie, nommé Thillier, détourne vivement l'arme, et la balle alla se perdre sur la muraille. Après le coup, M. Blanqui est soudainement enlevé par les mêmes francs-tireurs, et l'auteur du coup disparaît lui-même au milieu de la bagarre. C'était un homme de trente-cinq à quarante ans, de petite taille et chauve.

A ce moment, les francs-tireurs armèrent leurs fusils et s'apprêtaient à faire feu, lorsque, sur l'observation que leur fit M. Bercher, capitaine en 2e, ils relevèrent leurs armes, non sans toutefois abandonner leurs intentions hostiles.

Les 17e et 15e bataillons, qui avaient, par humanité s'entend, protégé la piteuse retraite de M. Blanqui, devaient attendre de lui, sinon de la reconnaissance, — on ne lui en demande pas, — du moins de la justice. Or, ouvrez le no 54 de *la Patrie en danger*, à la date du jeudi 3 novembre, et lisez l'article intitulé : « LA LOYAUTÉ DU GOUVERNEMENT, » article signé BLANQUI. Dans les dernières lignes il y traite les 15e, 17e et 106e de « bataillons jésuites du faubourg Saint-Germain ; » il prétend qu'ils sont « dans la garde nationale, en y joignant les mobiles bretons, le seul appui du gouvernement ; » et il ajoute : « C'est l'armée catholique qui a gagné par une trappe la bataille de l'Hôtel-de-Ville. »

. . . .

Paris, le 3 novembre 1870.

Suivent les signatures d'officiers, sous-officiers et gardes du 15e bataillon.

Il était quatre heures du matin, lorsque se dénoua ainsi, sans effusion de sang, une aventure qui eût pu si facilement devenir terrible. Quelle honte si la guerre civile eût, dès lors, dans Paris assiégé, été allumée devant l'étranger! Voilà pourquoi le mouvement du 31 octobre, légitime en tant que manifestation, lorsque le peuple de Paris ne voulait qu'adjoindre au gouvernement, pour le stimuler, des hommes éprouvés et dans lesquels il avait confiance, devint coupable, le soir, lorsque, derrière le prétexte choisi, n'apparurent que les ambitions et les vanités personnelles. Les hommes du 31 octobre étaient toujours, à de rares exceptions près, les mêmes individualités qui, par leur impatience et leur avidité, font avorter les espoirs les plus sacrés et amènent, hélas! les réactions les plus amères et les plus lourdes.

Flourens, on peut le dire, ce malheureux Flourens, consolida le gouvernement de Paris en le voulant renverser. Les partis n'ont pas d'ennemis plus dangereux que leurs amis maladroits.

Dans le procès des accusés du 31 octobre, qui se déroula plus tard (23 février 1871) devant le 4e conseil de guerre de Paris, l'attitude des chefs du mouvement qui se présentèrent devant les juges fut d'ailleurs sans bravade. Le procès, arrivant au lendemain de la capitulation, fit au surplus l'effet d'un anachronisme et n'émut l'opinion qu'à demi. Ces condamnations à mort rétrospectives étaient maladroites et inutiles. Cette rigueur en quelque sorte posthume étonna et irrita. Nous donnons ici, pour n'y plus revenir, la liste des accusés et le verdict des conseils de guerre. Ce n'est pas la dernière fois d'ailleurs (est-il besoin de le dire?) que nous trouverons sous notre plume les noms qui suivent :

Ils déclarent se nommer :

1° Adolphe-Gustave Lefrançais, ex-employé, âgé de quarante-quatre ans;

2° Vermorel, avocat, âgé de vingt-neuf ans;

3° Paolo Tibaldi, militaire italien, commandant d'une légion italienne, âgé de quarante-quatre ans;

4° Pierre Vésinier, journaliste, âgé de quarante-cinq ans;

5° Pillot, médecin, âgé de soixante-deux ans. Les quatre premiers seuls ont été maintenus en état d'arrestation.

Les quinze autres, qui ne répondent pas à l'appel de leur nom, sont les nommés :

6° Maurice Joly, libre sous caution; 7° Millière, député; 8° Razoua, député; 9° Blanqui; 10° Gustave Flourens; 11° Bauvière; 12° Jénart; 13° Régère; 14° Jaclard; 15° Eudes; 16° Levrault; 17° Goupil; 18° Vallée; 19° Cyrille; 20° Bauer.

Cinq seulement des accusés avaient répondu à la citation à comparaître devant le 4e conseil de guerre : c'étaient Pillot, Vermorel, Vésinier, Tibaldi et Lefrançais, qui furent jugés et acquittés dans les audiences des 23 et 24 février 1871.

Treize autres accusés furent cités pour l'audience du 9.

1° Auguste-Louis Blanqui, né à Nice, âgé de soixante-cinq ans, homme de lettres, demeurant à Paris, rue du Temple, 191.

2° Paul-Gustave Flourens, né à Paris, le 4 août 1838, homme de lettres, chef de bataillon de volontaires de la garde nationale, demeurant à Paris, rue de Puebla, 397.

3° Gabriel Ranvier, né à Bougy, arrondissement de Bourges, le 8 juillet 1828, peintre, chef du 141e bataillon de la garde nationale, demeurant à Paris, rue Oberkampf, 104.

4° Théodore Régère, ex-capitaine adjudant-major du 128e bataillon de la garde nationale, demeurant à Paris, quai Saint-Michel, 15.

5° Léonidas Jénart, né à Fresnes, arrondissement de Valenciennes, le 3 mars 1829, marchand d'huiles, ex-

capitaine adjudant-major du 201e bataillon de la garde nationale, demeurant à Paris, rue Saint-Amboise, 15.

6° Charles-Paul-Victor Jaclard, né à Metz, le 18 décembre 1840, professeur de mathématiques, chef du 138e bataillon de la garde nationale, demeurant à Paris, rue Bergère, 30.

7° Maurice Joly, né à Lons-le-Saulnier, le 19 juillet 1831, avocat, demeurant à Paris, boulevard Saint-André, 3.

8° Émile-François Eudes, né à Roncey, arrondissement de Coutances, le 12 septembre 1843, étudiant, chef du 138e bataillon de la garde nationale, demeurant à Paris, rue des Charbonniers, 10.

9° Edmond-Louis Levrault, né à Paris, chef du 204e bataillon de la garde nationale, demeurant à Paris, place Voltaire, 1.

10° Edmond-Alfred Goupil, né à Mayenne, avril 1838, docteur-médecin, chef du 115e bataillon de la garde nationale, demeurant à Paris, rue de Vaugirard, 93.

11° Jules-Louis-Joseph Vallès, né au Puy, âgé de trente-huit ans, homme de lettres, demeurant à Paris, rue de Belleville, 19.

12° Victor-Marie Cyrille, né à Grasse (Alpes-Maritimes), le 17 juin 1848, chimiste, chef du 161e bataillon de la garde nationale, demeurant à Paris, rue de l'Échiquier, 13.

13° Henri Bauer, né à Paris, le 7 mars 1851, étudiant en droit, artilleur de la garde nationale, demeurant à Paris, avenue de la Grande-Armée.

Six seulement de ces accusés répondent à l'appel : ce sont MM. Maurice Joly, Jaclard, Ranvier, Jules Vallès, Jénart et Bauer.

Le verdict pour les accusés fut celui-ci : A la majorité de quatre voix contre trois, M. Maurice Joly, non coupable d'excitation à la guerre civile en cherchant à armer les citoyens les uns contre les autres.

A la minorité de faveur de trois voix contre quatre, M. Jaclard, non coupable du même crime, et également à la minorité de faveur, non coupable de complicité d'arrestation et de séquestration illégale des membres du gouvernement.

A l'unanimité, M. Jénart, non coupable du chef d'excitation à la guerre civile et du chef de port d'uniforme, et à la majorité de quatre voix contre trois, non coupable du chef de séquestration arbitraire.

A la majorité de cinq voix contre deux, M. Ranvier, non coupable d'attentat ayant pour but d'exciter à la guerre civile, et à la majorité de six voix contre une, le même, non coupable du chef de séquestration arbitraire.

A la majorité de quatre voix contre trois, M. Bauer, non coupable d'excitation à la guerre civile.

A la majorité de six voix contre une, M. Jules Vallès, non coupable d'attentat ayant pour but d'exciter à la guerre civile ; à la majorité de trois voix contre quatre, non coupable de port illégal d'uniforme, et à l'unanimité, non coupable de coups et blessures ; mais à la majorité de cinq voix contre deux, coupable de séquestration sur la personne du maire du dix-neuvième arrondissement, avec admission de circonstances atténuantes.

A l'unanimité, M. Blanqui, coupable d'attentat ayant pour but d'exciter à la guerre civile, et coupable en outre de complicité de séquestration sur la personne des membres du gouvernement.

A l'unanimité, M. Flourens, coupable d'attentat ayant pour but d'exciter à la guerre civile, et à la majorité de six voix contre une, coupable de séquestration sur la personne des membres du gouvernement.

A la majorité de quatre voix contre trois, M. Régère, non coupable d'attentat ayant pour but d'exciter à la guerre civile.

A l'unanimité, M. Eudes, non coupable du même attentat.

A la majorité de six voix contre une, M. Levrault, coupable du même attentat, et à la majorité de cinq voix contre deux, non coupable de séquestration arbitraire.

A la minorité de faveur de trois voix contre quatre, le docteur Goupil, non coupable d'excitation à la guerre civile, et à l'unanimité, coupable d'arrestation illégale sur la personne du capitaine Dutilloy.

Et enfin, à la majorité de six voix contre une, M. Cyrille, coupable d'attentat ayant pour but d'exciter à la guerre civile.

En conséquence, le conseil condamne Blanqui, Flourens, Levrault, Cyrille à la peine de mort ; le docteur Goupil à deux années d'emprisonnement et Jules Vallès à six mois de la même peine.

Le conseil prononça l'acquittement des inculpés Joly, Jaclard, Ranvier, Bauer, Régère et Eudes.

Le lendemain du 31 octobre, le 1er novembre 1870, Paris, après une nuit où gronda le tambour, s'éveilla satisfait d'avoir évité la guerre civile.

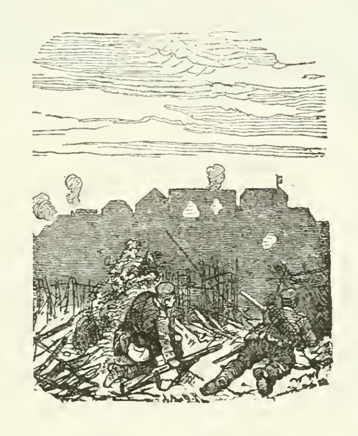
Le *Journal officiel* contenait une note sur les événements de la veille, qui se termine par ces mots assez comminatoires : « Le gouvernement a pris les mesures nécessaires pour empêcher le retour de pareils désordres. »

Une affiche, posée dans l'après-midi, avertissait la population que les élections municipales, étant matériellement impossibles, n'auraient pas lieu le 1er novembre : « La population de Paris votera jeudi, par *oui* ou par *non*, sur la question de savoir si l'élection de la municipalité et du gouvernement aura lieu à bref délai. »

Le *Journal officiel* du soir contenait une note qui précisait le caractère des négociations d'armistice : leur seul but, disait-elle, est la convocation d'une Assemblée nationale qui décidera souverainement de la paix ou de la guerre.

Paris demeura calme, un peu troublé par tant de chocs divers, et ne se rendant pas encore bien compte, il faut

le reconnaître, de ce que cachait de trouble social le mouvement de la veille, de ce que contenait de fatalités politiques la nouvelle de la capitulation de Metz, et de ce que portait avec lui de difficultés non résolues, ce mot, que les prudents accueillaient avec joie, les plus résolus avec colère, et qui disait : *armistice.*





CHAPITRE VII

Le siége de Metz. — Le blocus commence dès le 19 août. — Dépêche de Mac-Mahon du 22 août. — Bazaine qui la reçoit demeure inactif. — Journée perdue le 26 août. — Attaque de Servigny et de Noisseville (31 août). — Retraite inexpliquée du 1er septembre. — Inaction continue du maréchal. — Négociations. — La mission de M. Regnier. — Le général Boyer part pour Versailles, puis pour l'Angleterre. — Affaire de Ladonchamps. — L'armée affamée. — Son désespoir. — La capitulation.

Lorsque Paris apprit la nouvelle de la capitulation de Metz, son courroux fut d'autant plus grand que sa confiance avait été plus profonde. A l'heure où Strasbourg était tombée, l'impression éprouvée n'avait été que de la douleur ; la ville martyre paraissait depuis de longs jours condamnée. Metz, au contraire, semblait devoir résister et son armée paraissait pouvoir vaincre. Paris fut secoué par la colère en apprenant ce triste dénoûment. Mais s'il eût connu alors les véritables phases, bien ignorées à cette époque, de la capitulation de

Metz, Paris eût bien plus encore senti la rougeur lui monter au front et le courroux lui entrer au cœur.

Les Prussiens ne se vantent pas trop de leur campagne devant Metz. Ils ont raison. Ce nom ne marque pour eux une victoire que parce que l'homme qui commandait à Metz prit soin de la leur rendre plus facile et comme inévitable. Encore une fois la France avait compté en toute sincérité d'oubli et d'abandon sur le maréchal Bazaine. Elle avait mis en lui son absolue confiance. C'est lui pourtant qui, entre tous, fit, par sa conduite inexplicable ou plutôt trop explicable, avorter tous nos espoirs, et rendit, hélas! inutiles tous les efforts d'un peuple qui comptait sur des héros et fatalement rencontrait des traîtres.

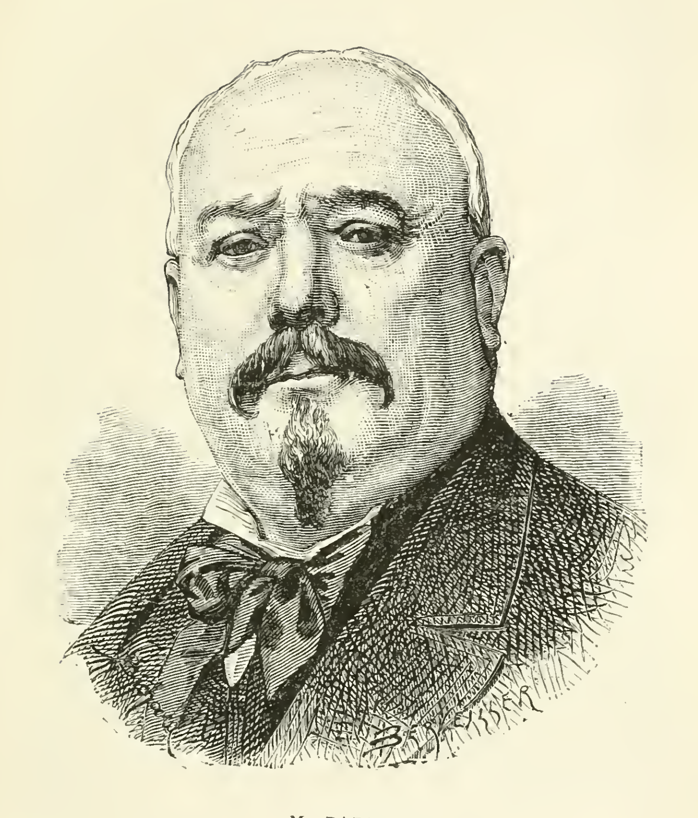
Nous nous attachons, dans le cours de ces récits, à être trop modéré et trop calme pour qu'on nous accuse de céder à la passion et de présenter les événements ou les hommes sous des couleurs trop noires. Nous nous vouons à la recherche de l'impartialité ; notre passion est celle du vrai et, partout où nous rencontrons une vérité inconnue, méconnue ou proscrite, nous nous efforçons de la mettre en lumière. Ainsi donc, on ne dira pas que nous accumulons à plaisir sur un homme la calomnie de la légende. Nous faisons, au contraire, le procès de la capitulation de Metz en tenant à la main les témoignages de l'histoire. Au surplus, depuis que ces pages ont vu le jour pour la première fois, un conseil de guerre a parlé et celui qui fut le maréchal Bazaine a été condamné à la peine de mort avec dégradation militaire, pour n'avoir pas fait tout ce que lui prescrivaient le devoir et l'honneur. Nous aurions pu nous taire à demi devant l'expiation ; nous ne pouvons, devant le prisonnier fugitif, que laisser parler la conscience publique indignée.

Au lendemain de la gigantesque bataille du 18 août, — qui eût pu devenir une victoire pour nous si le maréchal Bazaine eût, nous le répétons, protégé sa droite (corps

Canrobert) en mettant la garde en réserve derrière Saint-Privat-la-Montagne ou encore essayé de tomber, par sa gauche, sur les bagages des Prussiens qu'il mettait en désordre, — l'armée française avait pris position autour de Metz et s'était retirée sous la protection des forts, tandis que l'ennemi commençait cet investissement qui devait nous conduire à la capitulation.

A peine avions-nous dessiné ce mouvement de recul, que les Prussiens s'occupaient à nous fermer les routes autour de Metz, coupant la voie ferrée de Thionville, le télégraphe de la route de Briey, détruisant les ponts de l'Orne, et enserrant la ville de Metz dans un cercle de positions difficiles à attaquer. Au nord, une partie de la plaine de Thionville était occupée par leurs troupes; à l'est, toute la ligne de Vrémy à Ars-Laquenexy, en passant par les villages de Failly, Servigny, Noisseville; au sud, ils tenaient Peltre et Ars-sur-Moselle; à l'ouest, ils avaient pris les positions abandonnées par nous, Saint-Privat, Jussy, etc. C'en était fait : le blocus commençait, le blocus de cette ville inexpugnable, le blocus d'une armée qui venait de livrer les plus formidables batailles du siècle, et qui n'en ressentait qu'un plus âpre désir de continuer la lutte. Au début du siége, l'esprit de cette magnifique armée de Metz était en effet excellent. « Le soldat d'infanterie, dit le général Deligny [1], avait conscience de la supériorité de son arme ; la cavalerie avait pris de l'ascendant sur celle de l'ennemi, qu'elle n'avait jamais hésité à aborder, et, si l'artillerie était inférieure à celle de l'ennemi sous le rapport du nombre des canons, de leur calibre et de la vitesse du tir, on savait déjà qu'en rapprochant les distances et en combattant de plus près, cette infériorité était notablement diminuée. » On pouvait donc tout tenter et tout espérer avec une telle armée, à la condition que le com-

1. *Armée de Metz*, par le général Deligny, commandant la 1re division d'infanterie de la garde (voltigeurs).



M. BAZAINE.

mandant en chef montrât de la décision, de l'énergie et du patriotisme.

Mais, dès le lendemain de Saint-Privat, le maréchal, que les Prussiens jugent dès lors comme incapable et comme un homme dont le courage laisse autant à désirer que les facultés (voyez la relation du grand état-major allemand), prend cette attitude expectante, inerte, pleine d'une quiétude dédaigneuse qu'il gardera jusqu'à la fin du siége. Il a sous la main une armée frémissante qui vient de montrer sa valeur et qui demeure prête à tous les sacrifices, il a 240.000 hommes à sa disposition, en comptant la garnison de Metz, la garde nationale, la garde mobile, près de 20.000 paysans réfugiés dans la ville et dont il peut faire des ouvriers, des terrassiers. Il n'en tira aucun parti. Il se laissait enfermer dans une zone restreinte autour des forts, sans autres vivres ou fourrages que ceux des réserves de l'armée. Il demeurait là, inactif, hésitant, ne sachant s'il allait essayer encore de s'ouvrir la route de Verdun, ou s'il attendrait que l'armée de Mac-Mahon fût formée pour la rejoindre à travers les lignes prussiennes. On peut dire que le maréchal Bazaine, dès ce moment, n'eut qu'une pensée, une seule, celle de conserver libre d'une opération politique future, l'armée qu'il commandait et qui venait de perdre 29.227 hommes dans les journées de Rézonville et de Gravelotte. Sachant bien que l'armée de Metz était la seule force militaire réellement organisée qui restât encore à la France, il voulait, en demeurant à sa tête, disposer plus tard, et selon son gré, du sort de la patrie.

Après avoir littéralement congédié l'empereur, qu'il trouvait embarrassant, dès le 12 août, il était prêt à voir venir les événements et croyait, grâce à ses soldats, les dominer et les diriger. Sans nul doute l'appétit de quelque colossale et ambitieuse aventure naquit et grandit dans l'esprit de ce soldat sur lequel comptait — vainement — la malheureuse France. La vérité est

connue aujourd'hui. Au lendemain de la capitulation de Metz, plus de 1.000 officiers sur les 6.000 faits prisonniers furent internés à Hambourg : parmi eux se trouvaient la plupart des chefs de service et des officiers de l'état-major général. Tous avaient la conviction intime que l'intérêt de personnages puissants pourrait un jour pousser les chefs supérieurs à passer sous silence des faits graves et cruels. En conséquence, les mieux informés résolurent de réunir, de condenser en quelque sorte les nombreux renseignements et documents qu'ils avaient été à même de recueillir au début de la campagne, et pendant les soixante-dix jours de siége.

Un officier supérieur justement réputé dans l'armée pour sa science militaire et son talent de littérateur, M. d'Andlau, se chargea de la rédaction du livre, ou plus exactement, du rapport d'ensemble. Le manuscrit, terminé dans les derniers jours de janvier, fut soumis par son auteur aux principaux membres de la commission officieuse de Hambourg, qui écrivirent en marge leurs observations. Nous pouvons affirmer, de source certaine, que toutes ces notes étaient de nature à atténuer la forme un peu acerbe sous laquelle étaient présentés les faits qui compromettent le plus gravement le maréchal Bazaine. Ses actes les plus insignifiants en apparence ont été soumis à un examen consciencieux, et il n'est pas un fait que l'auteur de la campagne et des négociations de Metz ne soit prêt à prouver par des témoignages irréfutables.

Or, c'est ce livre, publié sous le titre de : *Metz, campagnes et négociations, par un officier supérieur de l'armée du Rhin*, qui forme aujourd'hui, avec le travail publié par le conseil municipal de la ville de Metz, le témoignage le plus accablant contre le maréchal Bazaine, et on peut dire que, même avant le jugement du conseil de guerre de Trianon, lorsque parut cet ouvrage, Bazaine était déjà condamné. Les hésitations calculées,

l'inaction, le dédain du maréchal sont là visibles, tangibles, en quelque sorte soulignés par des faits. Toute la seconde quinzaine d'août, où les instants étaient si précieux, fut tristement inutilisée. Lorsque Mac-Mahon interrogeait Bazaine, celui-ci lui répondait par quelque dépêche vague dans le genre de celle qui partait, le 20 août, du quartier général du Ban-Saint-Martin : « L'ennemi grossit toujours autour de nous et je suivrai « *très-probablement* pour vous rejoindre la ligne des « places du nord. Je vous préviendrai de ma marche, « *si je puis toutefois l'entreprendre* sans compromettre « l'armée. » Ainsi, rien de net et de décisif. Toujours l'hésitation et l'expectative.

Cependant, le 22 août, Mac-Mahon, averti que Bazaine allait essayer de se jeter par Montmédy sur la route de Sainte-Menehould à Châlons, se met en marche, faisant savoir à Bazaine que le mouvement en avant est commencé. La dépêche, partie le 22, arriva au maréchal Bazaine dans la journée du 23 août. Ici se place un incident qui a son importance et qui met au grand jour la conduite du commandant en chef de l'armée de Metz. Cette dépêche, par laquelle le maréchal de Mac-Mahon annonçait à son collègue de Metz sa marche vers Montmédy, le maréchal Bazaine *nie* l'avoir reçue ; d'un autre côté, un colonel d'état-major *affirme sur l'honneur non-seulement l'avoir vue entre les mains du commandant en chef, mais en avoir reçu directement communication de ce dernier*.

La veille, 22 août, les troupes avaient reçu l'ordre de réduire les bagages, et, dès le 23, Bazaine pouvait commencer ses opérations vers Mac-Mahon. Le 26 seulement, *trois jours après*, il essayait, on va voir comment, de traverser les lignes prussiennes.

Dès le matin, la concentration des troupes s'opère sur la rive droite de la Moselle. Il pleut à torrents, une pluie diluvienne, mais, tout heureux de marcher en avant, les soldats rient sous l'ondée, narguent le mauvais

temps et attendent, impatients, l'ordre d'attaquer. Un seul pont est préparé pour l'écoulement de cette grande armée. Il faut huit heures pour faire passer tous les régiments ; enfin, à trois heures, quelques bataillons sont seuls encore sur la rive du fleuve, lorsque, brusquement, un contre-ordre arrive. Il faut que les troupes reviennent sur leurs pas, rentrent dans leurs cantonnements, et marchent une partie de la nuit après avoir marché tout le jour.

Que s'était-il passé dans l'esprit ou les conseils des officiers généraux ? Vers midi, le général en chef avait fait appeler au château de Grimont tous les chefs de corps et tenu un conseil de guerre. « *Quand un général est possédé d'une idée énergique*, a dit à ce propos Changarnier au Corps législatif le 29 mai 1871, *il ne doit réunir ses lieutenants que pour leur donner des ordres.* » Bazaine leur demandait des conseils. Une seule voix, faut-il le dire, s'éleva pour conseiller de marcher en avant et de faire une trouée immédiate. C'était celle du maréchal Le Bœuf. Responsable de tous nos désastres, cet homme d'un talent militaire remarquable, mais rendu inutile par son humeur de courtisan, le maréchal Le Bœuf voulait du moins essayer de réparer son irréparable infatuation et sa criminelle assurance. Il en avait été de lui aux Tuileries comme de ces généraux dont parle le vieux Tavannes : « *Peu sert en France, dit-il, de sçavoir les batailles et assauts qui ne sçait la cour et les dames.* » Ce ministre de la guerre, pour plaire au maître et faire sa cour, avait déguisé la vérité. Il tâchait du moins, en couvrant sa poitrine de décorations, en s'exposant au feu, en allant de l'avant, d'arracher au sort un trépas que le sort lui refusa. Ce jour-là, il voulait à tout prix combattre.

On ne l'écouta point. On écouta le général de Coffinières, gouverneur de Metz, qui demandait qu'on ne dégarnît point la place de ses défenseurs, ce même général dont on connaît la réponse à un habitant de Metz :

« Vous avez *donc du patriotisme, vous*[1] ? » Funeste conseil. La journée se passa. Les troupes, étonnées, rentrèrent dans leurs bivouacs après être demeurées vingt-six heures sous les armes et se demandant pourquoi on les en avait fait sortir. « Si nous avions percé, dit encore Changarnier (mais trop tard), le rideau peu épais que nous avions devant nous, nous aurions eu dès le lendemain des nouvelles précises de l'armée du maréchal de Mac-Mahon et, conformant notre marche à la sienne, nous l'aurions ralliée deux jours avant qu'elle vînt se jeter dans le gouffre. »

Du 27 au 30 août, tandis que l'armée de Mac-Mahon combat dans les Ardennes, Bazaine demeure inactif. Il ne se décida à agir que le 31, *à quatre heures de l'après-midi seulement.* Alors, après une violente canonnade, lorsque les batteries des forts Saint-Julien et de Belle-Croix eurent fait taire et reculer les batteries ennemies, l'infanterie française, tambour battant, s'ébranla, au pas de charge, avec une ardeur singulière. Cette fois, dans cette journée, on sentit vraiment passer dans l'armée, avide de combattre, l'âme de la France. Les roulements des tambours empêchaient d'entendre le sifflement des balles. Dans toutes les âmes un espoir, du courage dans tous les cœurs. On a exalté, dit le témoin, le courage des troupes, on leur a annoncé que « l'empereur est à Thionville avec 80.000 hommes. Il faut enfoncer l'ennemi pour le rejoindre. » La magnifique cavalerie de la garde, massée en arrière, regardait avec une admiration fiévreuse ces fantassins qui avançaient, intrépides et sûrs de vaincre, et se demandant si bientôt une charge à fond de train n'allait pas écraser l'ennemi. On pouvait tout faire de cette armée vaillante.

La ligne des tirailleurs ennemis est repoussée ; à travers les haies, les vignes, les fossés, on avance. La division Montaudon, dont le chef est blessé, enlève les villages

1. Voyez les débats de l'affaire Bazaine.

de Montoy et de Flanville. A huit heures, les troupes reçoivent l'ordre de pousser sur Rétoufey. D'un autre côté, les troupes du 4e corps avaient enlevé Servigny, tandis que le maréchal Le Bœuf faisait emporter Noisseville à la baïonnette, se portant, par une affectation de témérité, aux points les plus dangereux, cherchant la mort et ne réussissant qu'à faire tuer ou blesser presque tout son état-major. Il était neuf heures, la nuit était venue. On ne se trouvait plus qu'à deux mille mètres environ de la position de Sainte-Barbe, objectif du mouvement et qu'il fallait envelopper et enlever. Nos troupes bivouaquèrent sur les positions conquises, tandis que le maréchal Bazaine, au lieu de demeurer au milieu de ses soldats, rentrait se coucher à Saint-Julien.

On n'a pas oublié que, le 18 août, tandis que le corps Canrobert était écrasé à Saint-Privat, le maréchal Bazaine déjeunait paisiblement chez le curé de Plappeville. C'est ce qui a fait dire au général Changarnier en parlant du commandant en chef de l'armée de Metz : « Il a eu *l'insigne infortune* de ne pas assister à la bataille de Gravelotte. » Comment l'histoire nomme-t-elle les généraux qui ont de semblables *infortunes ?*

Nous n'avions fait occuper la partie de Servigny que nous avions emportée que par quelques compagnies. A une heure du matin, l'ennemi, arrivant en forces, nous enlevait ce village, mais sans oser pousser au delà. Le lendemain matin, 1er septembre, le feu recommençait dès l'aube. On répondit vivement à la mousqueterie et à l'artillerie des Prussiens, mais les soldats étaient sans ordre. Nulle direction, nulle volonté; des compagnies, des régiments, combattant, tiraillant sans savoir quel était le but du commandant en chef. Vers dix heures du matin, après être demeurées impassibles sous le feu meurtrier des obus ennemis, les lignes avancées de nos soldats se replièrent naturellement, sans désordre, sans que personne en eût donné l'ordre, mais simplement parce qu'elles comprenaient qu'on n'attendait rien

d'elles et que leur résistance était inutile. Alors, reconduite par les projectiles ennemis, l'armée française, formant huit ou dix lignes de bataille, se replia lentement, au pas, et gardant, sous les obus qui parfois ouvraient ses rangs, l'attitude de soldats à la manœuvre. Un vide fait, il se refermait aussitôt et la marche continuait, sans accélération, sans trouble. Nul ne comprit quoi que ce fût à un tel mouvement, ni les généraux français, ni le prince Frédéric-Charles, qui l'avoua nettement plus tard. Tous les officiers de troupes, tous les généraux interrogés, répondirent invariablement, raconte M. Deligny : « Nous nous sommes retirés, parce que nous avons vu tout le monde se retirer ! »

Le même jour, l'armée de Châlons était écrasée et Napoléon III arborait le pavillon parlementaire à Sedan.

Il résulte des détails techniques et militaires renfermés dans le neuvième fascicule de l'*Histoire de la guerre* par l'état-major allemand, qu'en poussant une pointe énergique pendant la bataille de Sedan, Bazaine aurait pu se dégager, en perdant il est vrai ses bagages, et même une partie de son artillerie. Seulement, au lieu de marcher sur Thionville, comme cela eut lieu le 31 août, c'est en prenant les deux rives de la Seille pour base d'opération que Bazaine aurait dû faire sa trouée. L'armée allemande s'attendait à ce que le général en chef choisirait cette issue, la seule qui s'offrait à lui avec quelque chance de succès. Le terrain était parfaitement approprié pour le développement de l'armée ; trois grandes routes, celles de Solgne, de Nomeny et de Cheminot, permettaient d'agir, simultanément et avec rapidité ; les détachements de l'armée allemande étaient bien moins nombreux de ce côté, et le prince Frédéric-Charles aurait été forcé d'employer une partie de ses troupes pour garder la route de Thionville.

Grâce à l'artillerie de la place et en sacrifiant quelques régiments, il eût été facile de contenir les Prussiens entre Ars et Ivry, les empêcher de passer la Moselle, et

gagner le temps nécessaire pour permettre à l'armée de se dégager.

Sans nul doute, Bazaine aurait eu immédiatement à ses trousses l'armée d'investissement ; mais il aurait pu lui tenir tête en rase campagne, avec une route ouverte devant lui, et non plus acculé sous le canon de la place de Metz... L'attitude du commandant en chef de l'armée du Rhin est sévèrement jugée par l'adversaire qui a si habilement profité de ses fautes.

A partir de cette inexplicable journée du 1er septembre, l'inaction du maréchal, qu'on avait pu prendre pour de la mollesse, devint coupable, et l'armée, qui venait d'enlever si brillamment des positions difficiles, l'armée qui ne demandait qu'à combattre, ne fut plus occupée qu'à des travaux de terrassement ou à des démonstrations inutiles, où mouraient sans profit, sinon sans gloire, des centaines de braves gens. Du 1er septembre jusqu'à la fin du siége, commence un travail de tranchées et de redoutes qui élèvera autour de Metz un camp retranché inexpugnable. A quoi bon ? L'ennemi ne l'attaquera pas. Mais ce mouvement factice, ce labeur perdu, auront du moins (c'est sans doute ce que pensa Bazaine) l'avantage d'occuper l'esprit des soldats, de leur faire croire que la lutte est sérieuse et qu'ils sont encore des combattants, quand ils ne sont plus, eux, les héros de Gravelotte, que des spectateurs.

Bien des officiers cependant se demandaient déjà, non sans une certaine angoisse, pourquoi le commandant en chef n'agissait point, laissait passer les jours et se résignait, avec des forces si considérables, au rôle douloureux d'assiégé. « *Tout ce qu'il était loyalement possible de faire pour éviter cette fin* (la capitulation) *a été tenté* et n'a pu aboutir, » disait le maréchal Bazaine dans un ordre du jour à son armée, condamnée à déposer les armes. Or, qu'avait-il fait à partir du 2 septembre ? Ce n'était cependant pas le mécontentement des officiers qui manquait à lui reprocher son inaction. Il arriva même qu'un

jour, devant ce mécontentement de chacun, le maréchal dit d'une *voix élevée*, raconte M. d'Andlau : « Eh bien ! puisqu'il en est ainsi, nous nous battrons tous les jours.» Parole qu'il eût pu tenir, et ne fut point tenue, car « du 2 au 24 septembre, » il n'y eut que deux affaires insignifiantes. Non-seulement sa situation militaire, mais l'état déplorable de la ville lui commandait alors d'agir. Les privations se faisaient en effet déjà sentir ; l'armée n'avait plus de cavalerie, les chevaux étaient envoyés à l'abattoir, le pain rationné, pas de fourrages, pas de sel ; le sucre, nous nous en souvenons personnellement, avait failli manquer à Metz dès la fin de juillet. Le maréchal donnait, il est vrai, pour prétexte à son inaction le peu de concours que lui prêtaient les commandants de corps, que « par considération » il n'osait pas briser.

Le prince Frédéric-Charles était au courant de cette situation, et avait pu juger le 31 août « le caractère » du maréchal. Les mécontentements de l'armée redoublèrent lorsqu'on apprit, à Metz, le 7 septembre, par des journaux allemands, et le 12, par un numéro du *Volontaire* du 9, la nouvelle de la capitulation de Sedan et la déchéance de l'empereur ; et les Prussiens résolurent aussitôt d'exploiter la démoralisation qu'ils supposaient devoir résulter pour l'armée de la nouvelle de cette catastrophe. C'est le soir que, par une « pluie torrentielle et au milieu d'un ouragan effroyable », ils bombardèrent le camp pour la première et la seule fois.

D'ailleurs, aucune communication officielle ne vint confirmer l'importante nouvelle qu'apportait le journal. Le maréchal Bazaine et le général Coffinières de Nordeck. gouverneur de Metz, évitèrent soigneusement de parler de tout ce qui pouvait avoir rapport à la reconnaissance du gouvernement provisoire et des événements de Paris.

Seule, une proclamation du maréchal Bazaine à ses troupes disait :

« Un gouvernement s'est constitué... Soldats, nous

comptons sur toute votre énergie pour chasser l'ennemi du sol français et *réprimer les mauvaises passions.* »

La nuance ne peut échapper, fait observer à ce propos un témoin du siége, surtout lorsqu'on saura que jusqu'au dernier jour, les conseils de guerre ont jugé au nom de l'empereur. Bazaine n'a-t-il pas déclaré, devant ses juges, que « le gouvernement de la Défense nationale n'existait pas pour lui. — La France existait toujours, » répondait alors le président et l'histoire ratifie l'énergique réponse.

A cette époque, au surplus, Bazaine dissimulait soigneusement ses desseins, et répétait à qui voulait l'entendre : « qu'il ferait fusiller le premier qui parlerait de capitulation[1]. »

Depuis longtemps, je le répète, et malgré ses assertions, la conduite que le maréchal allait tenir dans la suite du siége était décidée dans son esprit. Il voulait simplement devenir l'arbitre du sort de la France, et c'est pourquoi le 14 septembre, il n'hésita pas à entrer en relations avec l'assiégeant, et il écrivit une lettre au prince Frédéric-Charles. Dans sa lettre, le maréchal feignait d'ignorer les événements de Paris et de Sedan, et

1. Voyez une lettre de M. Gautier au journal *la Cloche*, où certains détails sont donnés par un témoin :

L'*Indépendant de la Moselle*, du 22 octobre, allait annoncer, ce qui était fort exact du reste, le voyage du général Boyer auprès de l'impératrice. L'autorité militaire, qui s'était réservé le droit absolu de censure sur tous les journaux, supprima le passage.

Voici, en revanche, les bruits qu'elle répandit sous main. Le roi de Prusse ne voudrait traiter qu'avec un gouvernement constitué, celui qui existait avant le 4 septembre. L'armée devait quitter ses cantonnements : « Demain peut-être, disait *le Vœu national,* elle partira pour une destination inconnue. » — Dans la nuit du 14 au 15, de trois heures à dix heures du matin, on entendit une canonnade lointaine très-vive dans la direction de la route de Briey, entre Gravelotte et Saint-Privat. C'était, nous l'avons su depuis, la sortie de la glorieuse petite garnison de Verdun. On croyait généralement à l'arrivée d'une armée de secours. Bazaine n'ordonna cependant aucun mouvement : il est vrai que la mission du général Boyer durait depuis le 11.

Le 24 octobre, persuadé de la reddition très-prochaine de la ville,

demandait au prince des renseignements que le lendemain celui-ci, dans une lettre fort courtoise au « commandant en chef de *l'armée impériale française* », lui fournit, en les dénaturant, les aggravant, les amplifiant selon la méthode prussienne. Le prince s'offrait en outre à continuer de tenir le maréchal au courant des événements ultérieurs.

En même temps, connaissance était donnée au maréchal d'un communiqué officiel adressé au *Journal de Reims*, et dans lequel il était dit que le cabinet de Berlin ne pouvait traiter de la paix qu'avec trois personnes : « l'empereur, la régente ou le maréchal Bazaine. » C'était là une offre directe ; Bazaine eût volontiers accepté sans doute, mais il redoutait une ruse, il attendit. Seulement, rapporte M. d'Andlau dans son livre définitif, le maréchal prit le parti en même temps d'annoncer à ses généraux qu'il ne « tenterait plus rien de sérieux au dehors, » se bornant à améliorer la défense.

Sur ces entrefaites, une sorte de personnage douteux, agent bonapartiste ou prussien, qui a disparu depuis le procès, un M. Régnier, déjà entré en relations avec l'impératrice, alors à Hastings, se présenta au maréchal

je me rendis, accompagné de M. Chanloup, chez le général Saint-Sauveur, grand-prévôt de l'armée. Notre but était de partir le plus tôt possible; nous désirions nous faire donner des saufs-conduits, afin de suivre l'armée, au cas où elle passerait dans le Midi.

Le général nous reçut d'une façon très-courtoise ; la conversation tomba sur les bruits qui circulaient.

— Il nous reste deux portes de sortie, dit-il : capituler, ou partir avec armes et bagages pour aller dans le Midi.

— Mais que faire dans le Midi ? demandai-je.

— *Rétablir l'ordre.*

(On disait, en effet, que la guerre civile régnait partout ; Lille, Rouen et le Havre avaient même demandé des garnisons prussiennes pour échapper aux fureurs des démagogues.)

Je priai ensuite le général de nous donner quelques explications sur le mystérieux départ de Bourbaki.

— Bourbaki a été trouver l'impératrice...

— Et le général Trochu sait-il cela ?

— Non. Bourbaki doit *traiter de la paix avec l'impératrice*, qui va ainsi donner aux Français *une dernière marque de son affection.*

Bazaine, l'invitant à traiter de la reddition de la place de Metz, afin de faire servir l'armée de la Moselle au *rétablissement de l'ordre,* c'est-à-dire de la dynastie impériale. Acteur énigmatique et vulgaire de ce grand drame, ce M. Régnier avait réussi à se faire donner par l'ex-impératrice, qui ne le connaissait point, une photographie signée du petit prince, et qui lui suffisait, à lui Régnier, pour se présenter à M. de Bismarck, comme le chargé d'affaires de l'impératrice, et à Bazaine comme l'homme de confiance de l'impératrice, agréé par M. de Bismarck. L'auteur du livre que nous avons déjà cité, *Metz, Campagnes et Négociations,* n'hésite pas à croire que ce M. Régnier, qui s'en est défendu depuis dans une brochure assez niaise, était un agent prussien.

« Si M. Régnier, écrit M. d'Andlau, n'était pas un agent prussien, le 14 septembre, le jour où il arriva à Hastings pour se présenter à l'impératrice, il le devint le 20 septembre, à Ferrières, quand il se mit aux ordres du comte de Bismarck pour servir les intérêts de l'Allemagne, contrairement à ceux de la France, et entraîner le maréchal Bazaine dans une voie où son armée serait devenue, pour ainsi dire, l'alliée des troupes prussiennes contre notre propre pays.

« Le 23, il eut avec le maréchal une première entrevue qui se prolongea jusqu'à onze heures du soir, et dans laquelle il lui exposa sans doute le but de sa mission. On connaissait déjà le prétexte de son arrivée : le rapatriement des médecins luxembourgeois ; mais il était évident qu'un pareil sujet n'exigeait pas une conversation aussi longue, à une heure aussi avancée pour les habitudes des camps, et que ce parlementaire mystérieux cachait sous son habillement bourgeois un personnage chargé d'une mission politique. »

L'armée de Metz fut inquiète lorsqu'elle apprit qu'à la suite de cet entretien, le général Bourbaki avait obtenu de quitter Metz pour se rendre auprès de l'impératrice. M. Régnier avait réussi à faire croire au général

qu'on l'appelait à Londres, qu'il était de l'intérêt même de l'armée de s'y rendre. Bourbaki n'eut pas plutôt quitté Metz qu'il en éprouva une rougeur et une colère violentes. Lorsqu'il arriva en Angleterre, l'impératrice nia tous les arrangements dont on avait parlé, et le général s'aperçut trop tard qu'il était tombé dans un piége allemand. En effet, Bazaine avait, grâce à ce M. Régnier, perdu encore quelques jours d'un temps précieux. Vainement Bourbaki, se voyant berné, sollicita de l'ennemi la permission de rentrer dans Metz, de rejoindre ses soldats qu'il avait eu le grand tort de quitter, on lui refusa cette grâce. « Je suis donc perdu dans mon honneur de soldat ! » se dit avec effroi le général. Et, aussitôt, pour combattre encore, il se rendit à Tours pour se mettre à la disposition du gouvernement de la Défense nationale.

On était alors au 15 octobre environ. Depuis le départ de Bourbaki, l'opinion publique s'était montrée assez inquiète et défiante. Certaines choses inexplicables en apparence lui paraissaient malheureusement trop expliquées. Pour donner le change aux préoccupations, le maréchal ordonne, çà et là, quelques petites reconnaissances où les troupes engagées se montrent à la hauteur de leur réputation. Le 27 septembre, les soldats du général Lapasset[1] prennent le village de Peltre, en délogent l'ennemi, enlèvent ses approvisionnements et ramènent des bestiaux, veaux, vaches, cochons et chèvres. Sans la trahison d'un espion, on prenait là aux Prussiens un troupeau de deux cents bœufs.

Pendant que la brigade Lapasset emportait Peltre, le 90e et le 60e de ligne s'emparaient du château de Mercy, massacrant les Prussiens qui s'y étaient retranchés. Sur d'autres points encore, à la Grange-aux-Bois, à Colomby, à Woippey, nos attaques étaient couronnées

1. Mort à Toulouse, après avoir fait son devoir pendant les inondations (1875).

de succès. Vers ce dernier point, les voltigeurs de la garde, avec une alacrité superbe, enlevaient à la baïonnette le château de Ladonchamps, que nous devions conserver jusqu'à la capitulation, et, malgré le feu des batteries ennemies, s'emparaient des villages des Maxes, de Saint-Rémy, des Grandes et des Petites-Tapes, en faisant dans ces villages 800 prisonniers aux Prussiens. Puis, sous les décharges convergentes de 40 canons, ils se maintenaient jusqu'à la nuit sur ces positions brillamment emportées.

Et l'on rentra. « Cette opération, dit le général Deligny, fut la dernière de la campagne. Les troupes de l'armée du Rhin ne franchiront plus désormais, en armes, les limites de leurs camps respectifs. Elles sont ensevelies vivantes et bien vivantes. Leur agonie date de cette époque. » C'est le rapport tout à fait capital du général Rivière, qui peut montrer combien le commandant en chef de l'armée du Rhin était résolu, dès longtemps, à ne point sortir de Metz et à conduire l'armée jusqu'au dénoûment lugubre.

Aux plaintes et aux craintes des habitants de Metz, à leurs demandes de renseignements, à leur soif de nouvelles, le maréchal répondait évasivement « *qu'ils eussent confiance dans sa loyauté.* » Des bruits vagues de victoires sous Paris circulaient dans la ville assiégée. Le maréchal répondit qu'il n'en savait rien. Il ne démentait pas, il n'affirmait pas, il attendait. Un peu plus tard, à une démarche patriotique du Conseil municipal de Metz, demandant d'user de l'*ardent concours* de la *population messine*, incapable de faiblesse, le général Coffinières répondait qu'il importait surtout d'*exclure la politique des préoccupations actuelles*, et que, si les ressources en vivres paraissaient si minces aux habitants, il était inutile de récriminer sur le passé et *d'en rejeter la responsabilité sur les uns ou sur les autres.* Cependant, pour tenir en haleine et les Messins et l'armée, on parlait, tout bas, de temps à autre, d'une sortie possible. « On promit,

écrit un officier de cette armée de Metz, dont le nom douloureusement célèbre reviendra souvent sous notre plume et qui ne songeait alors qu'à la patrie, J.-N. Rossel, affolé de colère en présence de l'inaction de Bazaine, on promit une grande bataille. L'armée se tint prête à partir, on versa 3.000 typhoïdes et dyssentériques des ambulances, et on fit savoir à la ville, déjà transformée en hôpital par la présence de près de 20.000 blessés et malades, que la prochaine bataille lui donnerait 10.000 blessés nouveaux[1]. » Ce n'était là qu'un mensonge pour faire prendre patience à ces malheureux soldats affaiblis par les privations, tristes, demandant à combattre et qui se laissaient prendre à ces lueurs d'espoir, à ces feux follets de prochains combats. Hélas! l'armée était matériellement bien affaiblie pour cette lutte suprême. « Le 1er octobre, ajoute Rossel, il était encore possible de se battre, mais le 15, la cavalerie et l'artillerie étaient ruinées par le manque de fourrages. L'artillerie avait commencé à rendre ses pièces à l'Arsenal, sous prétexte qu'on ne pouvait plus les atteler. » Pis encore. Un officier d'artillerie était mis aux arrêts pour avoir tiré sur Ars, où se trouvait l'état-major allemand. Ce fait incroyable est acquis au procès.

Tandis que les opérations militaires étaient nulles, les négociations politiques étaient entamées avec l'ennemi. Le 10 octobre, le général Boyer, premier aide de camp du général Bazaine *et son confident*, ajoute le général Deligny, partait pour Versailles, muni des pouvoirs nécessaires pour traiter de la reddition de Metz. Son départ était décidé depuis le 8, jour où le maréchal avait adressé aux commandants de corps un mémoire où, parlant de l'état critique de son armée, il affirmait notamment qu'il ne *restait plus en réserve que pour sept jours de vivres;* ce qui était faux. Le rouge monta au front de plus d'un

1. *La défense de Metz,* par Rossel, capitaine du génie (Paris) In-8, 1871.

lorsque apparut cette humiliante perspective de capitulation. Beaucoup proclamaient qu'ils mourraient à la tête de leurs troupes plutôt que de souscrire à des conditions humiliantes.

Le 17, dans la soirée, *sept jours après son départ*, le général Boyer revenait de Versailles, rapportant des nouvelles déplorables. Trompé par les Prussiens, dont il avait traversé les lignes dans une voiture du roi Guillaume, le général Boyer avait reçu de M. de Bismarck au quartier général de Versailles les renseignements les plus alarmants sur l'état de la France : Paris était livré à l'anarchie, le parti de Rochefort y attaquait celui de Trochu, le gouvernement de la Défense s'est sauvé de Paris en ballon, le drapeau rouge est arboré en province : pour sauver la France de ce désastre intérieur, l'armée de Metz doit assurer en France, protéger l'indépendance des votes, la réunion d'un Corps législatif et la proclamation de la régence. M. de Moltke y consent, et si le maréchal Bazaine accepte les conditions, il est libre d'aller défendre *l'ordre* et de se faire le tuteur de la régence en abandonnant Metz à l'ennemi. Telles étaient les nouvelles désastreuses que rapportait, dans sa crédulité, le général Boyer. Lorsqu'il eut achevé cette fausse peinture de la situation intérieure de la France, il fut décidé par le conseil de guerre, à la majorité de sept voix contre deux, que le général Boyer retournerait à Versailles et de là se rendrait en Angleterre dans l'espoir que l'intervention de l'*impératrice-régente* (Bazaine écrit le mot dans son *rapport sommaire*) obtiendrait des conditions plus favorables du roi de Prusse. Le 19 octobre, une communication, que le quartier général désavouait plus tard, mais dont il profita, était, sous l'inspiration du maréchal, faite à tous les régiments. La voici, dans toute son écrasante fausseté :

« Messieurs les colonels préviendront leurs officiers, que :

« 1° L'anarchie la plus complète règne à Paris;

« 2° Rouen et le Havre ont demandé des garnisons prussiennes pour maintenir l'ordre;

« 3° L'armée de la Loire a été battue près d'Orléans;

« 4° La Prusse ne veut traiter qu'avec la dynastie déchue; la régence serait représentée par le maréchal Bazaine;

« 5° Le général Boyer serait parti pour demander à l'impératrice son acquiescement;

« 6° L'armée ne touchera pas de vivres demain et après-demain. On lui donnera du vin et de la viande. On engage les troupes à ne pas crier; dans trois jours elles quitteront Metz, avec le consentement prussien, pour aller rétablir l'ordre en France;

« 7° On demande aux chefs de faire de nombreuses propositions pour la médaille et la croix;

« 8° Les officiers toucheront aujourd'hui la solde de novembre.

« Metz, 19 octobre. »

Ces nouvelles attristantes furent reçues par l'armée avec un désespoir profond, morne, absolu. On ne pouvait croire à tant de malheurs à la fois. Déjà les privations, la famine avaient singulièrement débilité, non pas les courages, mais les corps. On avait vu des soldats français se glisser jusqu'aux avant-postes ennemis pour obtenir d'eux du riz, des pommes de terre. Ces héros devenaient maraudeurs. D'autres se nourrissaient de glands. Sous les pluies torrentielles d'octobre, ces malheureux, accablés, couchant dans la boue, laissaient le vent et la bourrasque arracher leurs tentes, les emporter, et n'avaient même plus l'énergie de les relever. Tout s'écroulait en eux avec l'espoir de vaincre. Pourtant quand on leur dit que les vivres allaient manquer, qu'il fallait en trouver pour donner le temps de tenter une sortie nouvelle, — car, malgré les derniers renseignements, les officiers croyaient à un dernier combat, — les soldats improvisèrent littéralement des réserves.

« En cherchant, en fouillant, les soldats, dit un témoin[1], ont trouvé en quelques heures du blé, des moulins; bientôt des boulangers improvisés, se relayant aux fours, ont, dans trente-six heures, fabriqué trois jours de biscuit. Comment l'administration militaire n'a-t-elle pas découvert ces ressources! si elle avait employé son personnel à des recherches aussi fructueuses que celles qui ont été faites par les corps, nous n'aurions pas vu le 23 la ration de pain descendue à 200 grammes! Et quel pain! »

Le 24, le gouverneur militaire de la ville de Metz déclare, mais un peu tard, au conseil municipal, qu'il n'y a plus de vivres que jusqu'au 29 septembre! La presse, cette fois, cette presse qui, depuis longtemps, est soumise à la censure du général Coffinières, et qui se voit rayer des colonnes entières de renseignements, et fait paraître ses journaux avec des *blancs,* des vides énormes, la presse a toute liberté pour annoncer ces mauvaises nouvelles. On apprenait en même temps, on se répétait tout bas qu'une lettre de Frédéric-Charles annonçait la complète rupture des négociations, sous prétexte que l'impératrice refusait tout arrangement. Ainsi la vérité, la cruauté de la situation apparaissait dans toute son horreur. Depuis un mois, au lieu de se battre, Bazaine négociait. Soldat au repos, il s'était cru peut-être un politique habile. Mais la ruse prussienne démolissait brusquement toutes ses combinaisons de Machiavel soudard. L'armée n'avait plus de pain, la maladie l'épuisait, la décimait. Il y avait dans la ville de Metz soixante-cinq ambulances municipales ou particulières, toutes étaient pleines. On y soigna, durant le siége, près de 22.000 blessés ou malades. Cette superbe armée de Rézonville et de Gravelotte, qui avait fait sentir durement à l'ennemi le poids de sa valeur, elle errait maintenant, hâve et défaite, dans la boue du Ban-Saint-Martin. Les chevaux épuisés se traînaient, mourants, sur

1. *Trois mois sous Metz,* par un officier d'infanterie à l'armée du Rhin. (Lille, A. Degans, édit.)

les routes, dévorant les écorces des arbres ou se nourrissant de leurs crinières. Six semaines auparavant, que n'eût-on pu demander à ces 137.000 hommes, si désireux de combattre? Maintenant harassés, sans force, sans espoir, livides et sombres, ils n'avaient plus au cœur que le désespoir.

Après avoir hésité à combattre, perdu le temps, compromis la France, il fallait se rendre. Bazaine touchait enfin au dénoûment préparé, mais la politique prussienne faisait avorter ses projets de régence.

Sur la proposition du maréchal Canrobert, le général Changarnier, qui s'était, ne l'oublions pas, durant le siége prononcé pour la régence de l'impératrice, fut désigné pour la douloureuse mission d'aller demander à l'ennemi ses conditions.

Le lendemain, le prince Frédéric-Charles envoya au-devant de Changarnier deux de ses aides de camp. Il reçut le général avec cette courtoisie, élégante, correcte et hautaine de ces vainqueurs. Il parla, du reste, de l'armée du Rhin dans les termes de la plus haute estime. Changarnier demanda que l'armée française, en rendant la place de Metz, pût se retirer en Afrique avec armes et bagages. Mais le prince Frédéric-Charles, quoique visiblement sympathique à l'émotion du général, ne lui donna pas même l'espoir de transmettre cette proposition à Versailles... Et cependant l'échec fut moins complet que ne le croyait Changarnier en s'éloignant du château de Corny[1]

Lorsque, soixante heures après, le général Stiehle, chef d'état-major de l'armée allemande et le chef d'état-major de l'armée du Rhin, le général Jarras, muni des pleins pouvoirs du maréchal Bazaine, signèrent le traité dont les conditions étaient déjà connues et arrêtées; le général Stiehle offrit, en souvenir de la négociation de Changarnier, de neutraliser un bataillon, de le faire sortir avec

1. Voyez le discours du général au Corps législatif (déjà cité).

armes et bagages, drapeau déployé, et de le renvoyer en Algérie.

Le général Jarras a depuis nié le fait dans une lettre rendue publique, mais Changarnier continue à l'affirmer, et un écrivain militaire, M. Wachter, s'exprime ainsi, à ce propos : « Le fait des honneurs militaires concédés par le prince Frédéric-Charles, et refusés par M. Bazaine, est incontestable. Cette clause favorable se trouve mentionnée dans une lettre, en date du 27 octobre, adressée par le général de Stiehle, chef d'état-major du prince, au commandant en chef français. Le maréchal avait refusé pour son armée les honneurs de la guerre, afin de ne pas avoir à se montrer à ses soldats, auxquels il se savait peu sympathique. Jamais d'ailleurs il ne s'était adressé à leur cœur, à leur âme, jamais, après les batailles les plus sanglantes, un mot de remercîment ou d'éloge n'était tombé de ses lèvres. Drapé dans son égoïsme, il s'était exclusivement préoccupé de ses bagages, de ses appointements, et des moyens de tirer le parti le plus avantageux des malheurs de la France. » Le procès de Bazaine n'a-t-il pas montré l'ex-maréchal redoutant de démanteler les remparts de Metz parce que l'ennemi pouvait se *venger* de cet acte de désespoir. « Quelle *nouvelle* rigueur pouviez-vous donc attendre ? demanda alors par trois fois le duc d'Aumale. — La ville, répondit le maréchal, pouvait *être mise à sac.* »

Au surplus, tout cela n'est rien, comparé à l'histoire de la reddition des drapeaux, où nous retrouvons tout entier l'ancien général en chef du Mexique, que bien des gens ont considéré, pendant longtemps, comme la victime de son obéissance aux ordres de son gouvernement.

Le protocole de la capitulation, signée au château de Frescaty par M. le général Jarras et le général von Stiehle, disait à l'article 3 : « Les armes, ainsi que tout le matériel de l'armée, consistant en *drapeaux*, *aigles*, canons, etc., seront laissés à Metz et dans les forts pour être remis immédiatement à des commissaires prussiens. »

Mais comment faire entendre aux officiers supérieurs, et surtout aux régiments, que leurs enseignes devaient être *livrées* à l'ennemi? Comment arracher à ces soldats les emblèmes de leur courage, ces drapeaux qui représentaient pour eux, quoique surmontés encore des aigles, la patrie, le foyer, le devoir, la France, l'honneur, toutes ces choses bafouées, dont se souciait si peu le commandant en chef? Comment? Des lettres du maréchal ont été retrouvées qui nous l'apprennent, et d'ailleurs le général Bisson, commandant la 2e division du 6e corps d'armée, nous avait déjà fait connaître ce qu'il nomme une *dernière infamie.*

Le maréchal écrivit aux chefs de corps une lettre semblable à celle-ci :

« *A. S. E. le maréchal Canrobert, commandant le* 6e *corps.*

Au grand quartier-général, Ban-Saint-Martin, 27 octobre 1870.

« MONSIEUR LE MARÉCHAL,

« Veuillez donner des ordres pour que les aigles des régiments d'infanterie de votre corps d'armée soient recueillies demain matin de bonne heure, par les soins de votre commandant d'artillerie, et transportées à l'Arsenal de Metz, où la cavalerie a déjà déposé les siennes ; vous préviendrez les chefs de corps QU'ELLES Y SERONT BRULÉES.

« Ces aigles, enveloppées de leurs étuis, seront emportées dans un fourgon fermé, le directeur de l'Arsenal les recevra et en délivrera des récépissés aux corps.

« *Le maréchal commandant en chef,*

« *Signé :* BAZAINE. »

Cette dépêche avait été écrite dans les bureaux de l'état-major général. Le lendemain, 28, l'ordre suivant était adressé au directeur de l'Arsenal :

CABINET DU MARÉCHAL
COMMANDANT EN CHEF

Ban-Saint-Martin, 28 octobre.

« ORDRE,

« D'après la convention militaire signée hier soir 27 octobre, tout le matériel de guerre, étendards, etc., doit être déposé, inventorié et conservé intact jusqu'à la paix : les conditions définitives de la paix doivent seules en décider.

« En conséquence, le maréchal commandant en chef prescrit, de la manière la plus formelle, au colonel de Girels, directeur d'artillerie à Metz, de recevoir et de garder en lieu fermé tous les drapeaux qui ont été ou qui seront versés par les corps. Il ne devra, *sous aucun prétexte*, rendre les drapeaux déjà déposés, de quelque part que la demande en soit faite. Le maréchal commandant en chef rend le colonel de Girels responsable de l'exécution de cette disposition, qui intéresse au plus haut degré le maintien des clauses de la *convention honorable* qui a été signée et l'HONNEUR DE LA PAROLE DONNÉE.

« *Le maréchal commandant en chef,*

« *Signé :* BAZAINE.

« *A M. le colonel de Girels, directeur de l'Arsenal de Metz.* »

Il a été encore acquis au procès que l'ordre du 27 octobre, contenant la prescription du transport des drapeaux à l'Arsenal *pour y être brûlés*, a « disparu du registre de correspondance. » Le commandant De France le supprima sur l'ordre du général Soleille, qui, lui-même, l'avait reçu du maréchal. Le colonel de Girels, directeur de l'Arsenal de Metz, soldat loyal et qui, mort aujourd'hui, pressentait déjà sa fin et regrettait de finir sur cette triste date de la reddition de Metz, déclarait qu'il

n'avait jamais reçu, ni verbalement ni par écrit, l'ordre de brûler les drapeaux.

« Ainsi donc, écrit le général Bisson, nouveau mensonge : les aigles n'ont pas été brûlées, mais bien livrées à l'ennemi comme le dernier trophée de notre honte. »

Toutes cependant ne le furent pas. L'armée, devant cette humiliation suprême, recula. Des officiers des grenadiers de la garde prirent le drapeau du régiment, le déchirèrent et le partagèrent, en serrant les lambeaux sacrés sur leur poitrine. Comme le colonel arrivait au milieu de ce sacrifice, un sous-lieutenant jeta l'aigle à ses pieds, disant : « Tenez, prenez ça, c'est pour vous ! » Les zouaves de la garde suivirent l'exemple ; leur drapeau, déchiré, fut sauvé. Cette religion du drapeau, qui représente la patrie, les soldats la conservaient intacte. Il y a, à Strasbourg, dans cette terre aujourd'hui allemande, un officier, tué au rempart, et qu'on a enterré avec le drapeau du régiment dans sa bière.

Cependant, depuis le 26 octobre, des bruits alarmants circulaient dans Metz. Le mot honteux de capitulation était prononcé. A l'hôtel du Nord, où se réunissaient les libéraux de l'armée, on résolut de protester, on parla d'organiser, de concert avec la garde nationale, une résistance suprême, de tenter une trouée. On ferait sonner le tocsin, battre le rappel, les hommes de bonne volonté suivraient et on se jetterait sur l'ennemi, essayant de le trouer, de rejoindre l'armée de la Loire, combattant en partisans. Le général Clinchant et le colonel Boissonnet, colonel du génie, devaient être mis à la tête de ce corps d'armée improvisé de volontaires. Le commandant Villenois y faisait déjà signer une protestation contre la reddition de Metz. Clinchant acceptait, pourvu, disait-il, qu'on réunît 15 ou 20.000 hommes. Au dernier moment, il ne parut point. Bazaine l'avait fait appeler et *sermonné.* Les fusils, les drapeaux, les mitrailleuses étaient déjà portés à l'Arsenal. On

désarmait le 4e corps. On s'inscrivait cependant pour partir. Le soir, le capitaine Rossel rencontre, dans la rue des Clercs, le général Clinchant : « Eh bien ! dit celui-ci, cela n'a pas réussi. — Non, mon général, répondit Rossel, ceux qui nous avaient engagés nous ont abandonnés. — Et qui donc ? — Mais, mon général, vous-même. — Moi ? Mais pas du tout. J'attendais chez le capitaine Chéry. D'ailleurs, il n'y avait que 4.000 hommes. — Oui, mais ce soir vous en auriez eu 20.000. »

Ce soir-là, le commandant Laperche convoquait pour neuf heures du soir, sur la route de Sarrebrück, ceux qui voudraient partir, en désespérés, en fous, protestant contre ce dénoûment en sacrifiant leur vie. Il ne se trouva là qu'une poignée d'hommes, mais toute l'armée, bien dirigée, eût volontiers tenté l'aventure. Il était bien tard cependant, et ces pauvres gens épuisés n'eussent pas fourni une longue traite. Quel écroulement !

A Metz, dans la ville, l'animation était grande. La *Mutte*, la grosse cloche de la cathédrale, sonnait à toute volée. C'était le tocsin. Des gardes nationaux, en armes, accouraient. On chantait la *Marseillaise*. M. Collignon, à cheval, appelait les Messins à la résistance. On arborait enfin, au lieu du drapeau impérial, maintenu par Bazaine, le drapeau de la République. Un bataillon de voltigeurs de la garde avait été appelé et demeurait l'arme au pied. Il n'eût certes point tiré sur la foule ; ces soldats demeuraient mornes, silencieux, mordant leurs moustaches. Ils souffraient horriblement. Sur la place d'Armes, à Metz, se dresse la statue de Fabert. On lit cette inscription sur le socle : « *Si pour empêcher qu'une place forte que le roi m'a confiée ne tombât au pouvoir des ennemis, il fallait mettre à une brèche ma famille, ma personne et tout mon bien, je ne balancerais pas un moment à le faire.* » Paroles superbes qui soufflettent du fond du passé la lâcheté du présent. Le 29, au matin, le matin de ce jour où les Prussiens devaient entrer dans

Metz, la statue du héros messin Fabert fut couverte d'un voile noir.

Ils allaient donc entrer ? Metz l'inviolée, *Metz la pucelle* allait entendre dans ses rues le bruit lourd des talons allemands et le galop des chevaux germains? Le jour était sinistre, jaune, pluvieux, boueux. A Metz, toutes les portes closes. Les Allemands, musique en tête, entraient comme une houle humaine dans une ville morte. Fantassins, cavaliers, artilleurs, convoyeurs, équipages, défilaient musique en tête. Leur joie insultait à ce deuil silencieux et sombre des Lorrains conquis, livrés. Et, pendant que leurs bataillons lugubres envahissaient la cité, là-bas, hors des murs, les soldats français défilaient devant leurs ennemis. Pauvre armée, si vaillante, si belle deux mois auparavant, et, maintenant, comme un troupeau, conduite à l'étranger devenu le maître ! Il y avait des adieux déchirants, des scènes atroces, impossibles à décrire, des explosions de patriotiques douleurs. Tous pleuraient, chefs et soldats. Les vieux *criméens*, les *mexicains* bronzés, ceux de Sébastopol et de Palestro regrettaient de n'être pas morts plus tôt. C'était pitié de voir, comme eût dit Tavannes, « *ces gens vaincus sans victoire, désarmez sans voir les ennemis, avec leurs visages tristes, tesmoignans le regret de leurs cœurs.* » En passant devant l'ennemi, plusieurs régiments, notamment le 62e, ont crié : « Vive la France ! » L'ennemi a salué.

Bazaine était déjà parti. Il dînait en famille, dans un château voisin. Le matin, il avait reçu, en réponse à une nomination de chevalier de la Légion d'honneur, accordée à M. Émilien Bouchotte, riche minotier, descendant du ministre républicain, qui avait rendu de réels services à l'armée et à la ville, les lignes suivantes : « *Je ne veux pas recevoir une décoration dont le brevet est signé de la même encre que la capitulation de l'armée et de celle de ma ville natale.* »

Ainsi, c'en était fait. Le prince Frédéric-Charles pouvait dire, dans l'ordre du jour à son armée : « La puis-

sance de la France est brisée à *jamais.* » Son Altesse se trompe. La France est vivace et durable. *Jamais* est un mot que le destin efface bientôt. « *Grâces soient rendues à rolav Pidence,* » s'écriait le roi Guillaume. Et la dépêche prussienne annonçait (ce qui était vrai) que le nombre des prisonniers faits à Metz s'élevait à 173.000 soldats, 3 maréchaux et 6.000 officiers. Jamais l'histoire n'avait enregistré un tel désastre. M. le général Pourcet, dans son réquisitoire, citait, à Trianon, ces paroles de Napoléon Ier, terribles pour Bazaine et pour Napoléon III : « Faire mettre bas les armes à une armée en campagne n'est pas une capitulation, c'est une usurpation de pouvoir, une trahison, une lâcheté. Un général n'a pas le droit de traiter de son armée ; il doit combattre jusqu'à la dernière extrémité. » Dans son ordre du jour, Bazaine vainement parlait des capitulations de Masséna, de Kléber, de Gouvion-Saint-Cyr, il n'avait qu'un nom à citer, celui de Dupont. La capitulation de Metz était un Baylen agrandi [1].

Bazaine avait-il fait son devoir, lorsqu'il laissait, le 14 septembre, employer le blé à la nourriture des chevaux de l'armée ? Avait-il fait son devoir, lorsqu'une pétition des habitants de Metz remise au maire, M. Félix Maréchal, le 30 septembre, demandait que l'armée agît enfin, *parce que l'insuccès lui-même vaut mieux que l'inaction* ? Avait-il fait son devoir, lorsque, subordonnant l'intérêt de la France à l'intérêt de l'empire, il forçait ses soldats à attendre l'épuisement de la patrie pour y ramener cette chose qui régnait à Paris au lendemain de décembre, comme jadis à Varsovie, et qui s'appelle *l'ordre* ? Avait-il fait son devoir, lorsqu'après avoir perdu 40,553 hommes dans les combats du 15 août au 1er septembre, il en perdait seulement 1,927 du 1er septembre

1. L'armée livra près de 500 pièces de campagne, 150.000 fusils, 13.000 chevaux, cinq forts armés de 643 pièces de canon et l'immense matériel de l'Arsenal, accumulé depuis 1815.

au 27 octobre ? L'opinion des Messins est unanime sur la conduite du maréchal. Elle demande et attend justice, Lorsque Bazaine traversa sous les huées Ars-sur-Moselle après la capitulation, les femmes lui jetèrent des pierres. Il put ensuite rejoindre en Allemagne son maître, et après avoir entendu l'arrêt de ses compagnons d'armes, il erre à travers le monde, riche, heureux, mais poursuivi cependant par la clameur des foules qui lui demandent parfois : « Qu'as-tu fait de ton pays [1] ? »

Et, pendant ce temps, des caporaux prussiens font la loi dans la cité de Fabert. On aperçoit des casques

1. Nous n'approuvons pas les manifestations tumultueuses, et nous n'oublions pas que ce nom de Bazaine est porté par un ingénieur remarquable et par deux braves jeunes officiers de notre armée. Cependant, il faut peut-être enregistrer, pour montrer l'impopularité de Bazaine, la façon dont naguère l'ex-maréchal était accueilli à Santander :

Le paquebot transatlantique *Louisiane* amenait du Mexique la belle-mère de Bazaine. Celui-ci avait quitté Madrid pour venir la recevoir. Quelques-uns des nombreux manufacturiers et résidents français de Santander l'ayant appris, résolurent de lui offrir l'expression publique de leurs sentiments. Pour faire les choses aussi légalement que possible, ils demandèrent au gouverneur de la ville l'autorisation de réserver une ovation à l'un de leurs compatriotes qui devait arriver. L'autorisation fut accordée.

L'ex-maréchal était descendu à l'hôtel d'Europe. Le mercredi 10 au soir, les manifestants, auxquels s'étaient joints tous les résidents français et tous les libéraux de Santander, se présentèrent devant l'hôtel, portant une bannière sur laquelle étaient figuré en haut un bâton de maréchal attaché en croix avec un balai au moyen d'une chaîne de forçat terminée par un boulet. Au-dessous les trois mots : *Metz*, *Trianon*, *Sainte-Marguerite ;* puis l'aigle de l'empire.

Cette foule d'environ 1.000 à 1.500 personnes, en passant sous les fenêtres de l'hôtel, poussa les cris de : « Traître ! forçat ! à Cayenne ! à Nouméa ! »

Bazaine était alors absent ; pour rentrer dans l'hôtel, il dut prendre une porte dérobée et se rendit dans son appartement. Soit par fanfaronnade, soit pour tout autre motif, il entr'ouvrit les persiennes de sa chambre et se laissa apercevoir de la foule. Les cris devinrent absolument furieux.

Devant une telle manifestation, Bazaine se retira avec rage, et saisissant tout ce qui se trouvait à sa portée, brisa, dit-on, les meubles de l'appartement.

La police fit alors disperser la foule.

reluire aux portes de cette ville que nul étranger n'avait souillée. Le vide se fait dans les maisons françaises, des enseignes allemandes apparaissent au-dessus des boutiques, à l'angle des rues. Et, par une superstition consolante, les Messins regardent le drapeau tricolore qui flotte toujours, à demi déchiré, au sommet de la cathédrale. Des soldats prussiens ont essayé de monter l'arracher ; l'un s'est brisé les jambes, l'autre les reins. Le drapeau demeure encore sur la flèche. Consolation amère des vaincus ! Ils se demandent quand viendra le jour où les trois couleurs flotteront de nouveau sur les monuments de Metz. Alors les Prussiens fortifient la ville, élargissent le fort Saint-Quentin, construisent des redoutes aux flancs de Plappeville. Qu'importe ! L'heure sonnera où Metz, délivrée peut-être par cette même armée qui l'eût défendue sans son chef, redeviendra Metz la Française !



DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE ONZIÈME

LES BATAILLES DES 16 ET 18 AOUT

N° 1.

DÉPÊCHES PRUSSIENNES

Pont-à-Mousson, 17 août.

Le maréchal Bazaine, en opérant sa retraite de Metz sur Verdun a été attaqué le 16, à neuf heures du matin, par la 5e division de Brandebourg (la même qui a été victorieuse dans le combat de Sarrebrück), et il a été arrêté dans sa marche.

Nos troupes ont montré un courage héroïque; elles ont eu à combattre quatre corps d'armée français (y compris la garde impériale), qui se sont bien battus et qui étaient habilement commandés.

Nos troupes n'ont eu du renfort qu'après une heure de combat, par l'arrivée du 10e corps d'armée.

Les pertes sont considérables de part et d'autre. Mais notre succès est complet, vu que nous avons empêché les Français de poursuivre leur mouvement de retraite, et que nous les avons refoulés sur Metz. Ils ont perdu 2.000 prisonniers, 2 aigles et 7 canons.

Pont-à-Mousson, 17 août, 10 h. du soir.

Hier, le lieutenant-général Alvensleben s'est avancé, avec trois corps d'armée, à l'ouest de Metz, sur le chemin de re-

traite de l'ennemi, dans la direction de Verdun. Un combat sanglant a eu lieu entre les divisions des généraux Decaen, Ladmirault, Frossard, Canrobert et la garde impériale, et le 10e corps, successivement appuyé par des parties du 8e et du 9e corps, sous les ordres du prince Frédéric-Charles.

Nonobstant la grande supériorité de l'ennemi, il a été refoulé sur Metz après une chaude lutte qui a duré douze heures. La perte de l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie, des deux côtés, est très-considérable. De notre côté, les généraux von Dœring et von Neddl ont été tués, et les généraux von Rauet, von Greuter ont été blessés. Le roi a félicité aujourd'hui les troupes sur le champ de bataille, qu'elles ont victorieusement gardé.

Signé : A. B. VON VERDY.

Pont-à-Mousson, 18 août.

Nous avons remporté une victoire éclatante près de Gravelotte. Les Français ont été délogés des plus fortes positions, situées l'une derrière l'autre, et refoulés sur Metz. Ils sont maintenant enfermés dans un cercle étroit, près de Metz, et complétement coupés de Paris, la ligne du chemin de fer entre Metz et Thionville étant occupée par le 12e corps.

Les pertes de nos troupes sont malheureusement en rapport avec la grandeur de leur action héroïque contre les fortes positions des Français qu'elles ont emportées.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE DOUZIÈME

N° 1.

LE CRIME DE BAZEILLES

LETTRE DU GÉNÉRAL VON DER TANN

L'*Allegemeine Zeitung* (Augsbourg) a publié la lettre suivante écrite par le général bavarois von der Tann au sujet de l'incendie de Bazeilles :

Les troupes du 1er corps d'armée bavaroise et la 8e division d'infanterie prussienne ont été accusées dans les journaux, — notamment dans le *Times* du 15 septembre 1870, par la publication d'une lettre du duc de Fitz-James, datée du 12 septembre, — d'avoir agi, dans le combat de Bazeilles, le 1er septembre, avec une injustifiable cruauté envers les habitants dudit lieu.

Les Bavarois et les Prussiens, a-t-on dit, pour punir ces habitants d'avoir pris part à la défense, auraient brûlé le village; des gardes nationaux de l'endroit seraient tombés en grande partie dans la lutte ; la population, s'étant réfugiée dans les caves, y aurait été brûlée tout entière, femmes et enfants.

Des 2.000 habitants, 300 à peine auraient survécu, lesquels racontaient que les Bavarois avaient repoussé des familles entières dans les flammes et fusillé des femmes qui cherchaient à s'enfuir.

Pour ne pas opposer de simples affirmations à des accusations de cette sorte, et pour pouvoir prouver leur fausseté par des pièces authentiques, je n'ai pas répondu pendant la guerre ; mais après la conclusion de la paix, j'ai pu, par l'entremise du commissaire civil allemand, obtenir des autorités françaises, nommément de M. Bellomet, maire de Bazeilles, un rapport détaillé et nominatif sur tous les habitants de cette localité qui ont été victimes des combats des 31 août et 1er septembre.

D'après ce rapport officiel, le nombre total des morts, blessés ou gens disparus, parmi la population de Bazeilles, est de 33, sur lesquels ont été brûlés ou étouffés : 2 femmes alitées, 3 hommes et 3 enfants ; pendant les deux jours de combat, ont été tués, blessés ou ont disparu : 1 femme et 30 hommes, en tout 39 personnes.

La plus grande partie du village devint la proie des flammes par suite de la cannonade dirigée sur ce point des deux côtés pendant deux jours, et du meurtrier combat de rues et de maisons soutenu six heures durant contre le 12e corps français, notamment contre la division d'infanterie de marine, combat dans lequel mon corps perdit 2.000 hommes tués ou blessés.

Ces chiffres parlent; je puis m'épargner des paroles de rectification, et je me bornerai à exprimer le vœu que tous ceux qui, en écoutant des exagérations explicables par l'effroi du moment, se sont laissé entraîner à d'injustes accusations, prouvent leurs sympathies aux malheureux habitants de Bazeilles par de généreux secours, car le maire, M. Bellomet, ajoute à son rapport que, depuis la bataille, sur 2.048 habitants, 140 à 150 sont morts de maladie, par suite de dénûment et de misère.

Nancy, le 20 juin 1871.

Baron VON DER TANN.

N° 2.

RÉPONSE DE M. L'ABBÉ DOMENECH.

Paris, le 21 juillet 1871.

Monsieur le directeur,

Le général von der Tann a publié dans l'*Allegemeine Zeitung* (d'Augsbourg) une lettre reproduite par plusieurs journaux, et dont il est du devoir, dans l'intérêt de la vérité historique, de relever l'inexactitude et même la mauvaise foi.

M. le commandant Lambert, chargé le 31 août au soir, par le général de Vassoigne, d'occuper Bazeilles et de mettre ce village en état de défense, se prépare à réfuter la lettre du général von der Tann, dans laquelle on lit le passage suivant:

« La plus grande partie devint la proie des flammes, par suite de la canonnade dirigée sur ce point des deux côtés pendant deux jours, et du meurtrier combat de rues et de maisons soutenu six heures durant contre le 12e corps d'armée française, notamment contre la division d'infanterie de marine, combat dans lequel mon corps perdit 2.000 hommes tués ou blessés. »

Le matin, à quatre heures vingt, le commandant Lambert fut attaqué par l'ennemi, qui, pendant toute la nuit, avait passé la Meuse sur deux ponts de bateaux.

Après avoir défendu le village, maison par maison, le commandant Lambert fut pris dans la dernière, quand il n'eut plus de cartouches pour prolonger la défense.

M. von der Tann ne récusera pas le témoiguage de ce commandant, qui lui fut amené, devant le prince royal de Saxe, le 1er septembre, à trois heures du soir, et dont il n'a certes oublié ni le souvenir, ni ce que lui avait coûté l'héroïsme de cet officier et de ses braves soldats.

Le commandant Lambert, n'oubliant pas que nous avons encore bien des prisonniers en Allemagne qui sont plus que jamais maltraités, depuis qu'ils n'ont plus leurs officiers pour les défendre, attend leur délivrance pour publier un récit des atrocités commises à Bazeilles par les Bavarois, et pour dévoiler l'astuce et le mensonge qui règnent dans toute la lettre du général von der Tann.

En attendant cette publication, et sans faire aucun cas des complaisances plus ou moins volontaires de M. Bellomet, maire de Bazeilles, comme des assertions du commissaire allemand, je me contenterai de prier M. von der Tann de parcourir *l'Illustrirte Kriegs-Chronick* (Chronique illustrée de la guerre), imprimée à Leipzig : il y trouvera, page 173, un dessin allemand représentant une vue de Bazeilles et quantité d'habitants attachés et fusillés dans les rues. Dans une autre livraison de ce journal, il verra des Bavarois poursuivant des femmes et des enfants et les tuant comme des bêtes fauves. En outre, je le prierai d'aller à l'hôpital d'Ingolstadt : il y trouvera un officier Bavarois devenu fou à la suite des horreurs qu'il a vu commettre à Bazeilles par ses compagnons d'armes.

Non-seulement je maintiens tout ce que je dis dans mon *Histoire de la campagne de* 1870-71, relativement à l'incendie de Bazeilles et aux pertes énormes subies par les Bavarois dans ce village, mais je puis affirmer que le général von der Tann sait pertinemment que sa lettre est un chef-d'œuvre de duplicité. En effet, n'est-ce point lui, son état-major, la musique et un bataillon de la garde royale qui formaient le cortége des officiers que j'ai enterrés à Bazeilles? N'ont-ils pas tous vu comme moi, en traversant les rues de ce village, les Bavarois mettre le feu, dans la matinée du 2 septembre, à la mairie, aux usines et aux maisons qui n'étaient point encore brûlées? N'ont-ils pas tous vu comme moi, dans cette même matinée, les groupes d'hommes, de femmes et de soldats qu'on allait fusiller du côté de la Meuse et de Remilly?

Dans la quatrième édition que je prépare de mon livre, j'espère citer les noms des seize soldats de l'infanterie de marine qui ont été fusillés avec le lieutenant Vatrin et le sous-lieutenant Chevalier, qui s'étaient rendus après avoir épuisé leurs munitions et ne pouvant plus se battre.

Je citerai bien d'autres assassinats de ce genre, et si le général tâche de se laver les mains de tout le sang répandu en dehors des lois de la guerre, je lui dirai :

« Général, mettez des gants, car le sang restera sur vos mains, comme il reste sur votre conscience, si vous en avez une. »

EMMANUEL DOMENECH,

Aumônier de la 2e ambulance,
12e corps d'armée.

N° 3

RÉPONSE D'UN ARDENNAIS AU GÉNERAL VON DER TANN

Monsieur,

Vous savez qu'après l'incendie de Bazeilles, des souscriptions furent organisées au mois de septembre par M. de Fitz-James et quelques généreux Anglais. Peut-être vous souviendrez-vous aussi que ces mêmes souscriptions furent interdites par vous ou par vos subordonnés ? Voici, du reste, à l'appui de ce fait, une pièce officielle émanant de l'état-major prussien, pièce qui fut affichée dans la ville de Sedan. On y verra en même temps que Bazeilles fut détruit, non par les obus, mais par suite d'une *sentence exécutée en vertu des droits de la guerre.*

« Sedan, 29 septembre 1870.

« J'ai appris qu'à la Croix-d'Or et dans d'autres hôtels, on fait coller l'affiche ci-jointe pour quêter en faveur des pauvres de Bazeilles :

« Subscritions are respectfully solicited in and of destitude inhabitants of Bazeilles.

« Je vois dans cet acte un blâme et une fausse interprétation

de la SENTENCE EXÉCUTÉE CONTRE CE VILLAGE EN VERTU DES DROITS DE LA GUERRE.

« Cela ne peut être toléré, surtout de la part d'étrangers qui se permettent de juger la manière d'agir des troupes allemandes et qui, en outre, font fabriquer encore aujourd'hui des armes et des munitions contre nous.

« Que ces grippe-sous (groschen-putzer) agissent dans leur pays comme ils l entendent; je crois qu'il est dans notre intérêt d'arrêter ces messieurs et de les renvoyer chez eux.

« RICHARD GŒLCH. »

« Le commissaire de police veillera à ce qu'aucune souscription ne soit faite dans la ville sans l'autorisation de M. le commandant de la place. Les pièces ci-jointes devront être renvoyées de suite avec une attestation de M. le commissaire de police constatant qu'il en a été pris connaissance.

« Sedan, 29 septembre 1871.

« *Le commissaire civil*,

« STRENGE. »

Cette pièce officielle contient, comme vous voyez, général von der Tann, un démenti assez catégorique à vos allégations.

UN HABITANT DES ARDENNES.

LETTRE AUTOGRAPHE DE NAPOLÉON III AU ROI DE PRUSSE

Nº 4

CAPITULATION DE SEDAN



Monsieur mon frère

N'ayant pas pu mourir
au milieu de mes troupes
il ne me reste qu'à remettre
mon épée entre les mains de
Votre Majesté

Je suis de votre Majesté
le bon frère

Napoléon

Sedan le 1 Septbre 1870

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE TREIZIÈME

DÉCHÉANCE DE L'EMPIRE

N° 1.

CORPS LÉGISLATIF, SÉANCE DU JOUR DU 3 SEPTEMBRE

M. LE GÉNÉRAL COMTE DE PALIKAO, *ministre de la guerre.* Messieurs les députés, j'ai eu l'honneur de vous déclarer qu'en toute circonstance je vous dirais la vérité, quelque dur qu'il puisse être d'avoir à vous la dire.

Des événements graves viennent de se passer. Des nouvelles qui ne sont pas officielles, je dois le dire, mais dont quelques-unes cependant, d'après mes appréciations, peuvent être vraies, nous sont parvenues.

Ces nouvelles, je vais vous les donner.

La première, et une des plus importantes, selon moi, est celle qui résulte des documents qui m'ont fait connaître que le maréchal Bazaine, après avoir fait une sortie très-vigoureuse, a eu un engagement qui a duré près de huit ou neuf heures, et qu'après cet engagement, dans lequel, le roi de Prusse le reconnaît, les Français ont déployé un grand courage, le maréchal Bazaine a été obligé, néanmoins, de se retirer sous Metz, ce qui a empêché une jonction qui devait nous donner le plus grand espoir pour la suite de la campagne.

Voilà la première nouvelle importante que je vous donne et qui n'est pas bonne.

Cependant, bien que le maréchal Bazaine ait été obligé de se retourner sous Metz, il n'est pas dit qu'il ne pourra pas tenter de nouveau une sortie, mais celle qui devait aboutir à faire une jonction avec le maréchal Mac-Mahon a échoué. (Mouvement.)

D'autre part, nous recevons des renseignements sur le combat, ou plutôt la bataille qui vient d'avoir lieu entre Mézières et Sedan

Cette bataille a été pour nous l'occasion de succès et de revers. Nous avons d'abord culbuté une partie de l'armée prussienne en la jetant dans la Meuse; différentes dépêches ont dû vous l'annoncer; mais, ensuite, nous avons dû, un peu accablés par

le nombre, nous retirer, soit dans Mézières, soit dans Sedan, soit même, — je dois vous le dire, — sur le territoire belge, mais en petit nombre. (Nouveau mouvement.)

Il en résulte que la position actuelle ne permet pas d'espérer, d'ici à quelque temps, une nouvelle jonction entre les forces du maréchal Mac-Mahon et celles du maréchal Bazaine.

Néanmoins, il y a peut-être des nouvelles un peu plus graves, telles que celle de la blessure du maréchal Mac-Mahon et d'autres qu'on fait circuler ; mais je déclare qu'aucune ayant un caractère officiel n'a été reçue par le gouvernement à cet égard, et qu'il ne saurait en donner aucune sans se compromettre ; car, dans deux ou trois jours peut-être, on l'accuserait d'avoir effrayé la nation inutilement Ainsi, à cet égard, nous n'avons que des nouvelles officieuses.

Messieurs, comme vous le voyez, la situation est grave, il ne faut pas se le dissimuler ; aussi nous sommes décidés à faire appel aux forces vives de la nation. (Très-bien ! très-bien ! — Bravo ! bravo !)

Vous aurez compris que ce n'est pas d'aujourd'hui que nous voulions faire cet appel en prévision des événements qui viennent de se produire, car nous devions les prévoir, quoique nous eussions quelque peine, quoique nous éprouvassions quelque hésitation à en admettre la réalisation effective.

Eh bien ! en présence de ces événements, notre premier soin a été d'abord d'organiser les forces vives que nous avions sous la main, c'est-à-dire la garde nationale mobile et tout ce qui comprenait les anciens soldats de l'armée.

Malheureusement, nous ne les avions pas en assez grand nombre ; mais enfin les gardes nationales sont constituées déjà au chiffre de deux cents et quelques mille hommes. Ces gardes nationales mobiles sont appelées à Paris, et elles vont former dans Paris une armée qui, avec les autres forces qui y sont déjà établies, assurent d'une manière complète la défense et la sécurité de la capitale.

Oui, messieurs, aujourd'hui, je le répète, nous appelons toutes les forces vives de la nation à défendre le territoire ; nous mettrons toute l'énergie possible à leur organisation, et nous ne cesserons nos efforts qu'au moment où nous aurons expulsé de la France la race des Prussiens. (Très-bien ! très-bien ! — Applaudissements.)

N° 2.

SÉNAT

SÉANCE DU SAMEDI 3 SEPTEMBRE

M. LE BARON JÉROME DAVID, *ministre des travaux publics*. .
. . . .

(Après avoir fait au Sénat une déclaration conforme à celle de M. de Palikao au Corps législatif, le ministre terminait ainsi :)

Voilà les renseignements que je puis porter à la connaissance du Sénat.

Il en est d'autres arrivés par la voie prussienne, et qui seraient plus défavorables encore à notre cause.

Mais le gouvernement se regarderait comme coupable s'il leur donnait l'authenticité et la notoriété de cette tribune, lorsqu'aucun renseignement digne d'une foi sérieuse ne peut permettre de les contrôler

Qu'il me soit permis d'ajouter, au nom du Gouvernement, que nos revers nous affligent sans doute. Nous ne pouvons assister sans émotion à tant de valeur, d'abnégation, de courage et de dévouement.

Mais ce spectacle terrible, loin de nous enlever notre énergie, l'augmente et la redouble.

Depuis que le cabinet actuel, il y a vingt jours, a été appelé à prendre le pouvoir, il a tourné tous ses efforts vers la constitution des moyens de résistance de la France.

Vous savez tous avec quelle activité, quelle suite, quel zèle infatigable M. le comte Palikao a réuni et fait produire à la France les ressources qu'elle peut donner. Ces ressources sont restreintes, oui, mais elles demeurent assez puissantes pour qu'avec l'énergie de la nation nous puissions avoir le dernier mot dans cette lutte redoutable.

Nous comptons, pour arriver à un tel résultat, sur le concours des corps constitués, et sur celui du Sénat en particulier. Malgré les mauvais jours, aucun découragement n'est entré dans notre âme, et, Dieu aidant, nous chasserons l'étranger du sol sacré de la patrie.

(En réponse à quelques paroles du président, le ministre ajoute :)

Je demande au Sénat la permission de lui adresser encore quelques paroles qui correspondent à une idée qui, au milieu de l'émotion légitime que nous éprouvons tous, m'avait échappé.

M. le président du Sénat vient de faire éloquemment allusion à l'esprit de résistance héroïque qui anime la ville de Paris. Je suis heureux, à ce propos, de pouvoir vous dire que la défense de la capitale se présente dans des conditions qui, de l'avis de tous les hommes compétents, lui permet de défier toute tentative de l'ennemi.

Nous défendrons Paris dans ses forts, derrière son enceinte, dans ses rues. (Oui ! oui ! — Bravo !) Notre glorieuse cité ne capitulera pas devant l'étranger, et, s'il le faut, nous nous ensevelirons tous sous ses décombres !

N° 3.

4 SEPTEMBRE

Réunion d'une partie des membres du Corps législatif à l'Hôtel de la Présidence.

PRÉSIDENCE DE M. ALFRED LEROUX, VICE-PRÉSIDENT

Le nombre des députés est de 150 à 200 environ.

M. ALFRED LEROUX invite M. Martel à faire le rapport de la commission appelée à examiner les trois propositions présentées au Corps législatif.

M. GARNIER-PAGÈS demande la parole pour une question préliminaire.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Garnier-Pagès a la parole.

M. GARNIER-PAGÈS.—La situation doit d'abord être nettement examinée. Quelle est-elle ? Je ne veux pas l'assombrir par des récriminations inutiles et intempestives. Cependant, il me sera bien permis de dire que les députés de la gauche ont fait tout ce qui dépendait d'eux pour éloigner de nous les malheurs immérités de la patrie.

En ce moment la Chambre est envahie. Quelle en est la cause ? Qui doit en subir la responsabilité ?

L'empereur est prisonnier ; son fils est réfugié en Belgique ; le trône est vacant.

Dans la nuit du 3 au 4, le Corps législatif est convoqué. Il est dit aux députés de la gauche que le pouvoir exécutif, dont l'impératrice-régente et les ministres sont délégués, n'existant plus de fait, l'impératrice va déposer son abdication et les ministres leur démission entre les mains des représentants de la nation, pour rendre au pays le droit de se gouverner lui-même.

En présence de cette démarche solennelle, l'opposition était résolue à prendre acte de ce fait, et ajournait la demande de la déchéance.

La séance ouverte à minuit, l'attente est vaine. Rien de ce qui a été annoncé ne se réalise. L'impératrice et les ministres gardent le silence, ne pouvant plus se résoudre à déposer des pouvoirs qui, logiquement, ne sont plus.

Le président du conseil se plaint même d'avoir été dérangé de son sommeil, et réclame l'ajournement de toute délibération au lendemain, ou, pour mieux dire, au jour même, vers midi.

Les promesses d'abdication et de démission circulent de nouveau dans la matinée. Se réaliseront-elles ? Les membres de la gauche, accourus dès la première heure, rédigent un projet de déclaration de déchéance.

Pendant leurs délibérations, l'honorable M. Thiers intervient, et leur déclare qu'une proposition a été rédigée par quelques députés du centre gauche et adoptée par un certain nombre de membres de la majorité. Cette proposition, suivant lui, doit donner satisfaction à l'opposition, puisqu'elle prononce la vacance du trône.

Pour obtenir un vote unanime et l'union de tous en face de nos désastres, la réunion de la gauche s'était déterminée à accepter, en dernier lieu, cette proposition, tout en se réservant de présenter d'abord son projet de déchéance.

Au début de la séance, l'abdication de l'impératrice et la démission des ministres ne furent pas déposées, ainsi qu'on était autorisé à le penser. Loin de là, se retenant avec âpreté au pouvoir qui lui échappait, le président du conseil eut l'audace de lire un projet de loi par lequel il réclamait pour lui son maintien comme lieutenant-général, en conservant le gouvernement impérial.

Cette proposition ayant été accueillie par une réprobation presque générale, M. Thiers lut la proposition de ses collègues et de lui. Mais la constatation de la vacance au trône y avait été remplacée par ces mots : « Vu les circonstances. »

Ainsi donc, l'opposition voyait échouer toutes ses tentatives de conciliation.

En présence de l'ennemi, elle avait multiplié ses efforts pour exhorter l'assemblée élue par la nation à se saisir du pouvoir exécutif que les événements lui imposaient le devoir de recueillir et elle n'avait pu convaincre ni décider la majorité.

Et pourtant, le Corps législatif ne devrait-il pas se soulever indigné, lorsque le ministre de la guerre, le général Cousin-Montauban, qui avait commis la faute impardonnable, le crime de livrer à l'ennemi le dernier corps d'armée qui pouvait rendre Paris imprenable, d'après l'avis de tous les hommes compétents et de l'honorable M. Thiers lui-même, reconnaissant la responsabilité qu'il avait encourue, venait réclamer pour lui une sorte de lieutenance générale de l'empire? N'y avait-il pas là, tout à la fois, audace et incapacité?

Eh bien! le matin encore, le peuple, accouru devant la Chambre des députés, apprenant l'abdication ou la déchéance, ou même la vacance du trône, se fût arrêté devant la représentation du pays. Mais, en apprenant la résistance inattendue à la proclamation de faits accomplis, exaspéré par la défaite et le traité de Sedan, se livrant à un acte de désespérance, il a envahi l'assemblée.

MM. Thiers et Grévy. — Concluez! (Sensation prolongée.)

M. Martel. — M. Garnier-Pagès ne conclut pas. Il doit avoir une proposition à nous faire.

M. Garnier-Pagès. Je n'ai pas de proposition formelle à vous soumettre; néanmoins, puisque nos collègues semblent m'y inviter, je leur ferai part de mes sentiments. Trois propositions ont été faites à la Chambre: celle de M. Jules Favre; celle de M. le comte de Palikao, au nom du gouvernement; enfin, celle de M. Thiers. Je n'oublie pas qu'une commission a dû être nommée pour vous faire un rapport.

M. Gaudin. — Le rapport est prêt; on peut en donner lecture.

M. Garnier-Pagès. — Quoi qu'il en soit, à l'heure présente, les propositions de M. Jules Favre, de l'honorable M Thiers, me semblent seules sérieuses et peuvent seules faire l'objet d'un examen sérieux. En adoptant celle de M. Thiers, vous substituerez sans aucun doute ces mots : *la vacance du trône* au lieu de : *vu les circonstances.*

Mais pour faire œuvre utile, il importe avant tout que nous nous mettions en communication avec ceux de nos collègues qui sont assemblés à l'Hôtel-de-Ville.

Je ne serai pas contredit, je pense, en affirmant que le pouvoir exécutif a cessé d'exister, qu'il est tombé sous la réprobation publique. (Dénégations diverses.—Marques d'adhésion.)

Une seule autorité régulière a surnagé dans le naufrage, c'est celle de la représentation nationale. (Très-bien! très-bien!) Mais à côté de cette représentation, il va se former, il s'est peut-être créé un centre nouveau avec lequel nous devons compter. (Murmures prolongés.) En effet, plusieurs de nos collègues, portés par le flot populaire, sont à l'Hôtel-de-Ville où ils délibèrent sans doute.

J'ignore ce qui se passe à l'Hôtel-de-Ville; mais, à mon avis, vous ne pouvez rien faire de stable sans le concours des hommes qui y siégent maintenant. (Rumeurs diverses.—Très-bien! très-bien!)

M. LE BARON BUQUET.—Ce serait traiter d'égal à égal avec les usurpateurs. La Chambre ne peut pas se suicider.

M. GARNIER-PAGÈS.—Si je vous propose d'envoyer plusieurs de nos collègues à l'Hôtel-de-Ville, c'est afin de parvenir à une entente indispensable pour le salut public. Le temps presse, hâtons-nous; les événements marchent avec une rapidité extrême, et peut-être vous répondrait-on : Il est trop tard! (Marques nombreuses d'approbation. — Après quelques instants d'agitation, le calme se rétablit.)

M. BUFFET prononce avec une grande animation quelques paroles dont voici le sens :

Messieurs, vous avez été contraints d'abandonner le lieu ordinaire de vos réunions, les tribunes de votre salle de séances ont été envahies, et l'enceinte qui vous est réservée n'a pas même été respectée.

Je proteste avec énergie contre la violence qui vous est faite; je proteste au nom du droit, au nom de la morale publique, je proteste encore au nom du pays dont vous êtes les seuls mandataires légitimes. (Très-bien! très-bien!)

Messieurs, vos pouvoirs émanent de la nation et ne sauraient vous être ravis par la violence. La violence engendre la violence, et la force appelle l'abus de la force. C'est l'oubli constant de ces principes d'éternelle équité qui cause tous nos malheurs publics. (Très-bien! très-bien!)

Vous avez refusé de délibérer sous une pression extérieure; vous avez résisté à des masses égarées par de criminels égarements; la France dira que vous avec fait votre devoir. (Assentiment prolongé.) La liberté de vos discussions vous étant momentanément rendue, je vous propose d'entendre le rapport de votre commission.

Un grand nombre de voix. — Oui! la parole au rapporteur.

M. Estancelin. — Messieurs, vous avez applaudi aux véhémentes paroles et à la protestation de M. Buffet. Notre honorable collègue s'est fait l'interprète indigné du sentiment général de la Chambre, et, pour ma part, j'associe ma protestation à la sienne. Ce devoir accompli, il me reste à vous dire que je viens, il y a quelques instants à peine, de rencontrer le général Trochu qui se dirigeait vers l'Hôtel-de-Ville. Messieurs, la situation n'est pas aujourd'hui ce qu'elle était hier, ni même ce qu'elle était il y a quelques heures. Nous devons tenir compte des faits accomplis : on vous a proposé de déclarer la vacance du trône; je pense que le Corps législatif ne doit pas hésiter à la prononcer.

M. Martel, *rapporteur*.—Messieurs, votre commission a examiné les trois propositions qui vous ont été soumises. Après délibération, ces trois propositions ont été successivement mises aux voix, et c'est celle de M. Thiers qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Toutefois, votre commission a ajouté à cette proposition deux paragraphes. L'un de ces paragraphes fixe le nombre des membres qui devront composer la commission de gouvernement et de défense nationale; l'autre déclare que cette commission nommera des ministres. En conséquence, voici le texte qui vous est proposé :

« Vu les circonstances, la Chambre nomme une commission de gouvernement et de défense nationale. Cette commission est composée de cinq membres choisis par le Corps législatif. Elle nommera les ministres.

« Dès que les circonstances le permettront, la nation sera appelée par une Assemblée constituante à prononcer sur la forme de son gouvernement. »

M. Thiers parle de la nécessité de la conciliation pour surmonter la crise. Il reconnaît avoir modifié la proposition lue par lui aux députés de la gauche, pour obtenir un plus grand nombre d'adhérents. Mais il déclare revenir à sa première formule : « Vu la vacance du trône. » Il accepte d'ailleurs les modifications apportées par le rapporteur à sa proposition, en faisant remarquer toutefois qu'on devrait ne pas regarder comme définitif le nombre de cinq membres fixé pour la composition du gouvernement de la défense nationale.

M. Grévy préférerait que la Chambre adoptât la proposition de l'honorable M. Jules Favre. Cette proposition ne prête ni à l'ambiguïté ni à l'équivoque, et elle n'outrepasse pas les droits qui découlent du mandat de député.

M. Martel relit les articles du projet de loi. Les mots : *Vu*

les circonstances, sont remplacés par ceux-ci : *Vu la vacance du trône.* Le vote a lieu à une très-grande majorité,

M. Pinard ne veut pas s'associer à cette déclaration.

M. Garnier-Pagès répond que c'est pour avoir voulu remonter le courant, que l'Assemblée a été entraînée.

M. Thiers ajoute quelques mots pour inviter l'Assemblée à composer avec la nécessité.

M. Dréolle, tout en constatant les droits de la Chambre et les défendant énergiquement, engage les députés à céder devant les faits accomplis. Il se rallie à la proposition de M. Garnier-Pagès, pour envoyer une délégation à l'Hôtel-de-Ville porter à leurs collègues la résolution de la Chambre et se concerter avec eux.

Cette proposition est adoptée. M. Garnier-Pagès est nommé pour faire partie de la délégation.

M. Garnier-Pagès réplique qu'il ne peut accepter la mission de ses collègues, parce que, au moment où il parle, son nom figure peut-être parmi ceux d'un gouvernement provisoire ; mais il offre d'accompagner la délégation à l'Hôtel-de-Ville.

Sur cette observation, l'on désigne MM. Lefèvre-Pontalis, Martel, Grévy, de Giraud, Cochery, Johnston et Barthélemy-Saint-Hilaire. Pour faciliter la conciliation, la Chambre déclare à ses délégués qu'ils peuvent considérer comme provisoire le nombre de cinq membres devant composer la commission du gouvernement de la défense nationale.

L'Assemblée s'ajourne à huit heures du soir pour entendre le rapport de ses délégués.

Les délégations se rendent à l'Hôtel-de-Ville. M. Garnier-Pagès les accompagne et les introduit auprès de MM. Jules Favre, Emmanuel Arago, Picard, Jules Simon, Gambetta et plusieurs autres députés qui délibèrent avec eux.

M. Grévy expose le but de la démarche des délégués, et remet à M. Jules Favre le projet de loi voté.

M. Jules Favre réplique que la nécessité du salut public a motivé la création immédiate d'un gouvernement de la défense nationale, composé de tous les députés de Paris, et qu'il portera le soir réponse à la Chambre

---

N° 4.

LA JOURNÉE DU 4 SEPTEMBRE RACONTÉE PAR LE GÉNÉRAL TROCHU.

« Dans la matinée, je me rendis aux Tuileries; je vis l'impératrice-régente, entourée de beaucoup de personnes inquiètes. Elle-même était calme. Je lui dis ces courtes paroles : « Madame, voilà l'heure des grands périls; il se passe ici des « choses étranges, mais ce n'est pas le moment de récriminer. « Je reste à mon poste, et je ne vous abandonnerai pas. Mais « soyez sûre que la crise est profonde; soyez sûre que ce que « j'ai dit l'autre jour au conseil était la vérité. »

« Dans la journée, je ne reçus ni du ministre, ni des Tuileries, ni d'aucun des points d'où je pouvais recevoir des ordres ou des avis, aucun ordre, aucun avis.

« Vers une heure de l'après-midi, le général Lebreton, questeur du Corps législatif, se présenta à moi inopinément. — Je vois d'ici le digne général Lebreton dans la tribune des anciens députés; il me contrôlera. — « Général, me dit-il, le « péril est à son comble. Une foule immense se presse autour « de l'Assemblée et va l'envahir; les troupes se sont laissé im- « médiatement pénétrer par la multitude. Vous seul, par une « intervention personnelle, pourriez peut-être dominer la tem- « pête. »

« Je répondis au général Lebreton : « Général, je suis ici la « victime d'une situation sans précédent. En fait, je ne com- « mande rien ; en fait, les troupes que vous avez vues ont été « postées par des ordres qui ne sont pas les miens. » — Messieurs, je ne veux pas prétendre que si j'avais donné ces ordres, la situation eût été différente, et que si j'avais réellement exercé le commandement, l'événement eût tourné autrement. Je suis convaincu du contraire. Je veux dire seulement que j'ai été la victime d'une combinaison qui a donné lieu à des bruits abominables. Ces bruits ont tourné bien longtemps autour de moi, mais j'ai dédaigné d'en faire justice autrement et ailleurs que devant mes véritables juges, l'Assemblée nationale. — « Vous voulez, — dis-je au général Lebreton, que seul, je « puisse arrêter un demi-million d'hommes qui se pressent, « me dites-vous, vers l'Assemblée! Vous savez comme moi, — « votre vieille expérience, plus grande que la mienne, — sait « qu'il y a là une impossibilité absolue. Un seul homme n'ar- « rête pas les foules en démence, mais cet effort que vous ve-

« nez me demander au nom du Corps législatif, convaincu « qu'il ne peut aboutir, je le tenterai néanmoins. »

« Quelques minutes après, je montais à cheval sous les yeux du général Lebreton, et je me dirigeais vers le Corps législatif, prescrivant au général Schmitz, chef de l'état-major général, de se rendre auprès de l'impératrice, pour l'informer de ce que j'allais tenter.

« J'étais accompagné de deux aides de camp. Je traversai assez facilement la Cour du Carrousel, quoiqu'elle fût pleine de monde, mais personne n'en voulait aux Tuileries, et ce monde était relativement calme. Arrivé au delà du guichet, pénétrant laborieusement au milieu de cette foule immense qui commençait au Pont-Neuf et allait au delà des Champs-Élysées, je fus le témoin affligé et effrayé d'un spectacle que je n'avais jamais vu jusque-là, quoique j'eusse été présent à Paris aux révolutions de 1830 et de 1848. Une multitude innombrable d'hommes, de femmes, d'enfants, absolument sans armes, irritée, affolée, bienveillante, menaçante, s'agitait autour de moi et m'empêchait d'avancer. Des hommes à figure sinistre, dix fois se jetèrent sur mon cheval, le saisirent par la bride, et me dirent : « Crie « Vive la Sociale. »

« Oui, « Vive la Sociale! » mes souvenirs sont très-précis. Je leur dis : « Je ne crierai pas! je ne crierai rien! Vous vou- « lez enchaîner ma liberté, vous ne l'enchaînerez pas! » Et en même temps, d'autres hommes, comprenant la gravité de ma situation, s'écriaient : « Il a raison! »

« J'arrivai ainsi, messieurs, après plus d'une heure de lutte, foulant au pied de mon cheval, à chaque instant et quoi que je fisse, cette multitude qui me pressait, j'arrivai à l'angle du pont Solferino. Là, je dus m'arrêter absolument, ayant perdu mes deux aides de camp qui étaient loin. J'étais comme figé au milieu de la foule, et il ne m'était plus possible d'avancer, plus possible de reculer.

« Je parlementai, cherchant à m'ouvrir un passage. Un homme de grande taille parvint jusqu'à moi ; je ne le connaissais pas ; il était très-ému ; il me dit : « Général, où donc allez- « vous? — Je vais tâcher de sauver l'Assemblée. — A l'heure « qu'il est, l'Assemblée est envahie ; j'y étais ; je vous l'affirme; « je suis M. Jules Favre. »

« M. Jules Favre ajouta : « Voilà le comble du désastre : une « révolution au milieu de la défaite des armées! Et soyez sûr « que la démagogie, qui voudra en bénéficier, jettera la France « dans l'abîme, si nous n'intervenons. Quant à moi, je vais à « l'Hôtel-de-Ville, et c'est là que doivent se rendre les hommes « qui entendent contribuer à sauver le pays. »

« Je lui répondis : « Monsieur, je ne puis prendre à pré-
« sent une telle résolution. »

Et nous fûmes séparés par la foule.

Ce n'est que très-tard, une heure après peut-être, que je pus regagner la cour du Louvre et rentrer à l'Hôtel.

« Pendant que ces événements se passaient, l'impératrice avait quitté les Tuileries. Le général Schmitz, que j'avais envoyé auprès d'elle, apprit son départ par le vice-amiral Jurien de la Gravière, qui était resté au Palais.

« Les historiographes officiels, dont j'ai lu les récits à ce sujet, disent le plus ordinairement : « Les principaux fonction-
« naires de l'État se pressaient autour de l'impératrice, en ce
« moment suprême, pour prendre congé d'elle ; seul le géné-
« ral Trochu ne parut pas. »

« Non ! je ne parus pas ! je ne parus pas parce que, au lieu d'aller offrir mes compliments de condoléance à l'impératrice, j'allais, à cette heure-là même, défendre le Corps législatif, personnellement, par un effort que je savais devoir être impuissant, je le répète, mais que j'avais le devoir de tenter, après l'invitation que j'en avais reçue de l'un de ses questeurs, l'honorable général Lebreton.

« Je poursuis. messieurs, et j'arrive très-rapidement à la fin de cette journée fatale, invoquant, après votre bienveillance, votre patience.

« Deux heures après mon retour au Louvre, un groupe de personnes que je ne connaissais pas se présenta à moi. L'une d'elles me dit : « Je suis M. Steenackers, député. Nous sommes
« envoyés vers vous pour vous annoncer qu'il se passe à l'Hôtel-
« de-Ville un véritable drame ; la foule l'entoure ; des députés
« dont voici les noms s'y sont réunis pour former un Gouver-
« nement provisoire. Mais l'Hôtel-de-Ville n'est pas gardé, et
« les résolutions auxquelles on s'arrêtera n'auront pas de sanc-
« tion quelles qu'elles soient. On a pensé que votre nom serait
« une sanction, et qu'il servirait de ralliement aux troupes res-
« tées dans Paris. »

« Je demandai cinq minutes pour voir ma famille. Je lui dis : « L'heure de ma croix est venue ; j'y vais, car je crois que
« c'est mon devoir. Me suivrez-vous dans la voie douloureu-
« se ? — Oui, puisque c'est notre devoir. » Et je partis pour l'Hôtel-de-Ville. »

Extrait de : *Une page d'histoire contemporaine devant l'Assemblée nationale,* par le général Trochu. — Dumaine, in-8.

DEUXIÈME PARTIE

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE PREMIER

LE LENDEMAIN DU 4 SEPTEMBRE.

N° 1.

CIRCULAIRE ADRESSÉE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE FRANCE PAR LE VICE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Monsieur,

Les événements qui viennent de s'accomplir à Paris s'expliquent si bien par la logique inexorable des faits, qu'il est inutile d'insister longuement sur leur sens et leur portée.

En cédant à un élan irrésistible, trop longtemps contenu, la population de Paris a obéi à une nécessité supérieure, celle de son propre salut.

Elle n'a pas voulu périr avec le pouvoir criminel qui conduisait la France à sa perte.

Elle n'a pas prononcé la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie : elle l'a enregistrée au nom du droit, de la justice et du salut public.

Et cette sentence était si bien ratifiée à l'avance par la conscience de tous, que nul, parmi les défenseurs les plus bruyants du pouvoir qui tombait, ne s'est levé pour le soutenir.

Il s'est effondré de lui-même, sous le poids de ses fautes, aux acclamations d'un peuple immense, sans qu'une goutte de sang ait été versée, sans qu'une personne ait été privée de sa liberté.

Et l'on a pu voir, chose inouïe dans l'histoire, les citoyens

auxquels le cri du peuple conférait le mandat périlleux de combattre et de vaincre, ne pas songer un instant aux adversaires qui, la veille, les menaçaient d'exécutions militaires. C'est en leur refusant l'honneur d'une répression quelconque qu'ils ont constaté leur aveuglement et leur impuissance.

L'ordre n'a pas été troublé un seul moment ; notre confiance dans la sagesse et le patriotisme de la garde nationale et de la population tout entière nous permet d'affirmer qu'il ne le sera pas.

Délivré de la honte et du péril d'un gouvernement traître à tous ses devoirs, chacun comprend que le premier acte de cette souveraineté, enfin reconquise, est de se commander à soi-même et de rechercher sa force dans le respect du droit.

D'ailleurs, le temps presse : l'ennemi est à nos portes; nous n'avons qu'une pensée, le repousser hors de notre territoire.

Mais cette obligation que nous acceptons résolûment, ce n'est pas nous qui l'avons imposée à la France : elle ne la subirait pas si notre voix avait été écoutée.

Nous avons défendu énergiquement, au prix même de notre popularité, la politique de la paix. Nous y persévérons avec une conviction de plus en plus profonde.

Notre cœur se brise au spectacle de ces massacres d'êtres humains dans lesquels disparaît la fleur des deux nations, qu'avec un peu de bon sens et beaucoup de liberté, on aurait préservées de ces effroyables catastrophes.

Nous n'avons pas d'expression qui puisse peindre notre admiration pour notre héroïque armée, sacrifiée par l'impéritie du commandement suprême, et cependant plus grande par ses défaites que par ses plus brillantes victoires.

Car, malgré la connaissance des fautes qui la compromettaient, elle s'est immolée, sublime, devant une mort certaine, et rachetant l'honneur de la France des souillures de son gouvernement.

Honneur à elle ! La Nation lui ouvre ses bras ! Le pouvoir impérial a voulu les diviser, les malheurs et le devoir les confondent dans une solennelle étreinte. Scellée par le patriotisme et la liberté, cette alliance nous fait invincibles.

Prêts à tout, nous envisageons avec calme la situation qui nous est faite.

Cette situation, je la précise en quelques mots ; je la soumets au jugement de mon pays et de l'Europe.

Nous avons hautement condamné la guerre, et, protestant de notre respect pour le droit des peuples, nous avons demandé qu'on laissât l'Allemagne maîtresse de ses destinées.

Nous voulions que la liberté fût à la fois notre lien commun et notre commun bouclier; nous étions convaincus que ces forces morales assuraient à jamais le maintien de la paix. Mais comme sanction, nous réclamions une arme pour chaque citoyen, une organisation civique, des chefs élus, alors nous demeurions inexpugnables sur notre sol.

Le gouvernement impérial, qui avait depuis longtemps séparé ses intérêts de ceux du pays, a repoussé cette politique. Nous la reprenons avec l'espoir qu'instruite par l'expérience, la France aura la sagesse de la pratiquer.

De son côté, le roi de Prusse a déclaré qu'il faisait la guerre non à la France, mais à la dynastie impériale.

La dynastie est à terre. La France libre se lève.

Le roi de Prusse veut-il continuer une lutte impie qui lui sera au moins aussi fatale qu'à nous?

Veut-il donner au monde du dix-neuvième siècle ce cruel spectacle de deux nations qui s'entre-détruisent, et qui, oublieuses de l'humanité, de la raison, de la science, accumulent les ruines et les cadavres?

Libre à lui : qu'il assume cette responsabilité devant le monde et devant l'histoire!

Si c'est un défi, nous l'acceptons.

Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire ni une pierre de nos forteresses.

Une paix honteuse serait une guerre d'extermination à courte échéance.

Nous ne traiterons que pour une paix durable.

Ici, notre intérêt est celui de l'Europe entière, et nous avons lieu d'espérer que, dégagée de toute préoccupation dynastique, la question se posera ainsi dans les chancelleries.

Mais fussions-nous seuls, nous ne faiblirons pas.

Nous avons une armée résolue, des forts bien pourvus, une enceinte bien établie, mais surtout les poitrines de trois cent mille combattants décidés à tenir jusqu'au dernier.

Quand ils vont pieusement déposer des couronnes au pied de la statue de Strasbourg, ils n'obéissent pas seulement à un sentiment d'admiration enthousiaste, ils prennent leur héroïque mot d'ordre, ils jurent d'être dignes de leurs frères d'Alsace et de mourir comme eux

Après les forts, les remparts, après les remparts, les barricades. Paris peut tenir trois mois et vaincre; s'il succombait, la France, debout à son appel, le vengerait : elle continuerait la lutte, et l'agresseur y périrait.

Voilà, monsieur, ce que l'Europe doit savoir. Nous n'avons pas accepté le pouvoir dans un autre but. Nous ne le conser-

verions pas une minute si nous ne trouvions pas la population de Paris et la France entière, décidées à partager nos résolutions.

Je les résume d'un mot devant Dieu qui nous entend, devant la postérité qui nous jugera : nous ne voulons que la paix. Mais, si l'on continue contre nous une guerre funeste que nous avons condamnée, nous ferons notre devoir jusqu'au bout, et j'ai la ferme confiance que notre cause, qui est celle du droit et de la justice, finira par triompher.

C'est en ce sens que je vous invite à expliquer la situation à M. le ministre de la cour près de laquelle vous êtes accrédité, et entre les mains duquel vous laisserez copie de ce document.

Agréez, monsieur, l'expression de ma haute considération.

6 septembre 1870.

Le ministre des affaires étrangères,

JULES FAVRE.

N° 2.

ORDRE DU JOUR DU GÉNÉRAL TROCHU.

Aux gardes nationaux et aux gardes mobiles de la Seine, aux gardes mobiles des départements.

Jamais aucun général d'armée n'a eu sous les yeux le grand spectacle que vous venez de me donner.

Trois cents bataillons de citoyens, organisés, armés, encadrés par la population tout entière, acclamant dans un concert immense la défense de Paris et de la liberté !

Que les nations étrangères qui ont douté de vous, que les armées qui marchent sur nous ne l'ont-elles entendu !

Elles auraient eu le sentiment que le malheur a plus fait en quelques semaines pour élever l'âme de la nation que de longues années de jouissance pour l'abaisser.

L'esprit de dévouement et de sacrifices vous a pénétrés, et déjà vous lui devez le bienfait de l'union de cœur qui va vous sauver.

Avec notre formidable effectif, le service journalier de la garde de Paris ne sera pas moins de 70.000 hommes en permanence. Si l'ennemi, par une attaque de vive force, ou par surprise, ou par la brèche ouverte, perçait l'enceinte, il rencontrerait les barricades dont la construction se prépare, et ses têtes de colonnes seraient renversées par l'attaque successive de dix réserves échelonnées.

Ayez donc confiance entière, et sachez que l'enceinte de Paris, défendue par l'effort persévérant de l'esprit public et par trois cent mille fusils, est inabordable.

Gardes nationaux de la Seine et gardes mobiles, au nom du gouvernement de la Défense nationale, dont je ne suis devant vous que le représentant, je vous remercie de votre patriotique sollicitude pour ces chers intérêts dont vous avez la garde.

A présent, à l'œuvre, dans les neuf sections de la défense !

De l'ordre partout, du calme partout, du dévouement partout !

Et rappelez-vous que vous devenez chargés, je vous l'ai déjà dit, de la police de Paris pendant ces jours de crise.

Préparez-vous à souffrir avec constance. — A cette condition vous vaincrez.

Général TROCHU.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE DEUXIÈME

RAPPORT DE M. JULES FAVRE

A MM. LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Mes chers collègues,

L'union étroite de tous les citoyens, et particulièrement celle des membres du gouvernement, est plus que jamais une nécessité de salut public. Chacun de nos actes doit la cimenter. Celui que je viens d'accomplir de mon chef, m'était inspiré par ce sentiment; il aura ce résultat. J'ai eu l'honneur de vous l'expliquer en détail. Cela ne suffit point. Nous sommes un gouvernement de publicité. Si, à l'heure de l'exécution, le secret est indispensable, le fait, une fois consommé, doit être entouré de la plus grande lumière. Nous ne sommes quelque chose que par l'opinion de nos concitoyens; il faut qu'elle nous juge à chaque heure, et pour nous juger, elle a le droit de tout connaître.

J'ai cru qu'il était de mon devoir d'aller au quartier général des armées ennemies; j'y suis allé. Je vous ai rendu compte de la mission que je m'étais imposée à moi-même; je viens dire à mon pays les raisons qui m'ont déterminé, le but que je me proposais, celui que je crois avoir atteint.

Je n'ai pas besoin de rappeler la politique inaugurée par nous et que le ministre des affaires étrangères était plus particulièrement chargé de formuler. Nous sommes avant tout des hommes de paix et de liberté. Jusqu'au dernier moment, nous nous sommes opposés à la guerre que le gouvernement impérial entreprenait dans un intérêt exclusivement dynastique, et quand ce gouvernement est tombé, nous avons persévéré plus énergiquement que jamais dans la politique de la paix.

Cette déclaration, nous la faisions quand, par la criminelle folie d'un homme et de ses conseillers, nos armées étaient détruites; notre glorieux Bazaine et ses vaillants soldats bloqués

devant Metz ; Strasbourg, Toul, Phalsbourg, écrasés par les bombes; l'ennemi victorieux en marche sur notre capitale. Jamais situation ne fut plus cruelle; elle n'inspira cependant au pays aucune pensée de défaillance, et nous crûmes être son interprète fidèle en posant nettement cette condition : pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses.

Si donc, à ce moment où venait de s'accomplir un fait aussi considérable que celui du renversement du promoteur de la guerre, la Prusse avait voulu traiter sur les bases d'une indemnité à déterminer, la paix était faite; elle eût été accueillie comme un immense bienfait; elle fût devenue un gage certain de réconciliation entre deux nations qu'une politique odieuse seule a fatalement divisées.

Nous espérions que l'humanité et l'intérêt bien entendus remporteraient cette victoire, belle entre toutes, car elle aurait ouvert une ère nouvelle, et les hommes d'État qui y auraient attaché leur nom auraient eu pour guides : la philosophie, la raison, la justice; comme récompense : les bénédictions et la prospérité des peuples.

C'est avec ces idées que j'ai entrepris la tâche périlleuse que vous m'avez confiée. Je devais tout d'abord me rendre compte des dispositions des cabinets européens et chercher à me concilier leur appui. Le gouvernement impérial l'avait complétement négligé, ou y avait échoué. Il s'est engagé dans la guerre sans une alliance, sans une négociation sérieuse; tout, autour de lui, était hostilité ou indifférence. Il recueillait ainsi le fruit amer d'une politique blessante pour chaque État voisin par ses menaces ou ses prétentions.

A peine étions-nous à l'Hôtel de ville qu'un diplomate, dont il n'est point encore opportun de révéler le nom, nous demandait à entrer en relations avec nous. Dès le lendemain, votre ministre recevait les représentants de toutes les puissances. La République des États-Unis, la République helvétique, l'Italie, l'Espagne, le Portugal reconnaissaient officiellement la République française. Les autres gouvernements autorisaient leurs agents à entretenir avec nous des rapports officieux qui nous permettaient d'entrer de suite en pourparlers utiles.

Je donnerais à cet exposé, déjà trop étendu, un développement qu'il ne comporte pas, si je racontais avec détail la courte, mais instructive histoire des négociations qui ont suivi. Je crois pouvoir affirmer qu'elle ne sera pas tout à fait sans valeur pour notre crédit moral.

Je me borne à dire que nous avons trouvé partout d'honorables sympathies. Mon but était de les grouper, et de déterminer les puissances signataires de la ligue des neutres à in-

tervenir directement près de la Prusse en prenant pour bases les conditions que j'avais posées. Quatre de ces puissances me l'ont offert; je leur en ai, au nom de mon pays, témoigné ma gratitude; mais je voulais le concours des deux autres. L'une m'a promis une action individuelle dont elle s'est réservé la liberté; l'autre m'a proposé d'être mon intermédiaire vis-à-vis de la Prusse. Elle a même fait un pas de plus : sur les instances de l'envoyé extraordinaire de la France, elle a bien voulu recommander directement mes démarches. J'ai demandé beaucoup plus; mais je n'ai refusé aucun concours, estimant que l'intérêt qu'on nous montrait était une force à ne pas négliger.

Cependant, le temps marchait; chaque heure rapprochait l'ennemi. En proie à de poignantes émotions, je m'étais promis à moi-même de ne pas laisser commencer le siége de Paris sans essayer une démarche suprême, fussé-je seul à la faire. L'intérêt n'a pas besoin d'en être démontré. La Prusse gardait le silence et nul ne consentait à l'interroger. Cette situation était intenable : elle permettait à notre ennemi de faire peser sur nous la responsabilité de la continuation de la lutte; elle nous condamnait à nous taire sur ses intentions. Il fallait en sortir. Malgré ma répugnance, je me déterminai à user des bons offices qui m'étaient offerts, et, le 10 septembre, un télégramme parvenait à M. de Bismarck, lui demandant s'il voulait entrer en conversation sur des conditions de transaction. Une première réponse était une fin de non-recevoir tirée de l'irrégularité de notre gouvernement. Toutefois, le chancelier de la Confédération du Nord n'insista pas, et me fit demander quelles garanties nous présentions pour l'exécution d'un traité. Cette seconde difficulté levée par moi, il fallait aller plus loin. On me proposa d'envoyer un courrier, ce que j'acceptai. En même temps on télégraphiait directement à M. de Bismarck, et le premier ministre de la puissance qui nous servait d'intermédiaire disait à notre envoyé extraordinaire que la France seule pouvait agir; il ajoutait qu'il serait à désirer que je ne reculasse pas devant une démarche au quartier général. Notre envoyé, qui connaissait le fond de mon cœur, répondit que j'étais prêt à tous les sacrifices pour faire mon devoir; qu'il y en avait peu d'aussi pénibles que d'aller au travers des lignes ennemies chercher notre vainqueur, mais qu'il supposait que je m'y résignerais. Deux jours après, le courrier revenait. Après mille obstacles, il avait vu le chancelier qui lui avait dit être disposé volontiers à causer avec moi.

J'aurais voulu une réponse directe au télégramme de notre intermédiaire, elle se faisait attendre. L'investissement de

Paris s'achevait. Il n'y avait plus à hésiter, je me résolus à partir.

Seulement, il m'importait que, pendant qu'elle s'accomplissait, cette démarche fût ignorée ; je recommandai le secret, et j'ai été douloureusement surpris, en rentrant hier soir, d'apprendre qu'il n'a pas été gardé. Une indiscrétion coupable a été commise. Un journal, l'*Électeur libre,* déjà désavoué par le gouvernement, en a profité ; une enquête est ouverte, et j'espère pouvoir réprimer ce double abus.

J'avais poussé si loin le scrupule de la discrétion, que je l'ai observée même vis-à-vis de vous, mes chers collègues. Je ne m'y suis pas résolu sans un vif déplaisir. Mais je connaissais votre affection et votre patriotisme, j'étais sûr d'être absous. Je croyais obéir à une nécessité impérieuse. Une première fois, je vous avais entretenus des agitations de ma conscience, et je vous avais dit qu'elle ne serait en repos que lorsque j'aurais fait tout ce qui était humainement possible pour arrêter honorablement cette abominable guerre. Me rappelant la conversation provoquée par cette ouverture, je redoutais des objections, et j'étais décidé ; d'ailleurs, je voulais, en abordant M. de Bismarck, être libre de tout engagement, afin d'avoir le droit de n'en prendre aucun. Je vous fais ces aveux sincères, je les fais au pays pour écarter de vous une responsabilité que j'assume seul. Si ma démarche est une faute, seul j'en dois porter la peine.

J'avais cependant averti M. le ministre de la guerre, qui avait bien voulu me donner un officier pour me conduire aux avant-postes. Nous ignorions la situation du quartier général. On le supposait à Gros-Bois. Nous nous acheminâmes vers l'ennemi par la porte de Charenton.

Je supprime tous les détails de ce douloureux voyage, pleins d'intérêt cependant, mais qui ne seraient point ici à leur place. Conduit à Villeneuve-Saint-Georges où se trouvait le général en chef commandant le 6e corps, j'appris, assez tard dans l'après-midi, que le quartier général était à Meaux. Le général, des procédés duquel je n'ai qu'à me louer, me proposa d'y envoyer un officier porteur de la lettre suivante que j'avais préparée pour M. de Bismarck :

« MONSIEUR LE COMTE,

« J'ai toujours cru qu'avant d'engager sérieusement les hostilités sous les murs de Paris, il était impossible qu'une transaction honorable ne fût pas essayée. La personne qui a eu

l'honneur de voir Votre Excellence, il y a deux jours, m'a dit avoir recueilli de sa bouche l'expression d'un désir analogue. Je suis venu aux avant-postes me mettre à la disposition de Votre Excellence. J'attends qu'elle veuille bien me faire savoir comment et où je pourrai avoir l'honneur de conférer quelques instants avec elle.

« J'ai l'honneur d'être, avec une haute considération,

« De Votre Excellence,
« Le très-humble et très-obéissant serviteur,

« JULES FAVRE. »

18 septembre.

Nous étions séparés par une distance de 48 kilomètres. Le lendemain matin, à six heures, je recevais la réponse que je transcris :

« Meaux, 18 septembre 1870.

« Je viens de recevoir la lettre que Votre Excellence a eu l'obligeance de m'écrire, et ce me sera extrêmement agréable, si vous voulez bien me faire l'honneur de venir me voir, demain, ici à Meaux.

« Le porteur de la présente, le prince Biron, veillera à ce que Votre Excellence soit guidée à travers nos lignes.

« J'ai l'honneur d'être, avec la plus haute considération, de Votre Excellence le très-obéissant serviteur.

« DE BISMARCK. »

A neuf heures, l'escorte était prête, et je partais avec elle. Arrivé près de Meaux vers trois heures de l'après-midi, j'étais arrêté par un aide de camp venant m'annoncer que le comte avait quitté Meaux avec le roi pour aller coucher à Ferrières. Nous nous étions croisés; en revenant l'un et l'autre sur nos pas, nous devions nous rencontrer.

Je rebroussai chemin, et descendis dans la cour d'une ferme entièrement saccagée comme presque toutes les maisons que j'ai vues sur ma route. Au bout d'une heure, M. de Bismarck m'y rejoignait. Il nous était difficile de causer dans un tel lieu. Une habitation, le château de la Haute-Maison, appartenant à M. le comte de Rillac, était à notre proximité; nous nous y rendîmes, et la conversation s'engagea dans un salon où gisaient en désordre des débris de toute nature.

Cette conversation, je voudrais vous la rapporter tout entière, telle que le lendemain je l'ai dictée à un secrétaire.

Chaque détail y a son importance. Je ne puis ici que l'analyser.

J'ai tout d'abord précisé le but de ma démarche. Ayant fait connaître, par ma circulaire, les intentions du gouvernement français, je voulais savoir celles du premier ministre prussien. Il me semblait inadmissible que deux nations continuassent, sans s'expliquer préalablement, une guerre terrible qui, malgré ses avantages, infligeait au vainqueur des souffrances profondes. Née du pouvoir d'un seul, cette guerre n'avait plus de raison d'être quand la France redevenait maîtresse d'elle-même; je me portais garant de son amour pour la paix, en même temps de sa résolution inébranlable de n'accepter aucune condition qui ferait de cette paix une courte et menaçante trêve.

M. de Bismarck m'a répondu que, s'il avait la conviction qu'une pareille paix fût possible, il la signerait de suite. Il a reconnu que l'opposition avait toujours condamné la guerre. Mais le pouvoir que représente aujourd'hui cette opposition est plus que précaire. Si dans quelques jours Paris n'est pas pris, il sera renversé par la populace...

Je l'ai interrompu vivement pour lui dire que nous n'avions pas de populace à Paris, mais une population intelligente, dévouée, qui connaissait nos intentions et qui ne se ferait pas complice de l'ennemi en entravant notre mission de défense. Quant à notre pouvoir, nous étions prêts à le déposer entre les mains de l'Assemblée déjà convoquée par nous.

« Cette Assemblée, a repris le comte, aura des desseins que rien ne peut nous faire pressentir. Mais, si elle obéit au sentiment français, elle voudra la guerre. Vous n'oublierez pas plus la capitulation de Sedan que Waterloo, que Sadowa qui ne vous regardait pas. » Puis il a insisté longuement sur la volonté bien arrêtée de la nation française d'attaquer l'Allemagne et de lui enlever une partie de son territoire. Depuis Louis XIV jusqu'à Napoléon III, ses tendances n'ont pas changé, et quand la guerre a été annoncée, le Corps législatif a couvert les paroles du ministre d'acclamations.

Je lui ai fait observer que la majorité du Corps législatif avait, quelques semaines avant, acclamé la paix; que cette majorité, choisie par le prince, s'était malheureusement crue obligée de lui céder aveuglément, mais que, consultée deux fois, aux élections de 1869 et au vote du plébiscite, la nation avait énergiquement adhéré à une politique de paix et de liberté.

La conversation s'est prolongée sur ce sujet, le comte maintenant son opinion, alors que je défendais la mienne; et

comme je le pressai vivement sur ses conditions, il m'a répondu nettement que la sécurité de son pays lui commandait de garder le territoire qui la garantissait. Il m'a répété plusieurs fois : « Strasbourg est la clef de la maison, je dois l'avoir. » Je l'ai invité à être plus explicite encore. « C'est inutile, objecta-t-il, puisque nous ne pouvons nous entendre ; c'est une affaire à régler plus tard. » Je l'ai prié de le faire de suite ; il m'a dit alors que les deux départements du Bas et du Haut-Rhin, une partie de celui de la Moselle avec Metz, Château-Salins et Soissons lui étaient indispensables, et qu'il ne pouvait y renoncer.

Je lui ai fait observer que l'assentiment des peuples dont il disposait ainsi était plus que douteux, et que le droit public européen ne lui permettait pas de s'en passer. « Si fait, m'a-t-il répondu. Je sais fort bien qu'ils ne veulent pas de nous. Ils nous imposeront une rude corvée, mais nous ne pouvons pas ne pas les prendre. Je suis sûr que, dans un temps prochain, nous aurons une nouvelle guerre avec vous. Nous voulons la faire avec tous nos avantages. »

Je me suis récrié, comme je le devais, contre de telles solutions. J'ai dit qu'on me paraissait oublier deux éléments importants de discussion : l'Europe, d'abord, qui pourrait bien trouver ces prétentions exorbitantes et y mettre obstacle ; le droit nouveau ensuite, le progrès des mœurs, entièrement antipathique à de telles exigences. J'ai ajouté que, quant à nous, nous ne les accepterions jamais. Nous pouvions périr comme nation, mais non nous déshonorer ; d'ailleurs, le pays seul était compétent pour se prononcer sur une cession territoriale. Nous ne doutons pas de son sentiment, mais nous voulons le consulter. C'est donc vis-à-vis de lui que se trouve la Prusse. Et, pour être net, il est clair qu'entraînée par l'enivrement de la victoire, elle veut la destruction de la France.

Le comte a protesté, se retranchant toujours derrière des nécessités absolues de garantie nationale. J'ai poursuivi : « Si ce n'est pas de votre part un abus de la force, cachant de secrets desseins, laissez-nous réunir l'Assemblée ; nous lui remettrons nos pouvoirs, elle nommera un gouvernement définitif qui appréciera vos conditions. »

« Pour l'exécution de ce plan, m'a répondu le comte, il faudrait un armistice, et je n'en veux à aucun prix. »

La conversation prenait une tournure de plus en plus pénible. Le soir venait. Je demandai à M. de Bismarck un second entretien à Ferrières où il allait coucher, et nous partîmes chacun de notre côté.

Voulant remplir ma mission jusqu'au bout, je devais revenir

sur plusieurs des questions que nous avions traitées, et conclure. Aussi, en abordant le comte vers neuf heures et demie du soir, je lui fis observer que les renseignements que j'étais venu chercher près de lui étaient destinés à être communiqués à mon gouvernement et au public ; je résumerais, en terminant, notre conversation pour n'en publier que ce qui serait bien arrêté entre nous. « Ne prenez pas cette peine, me répondit-il ; je vous la livre tout entière, je ne vois aucun inconvénient à sa divulgation. » Nous reprîmes alors la discussion, qui se prolongea jusqu'à minuit. J'insistai particulièrement sur la nécessité de convoquer une assemblée. Le comte parut se laisser peu à peu convaincre et revint à l'armistice. Je demandai quinze jours. Nous discutâmes les conditions. Il ne s'en expliqua que d'une manière très-incomplète, se réservant de consulter le roi. En conséquence, il m'ajourna au lendemain onze heures.

Je n'ai plus qu'un mot à dire ; car, en reproduisant ce douloureux récit, mon cœur est agité de toutes les émotions qui l'ont torturé pendant ces trois mortelles journées, et j'ai hâte d'en finir. J'étais au château de Ferrières à onze heures. Le comte sortit de chez le roi à midi moins le quart, et j'entendis de lui les conditions qu'il mettait à l'armistice ; elles étaient consignées dans un texte écrit en langue allemande et dont il m'a donné communication verbale.

Il demandait pour gage l'occupation de Strasbourg, de Toul et de Phalsbourg, et comme sur sa demande j'avais dit que l'Assemblée devait être réunie à Paris, il voulait, dans ce cas, avoir un fort dominant la ville... celui du Mont-Valérien, par exemple...

Je l'ai interrompu pour lui dire : « Il est bien plus simple de nous demander Paris. Comment voulez-vous admettre qu'une assemblée française délibère sous votre canon ? J'ai eu l'honneur de vous dire que je transmettrais fidèlement notre entretien au gouvernement ; je ne sais vraiment si j'oserais lui dire que vous m'avez fait une telle proposition.

« Cherchons une autre combinaison, » m'a-t-il répondu. Je lui ai parlé de la réunion de l'Assemblée à Tours, en ne prenant aucun gage du côté de Paris.

Il m'a proposé d'en parler au roi, et revenant sur l'occupation de Strasbourg, il a ajouté : « La ville va tomber entre nos mains, ce n'est plus qu'une affaire de calcul d'ingénieurs. Aussi je vous demande que la garnison se rende prisonnière de guerre. »

A ces mots j'ai bondi de douleur, et, me levant, je me suis écrié : « Vous oubliez que vous parlez à un Français, monsieur

le comte : sacrifier une garnison héroïque qui fait notre admiration et celle du monde serait une lâcheté, et je ne vous promets pas de dire que vous m'avez posé une telle condition. »

Le comte m'a répondu qu'il n'avait pas l'intention de me blesser, qu'il se conformait aux lois de la guerre; qu'au surplus, si le roi y consentait, cet article pourrait être modifié.

Il est rentré au bout d'un quart d'heure. Le roi acceptait la combinaison de Tours, mais insistait pour que la garnison de Strasbourg fût prisonnière.

J'étais à bout de forces et craignis un instant de défaillir. Je me retournai pour dévorer les larmes qui m'étouffaient, et, m'excusant de cette faiblesse involontaire, je prenais congé par ces simples paroles :

« Je me suis trompé, monsieur le comte, en venant ici; je ne m'en repens pas, j'ai assez souffert pour m'excuser à mes propres yeux; d'ailleurs, je n'ai cédé qu'au sentiment de mon devoir. Je reporterai à mon gouvernement tout ce que vous m'avez dit, et s'il juge à propos de me renvoyer près de vous, quelque cruelle que soit cette démarche, j'aurai l'honneur de revenir. Je vous suis reconnaissant de la bienveillance que vous m'avez témoignée, mais je crains qu'il n'y ait plus qu'à laisser les événements s'accomplir. La population de Paris est courageuse et résolue aux derniers sacrifices; son héroïsme peut changer le cours des événements. Si vous avez l'honneur de la vaincre, vous ne la soumettrez pas. La nation tout entière est dans les mêmes sentiments. Tant que nous trouverons en elle un élément de résistance, nous vous combattrons. C'est une lutte indéfinie entre deux peuples qui devraient se tendre la main. J'avais espéré une autre solution. Je pars bien malheureux et néanmoins plein d'espoir. »

Je n'ajoute rien à ce récit, trop éloquent par lui-même. Il me permet de conclure et de vous dire quelle est à mon sens la portée de ces entrevues. Je cherchais la paix, j'ai rencontré une volonté inflexible de conquête et de guerre. Je demandais la possibilité d'interroger la France représentée par une assemblée librement élue, on m'a répondu en me montrant les fourches caudines sous lesquelles elle doit préalablement passer. Je ne récrimine point. Je me borne à constater les faits, à les signaler à mon pays et à l'Europe. J'ai voulu ardemment la paix, je ne m'en cache pas, et en voyant pendant trois jours la misère de nos campagnes infortunées, je sentais grandir en moi cet amour avec une telle violence, que j'étais forcé d'appeler tout mon courage à mon aide pour ne pas faillir à ma tâche. J'ai désiré non moins vivement un armistice, je l'avoue

encore; je l'ai désiré, pour que la nation pût être consultée sur la redoutable question que la fatalité pose devant nous.

Vous connaissez maintenant les conditions préalables qu'on prétend nous faire subir. Comme moi et sans discussion, vous avez été unanimement d'avis qu'il fallait en repousser l'humiliation. J'ai la conviction profonde que, malgré les souffrances qu'elle endure et celles qu'elle prévoit, la France indignée partage notre résolution, et c'est de son cœur que j'ai cru m'inspirer en écrivant à M. de Bismarck la dépêche suivante qui clôt cette négociation :

« MONSIEUR LE COMTE,

« J'ai exposé fidèlement à mes collègues du gouvernement de la Défense nationale la déclaration que Votre Excellence a bien voulu me faire. J'ai le regret de faire connaître à Votre Excellence que le gouvernement n'a pu admettre vos propositions. Il accepterait un armistice ayant pour objet l'élection et la réunion d'une Assemblée nationale. Mais il ne peut souscrire aux conditions auxquelles Votre Excellence le subordonne. Quant à moi, j'ai la conscience d'avoir tout fait pour que l'effusion du sang cessât, et que la paix fût rendue à nos deux nations pour lesquelles elle serait un grand bienfait. Je ne m'arrête qu'en face d'un devoir impérieux, m'ordonnant de ne pas sacrifier l'honneur de mon pays déterminé à résister énergiquement. Je m'associe sans réserve à son vœu ainsi qu'à celui de mes collègues. Dieu, qui nous juge, décidera de nos destinées. J'ai foi dans sa justice

« J'ai l'honneur d'être, monsieur le comte,
de Votre Excellence,
le très-humble et très-obéissant serviteur,

« JULES FAVRE. »

21 septembre.

J'ai fini, mes chers collègues, et vous penserez comme moi que, si j'ai échoué, ma mission n'aura pas été cependant tout à fait inutile. Elle a prouvé que nous n'avons pas dévié. Comme les premiers jours, nous maudissons une guerre par nous condamnée à l'avance; comme les premiers jours aussi, nous l'acceptons plutôt que de nous déshonorer. Nous avons fait plus : nous avons tué l'équivoque dans laquelle la Prusse s'enfermait et que l'Europe ne nous aidait pas à dissiper.

En entrant sur notre sol, elle a donné au monde sa parole qu'elle attaquait Napoléon et ses soldats, mais qu elle respectait

la nation. Nous savons aujourd'hui ce qu'il faut en penser. La Prusse exige trois de nos départements, deux villes fortes, l'une de cent, l'autre de soixante-quinze mille âmes, huit à dix autres également fortifiées. Elle sait que les populations qu'elle veut nous ravir la repoussent, elle s'en saisit néanmoins, opposant le tranchant de son sabre aux protestations de leur liberté civique et de leur dignité morale.

A la nation qui demande la faculté de se consulter elle-même, elle propose la garantie de ses obusiers établis au Mont-Valérien et protégeant la salle des séances où nos députés voteront. Voilà ce que nous savons, et ce qu'on m'a autorisé à vous dire. Que le pays nous entende et qu'il se lève, ou pour nous désavouer quand nous conseillons de résister à outrance, ou pour subir avec nous cette dernière et décisive épreuve. Paris y est résolu.

Les départements s'organisent et vont venir à son secours. Le dernier mot n'est pas dit dans cette lutte où maintenant la force se rue contre le droit. Il dépend de notre constance qu'il appartienne à la justice et à la liberté.

Agréez, mes chers collègues, le fraternel hommage de mon inaltérable dévouement.

Le vice-président du gouvernement de la Défense nationale, ministre des affaires étrangères,

JULES FAVRE.

Paris, 21 septembre 1870.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE TROISIÈME

CAPITULATION DE STRASBOURG

N° 1

PROCLAMATION DU GÉNÉRAL UHRICH.

Habitants de Strasbourg,

Ayant reconnu aujourd'hui que la défense de la place de Strasbourg n'est plus possible, et le Conseil de défense ayant unanimement partagé mon avis, j'ai dû recourir à la triste nécessité d'entrer en négociations avec le général commandant l'armée assiégeante.

Votre mâle attitude pendant ces longs jours de douloureuses épreuves m'a permis de retarder jusqu'à la dernière limite la chute de votre cité. L'honneur civil, l'honneur militaire sont saufs, grâce à vous ; merci.

Merci à vous, représentants de notre armée de mer, qui avez su faire oublier votre petit nombre par l'énergie de votre action ; merci enfin à vous, enfants de l'Alsace ; à vous, gardes nationaux mobiles ; à vous, francs-tireurs et compagnie franche ; à vous aussi, artilleurs de la garde nationale sédentaire, qui avez si noblement payé le tribut du sang à notre grande cause aujourd'hui perdue ; et à vous, douaniers, qui avez aussi donné des preuves de courage et de dévouement.

Je dois les mêmes remerciements à l'intendance pour le zèle avec lequel elle a su parer aux exigences d'une situation difficile, tant pour le service hospitalier que pour celui des vivres.

Où trouverai-je des expressions suffisantes pour dire à quel point je suis reconnaissant envers les médecins civils et militaires, qui se sont consacrés aux soins de nos blessés et de nos malades militaires, envers ces nobles jeunes gens de l'École de médecine, qui ont accepté avec tant d'enthousiasme le poste périlleux des ambulances dans les ouvrages avancés et aux portes ?

Comment remercier assez les personnes charitables, les mai-

sons religieuses, les établissements publics qui ont ouvert des asiles à nos blessés, qui les ont entourés de soins si touchants, et qui en ont arraché beaucoup à la mort ?

Je conserverai jusqu'à mon dernier jour le souvenir des deux mois qui viennent de s'écouler, et le sentiment de gratitude et d'admiration que vous m'avez inspiré ne s'éteindra qu'avec ma vie.

De votre côté, souvenez-vous sans amertume de votre vieux général, qui aurait été si heureux de vous épargner les malheurs, les souffrances et les dangers qui vous ont frappés, mais qui a dû fermer son cœur à ce sentiment, pour ne voir devant lui que le devoir, la patrie en deuil de ses enfants.

Fermons les yeux, si nous le pouvons, sur le triste et douloureux présent, et tournons-les vers l'avenir ; là nous trouverons le soutien des malheureux : l'espérance !

Vive la France à jamais !

Fait au quartier général, le 27 septembre 1870.

Le général de division commandant supérieur de la 6e *division militaire,*

UHRICH.

N° 2.

LA GARDE MOBILE DE NANCY A TOUL

Le *Moniteur de la Meurthe et des Vosges* publie la relation suivante de la séance du 29 août 1870 du conseil municipal de Nancy :

A dix heures du matin, les conseillers présents à l'hôtel de ville se réunissent en séance, sous la présidence de M. Welche; ils viennent d'apprendre par les journaux et des correspondances privées que la conduite de Nancy devant l'invasion est cruellement calomniée au dehors ; qu'au Corps législatif, un député aurait osé accuser de lâcheté les habitants et le maire, et qu'il aurait osé dire que la ville de Nancy avait démérité de la patrie !

Pas une voix ne se serait élevée pour répondre à cette infamie, dont les députés de la Meurthe présents se seraient rendus complices par leur silence.

A l'unanimité, le conseil est d'avis de protester énergiquement, devant le pays et la Chambre, contre de telles insultes, et d'adopter la rédaction d'une lettre aux députés de la Meurthe, et d'une autre lettre aux députés, que l'indignation et la douleur ont dictées à M. Welche et à M. Haltzfeld, et qui sont ainsi conçues :

« Messieurs les députés,

« Est-il vrai qu'un député ait osé, à la tribune, accuser de lâcheté les habitants de Nancy et du département de la Meurthe ?

« Est-il vrai que pas une voix ne se soit élevée dans la Chambre pour répondre à cette infamie ?

« Vous savez dans quel abandon notre contrée a été laissée ; que, dès le 8 août, toutes les autorités militaires l'avaient quittée précipitamment ; qu'il n'y restait plus même un gendarme, et que Nancy, dépourvue d'armes et de munitions, n'avait pour le maintien de l'ordre que quatre-vingt-cinq fusils à silex transformés, mis entre les mains de ses sapeurs-pompiers.

« Vous savez que le gouvernement annonçait que les passages des Vosges étaient défendus et que les populations devaient être sans craintes.

« Vous savez que la dernière communication que nous avons reçue du ministre actuel de l'intérieur, nous invitait, à l'approche de l'ennemi, à faire replier sur Châlons tous les hommes en état de porter les armes, et à abandonner ainsi, sans secours et sans protection, nos femmes, nos enfants, nos vieillards.

« Et c'est nous qu'on accuse ! Des députés, tranquilles à l'abri de leurs murailles, injurient une ville en proie aux calamités de l'invasion ! Des journalistes, protégés par la force publique, répètent et propagent la calomnie.

« Au nom des populations que vous devez représenter, nous vous invitons à lire notre lettre à la tribune et à repousser l'insulte. C'est pour vous le plus impérieux devoir.

« Recevez l'expression des sentiments que de pareils faits laissent dans le cœur de chacun de nous.

« *Signé :* WELCHE. »

« Messieurs les députés,

« Enfermés, par suite des circonstances de guerre, dans un mur de baïonnettes, nous sommes sans nouvelles de notre chère patrie, nous ignorons ce qui se passe en France.

« Cependant, quelques vagues renseignements émanant de correspondances privées, nous portent à croire qu'en pleine Chambre des députés il avait été dit... « que la ville de Nancy « avait démérité de la patrie et que la proclamation de son « maire était un acte de lâcheté. »

« A cette calomnie, à ce mensonge, nous ne pensions d'abord opposer que le mépris, certains que la vérité ne pouvait manquer de se faire jour ; mais, dans la situation grave où se trouve le pays, il y a danger à laisser croire en France, en Europe, à l'abaissement du niveau moral d'une population renommée, jusqu'à ce jour, pour son patriotisme et son courage.

« A la suite des combats désastreux de Wissembourg et de Frœschwiller, les corps Mac-Mahon et de Failly ont opéré leurs retraites avec une précipitation telle, que la ligne des Vosges, si redoutable et si facile à défendre, n'a pas été occupée un moment ; que la place de Marsal, pourvue d'un matériel de guerre et d'approvisionnements considérables, mais gardée seulement par le peloton hors rang du 60e de ligne (250 tailleurs et cordonniers), s'est trouvée dans l'obligation de se rendre ; enfin, que la voie ferrée de Strasbourg à Nancy, qu'on pouvait si facilement rendre impraticable, a été abandonnée intacte à l'ennemi.

« Étonnées du vide qui se faisait autour d'elles, les armées prussienne et bavaroise ont envahi, comme une avalanche, l'Alsace et la Lorraine et, le 12 août, un corps d'armée de 30,000 hommes campait aux portes de Nancy, sur le terrain même où, quelques jours avant, se trouvaient la garde impériale et la réserve d'artillerie de l'armée française.

« Le dernier bataillon du 60e de ligne avait quitté Nancy, l'infanterie et l'artillerie de la garde mobile avaient été dirigées sur Toul, et quelques heures avant l'arrivée de l'armée ennemie, les autorités militaires, général de brigade, officiers du génie, d'état-major, de gendarmerie avaient abandonné la ville en faisant noyer dans la Meurthe quelques milliers de poudre qui se trouvaient dans les magasins du génie.

« La population de Nancy se pressait en foule à la préfecture et à la mairie, demandant des armes. Il ne restait à Nancy ni un soldat, ni un fusil, ni une cartouche.

« Une ville ouverte de toutes parts se trouvait donc sans défense en présence d'une armée entière, que n'avaient pu arrêter les corps Mac-Mahon et de Failly, et pourtant, dans ces conditions si critiques, les Lorrains ont encore pu rendre à la France un service signalé.

« Une seule barrière pouvait arrêter la marche de l'armée ennemie, c'était la petite place de Toul qui commande le chemin de fer de l'Est.

« C'est là que se sont portés en masse les enfants de Nancy, les habitants de la Meurthe ; c'est là que, depuis plus de quinze jours, ils luttent, avec un courage que rien ne peut ébranler, contre le canon de l'armée prussienne.

« L'ennemi a établi des batteries, elles ont été démontées ; des trains ont tenté de franchir le passage, ils ont été broyés par le canon de la place.

Une partie de la ville a été brûlée ; la population ne s'en est montrée que plus énergique à la résistance ; enfin une capitulation des plus honorables a été refusée, et l'armée ennemie est obligée d'arrêter la marche de ses trains devant Toul, de descendre de ses wagons et de continuer à pied sa marche sur Châlons.

« La ville de Phalsbourg résiste avec la même énergie ; défendue aussi par la garde mobile de la Meurthe, elle a refusé de se rendre et déclaré qu'elle s'ensevelirait plutôt sous les ruines de la place.

« Voilà ce qu'ont fait et font encore en ce moment les enfants de la Meurthe, et, s'il est vrai qu'une odieuse insinuation ait été dirigée contre eux par un député, il nous semble juste, utile et moral, qu'il soit décrété d'accusation et traduit à la barre de la Chambre comme traître à la patrie, pour avoir, au jour du danger, excité le pays au découragement, en déclarant faussement qu'une partie de la population avait manqué à ses devoirs, au moment où elle les remplissait d'une manière héroïque.

« *Signé :* HALTZFELD. »

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE QUATRIÈME

N 1

PROCLAMATION DE GAMBETTA

AUX CITOYENS DES DÉPARTEMENTS, EN ARRIVANT A TOURS.

Tours, 9 octobre 1870.

Citoyens des départements,

Par ordre du gouvernement de la République, j'ai quitté Paris pour venir vous apporter, avec les espérances du peuple renfermé dans ses murs, les instructions et les ordres de ceux qui ont accepté la mission de délivrer la France de l'étranger.

Paris, depuis dix-sept jours étroitement investi, a donné au monde un spectacle unique, le spectacle de plus de deux millions d'hommes qui, oubliant leurs préférences, leurs dissidences antérieures, pour se serrer autour du drapeau de la République, ont déjà déjoué les calculs de l'envahisseur, qui comptait sur la discorde civile pour lui ouvrir les portes de la capitale.

La révolution avait trouvé Paris sans canons et sans armes. A l'heure qu'il est, on a armé quatre cent mille hommes de garde nationale, appelé cent mille mobiles, groupé soixante mille hommes de troupes régulières. Les ateliers fondent des canons ; les femmes fabriquent un million de cartouches par jour ; la garde nationale est pourvue de deux mitrailleuses par bataillon ; on lui fait des canons de campagne pour qu'elle puisse opérer bientôt des sorties contre les assiégeants ; les forts occupés par la marine ressemblent à autant de vaisseaux de haut-bord immobiles, garnis d'une artillerie merveilleuse et servis par les premiers pointeurs du monde. Jusqu'à présent, sous le feu de ces forts, l'ennemi a été impuissant à établir le moindre ouvrage

L'enceinte elle-même, qui n'avait que 500 canons, le 4 septembre, en compte aujourd'hui 3.800 ; à la même date, il y

avait 30 coups de canon à tirer par pièce, aujourd'hui il y en a 400, et l'on continue à fondre des projectiles avec une fureur qui tient du vertige. Tout le monde a son poste marqué dans la cité et sa place de combat. L'enceinte est perpétuellement couverte par la garde nationale, qui, de l'aube à la nuit, se livre à tous les exercices de la guerre avec l'application du patriotisme, et on sent tous les jours grandir la solidité et l'expérience de ces soldats improvisés.

Derrière cette enceinte ainsi gardée, s'élève une troisièmt enceinte, construite sous la direction du comité des barricades ; derrière ces pavés savamment disposés, l'enfant de Paris a retrouvé, pour la défense des institutions républicaines, le génie même du combat des rues.

Toutes ces choses, partout ailleurs impossibles, se sont exécutées au milieu du calme, de l'ordre, et grâce au concours enthousiaste qui a été donné aux hommes qui représentent la République. Ce n'est point une illusion ; ce n'est pas non plus une vaine formule : Paris est inexpugnable ; il ne peut plus être ni pris, ni surpris.

Restaient aux Prussiens deux autres moyens d'entrer dansla capitale, la sédition et la faim. La sédition, elle ne viendra pas, car les suppôts et les complices du gouvernement déchu, ou bien ils ont fui, ou bien ils se cachent. Quant aux serviteurs de la République, les ardents comme les tièdes, ils trouvent dans le gouvernement de l'Hôtel de Ville d'incorruptibles otages de la cause républicaine et de l'honneur national.

La famine!...

Prêt aux dernières privations, le peuple de Paris se rationna volontairement tous les jours; et il a devant lui, grâce aux accumulations de vivres, de quoi défier l'ennemi pendant de longs mois encore. Il supportera avec une mâle constance la gêne et la disette, pour donner à ses frères des départements le temps d'accourir et de le ravitailler.

Telle est, sans déguisement ni détour, la situation de la capitale de la France.

Citoyens des départements,

Cette situation vous impose de grands devoirs.

Le premier de tous, c'est de ne vous laisser divertir par aucune préoccupation qui ne soit pas la guerre, le combat à outrance ; le second, c'est, jusqu'à la paix, d'accepter fraternellement le commandement du pouvoir républicain sorti de la nécessité et du droit. Ce pouvoir, d'ailleurs, ne saurait sans déchoir s'exercer au profit d'aucune ambition. Il n'a qu'une

passion et qu'un titre : arracher la France à l'abîme où la monarchie l'a plongée. Cela fait, la République sera fondée et à l'abri des conspirateurs et des réactionnaires.

Donc, toutes autres affaires cessantes, j'ai mandat, sans tenir compte ni des difficultés ni des résistances, de remédier, avec le concours de toutes les libres énergies, aux vices de notre situation, et, quoique le temps manque, de suppléer à force d'activité à l'insuffisance des délais. Les hommes ne manquent pas. Ce qui a fait défaut, c'est la résolution, la décision et la suite dans l'exécution des projets.

Ce qui a fait défaut après la honteuse capitulation de Sedan, ce sont les armes. Tous nos approvisionnements de cette nature avaient été dirigés sur Sedan, Metz et Strasbourg ; et l'on dirait que, par une dernière et criminelle combinaison, l'auteur de tous nos désastres a voulu, en tombant, nous enlever tous les moyens de réparer nos ruines. Maintenant, grâce à l'intervention d'hommes spéciaux, des marchés ont été conclus, qui ont pour but et pour effet d'accaparer tous les fusils disponibles à l'étranger. La difficulté était grande de se procurer la réalisation de ces marchés : elle est aujourd'hui surmontée.

Quant à l'équipement et à l'habillement, on va multiplier les ateliers et requérir les matières premières, si besoin est ; ni les bras ni le zèle des travailleurs ne manquent ; l'argent ne manquera pas non plus.

Il faut enfin mettre en œuvre toutes nos ressources qui sont immenses, secouer la torpeur de nos campagnes, réagir contre de folles paniques, multiplier la guerre de partisans, et, à un ennemi si fécond en embûches et en surprises, opposer des piéges, harceler ses flancs, surprendre ses derrières, et enfin inaugurer la guerre nationale.

La République fait appel au courage de tous ; son gouvernement se fera un devoir d'utiliser tous les courages et d'employer toutes les capacités. C'est sa mission à elle d'armer les jeunes chefs, nous en ferons ! Le ciel lui-même cessera d'être clément pour nos adversaires, les pluies d'automne viendront, et retenus, contenus par la capitale, les Prussiens, si éloignés de chez eux, inquiétés, troublés, pourchassés par nos populations réveillées, seront décimés pièce à pièce par nos armes, par la faim, par la nature.

Non, il n'est pas possible que le génie de la France se soit voilé pour toujours, que la grande nation se laisse prendre sa place dans le monde par une invasion de cinq cent mille hommes.

Levons-nous donc en masse, et mourons plutôt que de subir

la honte du démembrement. A travers tous nos désastres, et sous les coups de la mauvaise fortune, il nous reste encore le sentiment de l'unité française, l'indivisibilité de la République, Paris cerné affirme plus glorieusement encore son immortelle devise, qui dictera aussi celle de toute la France.

Vive la nation ! Vive la République une et indivisible.

Le membre du gouvernement de la Défense nationale, ministre de l'intérieur,

LÉON GAMBETTA.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE CINQUIÈME

N° 1.

RAPPORT DU LIEUTENANT-COLONEL DE JOUFFROY
au général de La Motterouge.

La Ferté, 12 octobre 1870.

Mon général,

J'ai l'honneur de vous rendre compte du combat livré hier dans le faubourg Bannier, à Orléans.

Les troupes engagées sous mes ordres se composaient des corps suivants de la brigade : le 5e bataillon de marche (chasseurs à pied), commandant M. de Boissieux, capitaine ; — le 39e de ligne, 3e bataillon, sous les ordres du capitaine Cissey ; — le 5e bataillon du régiment étranger, commandant Arago.

A midi, les troupes se sont portées en toute hâte dans ce faubourg. Le 39e, qui formait la tête de colonne, a été divisé par ordre du général Borel. Il a été le premier engagé dans la rue principale, sur la ligne du chemin de fer à droite, et dans les vignes à gauche. Toutes les positions dominantes et les maisons du faubourg étaient fortement occupées par l'ennemi ; la légion a soutenu et continué l'attaque du centre.

Le régiment de mobiles de la Nièvre a contribué énergiquement à la défense du chemin de fer à droite, et le 5e bataillon de marche (chasseurs à pied) a occupé tous les jardins et toutes les vignes qui se trouvaient à gauche.

L'élan des troupes a été des plus brillants. Pas un militaire n'a fait de défaillance. La lutte, qui semblait avoir pour objet d'éloigner de la ville l'ennemi, a été acharnée des deux côtés et a duré jusqu'à la nuit. *Ce n'est qu'en apprenant par hasard que l'armée passait sur la rive gauche de la Loire que j'ai fait battre en retraite* [1] en ramenant le plus de monde possible.

1 Nous soulignons ce passage, qui augmente encore la responsabilité du général La Motterouge dans cette déplorable affaire.

De grandes pertes ont été faites ; j'ai l'honneur de vous transmettre les premiers renseignements que j'ai recueillis.

DE JOUFFROY.

N° 2.

LES PRUSSIENS A DREUX[1].

Le samedi 8 octobre, trente-deux uhlans se présentèrent à Dreux, annonçant l'arrivée d'un corps d'armée pour lequel il fallait préparer de la nourriture et des logements.

Le maire répliqua qu'il prendrait les mesures nécessaires au moment de l'arrivée des troupes. Il pria les uhlans de se retirer, en leur disant qu'il ne répondait de rien s'ils pénétraient dans la ville.

En se retirant, ceux-ci demandèrent à Cherisy, charmant village situé sur la route de Paris, une contribution d'avoine et de bestiaux, qu'ils ne purent emmener avec eux, grâce aux francs-tireurs de Dreux qui les poursuivaient activement. Le lendemain, dimanche 9 octobre, un détachement plus considérable retourna au village pour réclamer le montant de la réquisition de la veille.

On lui en donna livraison ; mais, au moment où il s'éloignait avec son butin, le détachement fut attaqué par les mêmes francs-tireurs, qui lui tuèrent quatre hommes, firent sept prisonniers, et l'obligèrent à abandonner sa proie.

Cet échec décida du sort de Cherisy. Le corps auquel appartenait le détachement était cantonné en partie à Houdan et en partie à Goussainville. Un officier logé dans le village déclara à son hôte, non sans beaucoup d'émotion, qu'il avait l'ordre de brûler Cherisy. En effet, le lundi 10 octobre, un corps considérable marcha sur le village de trois points différents. Un détachement de dragons de la reine formait la droite, deux escadrons de uhlans la gauche, et un bataillon d'infanterie le centre.

1 Quoiqu'elle soit un peu longue, nous reproduisons une lettre d'un pasteur protestant qui est un tableau complet et navrant de l'invasion prussienne. Rien de plus dramatique et de plus émouvant.

Les uhlans se massèrent à un kilomètre environ de ma maison et restèrent près d'une heure immobiles.

Alors ils s'élancèrent au galop comme des furieux dans la direction de Cherizy. Un des uhlans arriva sur moi le pistolet à la main en criant : « Gardes mobiles! gardes mobiles! »

Je lui fis signe qu'il n'y en avait point dans le village.

Les uhlans se conduisirent en vrais démons, frappant ceux qui ne pouvaient s'écarter assez vite sur leur passage, brandissant leurs sabres, poussant des cris effrayants.

J'avais sous les yeux une scène de la vie sauvage comme celles dépeintes par Livingstone ou Baker.

L'infanterie prit place sur une hauteur d'où elle commandait le village. L'artillerie tirait dans toutes les directions pour faire évacuer le village, puis, lorsque l'officier qui commandait jugea que les habitants devaient s'être éloignés, il envoya un détachement pour mettre le feu.

Si Cherisy eût été un village purement agricole, l'accomplissement du crime n'aurait pas été difficile. Il aurait suffi de mettre le feu aux granges et de laisser l'élément destructeur achever son œuvre.

Mais, comme la route était bordée de maisons bourgeoises ne renfermant ni foin ni paille, on s'y prit différemment.

Le cas était prévu; aussi les incendiaires étaient-ils munis d'une composition de pétrole dont ils arrosèrent les meubles, lits, tables, etc., puis ils y mirent le feu.

Un tel moyen ne pouvait manquer de réussir. Quarante maisons s'enflammèrent aussitôt, une seule ne prit pas feu, celle d'un épicier. Les soldats, ne trouvant dans la boutique que des barils de sel, de soude, de savon et d'autres matières peu inflammables, pénétrèrent dans une chambre du fond et arrosèrent de pétrole un coin du lit et un matelas préparés par le propriétaire pour un soldat blessé, puis ils y mirent le feu; mais la flamme ne fit que lécher le pétrole sur le bois de lit et brûler une partie du matelas, qui était mouillé.

Ce bois de lit, ce matelas, que j'ai vus, touchés, examinés, sont des preuves irrécusables, évidentes, que l'incendie de ce charmant village était un acte de barbarie et de la cruauté la plus criminelle. Des maisons vastes ont été brûlées sans qu'on se fût inquiété de savoir si elles ne renfermaient pas des personnes que l'âge ou la maladie rendaient incapables de s'enfuir. Une pauvre femme, qui était sur le point de donner le jour à un enfant, n'échappa aux flammes que par miracle

Mais ce n'est pas tout. Lorsque les Prussiens virent qu'il leur était impossible d'entrer à Dreux le même jour, ils se replièrent sur Houdan; ils mirent le feu à toutes les maisons isolées

qu'ils trouvèrent sur leur route. En arrivant au hameau de Mézengen, ils entrèrent dans la première ferme, magnifique établissement agricole, dont la porte d'entrée monumentale attire les regards de tous les voyageurs. Le fermier, terrifié par le sort de Cherisy, chercha à s'y soustraire en offrant tout ce qu'il possédait. Les soldats acceptèrent des rafraîchissements, mais n'en témoignèrent pas moins la sinistre intention d'exécuter les ordres barbares qu'ils avaient reçus.

Lorsque le fermier les vit prendre tranquillement des allumettes sur la cheminée, il les supplia avec des larmes, au nom de sa femme et de ses cinq enfants, de l'épargner. Vaines supplications, pleurs inutiles : les soldats, sans émotion, sans remords, se dirigèrent vers les granges pleines des produits de plusieurs années de travail et y mirent le feu.

J'ai vu de ma fenêtre quatre habitations, sur l'espace de trois kilomètres, qui rougissaient le ciel de cette lumière funèbre. C'est une scène qui remplissait le cœur d'une indescriptible tristesse. Vingt-quatre heures plus tard, je me rendis au hameau, dont les maisons n'étaient plus qu'un monceau de cendres. J'entrai dans cette ferme si prospère naguère, et je vis dans un des bâtiments, situé à gauche, un feu effrayant ; c'étaient les restes des greniers de grains qui se consumaient lentement.

Dois-je parler de la conduite des soldats à l'égard des prisonniers? Ici nous voyons la force brutale s'étaler sans contrainte.

Dimanche, un jeune homme de cette commune s'en était allé, poussé par la curiosité, dans la direction de Cherizy, pour voir ce qui se passait. Sa jeunesse aurait dû le protéger, car il ne paraît pas avoir plus de quinze ans, bien qu'il en ait dix-huit en réalité. A peine était-il entré dans le village qu'il fut fait prisonnier avec plusieurs autres. Un soldat saisit son bâton et l'en frappa.

Le malheureux, avec douze compagnons d'infortune, fut alors dirigé sur Houdan, où le détachement tenait garnison. Ils y passèrent la nuit dans la plus épouvantable agonie, car les soldats leur avaient fait entendre qu'ils allaient être mis à mort. Le jour suivant, le lundi, ils furent ramenés par le régiment qui allait attaquer Dreux ; on les plaça, avec une cruauté inouïe, derrière les batteries qui canonnaient Cherisy, de manière à être les premiers atteints par les balles des francs-tireurs ou des mobiles.

Comme on ne leur avait rien donné à manger, ils arrachaient des carottes dans les champs, tout en marchant, pour apaiser leur faim. Enfin les Prussiens se retirèrent, emmenant avec eux leurs prisonniers. L'un de ces malheureux, qui était garde

national, avait des cartouches dans ses poches; l ennemi les découvrit, ce fut le signal de la mort de cet infortuné, qui fut aussitôt fusillé. Son corps fut jeté dans un fossé. On ramena les autres prisonniers au bâtiment où ils avaient passé la nuit précédente. On ne leur donna aucune nourriture; ils furent maltraités, brutalisés et menacés du même sort que leur camarade. La nuit ne fut qu'une longue torture.

Le lendemain matin, on les plaça en ligne comme pour les mener à l'exécution. Après un débat assez vif entre les officiers, onze des prisonniers furent renvoyés. Le douzième était un trompette des sapeurs et des mineurs d'une commune voisine. Il appartenait donc à un corps dont les officiers sont payés par le ministère de la guerre. Son uniforme aurait dû le préserver contre tout danger, depuis le moment où il s'était rendu. Mais, lisant son sort dans les yeux des officiers, il s'échappa et courut se réfugier dans une écurie, où il fut lâchement massacré.

Le même corps d'armée devait revenir le 11 avec des forces plus considérables, pour prendre possession de Dreux et brûler mon village, sous le prétexte qu'un uhlan avait été tué sur le territoire de la commune; mais, au dernier moment, le commandant reçut l'ordre de se replier sur Versailles.

Tels sont les faits qui se sont passés près de ma demeure, et dont je garantis la parfaite exactitude. Et maintenant je demande aux hommes de guerre de l'Europe : Les lois de la guerre justifient-elles cette conduite? Est-il permis de transformer des soldats en vils incendiaires et de déshonorer ainsi la profession des armes?

Les mobiles et les francs-tireurs qui avaient attaqué les Prussiens n'étaient pas de Cherizy. Pourquoi donc le village a-t-il été brûlé? Était-ce le but de nos envahisseurs? N'ont-ils pas l'intention de réduire les populations rurales par la terreur, de les mettre dans cette situation où l'homme n'a pas la force de se défendre, afin de les dépouiller complétement de tout ce qu'elles possèdent?

Les réquisitious des Prussiens sont sans mesure. Ils ne quittent pas un village sans tout emporter.

La terreur inspirée par les Allemands est telle que de tous côtés on n'entend parler que de suicides, de femmes qui se jettent dans les puits, de vieillards qui se pendent, de familles qui s'asphyxient. Bon nombre d'individus sont devenus fous.

Quand on pense que cette désolation s'étend à vingt-cinq lieues autour de Paris, sans compter les mille villages de l'est, ravagés, pillés, détruits, on peut juger des malheurs de la France. Combien de temps cela va-t-il durer? Les nations de l'Europe assisteront-elles sans s'émouvoir à la ruine d'un pays

qui a contribué pour sa large part au progrès de la civilisation?

Ne craindront-elles pas, à leur tour, les projets de conquête d'un peuple enivré par la victoire? Plusieurs de ces nations n'ont-elles pas dans leur sein des populations allemandes que Bismarck peut réclamer? Ce diplomate au cœur de fer s'inquiétera-t-il des milliers de créatures humaines qu'il réduit au désespoir?

Mais il y a, en outre, un sentiment plus élevé que le sentiment des nationalités, qui est profondément offensé : c'est le sentiment d'humanité. Les atrocités auxquelles se livrent les armées allemandes sont une honte pour la nature humaine.

L'Europe devrait en être honteuse et se faire un point d'honneur de mettre un terme à une semblable guerre. Si elle se prolonge, cette guerre deviendra un massacre général, car la France creusera sa propre tombe si elle ne peut se débarrasser de ses ennemis.

Je vous prie, monsieur, dans l'intérêt de la vérité, au nom de l'humanité, d'insérer cette lettre dans votre journal.

J'ai l'honneur, etc.,

C. CAILLATTE, pasteur.

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE SIXIÈME

N° 1.

RAPPORTS DU GÉNÉRAL DE BELLEMARE SUR LES AFFAIRES DU BOURGET

Saint-Denis, le 30 octobre 1870.

Monsieur le Gouverneur,

Au rapport que je vous adresse, simple et vrai, comme vous me l'avez recommandé, et comme je l'ai toujours fait en toutes circonstances, bonnes ou mauvaises, vous voudrez bien me permettre d'ajouter quelques réflexions.

Je commence par dire que je ne décline aucune responsabilité, et que j'en accepte avec beaucoup de calme toutes les conséquences; cependant, je n'hésite pas non plus à dire que la position du Bourget, maintenue pendant quarante-huit heures, n'a été perdue et aussi promptement (quand, par une résistance d'un quart d'heure seulement, les troupes de remplacement arrivaient, faisaient un renfort naturel considérable) n'a été perdue, dis-je, que par les mauvaises dispositions, la négligence et l'incurie de celui qui avait reçu mes instructions particulières, et qui n'avait qu'à continuer ce que son prédécesseur avait bien fait.

En m'emparant de cette position par une surprise de nuit, je ne comptais pas lui donner d'importance, je comptais y mettre un poste d'avant-garde retranché; mais, par le fait, elle en avait une grande : l'acharnement de l'ennemi à la reprendre en est la preuve, et vous la considériez comme telle, puisque, par dépêche télégraphique d'hier au soir, vous m'ordonniez d'étudier des travaux défensifs relativement considérables; dans le cas contraire, d'ailleurs, vous m'eussiez ordonné de l'évacuer, ce que j'eusse fait immédiatement; je n'ai donc pas agi à la légère, et je suis prêt à justifier mes opérations.

...Je le répète, cet insuccès est dû à l'insuffisance d'un subordonné que je n'ai pas choisi, et que j'ai même hésité

longtemps à envoyer à ce poste : j'en accepte toutefois la responsabilité.

Je ne puis garder sous mes ordres un officier qui ne m'inspire aucune confiance et dont j'ai reconnu l'incapacité. Dans mon rapport officiel, je me suis efforcé d'atténuer sa faute, mais en réalité elle est complète; il faillit être pris lui-même dans sa maison, il n'eut que le temps de se sauver; cela vous donne la mesure de ce qui a dû se passer et comment il a dû rester tant de monde entre les mains de l'ennemi. . . . . .

. . . .

Veuillez agréer, etc.,

Général DE BELLEMARE.

Saint-Denis, le 30 octobre 1870.

Monsieur le Gouverneur,

J'ai l'honneur de vous adresser le rapport sur les faits qui ont amené l'évacuation du Bourget, occupé par nos troupes depuis quarante-huit heures.

Après les attaques infructueuses de l'ennemi pendant la nuit d'avant-hier, la canonnade avait été assez vive, à diverses reprises, pendant la journée d'hier, sans démonstrations sérieuses; la nuit dernière fut très-calme. Ce matin à six heures, j'envoyai un officier de mon état-major recevoir le rapport du colonel commandant la brigade qui avait pris le service la veille, et qui devait être relevé, ainsi que ses troupes, dans la matinée. Cet officier devait s'assurer que les dispositions des troupes étaient les mêmes que celles que j'avais prescrites depuis deux jours.

Vers sept heures, le colonel Martin m'envoya prévenir que l'ennemi ouvrait un feu violent d'artillerie; peu de temps après l'observatoire Montmartre, communiquant avec celui de Saint-Denis, me signalait des colonnes nombreuses d'infanterie prussienne marchant sur le Bourget.

Je n'avais aucune crainte, d'autant plus que je savais en route les troupes qui devaient aller relever le service de vingt-quatre heures. Néanmoins, je montai à cheval pour me rendre sur les lieux en cas d'événements inattendus. Quand j'eus dépassé la Courneuve, me dirigeant à toute vitesse sur le Bourget, je trouvai les troupes en pleine retraite et la position abandonnée.

Elles étaient arrêtées à un kilomètre environ du Bourget,

partie à cheval sur le chemin de fer, partie sur la route de Flandre. Ces dernières occupaient une maison dite *la Suiferie*, tiraillant avec l'ennemi qui réoccupait la gare et les maisons environnantes. Ne pouvant croire qu'en si peu de temps l'ennemi avait pu s'emparer des maisons crénelées, des obstacles, des barricades, créés par nous depuis deux jours, je fis avancer du monde pour prononcer un mouvement offensif, et je me portai, de ma personne, en avant, pour bien m'assurer, comme c'était ma conviction, que nous résistions encore dans le village; mais je n'entendis rien, et je dus penser que toutes les troupes avaient évacué. N'ayant pas une artillerie suffisante, je ne pouvais penser à faire une attaque de vive force devant des murs crénelés. Sur ces entrefaites, arriva le colonel de brigade que j'avais envoyé chercher pour me rendre compte de ce qui s'était passé. Son rapport succinct m'apprit que quelques compagnies étaient restées dans le haut du village; un retour offensif était devenu impossible. L'ennemi l'occupait avec des forces considérables, et les tirailleurs que j'envoyai en avant furent accueillis par une très-vive fusillade partant de toutes les maisons et de tous les murs crénelés. C'est alors que je me décidai à faire rentrer les troupes, en conservant nos postes avancés des jours précédents.

Il résulte des rapports circonstanciés et contradictoires que je me suis fait adresser par le colonel de brigade et différents chefs de corps que, pendant et à la faveur d'une violente canonnade dans laquelle l'ennemi n'a pas tiré moins de quinze cents coups en trois quarts d'heure, il avait massé, à droite du Bourget et en avant de Blanc-Mesnil, de fortes colonnes, qui, suivant le chemin de fer, passant la Molette, et continuant la même direction, masquées par des bouquets de bois, tournèrent le village par derrière, en passant entre lui et Drancy, et débouchèrent en arrière, coupant ainsi la retraite à tout ce qui était en avant. Ce n'est que quand elles se furent emparées des dernières maisons qu'une démonstration fut faite en avant et sur la gauche. Soit par suite de la pluie torrentielle de la nuit qui avait fait chercher aux hommes un abri dans les maisons, soit par suite du feu violent de l'artillerie qui avait amené le même résultat, toujours est-il que les troupes n'occupaient plus, au moment de l'attaque, les positions prescrites qui avaient permis aux autres, depuis deux jours, de résister avec succès. Les réserves, qui devaient être nombreuses en arrière, n'y étaient plus ou étaient insuffisantes; tout le gros s'était porté dans le village, quand il ne devait y avoir que peu de monde en tête, à droite, à gauche, et de petits postes intermédiaires sur les flancs : telles étaient les dispositions premiè-

res qui ne purent, sans doute, être maintenues, par suite de certaines négligences. Les troupes, en petit nombre, qui se sont trouvées devant l'ennemi, ont courageusement et vaillamment fait leur devoir; elles ont dû céder devant des masses; je n'en dirai pas autant de celles qui se sont laissé surprendre, n'ont pas montré de sang-froid..... Je ne puis terminer ce douloureux rapport en vous donnant le chiffre de nos pertes, tant tués et blessés que restés prisonniers, car il rentre des hommes à chaque instant, et ce n'est que demain que je pourrai faire l'appel dans les corps engagés.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Général DE BELLEMARE.

PIECES RELATIVES AU CHAPITRE SEPTIÈME

N° 1.

PROTOCOLE DE LA CAPITULATION DE METZ.

Entre les soussignés, le chef d'état-major général de l'armée française sous Metz, et le chef de l'état-major de l'armée prussienne devant Metz, tous deux munis des pleins pouvoirs de Son Altesse Royale le prince Frédéric-Charles de Prusse,

La convention suivante a été conclue :

Art. 1er. L'armée française placée sous les ordres du maréchal Bazaine est prisonnière de guerre.

Art. 2. La forteresse de la ville de Metz, avec tous les forts, le matériel de guerre, les approvisionnements de toute espèce et tout ce qui est propriété de l'État, seront rendus à l'armée prussienne dans l'état où tout cela se trouve au moment de la signature de cette convention.

Samedi, 24 octobre, à midi. les forts de Saint-Quentin, Plappeville, Saint-Julien, Queuleu et Saint-Privat, ainsi que la porte Mazelle (route de Strasbourg), seront remis aux troupes prussiennes.

A dix heures du matin de ce même jour, des officiers d'artillerie et du génie, avec quelques sous-officiers, seront admis dans lesdits forts, pour occuper les magasins à poudre et pour éventer les mines.

Art. 3. Les armes, ainsi que tout le matériel de l'armée, consistant en drapeaux, aigles, canons, mitrailleuses, chevaux, caisses de guerre, équipages de l'armée, munitions, etc., seront laissés à Metz et dans les forts à des commissions militaires instituées par M. le maréchal Bazaine, pour être remis immédiatement à des commissaires prussiens. Les troupes, sans armes, seront conduites, rangées d'après leurs régiments ou corps, et en ordre militaire, aux lieux qui sont indiqués pour chaque corps.

Les officiers rentreront alors, librement, dans l'intérieur du camp retranché ou à Metz, sous la condition de s'engager sur l'honneur à ne pas quitter la place sans l'ordre du commandant prussien.

Les troupes seront alors conduites par leurs sous-officiers aux emplacements de bivacs. Les soldats conserveront leurs sacs, leurs effets, et les objets de campement (tentes, couvertures, marmites, etc.).

Art. 4. Tous les généraux et officiers, ainsi que les employés militaires ayant rang d'officiers, qui engageront leur parole d'honneur par écrit de ne pas porter les armes contre l'Allemagne, et de n'agir d'aucune autre manière contre ses intérêts, jusqu'à la fin de la guerre actuelle, ne seront pas faits prisonniers de guerre; les officiers et employés qui accepteront cette condition conserveront leurs armes et les objets qui leur appartiennent personnellement.

Pour reconnaître le courage dont ont fait preuve pendant la durée de la campagne les troupes de l'armée et de la garnison, il est en outre permis aux officiers qui opteront pour la captivité d'emporter avec eux leurs épées ou sabres, ainsi que tout ce qui leur appartient personnellement.

Art. 5. Les médecins militaires, sans exception, resteront en arrière pour prendre soin des blessés; ils seront traités d'après la convention de Genève; il en sera de même du personnel des hôpitaux.

Art. 6. Des questions de détail concernant principalement les intérêts de la ville sont traitées dans un appendice ci-annexé qui aura la même valeur que le présent protocole.

Art. 7. Tout article qui pourra présenter des doutes sera toujours interprété en faveur de l'armée française.

Fait au château de Frescaty, 27 octobre 1870.

Signé : L. JARRAS, STIEHLE.

N° 2.

ORDRE GÉNÉRAL N° 12.

A l'armée du Rhin.

Vaincus par la famine, nous sommes contraints de subir les lois de la guerre en nous constituant prisonniers. A diverses époques de notre histoire militaire, de braves troupes, commandées par Masséna, Kléber, Gouvion-Saint-Cyr, ont éprouvé

le même sort, qui n'entache en rien l'honneur militaire quand, comme vous, on a aussi glorieusement accompli son devoir jusqu'à l'extrême limite humaine.

Tout ce qu'il était loyalement possible de faire pour éviter cette fin a été tenté et n'a pu aboutir.

Quant à renouveler un suprême effort pour briser les lignes fortifiées de l'ennemi, malgré votre vaillance et le sacrifice de milliers d'existences, qui peuvent encore être utiles à la patrie, il eût été infructueux, par suite de l'armement et des forces écrasantes qui gardent et appuient ces lignes; un désastre en eût été la conséquence

Soyons dignes dans l'adversité, respectons les conventions honorables qui ont été stipulées, si nous voulons être respectés comme nous le méritons. Évitons surtout, pour la réputation de cette armée, les actes d'indiscipline, comme la destruction d'armes et de matériel, puisque, d'après les usages militaires, place et armement devront faire retour à la France lorsque la paix sera signée.

En quittant le commandement, je tiens à exprimer aux généraux, officiers et soldats, toute ma reconnaissance pour leur loyal concours, leur brillante valeur dans les combats, leur résignation dans les privations, et c'est le cœur brisé que je me sépare de vous.

Le maréchal de France commandant en chef,

Signé : BAZAINE.

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE ONZIÈME

LES BATAILLES DES 16 ET 18 AOUT

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE DOUZIÈME

LE CRIME DE BAZEILLES

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE TREIZIÈME

DÉCHÉANCE DE L'EMPIRE

DEUXIÈME PARTIE

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE PREMIER

LE LENDEMAIN DU 4 SEPTEMBRE

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE DEUXIÈME

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE TROISIÈME

CAPITULATION DE STRASBOURG

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE QUATRIÈME

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE CINQUIÈME

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE SIXIÈME

PIÈCES RELATIVES AU CHAPITRE SEPTIÈME

F. Aureau. — Imprimerie de Lagny.